



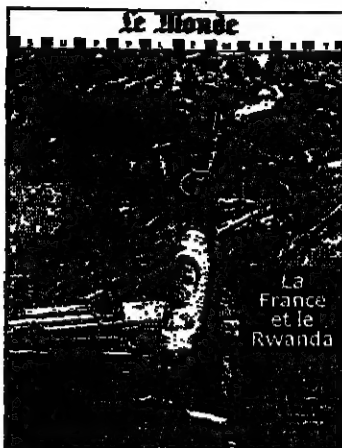
## L'Irak menacé de frappes américaines, Clinton menacé d'« impeachment »

UN RAPPORT de Richard Butler, chef des inspecteurs de la commission spéciale des Nations unies (Unsc) chargée du désarmement, jugeant que « l'Irak n'a pas fourni la pleine coopération promise », a ravivé, mercredi 16 décembre, la menace de frappes américaines. Les équipes de l'Unsc ont été évacuées vers Bahrein et celles des agences des Nations unies se tiennent prêtes à partir vers Amman. Bill Clinton devait examiner l'option d'une riposte militaire à quelques heures du vote, jeudi, de la Chambre des représentants sur la procédure d'impeachment qui le menace. L'option publique américaine semble moins favorable à M. Clinton. La radicalisation des républicains modérés est de plus en plus sensible.

Lire pages 4 et 5

## Rwanda : comment la France s'est trompée

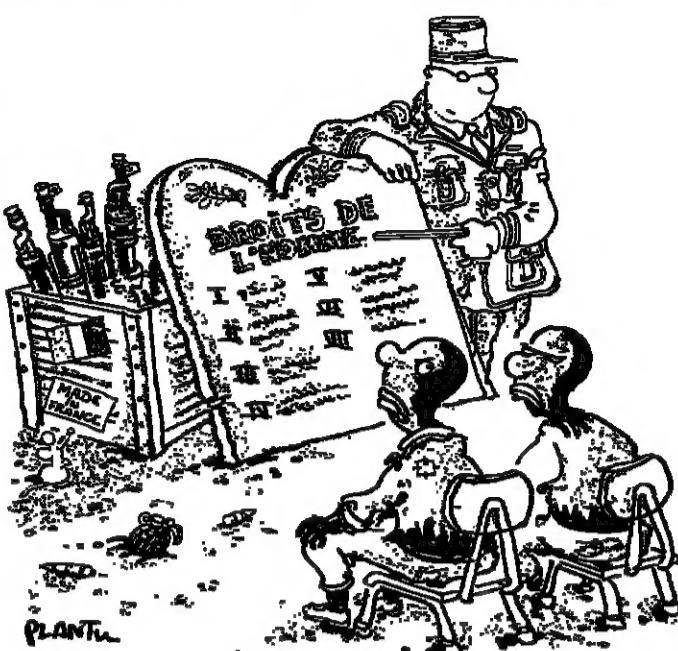
- L'enquête de la Mission Quilès souligne les erreurs, les fautes et l'aveuglement de la France avant le génocide
- Elle critique l'opacité de sa politique africaine, « domaine réservé » de l'Elysée
- Elle affirme cependant que Paris n'a aucune responsabilité dans les massacres de 1994 qui ont fait entre 500 000 et 1 million de morts



« Enquête sur la tragédie rwandaise » : Le Monde publie de larges extraits du rapport de la mission Quilès sur le génocide de 1994. Notre cahier spécial contient l'essentiel des chapitres consacrés aux opérations militaires françaises et au génocide.

QUI EST responsable du génocide de 1994 au Rwanda, dont ont été victimes 500 000 à 1 million de Tutsis ? Le rapport de la Mission Quilès, publié mardi 15 décembre à l'Assemblée nationale au terme de neuf mois d'une enquête parlementaire minutieuse, renvoie à leurs crimes les Hutus au pouvoir à l'époque. Mais il souligne aussi, crûment, les hésitations, incohérences, erreurs et fautes de la communauté internationale et singulièrement de la France.

« La France n'est pas impliquée dans ce déclenchement de violence », affirme le rapport. Pourtant, le récit méticuleux des événements reconstitués par les députés français souligne l'échec manifeste de la France au Rwanda, la nocivité de sa politique africaine et son aveuglement face aux signaux annonciateurs du carnage. « Les risques d'un déclenchement de la violence se trouvaient réunis. La France les



a parfaitement perçus. Elle n'a pas su tirer de cette appréciation les enseignements adaptés », notent les députés.

Cette enquête parlementaire est une première en France. Jamais le Parlement n'avait pénétré à ce point dans le « domaine réservé » du président de la République. Jamais il n'avait démontré jusque dans le détail l'opacité de la politique africaine de la France. Jamais il n'avait démonté les mécanismes de décision et l'organisation des opérations militaires.

La Mission Quilès lance un appel à la transparence et à un meilleur contrôle par le Parlement des interventions militaires. L'opposition a rejeté les conclusions du document dont elle juge « inacceptables » certains passages qui mettent en cause le rôle de la France.

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 15

## La parité votée

Les députés ont adopté, mardi, l'organisation de « l'égal accès des femmes et des hommes » aux responsabilités politiques.

p. 6

## Drôle d'« Ennui »

Pour Cédric Kahn, réalisateur de *L'Ennui*, son film doit son existence à la jeune actrice Sophie Guillemin. Également sur les écrans, *La Vie des Juifs en Palestine*, film de 1913, et *Un soir après la guerre*, film cambodgien de Rithy Panh.

p. 27 à 29

## Marc Fumaroli répond à M. Allègre

Dans un point de vue, l'académicien défend la tradition libérale d'enseignement secondaire français face à un modèle américain inadaptable.

p. 16

## Baisse du téléphone

Un an après l'ouverture à la concurrence du téléphone européen, le déploiement des nouveaux venus reste lent, mais les tarifs des communications ont d'ores et déjà baissé.

p. 18

## La sauvegarde de l'Amazonie

L'application du « programme pilote » lancé en 1996 a donné des résultats encourageants, mais se heurte aux problèmes financiers et fonciers.

p. 23

Adresses : 3 DM : Andes-Guyane, 9 F : Australie, 25 ATG : Belgique, 49 FR : Canada, 2,25 \$ CAN : Côte d'Ivoire, 850 F CFA : Danemark, 15 DDM : Espagne, 225 PTA : Grande-Bretagne, 1 £ : Grèce, 350 GR : Irlande, 1,45 £ : Italie, 3500 L : Luxembourg, 40 FL : Maroc, 10 DDM : Norvège, 40 KRON : Pays-Bas, 3 FL : Portugal, 200 PTE : Roumanie, 9 F : Singapour, 650 F SGA : Suède, 18 KRON : Suisse, 2,30 FR : Tunisie, 1,2 DM : USA, 2 \$ : USA (cable), 2,50 \$.

M 0147 - 1217 - 7,50 F



## De Pékin à Katmandou, le yéti fait toujours recette

L'ABOMINABLE homme des neiges n'existe pas, personne ne l'a rencontré : le responsable du département chinois des forêts vient d'affirmer que les dernières expéditions scientifiques « ont montré que tous les yétis signalés étaient en fait des animaux sauvages ». En vérité, le yéti, de ténacité légendaire, est au cœur d'une querelle opposant les deux pôles de la monumentale administration chinoise : sa tête et son niveau local. Et ce, non pas pour le pire, mais pour le meilleur : il en va de la protection des espèces animales menacées.

La dramaturgie à pour cadre les montagnes aux profondes vallées forestières du Hubei, au centre de la Chine, où des savants passionnés traquent depuis des années l'homme-singe, le gigantopithèque, objet des fantasmes populaires les plus variés autant que des recherches les plus sérieuses. Une sorte d'industrie touristique très spécialisée y prospère depuis que, voici quelques années, des instances gouvernementales, peut-être bien intentionnées, ont offert une récompense de quelque 300 000 francs pour un spécimen vivant du légendaire « migou ». Au grand dam des scientifiques

pékinois du Comité pour la recherche des créatures rares et étranges, qui n'est pas composé de farceurs, des centaines de milliers d'amateurs se bousculent dans la réserve de Shennongjia. Pour le plus grand profit de l'industrie touristique locale et au détriment de l'équilibre écologique. Pékin a donc tranché : puisque l'existence de l'homme-singe n'est qu'un leurre, il n'y a plus de raison de mettre sa tête à prix et d'exciter les curieux.

La Chine n'a cependant pas l'apanage de la « yétimania » : au Népal et dans les régions himalayennes, l'animal fait parler de lui depuis près d'un siècle. Et là-bas, personne n'aurait nié l'existence. Le gigantopithèque semble avoir élu domicile dans le district du Solu Khumbu, au pied de l'Everest, patrie des fameux sherpas. Tout au long de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les témoignages abondent sur les apparitions de l'humanoïde. La créature tuerait des yaks, mangerait des moutons, enlèverait des marcheurs isolés. Au mieux, elle laisse d'impressionnantes traces de pattes dans la neige des solitudes glacées des confins tibéto-népalais. Montagnards occidentaux et autres trekkers affirment avoir

aperçu de suspectes silhouettes ou assurent avoir retrouvé les signes du passage de l'Abominable. La preuve la plus concrète de l'existence du mystérieux « migou » fut même, un temps, exposée dans le monastère de Pangboché, non loin du versant sud de l'Everest, où le visiteur pouvait observer le scalp répugnant d'un yéti chevelu et sa main supposée. Mais les deux pièces à conviction ont aujourd'hui disparu, sans doute volées par quelque yétimane...

La légende du yéti est largement exploitée par les Népalais, qui ont rapidement compris le bénéfice qu'ils pouvaient tirer, sur le plan touristique, de la créature. La Royal Nepal Airlines a longtemps vanté les mérites de son « yéti service » à bord. L'un des plus grands hôtels de Katmandou est le Yak and Yeti, et on peut s'adresser à Yeti Travels pour préparer un trekking. Quant au rédacteur en chef du très sérieux magazine *Himal*, publié dans la capitale népalaise, il signe toujours ses éditoriaux par ces mots : « Abominablement vôtre »...

Francis Deron et Bruno Philip

## Violences urbaines : l'urgence d'un autre regard

LES VIOLENCES urbaines ont une particularité : de prime abord, elles échappent aux logiques qui régissent la société. Le maire de Toulouse l'a souligné en désignant la cible des jeunes émeutiers : « Transports, écoles, lieux de réunion associatifs, équipements culturels et sportifs ».

« On a voulu détruire ce qui est fait justement pour améliorer la vie

du quartier », a déploré Dominique Baudis, rejoignant le concert des élus qui se disent désemparés. Depuis quinze ans que les quartiers désertés font parler d'eux, le désarroi n'a fait que s'amplifier. Les diagnostics se sont multipliés, l'incompréhension s'est accentuée. Le monde politique s'en est mêlé, appelant successivement à la réhabilitation des immeubles, à l'injec-

tion d'emplois dans les cités. Mais les discours incantatoires, suivis de saupoudrages financiers, n'ont pas empêché le fossé de se creuser entre deux mondes qui se font peur. Aucun projet collectif n'a été pensé pour enrayer une déliquescence qui met en jeu les fondements de la société.

Régulièrement, le temps d'une émeute, la question se pose de

savoir si la France peut continuer de vivre avec cette écharde, au risque d'une gangrène. Les braises éteintes, 5 millions de personnes - qui vivent au quotidien dans un sentiment d'abandon - retournent dans l'oubli, les chercheurs - qui s'épuisent depuis des années en disant l'urgence qu'il y a à traiter cette question, fût-ce dans un pur souci de préservation de la paix civile - continuent de prêcher dans le désert.

Il existe des quartiers où la police ne s'introduit qu'en mobilisant un escadron. Les équipes de télévision se rendent dans les cités avec plus de précautions (et de peur) que sur un front de guerre. Qui s'en émeut ?

Subrepticement, les incendies de voitures, les rodéos automobiles, les agressions mortelles, les grèves de chauffeurs de bus ont rejoint le lot des informations non relayées parce que devenues récurrentes. La violence s'est banalisée, n'appelant plus à commentaire que lorsqu'elle s'apparente à un spectacle, ou sort du territoire où elle est habituellement circonscrite.

A ce défaut de commentaire, deux causes : la peur de l'amalgame, entre dénonciation de la violence et discours répressif, et l'absence de projet.

Marie-Pierre Subtil

Lire la suite page 15 et nos informations page 10

## Voyage dans la France des Miss

SAMEDI 12 décembre, une Cendrillon tahitienne est devenue Miss France. Depuis, une polémique assombrit son bonheur : y aurait-il eu tricherie, puisque le jury officiel n'a pas suivi le choix du public qui préférerait Miss Berry à Miss Tahiti ? Quelques jours avant l'élection, Pascale Krémer avait parcouru pour *Le Monde* le mystérieux royaume des Miss. Devenu l'un des spectacles les plus regardés à la télévision, ce concours, loin de refléter l'évolution de la société, préserve un univers de rêve pour une élite méticuleusement conditionnée. De Sa Majesté Audimat à la « chaperonne » des postulantes, en passant par les servantes et les princesses, voyage dans un monde sans âge.

Lire page 14

## Les Restos du cœur en proie au doute



VÉRONIQUE COLUCCI

LA CAMPAGNE 1998-1999 des Restos du cœur s'est ouverte, lundi 14 décembre, pour les milliers de bénévoles et leur présidente, Véronique Colucci. Après quatorze années d'existence, et face à l'installation durable de la précarité et de la misère, l'association créée par Colucci hésite entre sa fonction première de distribution alimentaire et des actions plus généralistes contre l'exclusion. Enquête sur une crise d'identité.

Lire page 9

International	2	Abonnements	28, 38
France	6	Tableau de bord	21
Société	9	Aujourd'hui	23
Carnet	12	Météorologie, jeux	26
Régions	15	Culture	27
Horizons	14	Guide culturel	29
Entreprises	18	Kiosque	30
Communication	20	Radio-Télévision	31



البيان

## INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 17 DÉCEMBRE 1998

**RAPPORT** La Mission d'information parlementaire sur le rôle joué par la France au Rwanda de 1990 à 1994, présidée par Paul Quilès, a rendu son rapport, mardi 15 décembre. Les dé-

putés soulignent les incohérences de la politique française au Rwanda mais démentent sa responsabilité sur le génocide. ● LA MISSION n'apporte pas de réponse à la question cruciale : qui

a abattu l'avion du président Habyarimana ? Elle renvoie dos à dos les Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) et les extrémistes hutus. ● LES MILITAIRES FRANÇAIS sont interve-

nus à trois reprises au Rwanda. Le rapport n'exclut pas que les soldats français soient intervenus sur le terrain « de façon extrêmement proche » des armées rwandaises.

● LE NOM DE PAUL BARRIL, l'ex-capitaine de gendarmerie, apparaît dans le rapport, mais celui-ci n'a jamais été interrogé par les parlementaires. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

# Erreurs et incohérences de la politique française au Rwanda

La mission d'information parlementaire, présidée par Paul Quilès, ancien ministre socialiste de la défense, stigmatise les liaisons coupables de Paris avec le régime de feu le président Juvénal Habyarimana

LA MISSION d'information parlementaire sur le rôle de la France au Rwanda, présidée par Paul Quilès, ancien ministre socialiste de la défense, a rendu son rapport, mardi 15 décembre, au terme de neuf mois de travaux. « Il est regrettable qu'il ait fallu attendre quatre ans pour qu'une investigation soit menée sur une pareille tragédie », a dit M. Quilès à propos du génocide rwandais de 1994, remarquant « que le silence du gouvernement, l'apparente indifférence du Parlement ont suscité des interrogations et fait naître des suspicions, voire des mises en accusation de la politique de la France ».

La mission a étudié assez méticuleusement les rapports que Paris a entretenus avec le « pays des mille collines », de la première offensive armée du Front patriotique rwandais (FPR), le 1<sup>er</sup> octobre 1990, au génocide « déclenché » par l'attentat qui a coûté la vie au président Juvénal Habyarimana, et à son homologue burundais, Cyprien Ntaryamira, le 6 avril 1994. Le rapport, après avoir détaillé plusieurs hypothèses, re-

tient, in fine, deux pistes qui pourraient permettre d'identifier ceux qui ont tiré les missiles pour abattre l'avion présidentiel, renvoyant, pour ainsi dire, dos à dos les Tutsis du FPR et les extrémistes hutus sans désigner de coupables. « Il appartient à une autre autorité de poursuivre l'enquête », dit le texte.

« Noroit », « Amayillys » et « Turquoise », les trois grandes opérations militaires françaises menées pendant cette période au Rwanda, sont analysées par la Mission d'information. Les deux premières ont été conduites au titre de l'assistance d'Etat à Etat, la dernière à titre humanitaire. Paul Quilès souligne que l'examen scrupuleux de son déroulement permet de répondre « de façon circonstanciée aux vives critiques formulées à son encontre ».

### LES « ERREURS » DE L'ONU

Le génocide est « un échec de la communauté internationale » et « la France n'est pas impliquée dans ce déclenchement de violence », dit encore le rapport qui

stigmatise plusieurs « erreurs » des Nations unies dans la gestion de la crise, dont la plus grave, selon le texte, est d'avoir considéré la situation « au Rwanda comme

### Neuf mois d'études et d'auditions

La Mission d'information sur les opérations militaires menées au Rwanda par la France, d'autres pays et l'ONU entre 1990 et 1994, selon l'intitulé précis, a été créée le 3 mars 1998 par la commission de la défense de l'Assemblée nationale, rejointe une semaine plus tard par la commission des affaires étrangères.

Sous la conduite de son président, Paul Quilès, et de deux rapporteurs, Bernard Cazeneuve et Pierre Bana, la mission d'information a tenu 45 réunions, au cours desquelles elle a entendu 88 personnes (34 militaires, 21 diplomates et fonctionnaires de la coopération, 20 responsables politiques et 13 experts et témoins divers). Les rapporteurs ont également entendu des dizaines de témoins en audiences privées, étudié 30 000 pages de documents, et effectué des voyages au siège des Nations unies à New York, à Washington, en Ouganda, au Burundi, au siège du Tribunal pénal international en Tanzanie, et au Rwanda.

une simple guerre civile ». C'est l'ONU et la force de surveillance des accords qui ont été « incapables d'enrayer la montée des violences et de mettre fin aux massacres. Leur défaillance est

évidente », a estimé Paul Quilès, au cours d'une conférence de presse. Et la mission rappelle, à juste raison, que ce sont bien « des Rwandais qui pendant plusieurs semaines

ont tué d'autres Rwandais, dans les conditions d'atrocité que l'on sait ». L'opposition a rejeté les conclusions du document, estimant que « notre pays peut et doit être fier de l'action qu'il a conduite » au

Rwanda et que le rapport contient des passages « inacceptables ». Les députés RPR, DL et UDF critiquent notamment « la tonalité de l'introduction », qui « favorise une tendance à rejeter sur la France la responsabilité des événements qui ont conduit au génocide », « la publication des auditions à huis-clos » et « l'analyse des faits ». Pour les parlementaires de l'opposition, « le rapport ne tire pas explicitement les conclusions positives pour la France que cette analyse fait pourtant apparaître ».

« La France n'a pas à rougir de ce qu'elle a fait », a déclaré le député RPR René Galy-Dejean, tandis que son collègue Jacques Myard, qui s'était fait remarquer au cours des auditions en traitant les universitaires invités à témoigner d'« idiots utiles », dénonçait « une véritable campagne de haine médiatique à l'encontre de la France » qui a « visiblement été orchestrée par des intérêts et services étrangers ».

Les députés de l'opposition critiquent en outre le fait que M. Quilès et les rapporteurs,

Pierre Bana et Bernard Cazeneuve, aient formulé des « propositions » à la fin du rapport, estimant celles-ci « inacceptables ». « Elles reflètent à l'évidence un positionnement politique », ont-ils déclaré.

### CONTRÔLE DU PARLEMENT

Dans cet ultime chapitre, la majorité propose diverses idées « pour qu'à l'avenir, les actions de gestion des crises, notamment en Afrique, souffrent de moins d'insuffisance et soient plus efficaces » : l'amélioration du contrôle du Parlement sur les opérations militaires extérieures, le rattachement de l'assistance militaire technique au ministère de la défense plutôt qu'à celui des affaires étrangères, une coordination plus efficace entre les différents services secrets, l'approfondissement de la réforme de la coopération, une contribution plus efficace à la sécurité africaine et la ratification rapide du traité de Rome sur la Cour pénale internationale.

F.F. et R.O.

## La reconnaissance d'un génocide s'impose comme une évidence

### ● L'attentat contre Juvénal Habyarimana

« L'importance de la mort des deux présidents, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira, dans l'attentat du 6 avril 1994, tient à ce qu'il est considéré comme le facteur déclenchant, non seulement des massacres qui l'ont immédiatement suivi mais du génocide pétrifié d'avril à juillet 1994 », note le rapport de la Mission d'information, avant de passer en revue les pistes qui permettraient d'identifier les auteurs et les commanditaires de cet attentat. Les députés retiennent deux thèses, la première incriminant le Front patriotique rwandais, la seconde, les extrémistes hutus. Le rapport n'apporte donc pas de réponse à la question fondamentale : qui a abattu l'avion présidentiel ? « Nous avons une intime conviction, mais nous ne la donnerons pas », a précisé Paul Quilès.

### ● Le génocide

La reconnaissance d'un génocide commis à l'encontre des Tutsis au Rwanda, après le 6 avril 1994, s'impose comme une évidence. Tout concorde pour dire que l'extermination des Tutsis par les Hutus a été préparée longtemps à l'avance. L'ambassadeur Georges Martres a estimé que le génocide était prévisible dès octobre 1993 « sans toutefois qu'on puisse en imaginer l'ampleur et l'atrocité », ajoutant que « le génocide constituait une hantise quotidienne pour les Tutsis ». Avec une telle clairvoyance qui n'apparaît

pas aussi clairement dans les télégrammes diplomatiques, on ne peut que s'interroger sur l'inaction de la France pour prévenir le génocide par des actions concrètes, souligne le rapport.

### ● Opération « Noroit »

Deux jours après l'offensive lancée par le FPR depuis le territoire ougandais, la France décide, le 3 octobre 1990, de dépêcher à Kigali un détachement militaire avec une triple mission : protéger l'ambassade, assurer la protection des Français, être en mesure de les évacuer. « Sur décision du président François Mitterrand, la France maintient au-delà du terme initialement prévu la présence d'une des deux compagnies Noroit, mais réaffirme son non-engagement aux côtés des FAR ». L'opération « Noroit » dure jusqu'en décembre 1993. Le rapport souligne que « si la France n'est pas allée aux combats, elle est toutefois intervenue sur le terrain de façon extrêmement proche des FAR ».

### ● L'opération « Amayillys »

Au lendemain de l'attentat, le Quai d'Orsay demande à l'ambassadeur Jean-Michel Marlaud, en poste à Kigali, d'apprécier l'opportunité d'une évacuation des ressortissants français, compte tenu de la dégradation brutale de la situation. L'assassinat de deux adjuvants-chefs et de l'épouse de l'un d'eux, portant à six le nombre des Français victimes des événements, précipite la décision. L'opération « Amayillys » est déclenchée de façon unilatérale par

la France. Strictement limitée dans le temps – du 8 au 14 avril – cette opération est destinée à assurer la protection et l'évacuation des ressortissants français et étrangers. Près de 1 500 personnes sont évacuées.

« Le 9 avril à 17 heures le premier avion C130 décolle avec à son bord quarante-trois ressortissants français et douze membres de la famille Habyarimana », souligne le texte. Le 12 avril, l'ensemble du personnel de l'ambassade est évacué. « La France a été accusée d'avoir procédé à l'évacuation exclusive des dignitaires du régime hutu sans s'être préoccupée du sort des représentants de l'opposition hutu modérés ou tutsis et d'avoir appliqué

un traitement différent aux personnels français de l'ambassade et aux ressortissants rwandais ».

### ● Opération « Turquoise »

Le rapport rappelle que l'opération « Turquoise », qui s'est déroulée du 22 juin au 22 août, se différencie des opérations précédentes, « Noroit » et « Amayillys ». Elle concerne les Rwandais eux-mêmes et non plus les seuls ressortissants étrangers ; elle ne s'inscrit pas dans le cadre d'un accord d'assistance d'Etat à Etat. Revendiquée par la France au nom d'une exigence morale, elle est définie comme une opération humanitaire placée sous mandat de l'ONU. Elle est autorisée par la résolution 929 qui prévoit la possibilité de recourir à la force. Dénoncée par les uns comme une opération écran destinée à permettre aux FAR et aux milices de s'enfuir armées vers le Zaïre, en vue d'une reconquête militaire, elle a été critiquée par d'autres, comme Jean-Hervé Bradol, de Médecins sans frontières, pour avoir été, dans sa nature même, « une force neutre en période de génocide » alors qu'il aurait fallu « non pas une opération humanitaire, mais une intervention militaire française internationale pour s'opposer aux tueurs » puisque, selon lui, la convention de 1948 sur la prévention et la répression du crime de génocide s'appliquerait en la circonstance.

### ● Les livraisons d'armes

La mission dit avoir cherché à faire précisément le point sur les livraisons d'armes de la France au Rwanda dans un cadre légal entre 1990 et le 8 avril 1994, date à laquelle toute exportation a été suspendue. Le rapport précise que la France n'a pas répondu systématiquement aux demandes de Kigali et qu'elle a refusé des appuis aériens au président Habyarimana. La presse a par ailleurs fait état d'une violation par la France de l'embargo imposé par elle le 8 avril et par l'ONU le 17 mai. Il est ainsi reproché à deux sociétés françaises d'avoir rompu l'embargo en livrant des armes via Goma, dans l'est du Zaïre.

## Décalage entre un récit sévère et une analyse frileuse

LE RAPPORT « Enquête sur la tragédie rwandaise » est à l'image du sujet complexe et obscur qu'il devait traiter : ambigu. Pourquoi la France a-t-elle envoyé ses soldats

### ANALYSE

Le document fustige les dysfonctionnements au sein de l'Etat français

dans la guerre rwandaise en 1990, pourquoi a-t-elle intensifié son action au cours des trois années suivantes, pourquoi a-t-elle soutenu

ses alliés hutus jusqu'au génocide des Tutsis d'avril 1994 ?

La Mission d'information parlementaire a partiellement répondu à ces interrogations. Elle a fourni un récit intéressant de l'histoire contemporaine rwandaise, des documents inédits sur l'action de la France au « pays des mille collines », des témoignages dont certains ouvrent de nouveaux horizons d'enquête, et une analyse sévère des dysfonctionnements au sein de l'Etat français et de la communauté internationale.

### UNE CERTAINE AMBIGUÏTÉ

A lire le simple récit des faits et la manière dont ils sont rapportés, le réquisitoire est implacable : la France a échoué au Rwanda, s'est trompée de politique africaine et est restée aveugle face aux signaux annonciateurs du carnage. Pourtant, une certaine ambiguïté émane des trois-cent-soixante-six pages du document. Car la thèse des députés est que la France s'est trouvée prise dans un « piège » au Rwanda. Le rapport égrène les enchaînements douloureux en tentant de démontrer qu'à chaque étape du processus, Paris avait une bonne raison de faire des choix qui se révéleront plus tard peu judicieux. La France n'aurait commis, selon l'expression de M. Quilès, qu'une « erreur globale de stratégie ».

A différents chapitres de l'analyse des responsabilités, et malgré trois-cents premières pages riches en informations, la démonstration est peu convaincante. En ce qui concerne la prévention du génocide, Paris a reçu dès 1990 des télégrammes inquiétants d'un officier supérieur. Il écrit, le 15 octobre, que « certains Tutsis pensent qu'il convient de craindre un génocide »

et évoque le 24 octobre « l'élimination physique des Tutsis, 500 000 à 700 000 personnes, par les Hutus, 7 millions d'individus ». Les informations alarmistes se succèdent jusqu'en 1994. Le rapport parlementaire conclut : « Les risques d'un déclenchement de la violence se trouvaient réunis. La France les a parfaitement perçus. Elle n'a pas su tirer de cette appréciation les enseignements adaptés ». La conclusion est un étonnant raccourci.

Sur un ton semblable, après avoir décrit scrupuleusement, et pour la première fois confirmé par la publication de documents « déclassifiés », l'engagement des forces françaises aux côtés de l'armée gouvernementale hutue, puis la « dérive raciste » du régime protégé par Paris, le rapport conclut étrangement que « face à cette montée et à cette organisation de la violence et des massacres, la France n'a en aucune manière incité, encouragé, aidé ou soutenu ceux qui ont orchestré le génocide ». Que la France ne soit pas directement coupable des tueries est une chose, qu'elle n'ait pas donné un sentiment d'impunité aux assassins par son soutien militaire intensif en est une autre.

Si une Mission d'information parlementaire doit, sur des affaires comme les livraisons d'armes, se contenter de documents officiels et ne pas espérer plonger dans l'univers noir des trafiquants, elle aurait pu aiguiser ses observations sur d'autres thèmes. Le rapport note le niveau extrême d'implication de l'armée française au cœur de l'Etat rwandais. « Comment la France a-t-elle pu en arriver à ce point d'engagement qui conduit certains militaires français à considérer qu'à travers la mission d'assistance opérationnelle qu'il mène, il dirige et

commande indirectement une armée, en l'occurrence celle d'un Etat étranger ? », s'interrogent les députés. Or la question reste sans réponse. Comment la France en est-elle arrivée là ?

L'impression qu'offre le rapport, et les déclarations de Paul Quilès dans les médias, est que la France, en dépit des problèmes pointés dans l'enquête, ne se serait guère trompée. Il existe un fossé entre des chapitres « éloquentes » du document et certaines conclusions. La personne de François Mitterrand, notamment, est relativement épargnée, alors que tout indique que l'ancien président a été l'instigateur direct de la politique française au Rwanda.

Concernant la vérité sur l'action de la France, ce rapport, certes historique, n'est donc qu'une étape. Un cap important a été franchi avec cette première enquête parlementaire sur le « domaine réservé » présidentiel. Des documents classés « Confidentiel-Défense » ont été transmis aux députés et les deux-tiers des compte-rendus des auditions à huis-clos ont été publiés. Les députés profitent par ailleurs de l'affaire rwandaise pour réclamer l'examen de certaines propositions, notamment du contrôle des opérations extérieures par le Parlement.

Peu à peu, une certaine exigence de transparence dans les domaines de la politique étrangère et de la défense nationale pourrait faire son chemin. Ce pourrait être l'une des clés pour qu'à l'avenir, la France ne se lance pas dans une telle aventure sans avoir analysé les risques de l'engagement aux côtés d'un régime criminel, et sans en avoir averti ses citoyens.

Rémy Ourdan

S'envoler ça donne des ailes

**TAHITI**

**4900 F**

VOL ALLER RETOUR  
DEPART DE PARIS

**NOUVELLES FRONTIERES**  
distributeur d'énergie

POUR PAS PERSONNELLE  
A GENÈVE, PARIS, NANTES  
180 AGENTS EN FRANCE  
0 800 33 33 33 (1,09F LA MINUTE)  
3615 MF (à partir de 0,65F LA MINUTE)  
(1,48F LA MINUTE et 0,65F en semaine de 18h  
à 5h du matin 12h au 18h 30)  
<http://www.nouvelles-frontieres.fr>





## Les ambiguïtés de la mission secrète « Panda »

**LE RAPPORT** parlementaire émet plus que « des doutes » sur « la fonction confidentielle » attribuée par la France à son détachement d'assistance militaire et d'instruction (DAMI), baptisé « Panda », au Rwanda entre 1991 et 1994. Il va jusqu'à évoquer « les ambiguïtés » de cette opération spéciale qui aura eu lieu en marge de l'intervention officielle « No-voit » et à propos de laquelle la France avait requis expressément la discrétion du président rwandais, Juvénal Habyarimana.

Dans le dispositif militaire français, la place et le rôle du DAMI « Panda » n'ont jamais été clairement explicités (*Le Monde* du 21 mai). Au point que certains des experts, au ministère de la Défense, ont pu, à l'époque, parler d'« élections libres » aux activités mal définies. Le rapport parlementaire ne va pas jusqu'à cette conclusion. Il n'écarte pas l'éventualité que, par le biais de son DAMI, la France soit intervenue sur le terrain « de façon extrêmement proche » des armées rwandaises.

Apparemment, les officiers et les sous-officiers qui le composaient, au nombre de quelque quatre-vingts au plus fort des événements, ont eu leur propre « filière » de commandement, à laquelle ils rapportaient, et ils ont pu jouer – et parfois s'en affranchir – entre les

consignes données, selon les circonstances, par l'état-major des armées, la représentation diplomatique française à Kigali et la Mission militaire de coopération (MMC) sur place ou à Paris. De même, la fonction du DAMI, ou, du moins, celle qu'il a pu être amené à se donner au fil des mois, a probablement conduit l'opération « Panda » à placer les Français en situation d'être directement engagés auprès des forces armées rwandaises (FAR) dans le nord du pays, à proximité de la frontière avec l'Ouganda, un pays accusé à l'époque d'avoir soutenu, dès le début, la rébellion anti-Habyarimana.

A l'origine, constate le rapport parlementaire, le DAMI était chargé de former et de recruter des bataillons des FAR, en apprenant à

ses élèves rwandais, répartis dans trois camps de Mukamira, Bigogwe et de Rubengeri, à manier des auto mitrailleuses, des mortiers, des mines et différents explosifs fournis par la France.

**AVEC LA GARDE PRÉSIDENTIELLE** C'est-à-dire des moyens d'appui face aux troupes du Front patriotique rwandais (FPR). La plupart de ces assistants français étaient alors issus du 1<sup>er</sup> régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa), une unité basée à Bayonne et mobilisée pour les missions spéciales et la protection des personnalités. Puis sont venus s'agréger des éléments de deux autres régiments (le 1<sup>er</sup> régiment de hussards parachutistes et le 35<sup>e</sup> régiment d'artillerie parachutiste, stationnés à Tarbes) avec pour

tâche de former les FAR sur blindés légers et sur canons de 105 français. Des gendarmes français ont été envoyés à Kigali pour prendre en mains, au sein du DAMI « Panda », l'instruction et l'entraînement de la garde présidentielle rwandaise, souvent impliquée dans des débordements pour le maintien de l'ordre.

Au total, il s'est agi de mettre sur pied des bataillons des FAR qui puissent constituer une force globale, et régulière, de 20 000 hommes.

Le rapport parlementaire évoque « la confusion des rôles ». Certes, le DAMI n'a pas fait la guerre à la place des FAR. Mais des « doutes pèsent sur les modalités d'exécution de la mission », estime le rapport, qui note que « cette ambiguïté apparaît consubstantielle à la notion d'assistance opérationnelle en temps de crise ou de guerre ». Le DAMI « Panda » a fait ce que les spécialistes appellent « l'acquisition du renseignement » au profit de Paris et de Kigali, il a opéré à proximité immédiate des contacts entre les FAR et le FPR, il s'est impliqué sur le terrain face à l'Ouganda, des pilotes-instructeurs français ont servi les hélicoptères Gazelle livrés au Rwanda et des artilleurs français ont tiré au mortier.

Jacques Isnard

### Des services français et rwandais en harmonie

Le rapport parlementaire n'en fait pas mention mais, sous la présidence de Juvénal Habyarimana, la collaboration entre les services de renseignement français et rwandais a été dense, continue et permanente. Les services rwandais ont fourni à leurs correspondants français, durant l'année 1993 surtout, une abondante documentation, à base de témoignages recueillis parmi les populations censées fuir la zone occupée par le FPR, sur « les déportations en Ouganda, les exactions massives, les exécutions systématiques, les pillages » contre des membres, et leurs familles, de partis pro-gouvernementaux. Cette « littérature » peut expliquer que la France, comme le note le rapport, « s'est trouvée piégée et manipulée ».

## L'ex-capitaine Paul Barril n'a pas été auditionné

**AGENT D'INFLUENCE** incontrôlable pour les uns, mercenaire en mal de baroud pour les autres, l'ex-capitaine Barril a joué, en marge de la tragédie rwandaise, une partition sur laquelle la mission d'information parlementaire ne lève pas toutes les incertitudes. Le nom de l'ancien gendarme apparaît certes dans le rapport des députés, mais celui-ci n'a jamais été interrogé, en dépit d'une convocation adressée in extremis, pour la date du 9 décembre. Paul Barril a confirmé au *Monde*, mercredi matin 16 décembre, avoir été convoqué par M. Quilès « en catastrophe ». « J'avais souhaité, dès l'origine, être entendu par la mission, mais M. Quilès a déclaré publiquement que je n'étais pas un interlocuteur sérieux, explique l'ex-capitaine. Finalement, il m'a envoyé deux lettres pour me convoquer, il y a quelques semaines, sur un ton comminatoire. »

M. Barril suggère que ce « curieux revirement » serait lié à l'ouverture de l'information judiciaire, au mois de mars, sur les circonstances de l'attentat mortel commis en 1994, contre l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana, qui fut le point de départ de la guerre civile rwandaise. De cette procé-

dure – confiée au juge Jean-Louis Brugière –, l'ex-gendarme s'attribue la paternité, assurant qu'il a « réussi à convaincre » un parent de l'un des membres de l'équipage de l'avion abattu de déposer une plainte pour « assassinat », malgré « les pressions exercées sur les familles ». « J'ai répondu à M. Quilès que je réservais les informations et les documents dont je dispose à la justice et au juge Brugière », nous a déclaré M. Barril.

L'ex-capitaine Barril s'était rendu à Kigali dans les semaines ayant suivi l'attentat, alors que la guerre civile faisait rage. Il était alors porteur d'un « mandat d'investigation et de recherches » daté du 6 mai 1994 et signé par la venue du chef d'Etat rwandais, qui le priait de « conduire toutes les investigations qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité sur l'attentat ». Le rapport de la Mission parlementaire indique que « des liens existaient » entre l'ex-gendarme, et « l'entourage du président rwandais » dès avant l'attentat. Il rappelle que M. Barril avait été chargé « par certains responsables rwandais » de veiller « à la bonne exécution » d'un contrat de vente d'armes conclu en mai 1993 par le gouvernement de Kigali avec un homme d'affaires français, Dominique Le-

monnier. De fait, ce dernier avait perçu une avance de 1,6 million de dollars, mais seule une faible partie des matériels commandés avait été livrée. M. Barril avait alors joué le rôle d'agent de recouvrement, allant jusqu'à déclencher une enquête judiciaire contre M. Lemonnier – décédé depuis lors –, qui avait entraîné son incarcération, en 1995 (*Le Monde* du 2 février 1995).

Protagoniste discret de cette affaire, l'ancien attaché militaire rwandais à Paris a écrit à la mission Quilès pour accuser Paul Barril d'avoir perçu 1,2 million de dollars, en 1994, sur la base d'un élitique « contrat de services et d'assistance ». L'ancien officier y oppose un démenti formel et amusé, suggérant que l'auteur de la lettre avait « sans doute besoin de se justifier vis-à-vis des autorités rwandaises », puisqu'il le soupçonne ouvertement d'avoir été le complice d'un « coup monté » contre le régime hutu. « Lorsque le FPR a attaqué, dit-il, l'armée régulière manquait de tout, et surtout d'armes. Si le contrat de Lemonnier avait été exécuté, l'histoire aurait peut-être été différente... »

Hervé Gattegno

## Des mots contre la barbarie

« Il suffit de parler de « massacres » au lieu de « génocide », il suffit de dire « atrocités » au lieu de « crimes de guerre », et plus rien n'est possible. » Se tromper de mots, par ignorance ou à dessein, c'est priver les victimes des conflits de la force du droit dont certains mots sont porteurs.

Francis Bouchet-Saulnier, juriste à Médecins sans frontières (MSF), a rassemblé dans son *Dictionnaire pratique* ces mots chargés de droit dont les travailleurs humanitaires ont besoin pour forcer l'accès aux victimes. C'est d'abord à eux que s'adresse cet ouvrage, eux qui ne sont pas juristes, « qui ne liront jamais les conventions de Genève, mais qui tentent de défendre des espaces d'humanité (dans la guerre) par des actions concrètes de secours ».

Expliquant sa démarche lors de la présentation de son livre, M<sup>me</sup> Bouchet-Saulnier prenait l'exemple du Kosovo, à propos duquel, disait-elle, il est crucial de refuser le terme de « terrorisme » qu'utilisent les Serbes, comme celui d'« atrocités » par lequel les dirigeants étrangers ont dénoncé ce qui a été commis là-bas : « 15 % de la population est déplacée, dans certains villages 90 % des maisons ont été détruites. Aucun « terrorisme », aucune « opération de police » ne se traduisent ainsi. Nous devons dire que les villages, les maisons, les civils sont l'objectif de la guerre des forces serbes et que cela s'appelle non pas « atrocités », mais « crimes de guerre ».

Si les mots importent, c'est qu'ils renvoient ou non au droit, en l'occurrence au deuxième protocole additionnel aux conventions de Genève sur la protection des victimes des conflits armés internes, qui proclame notamment le droit des blessés, des malades, de la population civile en général aux secours. M<sup>me</sup> Bouchet-Saulnier n'a pas la naïveté de croire que cela peut toujours suffire dans les après

tractations que les ONG ont généralement à mener, mais elle estime que c'est une arme entre leurs mains et qu'il est de leur devoir de la faire valoir : « Le droit humanitaire s'use, dit-elle, quand on ne s'en sert pas. »

Au-delà de l'usage qui peut en être fait dans les situations d'urgence sur le terrain, le droit humanitaire impose des obligations aux Etats, à la communauté internationale, voire à la justice internationale. Il n'était pas indifférent de qualifier ou non de « génocide » les événements de 1994 au Rwanda : MSF rappelle Francis Bouchet-Saulnier, s'est battu pour ce mot. Les organisations humanitaires, en tant que premiers témoins extérieurs, ont, écrit-elle, « une obligation de « qualification », et c'est pourquoi il faut qu'elles sachent ce que les mots veulent dire. Bien d'autres que ces ONG pourraient aussi utilement se munir de ce *Dictionnaire*.

L'ouvrage, qui rassemble en termes simples et clairs une législation éparse dans des Conven-

tions internationales multiples et méconnues, est aussi à sa manière une réponse au malaise actuel du monde « humanitaire ». En substance : la mode de l'humanitaire étant passée, à quoi s'en remettre sinon au droit ? L'auteur tente de contribuer à recentrer sur le droit des victimes l'action d'organisations devenues de plus en plus nombreuses et diverses, et qui arrivent sur le terrain avec leur propre mandat, sans mandat, ou – comme c'est de plus en plus fréquemment le cas – avec un mandat imposé par des Etats ou par l'ONU. Et si le droit, qui il y a trente ans était dédaigné par ces contestataires émergents qu'étaient les « humanitaires », devenait finalement aujourd'hui la seule garantie de leur indépendance ?

Claire Tréan

\* *Dictionnaire pratique du droit humanitaire*, de Francis Bouchet-Saulnier. Ed. La Découverte, 420 pages, 225 F.

## L'armée chinoise affirme avoir transmis son empire commercial au secteur civil

**PÉKIN.** L'armée chinoise a affirmé avoir fini de transmettre aux civils, mardi 15 décembre, la totalité de son empire commercial, représentant 20 000 entreprises. Elle veut se recentrer sur la défense du pays, conformément aux ordres reçus du président Jiang Zemin, son chef suprême, en juillet. « L'Armée populaire de libération (APL) et la police armée ont transféré leurs entreprises à un bureau spécial placé sous le contrôle de la Commission nationale à l'économie et au commerce dans l'ensemble de la Chine », a précisé le *Quotidien du peuple*, organe central du Parti communiste.

Fort de 3 millions d'hommes, l'APL avait mis à profit les réformes économiques engagées depuis 20 ans pour se lancer dans les affaires et engranger des revenus très importants. La démission de ces activités vise officiellement à enrayer la corruption et la contrebande qui sévissent dans ses rangs. Toutefois, faute de transparence sur la propriété effective des entreprises, de nombreux experts doutent de la réalité de leur transfert au secteur civil.

## Prix Nobel Rigoberta Menchu accusée d'avoir menti sur sa vie

**UN ANTHROPOLOGUE** américain accuse la Guatémaltèque Rigoberta Menchu, Prix Nobel de la paix 1992, d'avoir menti à propos de la réalité de sa vie dans son autobiographie parue en 1982. Selon le livre du docteur Stoll, qui a consacré une dizaine d'années à cette enquête, M<sup>me</sup> Menchu aurait « totalement déformé les expériences qu'a connues son village avant la guerre civile pour complaire à l'organisation révolutionnaire dont elle faisait partie ». Dans son *Moi, Rigoberta Menchu*, la Prix Nobel mentionne également la mort de son frère mais le livre du docteur Stoll soutient que ce frère est encore vivant. L'intéressée prend aujourd'hui des distances avec son « œuvre », affirmant notamment qu'elle n'a fait que raconter son témoignage au coauteur du livre, Elisabeth Burgos. Cette dernière soutient cependant que « chaque phrase du livre correspond exactement à ce que Rigoberta Menchu a dit ».

### DÉPÊCHES

■ **IRAN** : les autorités ont ordonné, mardi 15 décembre, la fermeture des écoles et des universités de Téhéran jusqu'à samedi en raison d'une alerte à la pollution atmosphérique. Des taux de pollution six fois supérieurs à la moyenne ont été enregistrés dans la capitale. Les personnes âgées et celles souffrant de troubles respiratoires ont reçu pour consigne de quitter la ville, qui compte 10 millions d'habitants. La circulation automobile sera alternée à compter de mercredi entre plaques minéralogiques paires et impaires. – (Reuters.)

■ **ÉTATS-UNIS/TERRORISME** : les forces américaines dans le Golfe ont été placées en état d'alerte en raison d'informations « substantielles et crédibles » des services de renseignement selon lesquelles une attaque terroriste dans la région est « imminente », a annoncé mardi 15 décembre, le Pentagone. Les forces américaines, fortes de 24 100 hommes dans le Golfe, ont été placées dans leur presque totalité en alerte « Charlie », un niveau immédiatement inférieur à celui de l'alerte maximale. – (AFP)

■ **Le milliardaire fondamentaliste musulman Oussama ben Laden**, accusé par les Etats-Unis d'être le commanditaire de deux attentats contre des ambassades américaines, serait « gravement malade » selon des informations de divers services de renseignement, a indiqué, mardi 15 décembre, le Pentagone. Ces informations « ne viennent pas toutes des Etats-Unis », a précisé un porte-parole. – (AFP)

■ **JAPON** : le ministre des finances, Kiichi Miyazawa, a relancé mardi 15 décembre l'idée d'un Fonds monétaire asiatique destiné à prévenir et limiter les crises financières régionales. Cette idée japonaise, déjà formulée il y a quelques mois, suscite la méfiance des partenaires occidentaux du Japon et en particulier des Etats-Unis. M. Miyazawa a par ailleurs envisagé l'idée d'une fusion du FMI et de la Banque mondiale dans le but d'une meilleure efficacité.

■ **COMORES** : les milices rivales de l'île séparatiste d'Anjouan ont commencé à appliquer, mercredi 16 décembre, un accord de cessez-le-feu signé la veille après une dizaine de jours de violences. L'île d'Anjouan a déclaré son indépendance de la République fédérale islamique des Comores (RFIC) le 3 août 1997. Cette indépendance n'a été reconnue par aucun Etat. Selon la préfecture de Mayotte, l'île voisine sous administration française, les violences ont fait au moins 60 morts. Ce bilan est minimisé dans les deux camps. – (AFP)

Collection "ALHAMBRA".

Van Cleef & Arpels

PARIS 22, PLACE VENDÔME - Tél. 01 53 45 45 45  
OUVERT LES DIMANCHES 13 ET 20 DÉCEMBRE  
JUSQU'À 20 H LES JEUDIS 10 ET 17 DÉCEMBRE



## Le Vietnam dans la spirale de la crise asiatique

Malgré la tourmente économique régionale, le Parti communiste continue à rejeter des réformes remettant en cause son pouvoir

**HANOI**  
de notre envoyé spécial  
Dans cette capitale comme à Hô-Chi-Minh-Ville, la grande métropole méridionale, les hôtels ont beau avoir baissé leurs prix, ils sont à moitié vides. La compagnie nationale Vietnam Airlines connaît son premier déficit de passagers. Des désinvestissements ont lieu. Déjà lent à se réformer, le Vietnam subit le contrecoup de la grave crise qui a frappé les pays voisins. « Il est impossible que le Vietnam échappe aux effets de la crise », a admis Nguyen Manh Cam, ministre des affaires étrangères et membre du bureau politique du Parti communiste, alors que Hanoi s'apprêtait à accueillir son premier grand rendez-vous diplomatique, le sixième sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean).

En 1998, les investissements étrangers ont baissé de près de 50 %. Le taux d'expansion économique se situe dans une fourchette de 4 % (Banque mondiale) à 6 % (estimation officielle), contre 8,8 % en 1997. La Banque mondiale s'inquiète de voir, en 1999, les investissements étrangers chuter encore de moitié. La croissance des exportations a stagné cette année. Le chômage urbain s'ajoute au sous-emploi rampant dans les cam-

pages d'un pays qui reste l'un des plus pauvres de la planète. Si l'aide étrangère demeure constante, un demi-milliard de dollars de crédit est lié à l'introduction de réformes, notamment dans un secteur public dominant et déficitaire. A ce sujet, l'attitude de Hanoi n'a guère changé : les réformes doivent être menées pas à pas. Depuis plusieurs mois, la priorité de la direction du PC est, dit-on, d'éviter une « implosion rurale ».

### UNE AUTORITÉ QUI S'ÉMIETTE

Les campagnes font vivre les quatre cinquièmes de la population. Et, depuis 1997, certaines ont été le théâtre de mouvements d'humeur, notamment contre la corruption des administrations locales. La lutte contre la corruption reste prioritaire dans les rangs d'un parti unique qui pourrait devoir gérer davantage la pénurie que l'expansion.

Un plénum du comité central du Parti communiste doit se réunir, fin décembre ou début 1999, pour tenter de mettre un peu d'ordre dans la direction d'un parti dont l'autorité s'émiette. Des personnalités communistes comme Tran Do, un général à la retraite qui s'adresse aux jeunes cadres du PC, estiment essentielle une démocratisation du mouvement. La libération de plusieurs prisonniers d'opinion ou religieux, avant le sommet de l'Asean, ne semble pas les avoir impressionnés outre-mesure.

Alors que des pays comme la Thaïlande, premier touché par la crise, se restructurent, le Vietnam n'entend pas accélérer le rythme des réformes. Au risque de laisser s'écrouler son principal atout : une population industrielle, nombreuse et très bon marché. En outre, une dévaluation du dong, la monnaie nationale, de 15 % en l'espace de dix-huit mois, ne suffit peut-être plus à contraindre la concurrence de voisins dont les monnaies ont beaucoup plus nettement chuté.

Les dirigeants vietnamiens ne partagent pas pour autant le sentiment d'urgence manifesté par leurs partenaires économiques étrangers. Depuis la décision, fin 1986, d'ouvrir le pays aux investisseurs étrangers et aux touristes, douze années se sont écoulées, au cours desquels le paysage, rural comme urbain, s'est défilé radicalement transformé. Même quand des nuages assombrissent à nouveau l'horizon, les communistes ne souhaitent toujours pas que des changements trop audacieux mettent en cause la pérennité de leur pouvoir.

Jean-Claude Pomonti

## Les Etats-Unis louent des avions de combat à l'exportation

LES ETATS-UNIS innovent en matière de ventes d'armes et, du même coup, ils bouleversent les « règles » de la concurrence internationale. Ils viennent de proposer à la Pologne et à la Nouvelle-Zélande de leur louer – le temps d'en acheter des neuf – des avions de combat qui, au départ, avaient été commandés par d'autres clients, en l'occurrence le Pakistan et la Thaïlande, mais que Washington n'a jamais livrés aux deux pays.

Avec la Pologne, la location porte sur vingt-huit F-16 et huit F-18. Varsovie verrait, dans cette solution intermédiaire, le moyen d'attendre d'avoir suffisamment d'argent pour acquiescer entre soixante-dix et une centaine d'avions de combat neufs. La Pologne est candidate à l'entrée dans l'OTAN et ce serait pour son armée de l'air le moyen de standardiser son équipement avec ses futurs partenaires. Les appareils seraient prêtés gratuitement, à charge pour la Pologne d'en assurer l'entretien et de financer la formation des équipages pour l'équivalent de 550 millions de francs. Avec la Nouvelle-Zélande, le marché concerne vingt-huit F-16 en location, sur la base d'un versement annuel de 38 millions de francs pendant cinq à dix ans et d'une

somme à fixer pour maintenir les avions en état de vol. Un tel contrat procurera du temps à Wellington avant de choisir l'avion qui remplacera ses Shyhawk, appelés à durer jusqu'en 2010.

### CONTENTIEUX AVEC ISLAMABAD

Dans les deux cas, pour la Pologne comme pour la Nouvelle-Zélande, les F-16 proviennent d'un lot précédemment acheté par le Pakistan. C'est au début des années 80 qu'Islamabad a commandé une soixantaine de F-16 aux Américains. Mais, dans les années 90, George Bush, alors président des Etats-Unis, mettait son veto à l'exécution de ce marché – sans, pour autant, rendre ses comptes au client – dans l'espoir de faire pression sur le Pakistan, qui s'était lancé entre-temps dans un vaste programme d'armement nucléaire. On a eu, après coup, la preuve que ce programme avait abouti avec, en mai, une série de cinq essais nucléaires.

Si bien qu'il existe aujourd'hui un litige entre les deux pays : les Etats-Unis restent à devoir au Pakistan une avance de 501 millions de dollars (de l'ordre de 2,8 milliards de francs) qu'ils ont conservée, en même temps qu'une grande partie

Dans un rapport remis, mardi 15 décembre, au Conseil de sécurité des Nations unies, le chef de la commission spéciale des Nations unies (Un-

**RICHARD BUTLER**, chef de la commission spéciale des Nations unies (Unscm) chargée du désarmement irakien, a rendu un avis négatif sur la reprise de la coopération des inspecteurs avec les autorités irakiennes. Dans un rapport de dix pages remis, mardi 15 décembre, par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, aux quinze membres du Conseil de sécurité, M. Butler assure que « l'Irak n'a pas fourni la pleine coopération promise le 14 novembre », date à laquelle les inspecteurs de l'Unscm avaient repris leurs travaux après une interruption provoquée par Bagdad. Cette coopération est une condition essentielle pour l'ouverture de l'examen global des sanctions et du désarmement que réclame Bagdad.

Dans son rapport, le chef de l'Unscm relate une série d'incidents, du refus d'accès à certains sites à la non-communication de

documents, et indique que Bagdad a ajouté de « nouvelles restrictions » au travail des inspecteurs. Ce « pas en arrière » laisse planer un doute sur « l'efficacité des activités de contrôle à long terme » du désarmement de l'Irak, écrit-il. « En l'absence d'une pleine coopération de l'Irak, il faut rappeler à nouveau que la commission ne peut pas mener à bien le travail de désarmement dont l'a mandaté le Conseil de sécurité », poursuit M. Butler. Celui-ci conclut qu'en dépit de la perspective d'un examen global du dossier irakien, « la conduite de l'Irak a fait que les inspecteurs n'ont accompli aucun progrès que ce soit dans le domaine du désarmement ou dans la comptabilité de son programme d'armes prohibées ».

Mardi, M. Annan a reçu également le rapport du directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Mohamed El-Baradei. Contrairement à celui

de M. Butler, ce rapport indique au contraire que, pour ce qui relève du nucléaire, l'Irak « a fourni le niveau nécessaire de coopération » pour permettre à l'Agence de mener à bien ses activités.

### « MANIÈRE PROVOCATRICE »

Fort de ces documents, le secrétaire général des Nations unies a présenté trois options au Conseil de sécurité : l'annulation de l'examen global, le choix d'un délai supplémentaire pour parvenir à une meilleure coopération, et enfin l'ouverture de l'examen global, en dépit du rapport négatif de M. Butler, au motif qu'il est « suffisamment important de savoir précisément ce qui a été accompli dans le domaine du désarmement sur toute la période depuis 1991 ».

Dans une lettre au Conseil de sécurité, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, a réfuté les arguments de M. Butler en met-

tant en cause la « manière provocatrice » avec laquelle certaines équipes de l'Unscm ont mené leurs inspections. La Maison Blanche a jugé, pour sa part, que les conclusions du rapport de M. Butler étaient « très graves ».

« Toutes les options sont sur la table. Nous avons clairement fait savoir que nous pouvions agir sans nouvelle autorisation du Conseil de sécurité », a ajouté un porte-parole américain à l'ONU en faisant allusion aux menaces de frappes militaires agitées par les Etats-Unis et par la Grande-Bretagne.

A Bagdad, l'Unscm a une nouvelle fois évacué son personnel vers Babroun. Il a été demandé à celui des agences engagées dans le programme « Pétrole contre nourriture » de se tenir prêt à partir vers Amman. L'ONU avait déjà évacué ses équipes le 11 novembre à la suite de la rupture de la coopération entre l'Unscm et les autorités irakiennes. — (AFP)

## Une nouvelle crise s'esquisse entre l'Irak et les Nations unies

Après son rapport négatif, l'Unscm a évacué son personnel de Bagdad

## Le ministre des finances israélien a décidé de démissionner

TEL AVIV

de notre correspondant

Le président Bill Clinton était à peine parti d'Israël, mardi 15 décembre, que la situation se compliquait pour le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Quinze jours avant la date-limite pour l'adoption du budget, et alors qu'il n'a toujours pas réussi à faire adopter, même en première lecture, la loi d'arbitrage budgétaire, M. Netanyahu s'est retrouvé sans ministre des finances. La télévision a annoncé que Yaakov Neeman a décidé de démissionner, information confirmée par le bureau du premier ministre.

Comme M. Neeman n'est affilié à aucun parti et n'est pas membre du Parlement, son départ ne modifiera pas l'équilibre des forces lors de la motion de censure qui sera soumise à la Knesset, lundi 21 décembre, et qui, selon les derniers

décomptes, pourrait bien se jouer à une ou deux voix près. M. Netanyahu pourrait être tenté de gagner un député indécis en lui offrant ce poste convoité, mais le départ de M. Neeman est quand même un coup dur pour le premier ministre.

### RECESSION

M. Neeman occupait ce poste depuis l'été 1997. Avocat d'affaires prestigieux, il avait rejoint le gouvernement comme ministre de la justice, puis démissionné deux mois plus tard, après qu'une enquête policière eut été ouverte contre lui dans une affaire de corruption. Il avait finalement été lavé de tout soupçon, ce qui lui avait permis de reprendre un poste ministériel. Mais sa tâche n'était pas aisée.

Alors même que la récession qui frappe l'économie israélienne, principalement sous l'effet de l'arrêt du processus de paix, a considérablement réduit les recettes fiscales, le gouvernement distribuait des centaines de millions de shekels aux partis religieux et aux colons. M. Neeman est par ailleurs hostile à toute augmentation des impôts. Dans ces conditions, établir un budget relevait de la quadrature du cercle.

L'ancien ministre des affaires étrangères David Levy, pressenti il y a peu par M. Netanyahu pour retourner au gouvernement comme ministre des finances, a annoncé qu'il voterait la censure lundi. Le chef de l'opposition travailliste, Ehoud Barak, a exhorté le premier ministre à convenir avec lui d'une date pour des élections anticipées. — (Interim.)

## Washington s'est rallié à la cause de la souveraineté palestinienne

TOUT LE MONDE en convient : les Etats-Unis reconnaissent désormais publiquement le principe de l'autodétermination et de la souveraineté palestiniennes. L'il-

### ANALYSE

Faute d'un partenaire israélien crédible, M. Arafat aurait fait le choix de miser sur les Etats-Unis

lustration en a été donnée lors de la visite du président Bill Clinton, lundi 14 décembre, à Gaza, la première d'un président américain dans les territoires autonomes palestiniens. Cette évolution a néanmoins ses limites.

« Pour la première fois dans l'histoire du mouvement palestinien, a déclaré le chef de l'exécutif américain, le peuple palestinien et ses représentants élus ont la possibilité de déterminer leur propre destinée sur leur propre terre. Je suis fier d'être le premier président américain à me trouver parmi le peuple palestinien ici. » Mieux. M. Clinton a implicitement reconnu l'injustice historique faite aux Palestiniens, lorsqu'il a évoqué l'« histoire de dépossession et de dispersion » qui est la leur, et dit « comprendre [leur] inquiétude devant les confiscations de terres et les destructions de maisons ».

Bill Clinton a aussi admis qu'il fallait aux Palestiniens un énorme courage « pour persévérer sur la voie de la paix ». Ce qui est une manière d'avouer que les Palestiniens ont toutes les raisons d'être déçus d'un processus de paix dans lequel ils se sont engagés et baissés et qui, à ce jour, a terriblement déçu leurs attentes. Jamais aucun responsable américain n'était allé publiquement aussi loin.

Leila Shahid, déléguée générale de Palestine en France, est enthousiaste. Pour elle, ce changement « spectaculaire » est à mettre à l'actif du président de l'Autorité palestinienne. Yasser Arafat a compris, dès la mise en chantier de la colonie d'Har Homa, en mars 1997, que M. Netanyahu « n'était pas un partenaire de paix. Il a alors fait le choix de gagner la confiance des Etats-Unis, parce qu'ils demeurent les seuls à avoir une influence sur Israël, quels que soient les gouvernements et en toute période », explique-t-elle.

« La politique, ajoute M. Shahid, est faite par des êtres humains » et le président américain a su gré au président de l'Autorité palestinienne d'avoir assuré le succès des négociations israélo-palestiniennes de Wye River, succès dont le chef de l'exécutif américain avait besoin avant les élections américaines du 3 novembre.

C'est là que la majorité a pris entre Palestiniens et Américains. D'après M. Shahid, l'échec du sommet américano-israélo-pale-

stinien d'Erez, mardi 15 décembre, était « prévisible », vu les difficultés intérieures de M. Netanyahu. Mais M. Arafat a désormais « des provisions pour l'avenir », aussi bien pour l'application de ce qui reste des accords de Wye River, que pour les négociations sur le statut définitif des territoires palestiniens. Désormais, la confiance est établie, non seulement entre M. Arafat et M. Clinton, mais aussi entre les Palestiniens et des centres de pouvoir importants aux Etats-Unis, tels la CIA et le département d'Etat, plaide-t-elle. Yasser Arafat a eu raison de miser sur Washington contre tous ceux qui avaient critiqué son pari.

### CONCESSIONS

Elias Sanbar, historien et rédacteur en chef de la *Revue d'études palestiniennes*, est circonspect pour l'avenir. Pour lui, la visite à Gaza de M. Clinton et ses déclarations sont « une percée indéniable. Mais la situation sur le terrain et la politique de M. Netanyahu risquent de transformer cette reconnaissance en pure symbolique ». L'une des questions qui se posent, note-t-il, est celle de « savoir si cette position de principe peut se concrétiser et si le président Clinton aura les moyens d'aller plus avant, vu les problèmes qu'il a chez lui. Et puis, même s'il allait plus loin, quel serait l'état dont on parle ? » Le prix en serait-il que les Palestiniens renonceraient à faire de Jérusalem-Est leur capitale et à une solution politique du problème des réfugiés – qui ne serait traitée que sous l'angle humanitaire, interroge M. Sanbar.

« Il y a un tel déchaînement de la politique des faits accomplis de Benjamin Netanyahu, rappelle-t-il, que la nation d'Etat risque d'être vidée de sa substance concrète, c'est-à-dire les territoires. » En un mot, « les Palestiniens risquent d'engranger de plus en plus de symboles et les Israéliens de plus en plus de territoires ».

Pour les Etats-Unis, comme pour l'Europe, la question n'est plus de savoir « si » un Etat palestinien doit être créé, mais « quand

et comment ». Il le sera, ont constaté pour leur part des experts de différentes nationalités – dont des Israéliens et des Américains – réunis à l'occasion d'un colloque organisé récemment à Paris par le Centre d'analyses et de prévisions relevant du ministère des affaires étrangères. Mais ils ont, eux aussi, relevé cette contradiction entre le temps long, pour lequel il y a anticipation des changements, et le temps vécu immédiat, qui ne préfigure pas les espoirs fondés dans l'avenir.

En clair, cela signifie qu'au moment où l'idée de l'Etat progresse, la situation sur le terrain régresse : la politique des faits accomplis menée par l'Etat hébreu et les ambiguïtés et les difficultés territoriales, politiques et économiques de la période intermédiaire actuelle ternissent les espoirs dont le processus de paix est théoriquement pourvu.

Avec les Etats-Unis, c'est précisément le temps court qui fait problème. En ce sens que si Washington considère désormais qu'un Etat palestinien est inévitable ou légitime, le gouvernement de Benjamin Netanyahu n'en garde pas moins la bride sur le cou à ce jour. En obtenant, en octobre, la signature par M. Netanyahu du mémorandum de Wye River, le président Clinton a certes forcé le premier ministre israélien à s'engager par écrit à respecter les termes des accords d'Oslo, auquel il a constamment cherché à se dérober. Mais M. Netanyahu refuse d'aller au-delà du premier redéploiement de l'armée israélienne prévu par ce document. Pis, il ajoute de nouvelles conditions à celles qu'il posait déjà à l'application des autres clauses dudit mémorandum.

En d'autres termes, M. Clinton n'a pas réussi à forcer le premier ministre israélien à tenir parole, malgré une promesse d'aide supplémentaire de 1,2 milliard de dollars à l'Etat hébreu. Aura-t-il davantage de succès une fois que la situation politique à l'intérieur d'Israël aura été assainie ?

Mouna Naïm



هكذا من الأصل

## Les rangs des jusqu'au-boutistes de la destitution se renforcent contre le président Clinton

L'opinion publique américaine serait de plus en plus critique à l'égard du chef de la Maison Blanche

La Maison Blanche ne cache plus son pessimisme à la veille du vote de la Chambre des représentants sur la procédure d'impeachment

destitution, d'autant que les élus républicains modérés rejoignent le camp des jusqu'au-boutistes du Grand Old Party. En cas de vote défavorable, une majorité d'Américains seraient favorables à la démission de Bill Clinton, selon un sondage.

DE RETOUR de voyage au Proche-Orient, Bill Clinton a retrouvé, mercredi 16 décembre, une capitale fédérale gagnée par une atmosphère de crise constitutionnelle, tant la perspective d'un vote en faveur de l'impeachment du chef de la Maison Blanche par la Chambre des représentants se renforce. « Nous sommes au bord de l'abîme de la destitution, mais ce sera un vote serré et tout reste possible », a cependant estimé Leon Panetta, ancien secrétaire général de la Maison Blanche. En réalité, ce n'est pas d'une destitution dont le chef de l'exécutif est menacé, puisque, si la moitié des quatre cent trente-cinq membres de la Chambre des représentants adoptent (jeudi 17 ou vendredi 18) tout ou partie des quatre articles de la résolution d'impeachment, ils ne feront, dans les faits, que transmettre celle-ci au Sénat, seule chambre du Congrès habilitée à conduire un véritable procès et donc à se prononcer sur la culpabilité de M. Clinton. Or il faudrait des circonstances exceptionnelles pour qu'une majorité des deux tiers se

dégage au Sénat pour destituer le président.

Mais, jour après jour, M. Clinton perd les soutiens sur lesquels comptait la Maison Blanche. Mardi, plus d'une douzaine d'élus républicains réputés modérés ont annoncé que, tout compte fait, ils voteront l'impeachment, au motif que M. Clinton a gravement manqué aux devoirs de sa charge en mentant à la justice lors de ses témoignages sous serment dans le cadre des affaires Monica Lewinsky et Paula Jones. « Personne n'est au-dessus des lois, pas même le président », a résumé un élu du Connecticut, Nancy Johnson.

### L'ENQUÊTE N'EST PAS CLOSE

Chez les démocrates, de plus en plus de voix se font entendre pour s'inquiéter des retombées politiques forcées négatives qu'engendrerait une fin de mandat présidentiel marquée du stigmate de l'impeachment. Dans ce cas, M. Clinton deviendrait le deuxième président des États-Unis à être « empêché » par la Chambre, le premier étant Andrew Johnson, en 1868. Quant à Richard Nixon, il évita cette sanction en démissionnant avant un vote formel de l'ensemble de la Chambre.

Il ne fait aucun doute qu'un président ayant subi la plus grave sanction constitutionnelle possible par l'une des deux chambres du Congrès perdrait une grande partie de son autorité, et risquerait d'affaiblir de facto la candidature probable du vice-président Al Gore lors du scrutin présidentiel de 2000.

Pour cette raison, des responsables démocrates poussent la Maison Blanche à envisager une véritable confession de M. Clinton, celui-ci ne se contentant plus de répéter qu'il a « trompé » le pays, mais aussi qu'il a délibérément « menti ». Un tel aveu pourrait favoriser le vote d'une simple « censure » ou « réprimande » du président, ou avoir l'effet inverse : certains républicains encore hésitants pourraient en tirer une nouvelle détermination à « empêcher » M. Clinton, et celui-ci se placerait à la merci d'actions en justice après

son départ de la Maison Blanche : l'enquête de l'implacable procureur indépendant Kenneth Starr n'est pas close.

Les conseillers de M. Clinton ne cachent plus leur pessimisme : si un revirement de l'opinion à l'encontre du président devait se confirmer, les rangs des vingt et un élus démocrates qui se sont prononcés en faveur du lancement de la procédure d'impeachment pourraient grossir. Or le sondage réalisé pour le compte du Washington Post et de la chaîne ABC est à la fois ambigu et inquiétant : six Américains sur dix préféreraient que la Chambre n'adopte pas les quatre articles d'impeachment. En revanche, en cas d'adoption, 58 % d'entre eux estiment que M. Clinton devrait démissionner plutôt que d'engager une bataille politique devant le Sénat.

Même si ce sondage est trop isolé pour en tirer des conclusions définitives sur l'état de l'opinion américaine, c'est la première fois qu'une majorité se dessine aussi nettement en faveur d'un départ volontaire du chef de la Maison Blanche.

## Human Rights Watch dénonce la cruauté du sort des orphelins en Russie

MOSCOU. Des dizaines de milliers d'orphelins placés dans des institutions sous victimes de cruautés et traités avec une négligence « choquante », estime l'organisation Human Rights Watch dans un rapport publié mercredi 16 décembre. Des cas d'enfants enfermés dans des pièces glacées, la tête enfoncée dans les toilettes, battus, ou encore victimes d'abus sexuels, ont été relevés. La situation est d'autant plus inquiétante, note Human Rights Watch, que le nombre d'enfants abandonnés par leurs parents a presque doublé ces deux dernières années : 113 000 par an contre 67 286 en 1992. La Russie compte plus de 600 000 enfants qui ne sont plus pris en charge par leurs parents, dont un tiers placés dans des institutions, selon Human Rights Watch, qui dénonce « l'échec de l'État à leur fournir une protection suffisante ». (AFP)

## Une rançon aurait été versée pour la libération de Vincent Cochetel

MOSCOU. La libération, le 12 décembre, du Français Vincent Cochetel, otage dans le Caucase pendant plus de dix mois, a eu lieu après le paiement d'une rançon d'environ 5 millions de dollars (près de 28 millions de francs), a affirmé un officiel tchétchène cité, mercredi 16 décembre, par le quotidien *Moscow Times*. L'intervention des forces spéciales russes, qui aurait permis la libération du Français d'après Moscou et Paris, et dont des images ont été montrées à la télévision russe, était « truquée », affirme Ramzane Djamoukhanov, un conseiller au sein de la représentation tchétchène à Moscou. Aucun groupe criminel « ne serait assez stupide » pour se laisser piéger avec son otage même si des responsables russes leur demandaient de se rendre quelque part pour échanger l'otage contre de l'argent, a-t-il ajouté. (AFP)

## M. Naumann défend son « Musée vivant » de la Shoah à Berlin

Le secrétaire d'État allemand à la culture, Michael Naumann, a confirmé, mardi 14 décembre à Bonn, son nouveau concept pour le mémorial de la Shoah prévu à Berlin, près de la porte de Brandebourg (*Le Monde* du 15 décembre) et qui suscite, depuis des mois, une vive controverse. Au lieu du projet monumental conçu par l'Américain Peter Eisenman, le « musée vivant » proposé par le ministre comprendrait des salles d'exposition, une bibliothèque d'archives sur la Shoah et un institut de surveillance des risques de génocide dans le monde. Selon nos informations, des expositions tournantes pourraient y avoir lieu, concernant, par exemple, le martyrologe des autres victimes du nazisme. Des discussions sont en cours avec l'institut Yad-Vaschem de Jérusalem, le Musée de l'Holocauste de Washington et aussi l'institut Leo Beck de New York, qui pourrait y installer une filiale.

### DÉPÊCHES

■ ALLEMAGNE : dénonçant l'« égoïsme » de Bonn qui veut obtenir une réduction de sa contribution à l'Union européenne, Daniel Cohn-Bendit, député européen des Verts allemands, critique vivement ses amis sociaux-démocrates et Verts dans l'hebdomadaire *Die Zeit*. Certains commencent à se demander en Europe « si l'entreprise "République berlinoise" ne sera pas un synonyme, sinon de nationalisme de gauche, du moins de manque de réflexion politique et de traitement cavalier de l'histoire », lance-t-il dans une tribune cosignée par le ministre de la Justice du Land de Hesse, Rupert von Plottitz (Vert).

■ UNION EUROPÉENNE : le Parlement européen a adopté le cinquième programme-cadre de l'Union pour la recherche et le développement technologique, qui couvre la période 1998-2002. Son budget s'élève à 14,96 milliards d'euros (97 milliards de francs). Voté mardi 15 décembre à Strasbourg, il a fait l'objet d'une longue procédure de conciliation avec le conseil des ministres concernés. (AFP)

## Le regain de violence au Kosovo a fait plus de 40 morts

AU LENDEMAIN d'une reprise des combats au Kosovo, l'ambassadeur américain Richard Holbrooke a prévenu les protagonistes du conflit, mardi 15 décembre, qu'ils « jouaient avec de la dynamite ». Artisan de l'accord intervenu en octobre sur un retrait des forces serbes de cette province et un déploiement de quelque 2 000 observateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la paix en Europe), M. Holbrooke s'est par ailleurs entretenu dans la soirée, à Belgrade, avec le président serbe Slobodan Milosevic. Ce dernier a réaffirmé sa détermination à réprimer le « terrorisme » au Kosovo, accusant les Occidentaux de laisser faire les séparatistes albanais.

Au moins quarante personnes ont trouvé la mort, lundi, lors d'une nouvelle flambée de violence, selon des informations confirmées mardi par des observateurs de l'OSCE. L'agence yougoslave Tanjug a annoncé que 36 « terroristes » albanais ont été abattus, non loin de la frontière avec l'Albanie, par des soldats yougoslaves, alors qu'ils tentaient de faire passer des

armes au Kosovo. Selon Tanjug, tous portaient l'uniforme de l'UCK, l'Armée de libération du Kosovo. Le même jour, des hommes masqués ont tué six jeunes Serbes dans un café de Pec, dans l'ouest de la province.

### SOLDATS YOUGOSLAVES À LA FRONTIÈRE

Selon un responsable américain, la situation s'est rapidement tendue dans cette ville. Les observateurs de l'OSCE qui s'y étaient installés ont dû partir, bouspillés par la population. Richard Holbrooke a condamné la fusillade de Pec, lançant un appel au calme à la veille des obsèques des six victimes et exhortant la population à s'abstenir de tout acte de représailles.

Ces incidents meurtriers sont les plus sérieux dans la province peuplée à 90 % d'Albanais, depuis l'annonce d'une trêve unilatérale de l'UCK et le retrait de certaines unités des forces yougoslaves – deux décisions prises face à la menace d'intervention militaire de l'OTAN à la mi-octobre.

Le vice-premier ministre serbe Tomislav N-

kolic a fait savoir mardi que l'État ne tolérerait plus longtemps les actes « terroristes » : « Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour faire régner le droit et l'ordre dans la province ». Mardi soir, des centaines de soldats yougoslaves étaient massés à la frontière albanaise, apparemment pour retrouver d'éventuels miliciens encore cachés dans les montagnes. Des tirs d'artillerie ont été signalés.

Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, s'est déclaré préoccupé par la sécurité des observateurs internationaux présents au Kosovo, réaffirmant que la force d'extraction de l'OTAN déployée depuis peu en Macédoine était bien investie d'un mandat de l'ONU pour venir au secours de ces observateurs le cas échéant. La détérioration de la situation au Kosovo a dominé mardi à Madrid, le premier jour de la troisième conférence de suivi des accords de Dayton sur la paix en Bosnie, où étaient réunis des représentants d'une cinquantaine de pays et d'organisations internationales. (Reuters, AFP)

## L'assemblée œcuménique d'Harare a confirmé l'isolement des Eglises orthodoxes

« JE NE SERAIS PAS parmi vous si les Eglises n'avaient pas libéré mon pays », Nelson Mandela est venu à Harare (Zimbabwe) clamer, par ces mots, la huitième assemblée du Conseil œcuménique des Eglises (COE), qui s'est tenue du 3 au 14 décembre, et saluer sa participation à la lutte anti-apartheid. « Nous devons tout aux Eglises », devait-il ajouter, en s'adressant à Robert Mugabe, président du Zimbabwe, soulignant ainsi la contribution des jeunes élites chrétiennes africaines à l'indépendance et à l'émancipation de pays comme l'Afrique du Sud ou le Zimbabwe.

Dans la foulée, les trois mille délégués de cette assemblée – représentant trois cent quarante Eglises protestantes, anglicanes, orthodoxes ou méthodistes à travers le monde – ont adopté une motion de solidarité avec le continent noir, soumis aux guerres fratricides, à la corruption, au sida, aux violations des droits de l'homme, à l'endettement. Ils ont voté un autre texte exigeant des grands pays créanciers « l'annulation de la dette bilatérale et multilatérale des pays pauvres et la réduction de la dette des pays à revenu intermédiaire ». Rejoignant sur ce point les appels de l'Eglise catholique (qui n'est pas membre du COE), ce souhait d'une annulation de la dette s'inspire de la pratique juive des années jubilaires (tous les cinquante ans).

Fixée précisément à la veille de l'an 2000, cette assemblée mondiale d'Eglises à Harare avait pour principal enjeu l'avenir du mouvement œcuménique, dont le COE – créé en 1948 et qui siège à Genève – est l'organe depuis cinquante ans. Les Eglises orthodoxes s'en sont tenues à la discrétion annoncée. Les Russes ne sont venus qu'à cinq délégués, alors qu'une trentaine de sièges leur étaient réservés. Présidée par un simple prêtre (Hilarion Alfeyev), et non par un métropolite, la délégation du patriarcat de Moscou a boudé plusieurs cultes et votes. Un prêtre géorgien est venu témoigner des tensions et menaces de schisme qui, sous la pression d'une base anti-occidentale et anti-œcuménique, traversent presque toutes les Eglises orthodoxes d'Europe de l'Est. « Nous ne sommes pas pour autant des fanatiques ou des fondamentalistes », s'est-il défendu. Les Eglises de Géorgie et de Bulgarie viennent de se retirer du COE.

### AUDACES THÉOLOGIQUES

Si les délégués roumains et grecs du patriarcat de Bucarest et de l'archevêché d'Athènes ont pris part à la plupart des offices communs et des votes, cette huitième assemblée mondiale du COE aura confirmé l'isolement des Eglises orthodoxes, qui sont sorties affaiblies de l'époque communiste et sont devenues très critiques à l'encontre d'une organisation dont elles déplorent l'esprit « protestant » et libéral, les décisions prises à la majorité, les audaces liturgiques et théologiques (sacerdoce des femmes). L'avenir est toutefois préservé : une commission spéciale a été chargée de maintenir le dialogue entre les orthodoxes et les autres confessions représentées au sein du Conseil œcuménique.

Dans ce climat, les trois mille délégués d'Harare ne pouvaient éviter de poser la question d'une réforme institutionnelle. Sous le titre « Vers une conception et une vision communes du COE », un document d'orientation a été approuvé qui sera débattu par toutes les Eglises membres. Il soulève quatre questions majeures : quelle

conception faut-il développer de la mission et de l'évangélisation dans le monde pluraliste du XXI<sup>e</sup> siècle ? Comment faire du baptême le fondement d'une communauté que les Eglises sont appelées à partager ? Quel est le meilleur chemin pour parvenir à l'« unité visible » des Eglises, divisées par l'histoire, qui était l'inspiration des bâtisseurs de 1948 ?

Ce débat est déjà avancé. La création d'un réseau plus souple, appelé Forum des Eglises, capable d'accueillir les catholiques et les pentecôtistes qui ne sont pas membres du COE, a été approuvée à Harare. Cet « espace » de consultation n'aura aucun pouvoir de contrainte ni de décision. Délégué de l'Eglise luthérienne d'Alsace et de Lorraine, le pasteur Marc Lienhard en fait déjà une « deuxième chambre », susceptible de traiter un jour des divergences doctrinales. Le pasteur allemand Konrad Raiser, secrétaire général du COE, estime que l'unité des Eglises doit être « moins fonctionnelle, plus relationnelle ».

Mais d'autres redoutent que le COE ne soit demain « privé de sa substance », comme dit le Père Jean-Marie Tillard, dominicain, vice-président français du département Foi et Constitution (*La Croix* du 9 décembre), auquel collabore l'Eglise catholique, qui avait envoyé vingt-cinq observateurs à Harare. Pour eux, le risque existe que, dans un proche avenir, le COE ne soit plus qu'une « ONG d'Eglises », capable de prendre position sur toutes les questions sociales et politiques qui agitent le monde, mais mettant en sommeil son rôle d'approfondissement théologique et de recherche d'une unité visible.

Henri Tincq

**MONTBLANC**

Pour Noël, notre premier cadeau est de vous offrir du temps.



Meisterstück 149

### Boutiques Montblanc

Paris 6<sup>e</sup> : 47, rue de Rennes – Paris 8<sup>e</sup> : 60, rue du Faubourg Saint Honoré  
Bordeaux : 26, Cours Georges Clémenceau – Nice : 2, rue Paradis

Nocturnes exceptionnelles les 17-18 et 22-23 décembre dans les boutiques de Paris et Bordeaux.







هكذا من الأصل

## Les partisans de M. Mégret et de M. Le Pen se disputent l'argent du Front national

Plusieurs litiges pourraient être soumis à la justice

Dernière les invectives publiques échangées par Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret et leurs partisans, la crise du Front national se joue aussi en coulisse : sigle, logo et trésorerie font l'objet d'empoignades qui pourraient être tranchées par les tribunaux. L'un des enjeux de cette bataille est la maîtrise de la dotation de l'Etat, versée chaque année au FN dans le cadre du financement public des partis politiques.

LE DIVORCE n'est pas encore prononcé que déjà pointent les procès entre les protagonistes de la crise du Front national. Marine Le Pen-Chauffroy, fille benjamine de Jean-Marie Le Pen et responsable du service juridique du parti d'extrême droite, menace de poursuivre les mégrétistes qui utilisent l'étiquette Front national et arborent le logo de la flamme tricolore. Selon elle, le sigle FN a été déposé en 1972 et appartient donc au Front national, tout comme la flamme qui, elle, n'a été déposée qu'en 1990, mais « a été utilisée de manière continue et ininterrompue depuis 1972 ».

Les mégrétistes objectent qu'ils peuvent toujours utiliser nom et logo puisqu'ils n'ont pas juridiquement fait scission. Ils cherchent au contraire à coller aux statuts afin de prouver, à travers le congrès, que M. Le Pen ne représente plus le Front national. Le président du parti d'extrême droite ne semble cependant pas prêt à se laisser faire, et la bataille qui va s'ouvrir, notamment à propos de l'argent que les élus - 275 conseillers régionaux et 7 conseillers généraux - reversent au parti, risque d'être âpre.

Chaque candidat FN, lorsqu'il reçoit l'investiture, s'engage à reverser, une fois élu, une part de son indemnité au parti, en général 25 % pour les sommes allant jusqu'à 10 000 francs et 50 % au-delà. Il existe cependant des modulations suivant les personnes et leurs relations avec M. Le Pen. Les élus dis-

sidents, chassés de leur groupe dans les conseils régionaux, pourraient à l'avenir refuser de verser leur participation. De même pour les députés européens qui, chaque mois, reversent leurs indemnités complémentaires. En 1997, cette contribution des élus s'est élevée à 517 959 francs. Enfin, se posera dès le 1<sup>er</sup> janvier, au moment de leur renouvellement, le problème des cotisations des adhérents dont le montant a atteint 9 163 845 francs en 1997.

Le partage des sociétés devrait a priori être plus facile. Le parti possède en effet la majorité des parts dans les sociétés civiles immobilières propriétaires du siège (2 856 sur 3 500) et de l'antenne des jeunes du FN à Paris. Mais le gérant de la SCI du siège de Saint-Cloud est Serge Martinez, allié de Bruno Mégret, dont le mandat

court jusqu'en juin 1999. Sommé par M. Le Pen de convoquer une assemblée générale des actionnaires, M. Martinez a répondu qu'il ne pourrait le faire qu'à la condition qu'on lui transmette le nom des petits porteurs. Compte tenu des délais, cette assemblée ne devrait pas avoir lieu, selon M. Martinez, avant le congrès.

Les sièges des fédérations sont, eux, souvent loués par les responsables départementaux qui ont reçu délégation pour cela. Les dissidents peuvent donc être gênés par la décision du « Paquetbot » (le siège du FN) de leur enlever cette délégation. Plusieurs secrétaires fédéraux (comme M. Martinez dans le Gard) ou de section sont cependant propriétaires des locaux qui abritent le parti, ce qui leur donne une certaine indépendance.

S'agissant des autres sociétés ou

associations, les mégrétistes semblent avoir pris depuis quelques temps leurs précautions. A côté de la SERP, fondée par M. Le Pen, mais dirigée par sa fille Marie-Caroline (mégrétiste), les dissidents ont créé DEFJ qui distribue et édite elle aussi des journaux. L'unique actionnaire de DEFJ est les Editions nationales, qui appartiennent à M. Mégret.

M. Le Pen doit en outre regretter d'avoir laissé son délégué général déposer les statuts de l'Institut de formation national (IFN) qui, depuis 1994, est habilité à recevoir de l'argent des collectivités locales pour la formation des élus. Ses services essaient d'ailleurs depuis plusieurs semaines de demander l'agrément pour une organisation parallèle.

Enfin, le trésorier de l'association de financement du FN - intitulée Jean-Marie Le Pen-Cotelec - est un proche de M. Le Pen, Jean-Pierre Monchard, alias François Baival, tout comme le président d'Europaris, bureau d'études contrôlé par Dominique Chabouat.

Reste la question du financement public qui, en 1997, s'est élevée pour le FN, à 35 566 543 francs. La loi prévoit que cette dotation est attribuée aux partis ayant présenté au moins 50 candidats aux précédentes élections législatives. Pour la durée de la législature, cette somme reviendra donc à celui qui aura su s'approprier le label FN.

Christiane Chombeau

### Les « mutins » préparent leur congrès extraordinaire

Les dissidents du Front national organiseront leur congrès extraordinaire le 24 janvier, « selon toute vraisemblance à Marignane », comme des Bouches-du-Rhône dont le maire est Daniel Simonpiet, suspendu du FN par le bureau politique, lundi 14 décembre. Frank Timmermans, administrateur provisoire de ce « FN mégrétiste », a annoncé lors d'une conférence de presse, mardi 15 décembre, que ce congrès serait précédé d'un conseil national à Paris le 9 janvier, puis d'assemblées générales départementales du 10 au 20 janvier afin de désigner les délégués au congrès. Les 63 secrétaires fédéraux ayant déjà signé l'appel au congrès ont été désignés administrateurs départementaux. Dans 27 fédérations lèpénistes, des élus favorables au congrès ont été nommés pour prendre la relève. Dans les douze fédérations restantes, les mégrétistes attendent que leur responsable se détermine avant de procéder à une nomination.

## Un contentieux électoral dans les Bouches-du-Rhône embarrasse le Conseil d'Etat

VOILA le Conseil d'Etat bien embarrasé. Invité par son commissaire du gouvernement à annuler les élections régionales dans les Bouches-du-Rhône, il hésite, manifestement, devant les conséquences politiques d'une telle décision (*Le Monde* du 16 décembre). Le Conseil d'Etat a été saisi par Jean-Louis Tixier, candidat (UDF) non élu de la liste RPR-UDF, qui conteste l'attribution du 4<sup>e</sup> et dernier siège de conseiller régional du département à la liste de gauche, conduite par Michel Vauzelle (PS). Le commissaire du gouvernement (magistrat indépendant), Jacques Amigou de Casanova, a calculé qu'un déplacement de 117 voix suffirait à remettre en cause l'attribution de ce siège, et

constaté que 191 bulletins déclarés nuls ont été détruits, au lieu d'être annexés aux procès-verbaux. Il a donc préconisé de nouvelles élections (*Le Monde* du 11 décembre).

Ce recours a été examiné, mercredi 9 décembre, par les 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> sous-sections réunies. Les conseillers d'Etat se sont longuement demandé s'ils devaient prendre en compte 107 enveloppes vides figurant parmi ces 191 bulletins, ce qui aurait pour effet de déplacer plus des 117 voix requises. A une courte majorité, d'une voix, ils ont répondu par l'affirmative, alors qu'une minorité d'entre eux estimait que ce choix aurait des conséquences disproportionnées.

Le commissaire du gouverne-

ment lui-même avait prévenu que l'annulation de l'élection aurait pour conséquence un « décalage » dans le temps « fâcheux » : l'actuel président du conseil régional, M. Vauzelle, élu des Bouches-du-Rhône, qui serait privé de son mandat, ne pourrait se présenter à sa propre succession. Le code électoral prévoit en effet que, en cas d'annulation, l'élection du président et des vice-présidents du conseil régional a lieu dans un délai d'un mois, alors que celle des conseillers des Bouches-du-Rhône a lieu dans un délai de trois mois.

Dans cette hypothèse, la gauche garderait de justesse la majorité relative des 74 sièges régionaux non contestés. M. Vauzelle devrait céder sa place à son premier vice-président, Patrick Allemand (PS), élu dans les Alpes-Maritimes, qui expédierait les affaires courantes. Mais il ne serait pas question de faire adopter le nouveau budget avant le 1<sup>er</sup> mars ou d'avancer sérieusement sur les nouveaux contrats de plan.

Devant la perspective d'un tel imbroglio, les conseillers d'Etat minoritaires ont fait valoir, de façon informelle, que la seule solution possible serait que le Conseil d'Etat examine l'affaire devant une formation supérieure (section ou assemblée du contentieux). Et qu'il envisage, éventuellement, de s'écarter de sa jurisprudence sur l'« indivisibilité » du scrutin : il s'agirait d'éviter que l'annulation du 4<sup>e</sup> siège entraîne celle de tous les sièges du département. La « troika » (président du contentieux et ses trois adjoints) a donc décidé le 10 décembre de porter l'affaire devant une formation de jugement supérieure. En conséquence, le Conseil a annoncé, le 15 décembre, qu'il lui faut procéder à un supplément d'instruction. Le recours de M. Tixier devrait être réexaminé en janvier.

Rafaële Rivaux  
et Michel Samson  
(à Marseille)

## Le PS est décidé à présenter un candidat à la présidence de la région Rhône-Alpes

DIX JOURS après avoir lancé un appel solennel à la droite afin qu'elle rompe les alliances nouées avec le Front national dans quatre régions (*Le Monde* du 5 décembre), le Parti socialiste durcit le ton. A l'issue de son bureau national, mardi 15 décembre, le PS a décidé que, lors de l'élection du nouveau président de la région Rhône-Alpes, consécutive à l'invalidation de Charles Millon, il aurait son propre candidat au premier tour. « Il est naturel que la gauche plurielle, pas seulement le PS, soit représentée dès le premier tour », a affirmé Marisol Touraine, chargée de la solidarité au secrétariat national, en jugeant « important » que « nos idées, nos valeurs, et nos électeurs soient représentés ».

Lors du bureau national, cette position a « été exprimée de façon très ferme », selon M<sup>me</sup> Touraine, notamment par Pierre Mauroy, sénateur et maire de Lille, Jean-Pierre Sneur, maire d'Orléans, l'ancien ministre Michel Sapin et les responsables de la Gauche socialiste. Les socialistes souhaitent qu'une discussion s'engage, après le premier tour, avec les élus de droite hostiles à M. Millon avant d'arrêter leur stratégie. L'UDF a décidé de présenter Anne-Marie Comparini, proche de Raymond Barre, dont elle est adjointe à la mairie de Lyon, à la présidence de la région. Cette candidature pourrait avoir l'aval de

dirigeants locaux du PS, comme Michel Destot, maire de Grenoble. Ce durcissement du PS résulte de la déception de son premier secrétaire, François Hollande, dont les appels à la droite ont été rejetés, notamment par Philippe Séguin. Pour M. Hollande, la gauche ne peut pas apporter ses voix à une candidature de droite « sans aucune contrepartie, ne serait-ce que symbolique ». Mais, assure M. Hollande, « nous ne ferons jamais la politique du pire », conduisant à une reconduction de M. Millon.

De son côté, mardi, à l'issue du comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire, Lionel Jospin a écarté de négocier directement les contrats de plan Etat-région avec les présidents élus avec les voix du FN (Rhône-Alpes, Bourgogne, Languedoc-Roussillon et Picardie). Fidèle à une position définie dès le 28 mars, le premier ministre exclut que « les populations puissent être pénalisées en raison des choix faits sans eux » et assure qu'« il y aura toujours suffisamment d'interlocuteurs, administratifs ou dotés d'expertise, pour que le travail soit fait ». Mais M. Jospin ne veut pas « valoriser » ou « banaliser » des personnalités « dont les choix nous sont apparus comme tout à fait contestables ».

Michel Noblecourt

## La refonte de « L'Humanité » trouble ses salariés et les militants du PCF

M<sup>me</sup> Bulard, communiste « d'ouverture », s'en va

SCÈNE de la vie syndicale à Montreuil, au siège de la CGT : des délégués dénoncent vivement les méthodes opaques d'une direction et de son actionnaire. Rien que de très banal, s'il ne s'agissait, en l'occurrence, des dirigeants de *L'Humanité* et du PCF. Quatre délégués syndicaux du quotidien communiste, tous CGT, ont tenu, mardi 15 décembre, une conférence de presse pour faire part de leur « colère » face au « gâchis » que représente, à leurs yeux, la suppression de *L'Huma-Hebdo* et pour annoncer que le comité d'entreprise du journal a décidé d'user de la procédure du « droit d'alerte » contre sa direction.

L'émotion est à la mesure de ce que la presse communiste - et le porte-à-porte - représente pour les adhérents du PCF : le dernier symbole de leur identité. L'annonce, en assemblée générale, du nouvel organigramme de la rédaction de *L'Humanité*, vendredi 11 décembre, qui entérinait le couplage de *L'Humanité-Hebdo* avec « la quotidienne », a achevé d'assombrir la rédaction, mais aussi les militants : le PCF avait entrepris de les « consulter », jusqu'à mercredi, avant que les dirigeants communistes, réunis jeudi 17 décembre en comité national, ne décident du sort de l'hebdomadaire. Des sections écrivent pour dénoncer « une consultation bâclée » (Yonne). « Tout le monde a compris qu'on était placés devant le fait accompli », résume un cadre.

La direction du journal et celle du PCF répondent urgence et chiffres. *L'Humanité* connaît de grandes difficultés financières (17,4 millions de francs de déficit prévu en 1998) et a perdu la moitié de ses lecteurs en dix ans (56 444 exemplaires en 1997). Elle souhaite se transformer en « un journal communiste et citoyen ». Le graphiste Claude Maggiori a mis au point, pour mars 1999, un quotidien en trois parties. En ouverture, l'essentiel de l'actualité, traitée de façon rapide, quatre ou cinq sujets étant ensuite développés : la partie centrale présente les évolutions de la société ; la dernière est consacrée à la culture et aux médias. Le samedi, *L'Huma-Hebdo* sera un journal de 56 pages, format tabloïd, en couleurs, et conservera les principales innovations de l'hebdomadaire.

« Sauf que l'on fait payer à l'hebdo la prix de cette rénovation », déplore un journaliste. « A la différence de *L'Huma*, à qui on demande de faire l'année prochaine ce qu'elle n'a pas réussi cette année, *L'Huma-Hebdo* avait réussi à mettre sur pied une nouvelle ligne éditoriale », déplore la section PCF d'Orsay. La transformation de

*L'Humanité* se fait, en effet, sous la conduite de Pierre Zarka - dont nul n'ignore que Robert Hue aurait souhaité le voir renoncer à ses fonctions de directeur, sans oser l'y pousser - et de Claude Cabanes, plus « ouvert », mais très absent de la rédaction.

Connue pour ses positions progressistes, Martine Bulard, qui a constaté, sans en être avertie, que son poste était supprimé, devrait annoncer son départ, jeudi, pour « désaccords professionnels et politiques avec Pierre Zarka et Richard Béringier », administrateur général des deux titres. « Je ne peux pas porter un projet auquel je ne crois pas », résume la rédactrice en chef de *L'Huma-Hebdo*. Déjà, une direction parallèle s'est mise en place : au prétexte de rendre compte de l'« état des lieux », MM. Zarka, Béringier, Cabanes et Pierre Laurent, adjoint de M<sup>me</sup> Bulard, se rendent toutes les semaines place du Colonel-Fabien...

« Je ne peux pas porter un projet auquel je ne crois pas »

Saisi par le comité d'entreprise de *L'Humanité*, le cabinet d'expertise Sécafi-Alpha dénonce, dans un rapport, « des structures de coûts très déséquilibrées », relevant que l'impression de *L'Humanité* est plus chère de 30 % à 40 % qu'à *La Croix* ou à *Libération*. Il se montre également très sceptique sur le projet de couplage, car le titre bénéficiaire ainsi absorbé entraînerait une perte du niveau de publicité de 20 % à 40 %, et juge le « maintien » de l'hebdomadaire « incontournable ». Les experts soulignent que le refus d'ouvrir le capital de *L'Humanité* est « contradictoire » avec la volonté de changement affichée. Ils constatent enfin que « les frais de personnel dans le projet sont en diminution de 10 millions de francs environ » : l'hypothèse de quarante suppressions d'emplois évoquée par *Le Monde* du 26 septembre n'a jamais été démentie. Autant d'éléments qui, d'après Sécafi-Alpha, mettent « très sérieusement en cause la gestion de la direction actuelle et sa capacité à conduire un projet de l'ampleur de celui annoncé ».

Le rapport a été envoyé, mardi, à tous les dirigeants communistes, afin qu'ils puissent trancher, jeudi, « en leur âme et conscience ».

Ariane Chemin  
et Alain Salles

## OUVERTURES EXCEPTIONNELLES

DIMANCHE 20 DE 10H À 19H.

NOCTURNES JEUDI 17 ET MERCREDI 23 JUSQU'À 22H.





## Denis Kessler s'impose comme l'homme fort du Mouvement des entreprises de France

Le patronat et les syndicats reprennent les discussions sur les préretraites

L'assemblée générale du Medef (ex-CNPF) a approuvé, mardi 15 décembre, une réorganisation de ses structures internes. Au terme de cette ré-

forme, toutes les commissions disparaissent, et notamment la commission sociale. Denis Kessler, avec le titre officiel de vice-président délégué,

devient le nouvel homme fort du patronat. Les négociations sur l'ARPE (préretaire contre embauche) reprennent.

TROISIÈME étape de la réforme des institutions patronales, engagée par Ernest-Antoine Seillière depuis son accession à la présidence du CNPF, il y a tout juste un an, la nouvelle organisation adoptée mardi 15 décembre par l'assemblée générale du Mouvement des entreprises de France (Medef, ex-CNPF) instaure un nouvel équilibre des pouvoirs, au sein de la vieille maison de la rue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie et consacre un grand vainqueur : Denis Kessler, président de la Fédération française de sociétés d'assurances (FFSA). Il a été officiellement nommé numéro deux de l'organisation, avec le titre de vice-président délégué, en remplacement de Bernard Calvet, démissionnaire.

En moins d'un an, M. Kessler a pris l'ascendant sur M. Seillière et, seul détenteur d'un projet - libéral - pour l'organisation patronale, a su imposer peu à peu ses vues à l'ensemble de ses pairs. Les deux hommes, qui présentaient, mardi, les grandes lignes de la nouvelle organisation, avec l'élargissement du conseil exécutif, qui passe de 36 à 45 membres, ont offert un numéro rodé de duettistes. Le président du

Medef répondait systématiquement à la première question qui lui était posée, avant que son nouveau bras droit, enchaînant sur la seconde, ne complète d'abord la réponse initiale.

Le second axe de la réforme consacre un démantèlement des principales commissions - économique, sociale, internationale, etc. -, remplacées par neuf groupes de proposition et d'action (GPA) qui sont placés sous la houlette du nouveau tandem. Président de la commission économique, de 1994 à 1998, M. Kessler se retrouve donc promu. En corollaire, un affaiblissement du social, éclaté en plusieurs GPA, est perceptible. Georges Jolès, président en titre de la commission sociale, voit ses fonctions réduites à la portion congrue. Vice-président de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), il anime le groupe consacré à la protection sociale et est chargé de la coordination des groupes. De même, Bernard Boisson, membre de la commission sociale depuis vingt ans, dont il a assuré la direction générale puis la vice-présidence, se retrouve nommé conseiller social auprès du président.

La nécessité d'une « plus grande transversalité » est mise en avant par les dirigeants pour expliquer ces changements. Le chandier des 35 heures et celui des fonds de pensions ayant des incidences tout aussi économiques que sociales, la division existante n'était plus pertinente, au dire des promoteurs du projet. Dans le champ du social, on constate en revanche la promotion de Denis Gautier-Sauvagnac, vice-président délégué de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et président de l'Unedic, qui est nommé à la tête du groupe chargé du dialogue social.

### NÉCESSITÉ À NÉGOCIER

L'entente entre l'UIMM et la FFSA, qui influence fortement la vie interne du Medef, devrait cependant être mise à l'épreuve, avec l'ouverture, mercredi 16 décembre, des négociations sur la reconduction et l'extension de l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE), qui permet des départs en préretraite en contrepartie d'embauches. Défendu par les syndicats, ce système divise le patronat. L'UIMM, dont les entreprises utilisent l'ARPE pour rajouter leur py-

ramide des âges, plaide pour son maintien. M. Seillière n'a pas caché mardi ses réticences à négocier, indiquant qu'il fallait « tenir compte des conditions financières de l'Unedic », qui devrait passer dans le rouge en 1998. Pour le patronat, l'ARPE coûte cher : 9 milliards de francs par an. Son extension à ceux qui ont commencé à travailler à quatorze ans, demandée par FO, coûterait 2,1 milliards de francs en 1999.

Le patronat s'est mis d'accord à condition de n'engager des discussions que pour un an, jusqu'à la renégociation de la convention Unedic en 1999. Le principe d'une contribution spécifique des entreprises bénéficiaires de l'ARPE, d'un montant de 1,2 milliard de francs, est aussi acquis. M. Kessler a aussi réitéré le refus de son organisation d'accepter toute participation financière de l'Etat (qui propose une aide de 40 000 francs par an et par salarié), soulignant que « c'est la première fois depuis 1945 que le patronat refuse la participation de l'Etat dans l'un des secteurs-clés du paritarisme ».

Alain Beuve-Méry

## Des aides spécifiques sont annoncées pour les chômeurs des Bouches-du-Rhône

### MARSEILLE

de notre correspondant régional  
Entouré de Michel Vauzelle (PS), président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, et de Jean-Noël Guérini (PS), président du conseil général des Bouches-du-Rhône, le préfet Jean-Paul Proust a annoncé, mardi 15 décembre, les mesures spécifiques prises pour les chômeurs du département, qui s'élèvent en tout à 178 millions de francs.

Un contingent supplémentaire de 2 500 contrats emploi-solidarité (CES, d'une durée de trois mois) a été créé en faveur des bénéficiaires du RMI depuis plus d'un an, des jeunes demandeurs d'emploi depuis la même époque et des chômeurs de longue durée depuis plus de deux ans. L'Etat mettra 89 millions de francs dans l'opération, le conseil général et le conseil régional abondant le dispositif pour 20 millions de francs.

Mais la réponse aux revendications des manifestants pour « la prime de Noël » se concentre dans un autre dispositif mis en place par le conseil général. M. Guérini a annoncé qu'il s'élèverait à 69 millions de francs, alors qu'il était de 32 millions l'hiver dernier. Il s'agit d'une « aide aux familles les plus démunies pour que les enfants aient un Noël ». Elle est destinée aux foyers qui touchent le RMI et sera de 1 000 francs pour un enfant, 2 000 pour deux enfants, et de 3 000 francs pour trois enfants et plus. Les familles de chômeurs en fin de droits

en bénéficieront dans la même proportion. Le conseil régional va, de son côté, instituer un fonds régional d'innovations sociales « destiné à promouvoir les initiatives de personnes privées d'emploi » : elles toucheront une subvention, plafonnée à 50 000 francs, l'enveloppe ouverte étant de 500 000 francs.

### TENSIONS ENTRE DEUX ASSOCIATIONS

« A ces mesures s'ajoute la mobilisation de fonds existant dans le cadre de la CASU [commission d'action sociale d'urgence] », a expliqué le préfet. Le fonds de solidarité logement, les fonds d'aide aux jeunes, le fonds d'aide aux impayés d'énergie, l'allocation aux adultes isolés et celui de l'aide sociale pourront fournir des aides complémentaires de 150 millions de francs, en fonction des demandes. Le préfet chiffre à 30 % l'augmentation de ces ressources par rapport à 1997. Il a justifié l'adoption de ces mesures spécifiques pour les Bouches-du-Rhône par un « taux de chômage plus élevé dans le département que dans le reste de la nation » : il s'élève à 17,1 % et décroît moins rapidement qu'ailleurs - particulièrement pour le chômage de longue durée. Détaillant les mesures annoncées par le premier ministre, le préfet a estimé que 95 000 foyers (70 000 RMIstes et 25 000 bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) bénéficieraient finalement de tous ces dispositifs.

Réagissant aux mesures annoncées par le

premier ministre ainsi qu'au dispositif local, Charles Hoareau, porte-parole marseillais du comité des chômeurs-CGT, en a d'abord souligné « un aspect positif » : « C'est la première fois, a-t-il dit, qu'on voit apparaître la notion de prime. » « L'on passe, c'était une allocation différenciée. Là, on paye tous les RMIstes », a-t-il indiqué pour étayer sa démonstration. Mais il s'est dit insatisfait des sommes allouées : « Il y a 200 000 chômeurs dans le département : il faut obtenir la prime pour les 144 000 qui n'ont rien eu. » M. Hoareau annonçait donc la poursuite de l'action, qui se traduit par des manifestations quotidiennes devant les antennes Assedic au cours desquelles les militants d'ACI sont de plus en plus souvent pris à partie violemment par les militants du comité des chômeurs-CGT.

Au plan national, la revalorisation de 3 % annoncée mardi par M. Jospin - qui a omis de préciser qu'elle concernera non seulement le RMI et l'allocation de solidarité spécifique, mais aussi l'allocation d'insertion - n'a pas été jugée suffisante par la CGT, qui y a vu un « encouragement à poursuivre l'action ». En revanche, la CFDT a jugé ce relèvement « significatif ». De son côté, Marc Blondel, secrétaire général de FO, a jugé que le dispositif « satisfait partiellement une revendication » de la confédération mais il a déploré que « trop de personnes restent encore sous le seuil de pauvreté ».

Michel Samson

## Les régions Centre et Alsace changent de préfet

LE CONSEIL des ministres devait procéder, mercredi 16 décembre, au premier mouvement préfectoral important depuis l'absence de Jean-Pierre Chevènement : douze préfets devaient bouger et deux régions, le Centre et l'Alsace, devaient changer de titulaire. Philippe Madard, préfet des Alpes-Maritimes, ancien conseiller d'Edouard Balladur, devait notamment être nommé préfet de l'Alsace en remplacement de Patrice Magnier. Celui-ci succède à Jacques Barel comme préfet de la région Centre. Michel Jan, préfet hors cadre, conseiller de François Mitterrand de 1988 à 1992, serait nommé préfet du Terr. Bernard Tomasi, préfet de l'Orne, ancien chef de cabinet de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur, serait nommé dans le Cher. Jean-Jacques Desbucq, préfet hors cadre, ancien conseiller de Louis Le Penec au ministère de l'Agriculture et de la pêche, serait nommé dans l'Orne.

## Relative unité de la droite sur le budget de la Ville de Paris

LE BUDGET 1999 de la Ville de Paris (plus de 33 milliards de francs, commune et département confondus), caractérisé par une baisse de la fiscalité locale, a été adopté sans difficulté majeure, mardi 15 décembre, par la majorité RPR-DL-UDF du Conseil de Paris. PS, PCF, MDC et écologistes ont voté contre. A droite, quelques voix ont manqué au maire de Paris : cinq des six membres du groupe centriste, présidé par Yves Galland (UDF-Rad.) et issu de la dissidence conduite par Jacques Toubon au printemps, ont voté contre, tout en s'affirmant « dans la majorité municipale » ; Jean-François Perrin, maire (FD) du 12<sup>e</sup> arrondissement, s'est abstenu. Le groupe des Indépendants s'est dissous : trois de ses membres, dont la présidente Marie-Thérèse Junot (CNI), ont voté pour, les trois autres ont voté contre, en affirmant se situer dans l'opposition.

## Amsterdam : le RPR isolé au Sénat

LE SÉNAT devait commencer, dans la soirée du mercredi 16 décembre, l'examen du projet de réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam. Les sénateurs RPR défendront seuls les trois amendements que leurs collègues députés avaient présentés - sans succès - au Palais-Bourbon. Philippe Séguin leur a exposé, mardi, en présence de Charles Pasqua, les raisons d'approuver la réforme et le traité, en soulignant les « dégâts » que provoquerait un vote en contradiction avec la volonté du président de la République.

De son côté, le président du groupe RPR, Josselin de Rohan, a regretté que les autres groupes de droite ne soutiennent pas les amendements du RPR, contrairement à « ce qui avait été convenu lors d'une réunion de la majorité sénatoriale ». « Nous sommes européens et impatients de ratifier le traité d'Amsterdam », a répliqué Jean Arthuis, président du groupe centriste.

### DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : la cote de popularité de Jacques Chirac est pratiquement stable, à 60 % de bonnes opinions (en baisse de 1 point) contre 30 % de mauvaises, selon une enquête de BVA, réalisée du 10 au 13 décembre auprès d'un échantillon de 883 personnes et publiée par Paris-Match (daté 17 décembre). La popularité du premier ministre, en revanche, est en baisse. Lionel Jospin recueille 55 % de bonnes opinions (en baisse de 6 points) contre 36 % de mauvaises (en hausse de 6 points).

■ **OPPOSITION** : le président du RPR, Philippe Séguin, a répondu, mercredi 16 décembre sur RTL, au premier ministre, Lionel Jospin, sur son analyse de la crise du Front national (Le Monde du 16 décembre), en affirmant que « le FN a prospéré sous la gauche » et qu'« il y a toujours eu une alliance objective entre le FN et la gauche ».

■ **SECTES** : l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité, mardi 15 décembre, la proposition de créer une commission d'enquête « sur la situation financière, patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers ».

■ **BUDGET** : le Sénat a adopté le collectif budgétaire 1998, mardi 15 décembre, en première lecture. La majorité sénatoriale a supprimé deux milliards de francs de dépenses et a modifié le collectif sur plusieurs points. Les sénateurs ont adopté un amendement prévoyant le report d'un an de la date limite pour les transferts sans incidence fiscale des contrats d'assurance-vie existants vers des « contrats DSK », récemment créés par le ministère des finances et qui doivent être investis à 50 % en actions françaises.

## Cédérom Le Monde interactif-AOL\*

distribué gratuitement avec Le Monde

<http://www.lemonde.fr>



Deux dossiers réalisés par la rédaction :

- Les grandes disparitions de l'année 1998

Tous les articles publiés dans « Le Monde » sur les personnalités qui nous ont quittés entre janvier et novembre 1998.

- 1918-1998. La Grande Guerre, quatre-vingts ans après

La mort du dernier tirailleur sénégalais, la polémique sur les « mutins », l'enquête du « Monde » sur les traces laissées par ce conflit dans les régions françaises.

Samedi 19 décembre

[www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) : l'actualité et les dossiers du « Monde » sur Internet

\* un kit de connexion à Internet offert par AOL

Le Monde  
daté 20/21



هكذا من الأصل

Centre et Alsace  
de préfet

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 17 DÉCEMBRE 1998

**SOLIDARITÉ** La campagne 1998-1999 des Restos du cœur, lancée le 14 décembre, s'est ouverte après un changement de direction nationale et un conflit dans le département du

Rhône. ● APRÈS QUATORZE ANNÉES d'existence, l'association créée par Coluche est saisie par un doute : doit-elle peu à peu s'éloigner de sa nature originale pour se rapprocher du

modèle généraliste des grosses machines caritatives ? ● LE DÉBAT, avec l'extension du chômage et de la précarité, se cristallise surtout autour du problème des actions d'insertion.

● POUR NE PAS se contenter de la seule distribution alimentaire, les Restos font également vivre des Relais du cœur, comme à Blancourt (Yvelines), où les responsables des deux structures

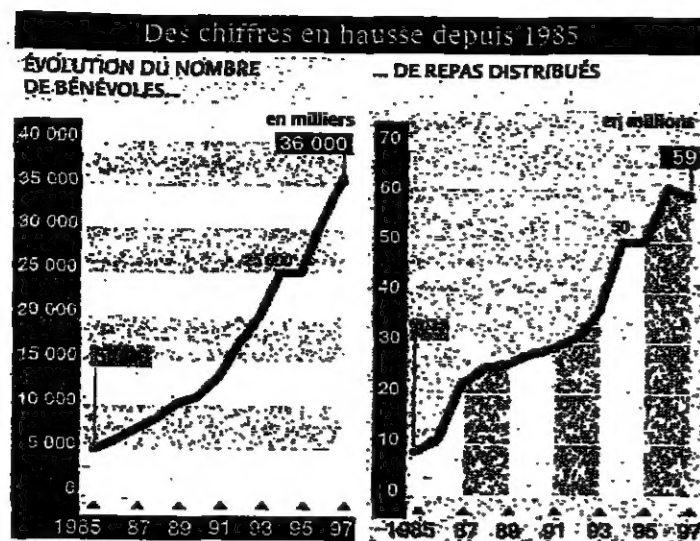
travaillent en bonne entente. ● SEULES les associations de lutte contre l'exclusion jouissent aujourd'hui des faveurs des donateurs qui bénéficient de l'amendement Coluche.

# Après quatorze ans d'existence, les Restos du cœur vivent une crise d'identité

La campagne 1998-1999 s'est ouverte le 14 décembre alors que, face à l'installation de la misère, l'association hésite entre sa fonction première de distribution alimentaire et des actions plus généralistes contre l'exclusion

LA CAMPAGNE hivernale 1998-1999 des Restos du cœur, lancée lundi 14 décembre, a été précédée par des événements inédits dans la vie d'une association qui aime à mettre en avant la convivialité de ses membres. Pour la première fois, un conflit local a failli compromettre la distribution alimentaire dans un département, le Rhône. Pour la première fois, un large renouvellement de l'équipe dirigeante nationale, a laissé affleurer des enjeux de pouvoir et une inflexion nette des choix stratégiques.

Entre ces deux faits, un point commun : le doute existentiel qui semble avoir saisi les responsables des Restos sur la raison d'être et sur les missions de leur association, confrontée à une pérennisation de la misère dans le pays. Cette crise d'identité n'a pas perturbé la vie d'une très grande majorité de centres de distributions, souvent très éloignés des polémiques du siège. Il n'a pas non plus terni l'excellente image de l'association, au côté de laquelle vedettes et responsables politiques aiment à être vus, comme en témoignait encore, lundi soir, la course aux caméras du président de la République et du premier ministre lors du lancement officiel de la campagne. Il s'est, pour l'instant, cristallisé autour d'un débat sur les actions d'insertion, et sur cette question : les Restos doivent-ils peu à peu



La légère baisse de l'hiver 1997-1998 est due à des restrictions dans l'aide européenne, qui ont obligé à réduire de quatorze à treize le nombre de semaines de campagne. Cet hiver, le nombre total de repas servis devrait être à nouveau supérieur à 60 millions.

s'éloigner de leur nature originale pour se rapprocher du modèle généraliste des grosses machines caritatives comme le Secours catholique ou le Secours populaire ?

### « L'IDÉE D'INSERTION »

L'insertion n'est pas un thème récent au sein des Restos. « Coluche disait dès le début qu'il faudrait aussi s'occuper un jour des petits boulois des gens », se souvient Francis Bour, l'un des quatre fondateurs venus épauler l'artiste

pour la première campagne. Ensuite, il y a eu la création du RMI, qui nous a obligés à nous demander si nous devons continuer alors que les besoins élémentaires des gens étaient mieux pris en charge. Il le fallait, en adaptant à notre manière l'idée alors nouvelle d'insertion. » Ce fut l'époque de l'invention des Relais du cœur, premier pas vers une prise en compte plus globale des difficultés du bénéficiaire, et non plus seulement de ses besoins alimentaires (lire ci-dessous). Depuis, l'extension du chômage

non indemnisé et de la précarité ont convaincu une partie des bénévoles qu'il fallait accélérer l'évolution vers l'insertion. Les expériences, aussi bien dans le domaine de l'emploi que dans celui du logement, se sont multipliées sous l'impulsion de Francis Bour, président, depuis janvier 1997, de l'Association nationale d'insertion (ANI), filiale des Restos du cœur censée soutenir toutes les initiatives locales dans ce domaine.

### « LE PIÈGE DE L'ASSISTANCE »

Majoritaire au sein de l'assemblée générale qui a eu lieu le 17 octobre, cette tendance a obtenu le renouvellement de l'équipe dirigeante de l'association, désormais beaucoup plus favorable à ses thèses. Francis Bour, aujourd'hui presque octogénaire, et ses amis ont soutenu la candidature de Véronique Colucci, l'ancienne femme de Coluche, élue présidente alors que Marie Dumas, autre membre du quatuor historique des origines, renonçait à briguer le poste qu'elle occupait depuis cinq ans. Dans la foulée, l'assemblée générale adoptait une résolution dans laquelle M. Bour voit le signe d'une « inflexion forte de la politique de l'association ».

« Soit le bénéficiaire a honte de venir nous voir, et cela pose problème, résume Jean Brodin, auteur du texte et membre de l'association d'insertion de Loire-Atlantique, soit il le vit bien et il est alors

tombé dans le piège de l'assistance. Dans les deux cas, il y a atteinte à sa dignité. Pour sortir de cette spirale, il faudrait viser l'objectif d'une insertion pour tous. » En attendant, M. Brodin souhaiterait que les Restos sortent de leur traditionnelle réserve pour apporter leur propre témoignage sur la misère en France, voire même pour participer à des actions revendicatives du type de celles du DAL ou des collectifs de chômeurs.

« Je ne suis pas sûr que ce soit notre rôle, estime de son côté Marie Dumas, qui y décèle un risque pour l'écuménisme politique et confessionnel qui a toujours prévalu aux Restos. Plus profondément, l'ancienne présidente, qui a reçu de nombreux témoignages de soutien des départements, continue d'incarner une ligne plus modérée face à l'insertion. Non qu'elle y soit hostile : « J'ai été parmi les premiers à prendre le virage en créant les Relais, dit-elle. Mais il ne faut pas pour autant prétendre pouvoir tout faire nous-mêmes en oubliant de tenir compte de ce qui existe déjà. D'accord pour créer nos propres structures, mais uniquement là où les collectivités et les associations n'ont rien mis en place. »

« Nous ne divergeons pas sur la nécessité de l'insertion, mais sur notre capacité à la mettre en pratique », assure l'ancien secrétaire général, Philippe Marescaux. Le volontarisme de Francis Bour dans ce domaine s'est parfois trans-

formé sur le terrain en activisme néfaste à l'unité de l'association. « Dans presque tous les départements où une association d'insertion indépendante a vu le jour, cela ne s'est pas bien passé avec la structure traditionnelle des Restos », constate M. Marescaux.

### TENSIONS

L'un de ces six départements, le Rhône, vient d'ailleurs de traverser une crise grave, symptôme d'une tension qui peut actuellement parcourir l'organisation. L'association locale a fini par se voir retirer son agrément par la nouvelle direction parisienne, parce qu'elle refusait de laisser le monopole de l'insertion à la structure spécialement mise en place à Lyon. Le conflit a failli compromettre la distribution alimentaire, assurée in extremis par une structure mise en place au dernier moment.

« Ajouté à d'autres incidents, il a enfin montré que la volonté de s'engager contre l'assistance pouvait involontairement déboucher sur une remise en cause des principes de fonctionnement qui font l'originalité des Restos. Comme si l'ampleur de la misère avait fini par faire douter certains membres des Restos de cette qualité qui guide l'association depuis sa création : la générosité.

Jérôme Fenoglio avec Claude Francillon, à Lyon

## Les Restos, sans les Relais, « c'est bancal »

SUR CHAQUE TABLE, il ne manque ni les biscuits ni le lait et le sucre en poudre. Il ne saurait être question d'échanger un mot sans tasse fumante à portée de la main. Une fois ce préalable rempli, il n'est toutefois plus question de

### REPORTAGE

A Blancourt (Yvelines), dans une salle, on se ravitaille. Dans l'autre, juste à côté, on s'épanche

nourriture dans les conversations. Les hommes et les femmes qui franchissent la porte des Relais du cœur ont d'autres sujets à aborder : ils parlent foyer, travail, argent, divorce, dettes ou maladie. Certains sont venus uniquement pour ça, d'autres se sont arrêtés, après avoir rempli leur sac à la distribution alimentaire.

A la Maison des droits de l'homme d'Elancourt (Yvelines), les deux activités de l'association cohabitent dans l'harmonie. Dans une salle, on se ravitaille. Dans l'autre, juste à côté, on s'épanche. L'un ne marche pas sans l'autre, l'un justifie l'autre, selon les deux responsables, Michelle Félix, pour les Restos, et Colette Lambert, pour les Relais. Entre les deux, la bonne entente est primordiale. Elle autorise les allers-retours entre les pièces. Elle permet d'éviter de couper le fil des histoires qui se tire d'un côté et se dévide de l'autre.

En cette première matinée de la campagne

hivernale, mardi 15 décembre, les huit bénévoles de l'équipe des Relais donnent un coup de main à ceux de la distribution en remplissant les dossiers des inscrits de dernière minute. Ce soul de repérage n'est jamais absent côté distribution. A l'entrée, Michelle Félix fait la bise aux habitués des campagnes précédentes, mais elle est particulièrement attentive aux nouveaux venus.

### LA GÊNE DES NOUVEAUX VENUS

« Ils sont parfois tellement gênés que si l'on ne vient pas vers eux tout de suite, ils repartent dare-dare et on ne les revoit plus. » Alors, Michelle traverse le hall et accompagne elle-même la personne jusqu'à l'équipe des Relais.

Là, se décline toute la gamme des détresses, des petites aux grandes. Tel homme vient de subir un dégat des eaux et craint de mal expliquer à sa compagnie d'assurance. Kathy, la bénévole, passe elle-même le coup de fil et arrange un rendez-vous. Tel autre est venu pour se faire rédiger une lettre de motivation. « Il est déterminé à retrouver du travail, dit Marie-Françoise, il est prêt à déménager dans les Ardennes où se trouve l'entreprise. Mais il a cinquante-deux ans. » L'âge somme comme une condamnation sans appel des rêves de nouveaux départs. Entre-temps, Michelle a accompagné un homme qui s'est présenté sans papiers. Commence un décodage de son cas, rendu laborieux par manquement hésitant de la langue. Colette Lambert est, elle, passée d'une demande adressée aux caisses d'allocation familiale par une jeune femme suivie depuis plusieurs mois, à un entre-

tien encore plus délicat avec un nouveau venu, inconnu des Restos, dormant des signes évidents de paranoïa. Dans ces cas, la bénévole sait qu'elle peut mettre à profit son expérience professionnelle de psychothérapeute.

Son métier contribue aussi à lui permettre de mieux distinguer les limites de l'activité des Relais. « Il n'est pas question de nous substituer aux assistants sociaux : elles ont la technique, nous avons le temps. D'ailleurs, elles nous envoient souvent des gens dont la situation est bloquée en espérant qu'un suivi plus long permettra de trouver une solution. » Réticents au début, les partenaires des Relais ont peu à peu compris quelle place pouvait occuper la structure dans le dispositif social. Colette Lambert a ainsi développé un réseau de relations avec les organismes publics et les autres associations. « Les Restos m'ont proposé d'ouvrir notre propre formation contre l'illettrisme ici. J'ai refusé : il y a déjà une structure qui marche dans la Maison de droits de l'homme. »

La vraie limite se situe davantage du côté des effectifs. Les Relais, à la différence des Restos, restent ouverts toute l'année. « Tout le monde n'a pas le temps, et les capacités, à consacrer à une activité aussi prenante », dit Colette Lambert, qui, faute d'une équipe suffisamment étoffée, n'a pu monter de Relais à côté du nouveau centre de distribution ouvert par Michelle Félix dans une cité voisine de La Verrière. « Là-bas, j'ai l'impression qu'il manque quelque chose, se désole cette dernière. Sans les Relais, c'est bancal. »

J. Fe.

## Les dons aux associations chutent, sauf en faveur des démunis

COLUCHE n'est pas seulement le fondateur des Restos du Cœur. Il a aussi laissé son nom à une disposition fiscale permettant d'obtenir une réduction d'impôt pour les dons destinés aux associations qui fournissent de la nourriture, des soins ou un logement aux personnes en difficulté. Cet « amendement Coluche » est l'une des principales causes de la faveur dont jouissent aujourd'hui les actions de lutte contre l'exclusion auprès des donateurs français.

Ce fait est particulièrement mis en évidence par l'étude menée pour la Fondation de France par Jacques Malet, rapporteur à la Cour des comptes, sur les dons aux œuvres déclarés par les foyers français lors de l'année 1996. Les associations qui ne sont pas concernées par le dispositif « Coluche » y enregistrent une baisse des dons de 1,44 %, après

celle de 4 % en 1995. Cette année-là, la chute des dons avait une explication technique : les grèves et l'interruption de l'acheminement du courrier. « C'est donc par rapport à une année particulièrement touchée qu'une nouvelle baisse intervient en 1996 », constate la Fondation de France, alors que l'exercice « aurait dû être avantageux par les nouvelles dispositions fiscales contenues dans la loi du 24 juin 1996 ». A cette date, la réduction d'impôt, hors « dispositif Coluche », est en effet passée de 40 à 50 % du montant des dons.

### ARC ET SIDACTION

Cette nouvelle baisse peut, pour une large part, être expliquée par le scandale de l'ARC, dont l'ampleur avait été révélée en janvier 1996. La déroute du Sidaction-avait pu, ensuite, alimenter la défiance du public envers certaines associa-

tions. Celle-ci s'était traduite par une baisse de 20 % de la générosité des Français entre 1993 et 1996.

L'étude de la Fondation de France souligne un autre fait : la réorientation des dons vers les associations bénéficiant de l'amendement Coluche. En augmentation constante depuis 1990, ils ont en effet explosé en 1996 : à peine supérieur à 50 millions en 1990, leur montant était passé à plus de 400 millions six ans plus tard. Cette forte hausse peut s'expliquer en partie par la modification de la réglementation fiscale intervenue en juin 1996 : la déduction est alors passée de 50 à 60 %, et le plafond de 1 000 à 2 000 francs.

L'explosion des dons aux associations agissant en faveur des personnes démunies permet, au total, de faire augmenter la générosité fiscalement déclarée des Français de 2,6 % en 1996, à près de 5 mil-

liards de francs. « Cette augmentation masque la très grande difficulté que connaissent et que vont probablement connaître les associations qui ne sont pas concernées par le « dispositif Coluche », note cependant la Fondation de France.

Les donateurs connaissent les mêmes évolutions. Après une baisse de 10,6 % en 1995, ils étaient 17 % de moins l'année suivante à donner aux associations d'intérêt général ou d'utilité publique. En revanche, leur nombre a augmenté en 1996 de 44 %, pour les organisations d'aide aux personnes en difficulté. De même, si la somme moyenne donnée par chaque foyer fiscal s'élève régulièrement chaque année, cette hausse a profité presque trois fois plus aux dons Coluche qu'aux autres associations.

J. Fe.

Une synthèse  
sans équivalent en  
français

HISTOIRE DE  
L'ÉCOSSE

Michel Duchein

Fayard

596 pages  
180 F

L'Histoire  
chez  
FAYARD



## Dans les rues de Toulouse, 2 500 jeunes demandent « justice pour la mort d'Habib »

Des incidents ont à nouveau éclaté dans la soirée à la cité de la Reynerie

Environ deux mille cinq cents jeunes ont manifesté, mardi 15 décembre, à Toulouse, à la mémoire d'Habib, tué par un brigadier au cours d'une inter-

pellation, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 décembre. Des incidents ont éclaté dans la soirée à la Reynerie, la cité où vivait Habib, et trois

jeunes ont été interpellés. Mis en examen pour homicide involontaire, le brigadier a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

### TOULOUSE

de notre correspondant  
Après deux nuits d'émeute dans les quartiers périphériques de Toulouse, les élèves du lycée polyvalent du Mirail ont défilé, mardi 15 décembre, dans les rues de Toulouse à la mémoire d'Habib, qui y préparait un BEP de comptabilité avant d'être tué, dimanche, par un policier. En tête du cortège, les jeunes filles, habillées de blanc - la couleur du deuil islamique - portaient une banderole proclamant : « Trop de justice pour un vol de voiture, pas assez de justice pour la mort d'Habib ». Une inscription en arabe ajoutait : « Il n'y a que Dieu ».

Encadrée par des professeurs, les cinq cents élèves gagnaient à pied le centre-ville. Mi-procession, mi-pèlerinage, le cortège fait un détour afin de revenir sur les lieux où le corps du jeune homme de dix-sept ans a été découvert. Des fleurs sont déposées sur le trottoir et des jeunes filles lisent des poèmes. Dans le cortège, l'un des frères de Habib, demande « le calme nécessaire au recueillement ». Sur la place du Capitole, deux mille autres jeunes du Mirail, principalement des garçons, les attendent. Plus virulents, ils apposent sur les portes closes de l'hôtel de ville des portraits de la victime surmontés de l'inscription : « Ils ont tué Pipo ».

Les responsables du mouvement répètent les consignes de calme à la masse de jeunes réunie sur la place centrale de Toulouse. « On n'est pas là pour détruire ou voler. Si on veut casser, on cassera du CRS ce soir à la cité », clame un jeune porte-parole, chaudement applaudi. « La police nous protège, mais qui nous protège de la police ? », peut-on lire sur une



pancarte brandie dans la foule. Les garçons qui attendent sur place suivent alors le cortège des lycéens tandis que les « grands frères », qui arborent des autocollants jaunes imprimés par SOS-Racisme, assurent un service d'ordre efficace. Prudemment, certains commerçants du centre-ville baissent leur rideau à l'approche des jeunes mais aucun incident n'a lieu.

A 16 heures, les manifestants débouchent devant la préfecture. Alors qu'une délégation entre dans le bâtiment, la tension monte derrière les barrières de sécurité. Profitant de l'absence des policiers retransmis derrière la lourde porte de la casemate de garde et brandit un

drapeau algérien. Les « grands frères » ont de plus en plus de mal à tenir les « petits ».

La tension est à son maximum quand le père de Habib arrive en voiture devant la préfecture. Les jeunes veulent empêcher les photographes de mitrailler le vieil homme derrière la vitre. « Un peu de respect », demandent-ils vigoureusement. Une nouvelle fois, ce sont les filles qui détendent l'atmosphère en entonnant les chants qu'elles psalmodient depuis le début de l'après-midi. « Entendez-vous ces cris de haine, venant d'une cité massacrée », chantent-elles. Elles

ajoutent : « On veut du boulot, pas des balles dans le dos » ou « Justice pour Pipo ».

Quand le père de Habib et la délégation sortent de la préfecture, la nuit est tombée et la plupart des manifestants sont rentrés. Rares seront donc les jeunes à entendre le père d'Habib lancer un nouvel appel au calme en affirmant avoir reçu la « promesse que justice sera faite ». « De toute façon, même si le policier va en prison, il en ressortira rapidement », estime un jeune manifestant. Les plus révoltés accusent les jeunes de la délégation de s'être fait « rouler » lorsqu'ils annoncent avoir passé un « contrat moral » avec le préfet : un appel au calme dans la cité en échange de la promesse d'une enquête rapide et impartiale.

Vers 21 heures, de nouveaux incidents éclatent à la Reynerie. Un garage automobile est incendié avec une voiture-bélier et des automobilistes sont « caillassés » en passant devant le quartier. Ces attaques sont le fait d'une poignée d'irréductibles qui se lancent dans un affrontement avec les cinq compagnies de CRS mobilisées. Cet impressionnant déploiement de forces se traduit pour la première fois par des interpellations. Trois jeunes sont arrêtés par les policiers casqués des brigades anti-criminalité de Toulouse et de Marseille, qui ont investi les coursives où les jeunes se sont réfugiés. Des escadrons de gendarmes mobiles ont également pris position dans les quartiers alentour.

Stéphane Thépot

## Le policier auteur du coup de feu mortel, mis en examen pour homicide involontaire, a été remis en liberté

MIS EN EXAMEN pour « homicide involontaire » par le juge d'instruction Marie-Josée Sonnevillie du tribunal de grande instance de Toulouse (Haute-Garonne), le brigadier Henri Bois, auteur du coup de feu mortel qui a coûté la vie au jeune Habib, dix-sept ans, dans la nuit de samedi à dimanche (Le Monde du 16 décembre) a été remis en liberté, mardi 15 décembre, et placé sous contrôle judiciaire.

Il lui est interdit de quitter son domicile situé à l'extérieur du département de la Haute-Garonne. Le policier a d'autre part été astreint à verser une caution financière de 10 000 francs. Il lui est aussi interdit de porter ou de détenir une arme. Le brigadier Bois avait été suspendu provisoirement, lundi 14 décembre, par le ministre de l'Intérieur par intérim Jean-Jack Queyranne. Le policier auxiliaire, qui avait été également placé en garde à vue, après la découverte du corps d'Habib, a été remis en liberté. Aucune charge n'a été retenue contre lui, auteur d'un tir de sommation en l'air.

La décision de remise en liberté du brigadier Bois a été prise au terme d'un interrogatoire et d'un débat contradictoire menés pendant près de trois heures dans le cabinet du juge Sonnevillie. Défendu par M<sup>re</sup> Stéphane Rossi-Lefèvre et Laurent Bognet, le policier a répété la version qui avait été la sienne devant les enquêteurs de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), dont le rapport a été remis au procureur de la République de Toulouse Michel Bréard. Dans ses réquisitions, le magistrat du parquet n'avait pas demandé le placement en détention provisoire du brigadier.

Selon les défenseurs du policier, les premières conclusions de l'IGPN semblent conforter la thèse d'un coup de feu accidentel. Les enquêteurs de la police des polices se sont rendus sur place et ont effectué une reconstitution rapide, concluant que la version livrée par le brigadier était crédible. Le coup de feu mortel serait parti au moment où Henri Bois tentait de se saisir du jeune Habib retransmis dans la voiture volée à bord de la-

quelle il circulait avec un copain. Ce dernier s'était alors déjà enfui, poursuivi, en vain, par le policier-auxiliaire.

Habib serait alors parvenu à se dégager. Il aurait, à son tour, pris la fuite. La balle du revolver du brigadier Bois, de calibre 9 mm, qui l'a frappé, entrant par l'épaule droite et ressortant par l'aîne gauche, n'a pas été immédiatement mortelle. Selon les constatations effectuées par les médecins légistes, le décès serait consécutif à l'hémorragie provoquée par la blessure. Toujours selon ses défenseurs, le policier n'aurait pas eu conscience d'avoir tiré. Ce n'est qu'au moment où le corps d'Habib a été retrouvé par une passante, que le brigadier Bois aurait vérifié son arme et se serait rendu compte qu'il manquait une cartouche dans le barillet.

Comment le bruit provoqué par un coup de feu « tiré à bout touchant », selon l'autopsie pratiquée sur le corps d'Habib, a-t-il pu ne pas être entendu par l'auteur du tir ? De l'aveu même du procureur de la République, cela « peut paraître surprenant ». « Il est certain aussi qu'on comprend mal et qu'on ne s'explique pas pourquoi les interpellés n'ont pas indiqué tout de suite à l'officier de commandement qu'ils avaient fait usage de leurs armes à deux reprises », a ajouté Michel Bréard, qui a cependant précisé au Monde, mercredi 16 décembre, que « tous les éléments objectifs du dossier ne permettent pas de mettre en doute la version du policier ».

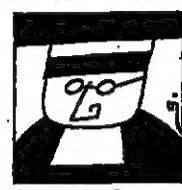
L'ami d'Habib qui se trouvait avec lui à bord du véhicule au moment des faits n'a pas encore été entendu par la justice. L'instruction devra par ailleurs déterminer précisément ce qui s'est passé entre le moment du coup de feu et la découverte du corps. Selon certaines sources, deux policiers seraient notamment revenus sur place. De son côté la famille d'Habib a porté plainte, mardi 15 décembre, avec constitution de partie civile pour « homicide volontaire et omission de porter secours ».

Pascal Ceaux

## Alain Orsoni ne s'est pas présenté devant ses juges

Le dirigeant nationaliste corse est accusé d'avoir refusé de verser des indemnités à deux gendarmes victimes d'un attentat

EN NE SE PRÉSENTANT pas, mardi 15 décembre, devant la treizième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, qui devait le juger pour « organisation frauduleuse d'insolvabilité », le dirigeant du Mouvement pour l'autonomie (MPA), Alain Orsoni, n'aura pas contribué à



PROCÈS

éclairer un dossier presque aussi vieux que le nationalisme corse. L'affaire n'aurait jamais vu le jour sans l'obstination de deux gendarmes mobiles, Pascal Perrin et Christian Tormay, parties civiles au cours de ce procès. Le 14 mai 1980, devant l'ambassade d'Iran, à Paris, une voiture parvient à la hauteur des gendarmes en faction. Ses occupants mitraillent les forces de l'ordre et lancent un engin explosif. On relève quatre blessés, dont deux graves, Pascal Perrin et Christian Tormay.

L'attentat est revendiqué par le Front de libération nationale de la Corse (FLNC), qui dénonce l'arrêt rendu, la veille, par la Cour de sûreté de l'Etat à l'encontre de sept nationalistes corses. A l'automne 1980, Alain Orsoni et Jeanick Leonelli sont incarcérés et inculpés pour tentative d'homicide volontaire. Un an et demi plus tard, le juge d'instruction rend une ordonnance de non-lieu : la loi du 2 mars 1982 a amnistié toutes les infractions ayant un lien avec « la détermination du statut de la Corse ».

Faute de pouvoir obtenir une condamnation pénale, les deux gendarmes entament une procédure civile afin d'obtenir réparation du préjudice. Le 25 février 1987, les deux nationalistes corses sont condamnés à verser au titre du préjudice personnel 80 000 francs à Pascal Perrin et 50 000 francs à Christian Tormay. Jeanick Leonelli ayant disparu, le parquet, qui ne parvient pas à faire exécuter cette décision judiciaire, ouvre, le 25 juin 1992, une infor-

mation judiciaire pour « organisation d'insolvabilité » qui sera déclassée à Paris. Le juge d'instruction rend ordonnance de non-lieu en 1996, mais les parties civiles font appel devant la chambre d'accusation, qui renvoie Alain Orsoni et Antoine Nivagioni devant le tribunal correctionnel.

Devant le tribunal, le débat s'est focalisé sur la volonté présumée d'Alain Orsoni d'organiser sa propre insolvabilité. Les juges démontrent que, entre 1980 et 1992, 900 000 francs ont transité sur ses comptes, qu'il a acheté plusieurs véhicules et contracté plusieurs emprunts auprès des banques. Selon l'avocat des parties civiles, M<sup>re</sup> Max Joly, Alain Orsoni a refusé de payer tout en faisant prospérer ses affaires grâce à l'inefficacité des huissiers et à la complicité de prête-noms tels qu'Antoine Nivagioni, seul prévenu présent à l'audience.

### DOCUMENT ACTIF

L'avocat d'Antoine Nivagioni, M<sup>re</sup> Jean-Félix Luciani, a indiqué qu'il ne pouvait exister d'organisation d'insolvabilité puisque Alain Orsoni n'avait jamais dissimulé son salaire de journaliste ou ses indemnités de conseiller territorial. Quant à la feuille de paie établie au nom de M<sup>re</sup> Orsoni par M<sup>re</sup> Nivagioni, alors gérant de restaurant, il s'agit, en fait, d'un document fictif destiné à aider son ami à obtenir un prêt.

La représentante du parquet, Chantal de Léris, avait requis un non-lieu au cours de l'instruction « faute d'avoir pu prouver objectivement la dissimulation des revenus », mais, à l'audience, elle a demandé une peine de prison ferme contre Alain Orsoni et une peine avec sursis contre Antoine Nivagioni. Selon elle, un entretien d'Alain Orsoni publié dans la presse laisserait entendre qu'il aurait volontairement caché ses ressources et constituerait une forme d'aveu.

Jugement le 12 janvier.

Jacques Follorou

## La mobilisation étudiante s'est limitée à quelques universités

A L'APPEL des syndicats UNEF-ID, UNEF et SUD-Étudiants, la journée nationale d'action du mardi 15 décembre s'est limitée à quelques universités qui restent fortement mobilisées. Parmi les principaux motifs de cette contestation, les étudiants s'insurgent contre « la logique de privatisation du rapport à l'étude », « l'absence de concertation » sur la réforme des études et demandent la relance des discussions sur le plan social.

A Pau, cinq mille étudiants ont manifesté pour protester également contre les conditions d'études. Le conseil d'administration de cette université a récemment refusé de voter son budget pour dénoncer l'insuffisance des créations de postes et des dotations budgétaires. D'autres défilés ont rassemblé quatre mille étudiants de l'université Rennes-II, en grève depuis jeudi 10 décembre, près de cinq cents à Albi (Tarn) et plusieurs centaines à Lhonnès sur le thème : « A région riche université pauvre ». Dans cette ville, le campus de Vanteaux (facultés de lettres et de droit et sciences économiques), fermé jeudi dernier « pour raison de sécurité » après la mise en place de piquets de grève, pourrait être rouvert à condition, précise Jean-Paul Lecrue, doyen de la faculté de lettres, que « les barrières de tables et de chaises soient enlevées ». De leur côté, les étudiants de l'UTJ de Brive (Corrèze) ont cessé les cours pour protester contre la non reconduction du contrat d'un documentaire.

La mobilisation reste effective dans les universités d'Amiens, toujours occupée, et de Rouen. Une manifestation, d'ampleur régionale, est prévue jeudi 17 décembre, à Lille. Des rassemble-

ments et des assemblées générales ont, par ailleurs, été organisés à Grenoble, Bordeaux, Nice, Orléans, Besançon. Cette journée a, en revanche, été un échec à Paris où le défilé n'a réuni que deux cents étudiants. Pour évoquer les inquiétudes exprimées dans ce mouvement, le ministre de l'Éducation nationale a prévu de recevoir, jeudi 17 décembre, une délégation de l'Inter-syndicale des étudiants et des enseignants.

Michel Delberghe  
avec Georges Châtain,  
à Lhonnès

**DETAILLANT - GROSSISTE**  
**VEND AUX PARTICULIERS**  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

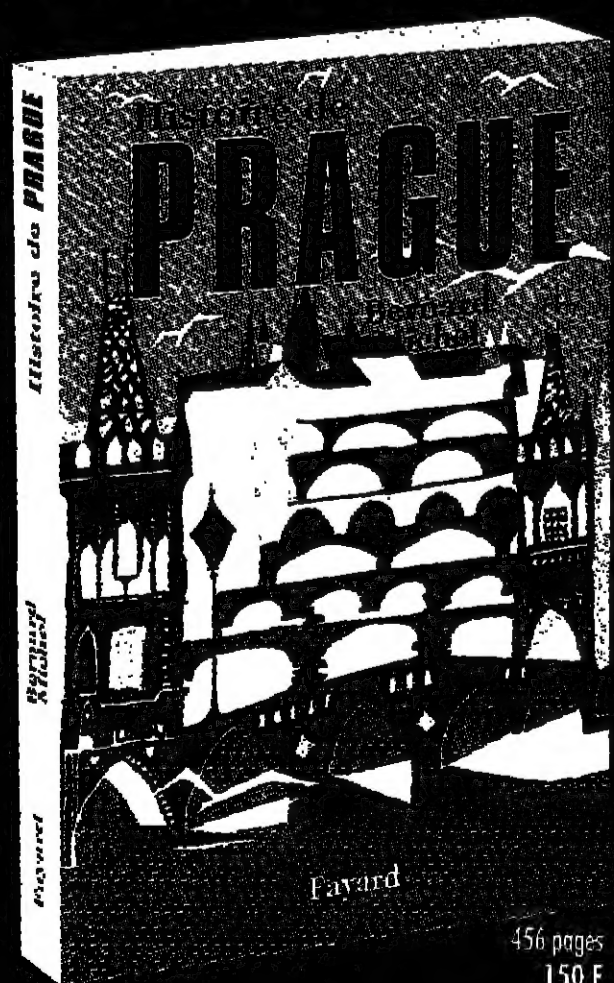
**MATELAS • SOMMIERS**  
tous les matelas - toutes dimensions  
SWISSFLUX - TRESA - EPERM - PIRELLI  
SINIGRA - MONTPELLIER - MONTYX - etc.

**Canapés - Salons - ClicClac**  
CORS - TESSIS - ALCAHANA  
Sofas - Divans - Canapés - Salons etc.  
5500 m² d'exposition  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

**MOBECO**  
• 239 à 247, rue de Belleville  
Paris 19ème - M<sup>re</sup> Télégraphique  
• 50, avenue d'Italie  
Paris 13ème - M<sup>re</sup> Place d'Italie

**01.42.08.71.00**  
7 jours sur 7  
VENTES PAR TEL. POSSIBLE

## La "capitale magique de l'ancienne Europe"



De saint Venceslas à Vaclav Havel, l'histoire et les légendes d'une ville musée.

L'Histoire  
chez  
**FAYARD**



Le caractère pathogène de cette infection virale découverte en 1997 au Japon n'est pas établi

Japon n'est pas confirmé, mais le directeur général de la santé, Joël Ménard, a décidé de mettre en place une « veille scientifique permanente ».

naires du bassin méditerranéen », de l'homosexualité ou du traitement par des produits pharmaceutiques dérivés du sang.

« La somme des observations dont nous disposons aujourd'hui peut nous laisser supposer que l'infection par le TST n'est pas hautement pathogène, a expliqué au Monde le professeur Christian Bréchot. Mais il nous faut être prudents, compte tenu de la très forte prévalence de cette infection dans la population générale et, surtout, de la grande variabilité génétique de ce virus, qui laisse craindre que certaines souches pourraient être plus dangereuses que d'autres. » Selon le professeur Bréchot, des études complémentaires sont nécessaires avant de conclure à la nécessité d'un dépistage systématique (à l'exception de la transfusion n'est commerciale) ou à l'exclusion du don du sang des personnes infectées. Les responsables du futur « Institut national de veille sanitaire » devront certainement prendre prochainement une décision dans ce domaine. Il ne pourrnt le faire qu'au terme d'un délicat calcul bénéfice-risque.

Jean-Yves Nau

« Les observations dont nous disposons peuvent nous laisser supposer que l'infection par le TTV n'est pas hautement pathogène. Mais il nous faut être prudents »

certaines personnes souffrant d'infections hépatiques aiguës d'origine indéterminée. Conscient des risques potentiels de cette situation, le professeur Joël Ménard, directeur général de la santé, a réuni en urgence un groupe de spécialistes et, en liaison avec les autorités sanitaires de plusieurs pays, décidé de mettre en place une « veille scientifique permanente »

tion est également très forte chez les personnes déjà infectées par le virus de l'hépatite B ou celui de l'hépatite C sans que l'on puisse en conclure que de telles co-infections correspondent à une plus grande sévérité des lésions hépatiques. Des facteurs de risque ont aussi pu être mis en évidence, qu'il s'agisse de l'origine géographique – le risque est doublé « chez les sujets ori-

**GUY NACHIN, GÉRARD GAUTHIER ET JEAN MOURAT**, adjoints Front national (FN) au maire de Toulon, ont été mis en examen, mardi 15 décembre, et placés sous contrôle judiciaire pour favoritisme et tentative de favoritisme dans le cadre de l'attribution par la municipalité du marché des cantines scolaires à la Société générale de restauration (SGR), en août 1997. Michel Bertrand, l'un des responsables de la SGR, a également été mis en examen pour recel et placé sous contrôle judiciaire au terme de sa garde à vue. Ce marché de 14 millions de francs annuel, selon une déclaration faite le 9 mars par Sauveur Catalano, ancien président du SCT (club de football de Toulon), fait l'objet d'un versement de 8,5 millions de francs de pots-de-vin, ce que dément le maire, Jean-Marie Le Chevalier, qui apporte sa « totale confiance à [ses] trois adjoints et amis dont la loyauté est injustement mise en cause ». Le maire de Toulon ajoute que Robert Gaïa, conseiller municipal et député PS, ont également été entendus, lundi 14 décembre, comme témoins dans le cadre de cette affaire qui fragilise un peu plus la majorité frontiste dont les dissensions nationales - surtout exacerbées par une crise interne depuis plusieurs mois - (Corresp.)

**APRÈS LE DIRECTEUR ET LE TRÉSORIER** du service social de la mairie de Toulouse, un troisième responsable, Jean-Claude Jean-Dit-Cadec, secrétaire général du syndicat FO des employés municipaux, a été mis en examen et écroué dans l'affaire de détournements de fonds municipaux (le Monde du 12 décembre). L'enquête a établi que le service social, placé sous le contrôle du syndicat FO et présidé pendant quinze ans par le maire, Dominique Bandis, avant sa démission, en 1997, faisait l'objet de détournements depuis de nombreuses années. Une première estimation évalue la fraude à environ 800 000 francs par an. Celle-ci pourrait dépasser au total 10 millions de francs au lieu des 3,5 millions annoncés précédemment. Lors de la séance du conseil municipal de Toulouse, lundi 14 décembre, Dominique Bandis, rappelant que ce sont ses services qui ont découvert l'escroquerie et qu'il a immédiatement porté plainte, a violemment réfuté les attaques de l'opposition socialiste qui le considèrent « politiquement responsable » dans cette affaire. — (Corresp.)

**LE TRIBUNAL** correctionnel de Bastia a condamné, mardi 15 décembre, le journaliste Michel Codaccioli, auteur du livre « *Cos, assassin d'un préfet* » et son éditeur Guy Firiolini, à un mois de prison avec sursis et au versement d'un franc de dommages-intérêts au quotidien *Libération* et à l'un de ses journalistes, Guy Benhamou. Dans son livre, Michel Codaccioli avait écrit, à tort, que *Libération* avait publié avant l'assassinat du préfet Claude Erignac, des textes émanant d'une organisation clandestine, *Sanpiero*, contribuant de ce fait à une entreprise de manipulation.

Dans un second jugement, le tribunal de Bastia a condamné Michel Codaccioli à 10 000 francs d'amende et au versement d'un franc de dommages-intérêts à *Libération* et Guy Benhamou parce qu'il avait développé la thèse exposée dans son livre au cours d'une émission de radio. Lors de l'audience, le 8 décembre, M. Codaccioli avait renouvelé ses excuses à l'égard de *Libération* et reconnu « avoir commis une erreur ».

## DÉPÊCHES

■ **BIZUTAGE**: sept étudiants de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Brest (ENIB) ont été condamnés, mardi 15 décembre, par le tribunal correctionnel de cette ville, à des peines de quinze jours et huit jours de prison avec sursis et à des amendes de mille francs pour bizutage. En septembre, ils avaient organisé un week-end d'« intégration » qui avait donné lieu à des scènes humiliantes et dégradantes.

■ **SCOUTISME** : le président des Scouts d'Europe, François de Portzamparc, est convoqué le 23 décembre au ministère de la Jeunesse et des sports afin de s'expliquer sur les documents racistes et fascistes reçus par un ancien scout de Fréjus (Var). « Il lui sera signifié une inspection générale de son association », a ajouté le ministre de l'Intérieur, Jean-Jack Queyranne, lors de la séance de questions à l'Assemblée nationale.

**■ JUSTICE :** le tribunal correctionnel de Villefranche-sur-Saône (Rhône) a condamné, mardi 15 décembre, à un mois de prison avec sursis et 2 000 francs d'amende un restaurateur d'Odenas qui avait distribué à ses clients le texte d'une chanson raciste. Le texte, intitulé « Prendre un Arabe par la main, pour le balancer sous le train », paraphrasait une chanson d'Yves Duteil. Le 26 octobre, le tribunal correctionnel d'Albertville avait condamné à deux mois de prison avec sursis un maçon savoyard qui avait adressé par fax, à plusieurs personnes, cette même chanson.

**POLLUTION :** le niveau 2 de pollution au dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) a été atteint à Lyon, mardi 15 décembre, pour la deuxième journée consécutive, déclenchant la procédure d'information de la population. Provenant principalement des émissions industrielles, la pollution a dépassé 300 microgrammes par mètre cube d'air dans le « couloir de la chimie », au sud de l'agglomération.

**NEC  
DIRECT**

# Commandé aujourd'hui livré au pied du sapin

## Offrez-vous un NEC **9.990F<sup>TTC</sup>**

- 350MHz - écran 17" NEC - lecteur DVD
- Processeur Intel® Pentium® II à 350MHz
- Mémoire 64Mo - Disque dur 8.4Go
- Modem 56K ...

Logiciels installés : CorelDRAW™ 7,  
Corel PHOTO-PAIN™ 7, Corel DREAM 3D 7,  
Dicte vocale ViaVoice, MS Word 97,  
MS Works 4.5, Microsoft Windows 98.  
Microsoft I am now HERE.

Frais de livraison en sus.  
\* Hors coûts téléphoniques

Découvrez sans attendre les qualités du DVD avec notre film inclus, Microcosmos, chef d'œuvre aux 5 Césars.

Tout ça & bien plus encore !  
Au service de l'environnement et de la culture nous sommes là pour vous offrir le meilleur des services.

Avec NEC Direct, vous bénéficiez d'une grande marque et des avantages du "direct constructeur". Un conseiller à votre disposition, une livraison rapide, une assistance téléphonique gratuite\* et vous serez toujours satisfait ! (ou remboursé sous 30 jours)

★ Livré chez vous, prêt à brancher.  
★ Téléphonez maintenant :

# 0 801 02 02 02

LUNDI AU VENDREDI • PRIX APPEL LOCAL

---

PAYEZ EN 10 FOIS :	1ère mensualité : 10% du montant total TTC (soit 999 F) 9 autres mensualités : 10% du solde restant dû TTC (soit 999 F) + intérêts (taux annuel nominal de 12%) = 109 F par mois. Total payé : 1998 F + 981 F d'intérêts = 2979 F TTC.
--------------------	--

NBC Computer Systems ou ses filiales ne peuvent pas garantir que NEC ou un autre fabricant sera autorisé à vendre son produit dans tous les pays. Les prix sont susceptibles de varier selon les configurations matérielles choisies. Les informations relatives aux produits et logiciels sont données à titre indicatif et ne constituent ni recommandation ni garantie. Les caractéristiques techniques et les conditions générales de vente s'imposent à toutes fins utiles. Pour toute information complémentaire, contactez-nous directement sur Internet : www.necdirect-europe.com

**NEC Computer Systems**  
Une division de Packard Bell NEC.  
BP 3507 - 49035 Angers - Fax 02 41 22 36 10  
www.necdirec-europe.com

# NEC



## DISPARITIONS

## Pierre Sipriot

L'ÉCRIVAIN et journaliste Pierre Sipriot est mort dimanche 13 décembre des suites d'une leucémie à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Né le 16 janvier 1921 à Paris, Pierre Sipriot, après des études de lettres, avait commencé sa carrière de journaliste en 1945, comme producteur d'émissions éducatives à la RTF. Au début des années 50, et jusqu'en 1968, il produisit des émissions culturelles comme *Analyse spectrale de l'Occident*, première tentative de programme continu, *Littérature vivante* (avec Robert Mallet), *Belles Lettres*, *Les Idées et l'Histoire*. Parallèlement, il collabora à plusieurs publications - *Valeurs actuelles*, *Spectacle du monde* - et dirigea le service des informations littéraires du *Figaro* de 1974 à sa retraite en 1986. Secrétaire général de la revue *La Table Ronde* de 1954 à 1960, il occupa diverses fonctions dans l'édition, à la Librairie Plon et chez Hachette.

Deux écrivains auront retenu l'attention de Pierre Sipriot : Henri de Montherlant et Romain Rolland. Sur le premier il publia dès 1952 un *Montherlant par lui-même* (Seuil) et surtout une biographie imposante en deux volumes, *Montherlant sans masque* (Robert Laffont, 1982). La publication de cet ouvrage, en raison des lettres et des inédits de l'écrivain qu'il contenait, donna lieu à un procès intenté - et perdu - par Gallimard. Du second, Pierre Sipriot publia la correspondance avec André Suarès (Albin Michel, 1952) et, sur lui, un *Romain Rolland devant Dieu* (DDB, 1968), ainsi que, l'année dernière, *Guerre et paix autour de Romain Rolland. Le désastre de l'Europe 1914-1918* (éd. Bartillat). Il faut également citer des entretiens avec Nikos Kazantzakis (éd. du Rocher, 1990), une biographie de Balzac (Robert Laffont, 1992), qui fera l'objet d'une réédition revue et augmentée (éd. de l'Archipel) et des ouvrages sur Louis XVI (Plon, 1992), Marie-Antoinette (Plon, 1993), Louis XVII (éd. de l'Archipel, 1994).

Patrick Kéchichian

■ **ANDRÉ ROMANET**, héros de la Résistance en région lyonnaise et « juste parmi les nations » pour avoir, avec son épouse Simone, sauvé plusieurs centaines d'enfants juifs promis à l'Holocauste, est mort, samedi 12 décembre, à Gonesse (Val-d'Oise), à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Né le 19 novembre 1911 à Morez (Jura), André Romanet a fourni à des dizaines de résistants, de réfractaires du service du travail obligatoire (STO), d'étrangers et de personnes recherchées, des papiers d'identité et des cartes d'alimentation, et fut contacté par une communauté religieuse lyonnaise, Notre-Dame de Sion, pour cacher des enfants dans les villages de la région. Il devait, à la Libération, réquisitionner la station de Megève pour y accueillir jusqu'à mille enfants de déportation, avant de reprendre son métier d'ingénieur. Le titre de « juste » lui fut décerné, ainsi qu'à son épouse à titre posthume, par Israël en 1997. A la retraite, il présidait une association pour handicapés.

## NOMINATION

**ACADÉMIE DES SCIENCES**  
Guy Ourisson, spécialiste de chimie organique, a été élu président de l'Académie des sciences, en remplacement de Jacques-Louis Lions, dont le mandat de deux ans arrive à expiration fin décembre. Le nouveau vice-président, élu pour la même période (en remplacement de Guy Ourisson), sera Hubert Curien, ancien ministre de la recherche.

[Né le 26 mars 1926 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), Guy Ourisson est ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de physique (1950), diplômé de l'université Harvard (1952) et docteur ès sciences (1954). En 1958, il est nommé professeur à la faculté des sciences de Strasbourg, dirige l'Institut de chimie de Strasbourg de 1967 à 1971, avant d'y présider, jusqu'en 1973, l'université Louis-Pasteur, à la fondation de laquelle il avait participé. Il occupe ensuite la fonction de directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche au ministère de l'Éducation nationale (1981-1982). Entre 1985 et 1989, il est directeur de l'Institut de chimie des substances naturelles de Gif-sur-Yvette. L'œuvre scientifique de Guy Ourisson, élu membre de l'Académie des sciences en 1981, est consacrée à la chimie organique appliquée à la biologie et à la géologie.]

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

M<sup>me</sup> Jean BETZ, Hélène et Michel BETZ sont heureux d'annoncer la naissance de Lou.

chez Marie-Laure et Jean-Jacques BETZ, le 7 décembre 1998.  
La Rongère, 18110 Saint-Eloy-de-Gy.

M. et M<sup>me</sup> Michel LEVALLOIS sont heureux d'annoncer la naissance de leur sixième petit-enfant.

Sylvain, le 23 novembre 1998, au foyer de Mathieu et Isabelle.

## Mariages

La Dra. Roda OROZCO-TOPETE et le docteur Christian SCHOLTES

ont le plaisir d'annoncer leur mariage, le samedi 19 décembre 1998, à Mexico.

Calle Bodega 9 bis, Club de Golf México, Tlalpa DR, CFI-4630 México City.

## Décès

M. Michel Bichara, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Andrée BICHARA, née FERRIERE, ancienne élève de l'Ecole des chartes, survenue le 14 décembre 1998.

8, avenue Clémenceau, 68100 Mulhouse.

## Françoise BIRÓ

nous a quittés.

L'inhumation aura lieu le jeudi 17 décembre 1998, à 15 h 30, au cimetière intercommunal de Clamart, 108, rue de la Poste-de-Trivaux.

Son épouse, ses fils, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CHAYVIALLE, ingénieur Arts et Métiers,

survenu le 13 décembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La bénédiction aura lieu le jeudi 17 décembre, à 10 h 45, en l'église Saint-Louis de Vincennes, suivie de l'inhumation au cimetière sud de Saint-Mandé.

8, rue du Parc, 94160 Saint-Mandé.

Son épouse, Milla Rouve, sa fille, et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre CHRISTOV ROUVE-OUVALIEV, survenu le 11 décembre 1998.

Les obsèques auront lieu à Londres, le 21 décembre.

30 Markham Street, Londres SW3, 3, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

**Arts de la scène**  
Cet ouvrage, cité grand prix, vient de paraître  
DECEMBRE 1998  
100 PAGES

**L'art technologique : le nouvel âge d'un nouvel art**

Enquête sur les arts qui modèlent le temps et l'espace : télévision interactive, art cinétique, cybernétique sonore, littérature assistée par ordinateur, robosculpture, électrographie...

Chez votre marchand de journaux 30 F

## Saint-Michel-sur-Orge (Esson).

M<sup>me</sup> Michel Grelot, son épouse, Catherine et Vincent Tertois et leurs enfants, Jean-Philippe et Ghislaine Grelot et leurs enfants, Pierre-Louis et Véronique Grelot et leurs enfants, Jacques Grelot et Isabelle Valade, Christophe Grelot et Isabelle Escourrou et leur fils, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Albert Neyret, ses sœur et beau-frère, M. et M<sup>me</sup> Jacques Dumont et ses enfants, ses beaux-neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel GRELOT, ancien élève de l'Ecole polytechnique, capitaine de corvette (RD), chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre des TOE,

survenu le 13 décembre 1998, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 décembre, à 14 heures, en l'église Saint-Jean-Apôtre de Saint-Michel-sur-Orge (Bois des Roches).

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Yvonne HILAIRE-POURPOINT, le 8 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 21 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Éloi, 1, place Maurice-de-Fontenay, Paris-12<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian MOUNIER, le 8 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 21 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Éloi, 1, place Maurice-de-Fontenay, Paris-12<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

## Saint-Michel-sur-Orge (Esson).

M<sup>me</sup> Michel Grelot, son épouse, Catherine et Vincent Tertois et leurs enfants, Jean-Philippe et Ghislaine Grelot et leurs enfants, Pierre-Louis et Véronique Grelot et leurs enfants, Jacques Grelot et Isabelle Valade, Christophe Grelot et Isabelle Escourrou et leur fils, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Albert Neyret, ses sœur et beau-frère, M. et M<sup>me</sup> Jacques Dumont et ses enfants, ses beaux-neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel GRELOT, ancien élève de l'Ecole polytechnique, capitaine de corvette (RD), chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre des TOE,

survenu le 13 décembre 1998, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 décembre, à 14 heures, en l'église Saint-Jean-Apôtre de Saint-Michel-sur-Orge (Bois des Roches).

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Yvonne HILAIRE-POURPOINT, le 8 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 21 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Éloi, 1, place Maurice-de-Fontenay, Paris-12<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian MOUNIER, le 8 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 21 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Éloi, 1, place Maurice-de-Fontenay, Paris-12<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 décembre 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROMANET, le 12 décembre 1998, à Saint-Cloud.

## Saint-Michel-sur-Orge (Esson).

M<sup>me</sup> Michel Grelot, son épouse, Catherine et Vincent Tertois et leurs enfants, Jean-Philippe et Ghislaine Grelot et leurs enfants, Pierre-Louis et Véronique Grelot et leurs enfants, Jacques Grelot et Isabelle Valade, Christophe Grelot et Isabelle Escourrou et leur fils, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Albert Neyret, ses sœur et beau-frère, M. et M<sup>me</sup> Jacques Dumont et ses enfants, ses beaux-neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel GRELOT, ancien élève de l'Ecole polytechnique, capitaine de corvette (RD), chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre des TOE,

survenu le 13 décembre 1998, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 décembre, à 14 heures, en l'église Saint-Jean-Apôtre de Saint-Michel-sur-Orge (Bois des Roches).

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Yvonne HILAIRE-POURPOINT, le 8 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 21 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Éloi, 1, place Maurice-de-Fontenay, Paris-12<sup>e</sup>.

— M. Gilles Hilaire, son épouse, ses enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian MOUNIER, le 8 décembre 1998, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 21 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Éloi, 1, place Maurice-de-Fontenay, Paris-12<sup>e</sup>.



## RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 17 DÉCEMBRE 1998

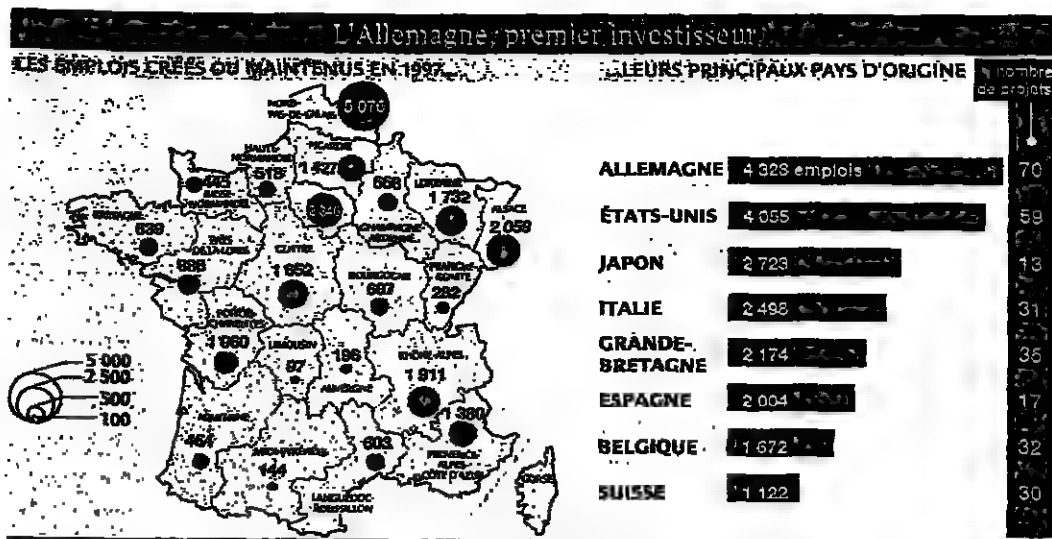
# L'intelligence économique au service de l'emploi

Une association créée par la Datar veut monter une cellule de veille, destinée à scruter les mouvements internationaux. Objectif : attirer plus efficacement les programmes industriels étrangers en France

**POUR ATTIRER** les investisseurs étrangers, la France se met à l'intelligence économique. Les 9 et 10 décembre, à Poitiers, Invest in France Network (IFN) - une association loi de 1901 qui veut « promouvoir la France à l'étranger » - a exposé sa nouvelle stratégie lors d'un colloque interne, intitulé « l'intelligence économique appliquée aux investissements internationaux ». Pour se doter de moyens de prospection plus efficaces, IFN veut mettre en place une cellule de veille, un département aux aguets qui scrute tous les mouvements internationaux, afin d'éviter de se faire surprendre.

IFN, créée en 1992 à l'initiative de la direction à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), et présidée par Henri Martre, ancien président d'Aérospatiale, veut accroître le nombre d'implantations d'entreprises étrangères sur le territoire. L'enjeu est de taille : ces investissements ont généré plus de 24 000 emplois en 1997 (*Le Monde* du 26 février). Le chiffre est en augmentation constante depuis cinq ans : +10 % par an.

Récemment, Electrocomp, une société britannique, a créé 400 emplois à Beauvais (Oise). La société franco-italienne SGS Thomson Microelectronics, avec sa nouvelle usine de semi-conducteurs à Crolles (Isère), devrait permettre la création de 1 200 emplois



Dans le Nord-Pas-de-Calais, les principaux projets sont belges (26 %) et allemands (15 %). En Rhône-Alpes, l'Italie est le premier investisseur (25 %). Les États-Unis sont en tête des implantations étrangères en PACA (IS 33) et Île-de-France (42 %).

pour un investissement de 6 milliards de francs. Les 4 000 sociétés à capitaux majoritairement étrangers actives dans l'Hexagone représentent désormais 24 % de l'emploi et 33 % des exportations du pays.

### RUDE CONCURRENCE

Une soixantaine de salariés de la Datar, en poste à l'étranger dans des Invest in France agences, prospectent les investisseurs potentiels. La concurrence est rude : de

nombreux pays sont sur les rangs. Les États-Unis sont le premier pays d'accueil des investissements mondiaux (564 milliards de dollars de stock) et les principaux États américains possèdent leur propre réseau mondial d'agences pour augmenter ce flux entrant. La France est, selon le *World Investment Report* des Nations unies, en troisième position (162 milliards de dollars) après la Grande-Bretagne (244 milliards), et juste devant son voisin d'outre-Rhin, l'Allemagne.

Cette manne est si importante pour les nations que les négociations finales s'effectuent souvent « au sommet » : ainsi, en 1997, Tony Blair et Jacques Chirac sont-ils tous les deux montés au créneau pour attirer le projet industriel japonais Toyota, qui cherchait un site d'implantation européenne et a choisi finalement Valenciennes (Nord).

Dans ce contexte concurrentiel aigu, le défi, pour les États, est d'être le plus rapide. « Nous devons anticiper pour savoir quand une entreprise est susceptible d'investir en Europe », précise Michel Viger, secrétaire général d'IFN. Une information stratégique pour les agents de la Datar qui peuvent ainsi contacter rapidement l'entreprise intéressée pour qu'elle donne sa préférence à la France.

Laure Belot

## Une nouvelle association pour les régions

L'ASSOCIATION des régions de France (ARF) a été constituée, mardi 15 décembre, à Paris. Elle prend le relais de l'Association des présidents de conseils régionaux (APCR), qui n'a pas survécu aux élections régionales. En effet, les présidents socialistes de conseil régional socialistes refusent de siéger avec les quatre présidents élus avec les voix du Front national (Jean-Pierre Solson en Bourgogne, Charles Millon en Rhône-Alpes, Jacques Blanc en Languedoc-Roussillon et Charles Baur en Picardie). Après plusieurs mois de tractations, un compromis a finalement été trouvé. L'ARF ne compte comme membres fondateurs et comme administrateurs que les vingt-deux régions dont le président a été élu sans l'appui de l'extrême droite, même si toutes les régions auront accès au travail et aux informations de la nouvelle association.

L'ARF est présidée par Jean-Pierre Raffarin, président (DL) de Poitou-Charentes, dont le mandat court jusqu'en octobre 2001. Michel Sapin, président (PS) de la région Centre, en est le premier vice-président. Droite et gauche se partagent à égalité les postes de responsabilité.

### DÉPÊCHE

**SALSIGNES** : l'étude épidémiologique menée par le Réseau national de santé publique (RNSP) dans les vingt et un villages entourant l'ancienne mine d'or de Salsignes, qui vient d'être rendue publique par la préfecture de l'Aube, a mis en évidence une surmortalité par cancer respiratoire chez les hommes de plus de soixante ans et une surexposition à l'arsenic qui a touché cinq personnes dont trois enfants (*Le Monde* du 7 avril).

## Salives, en Côte-d'Or, paradis fiscal du CEA

de notre correspondant

Alain Houpert a découvert le pot aux roses en 1995, lorsqu'il a été élu maire de Salives, dans le nord de la Côte-d'Or : l'un des plus gros employeurs du département (1 200 salariés), implanté sur un terrain de six cents hectares, dont deux cents couverts, n'a jamais payé d'impôts locaux. Sans doute la singularité de l'entreprise, installée depuis quarante ans dans cette commune de deux cents habitants, lui a-t-elle valu ce privilège passé sous silence par les maires successifs et les services fiscaux. Il s'agit, en effet, de l'un des quatre centres d'études de la direction des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Établissement public de recherche, le CEA de Valduc s'estime légitimement non redevable des taxes foncières et professionnelles, à l'instar d'autres organismes publics de recherche.

Atteint au dossier depuis trois ans, Alain Houpert a fini par trouver la faille. La recherche dans le domaine du nucléaire militaire n'est plus la seule vocation du centre. D'année en année, il a développé une activité industrielle, il alimente aujourd'hui les têtes des missiles des forces océaniques et aériennes stratégiques. Il effectue aussi du transfert technologique pour les PME. Or « les activités de construction, de fabrication ou de refonte de matériel nucléaire exercées par l'Etat dans des établissements industriels sont imposables à la taxe professionnelle », précise l'article 1447 bis du code général des

impôts. « Il y a aussi une jurisprudence du Conseil d'Etat en date du 3 décembre 1975 », renchérit M. Alexandre Misset, l'avocat de la commune. L'Institut franco-germanique de recherche de Saint-Louis (Haut-Rhin), qui exerceait parallèlement des travaux sur des matériels d'armement et des missions pour l'industrie, s'est ainsi vu assujéti à l'impôt.

« On étudie l'affaire », se contente-t-on de dire au CEA, qui reconnaît la complexité de son statut. Relevant de la tutelle du ministère de l'Industrie, il reçoit des crédits de plusieurs ministères. De leur côté, les services fiscaux de la Côte-d'Or ont à plusieurs reprises essayé d'exercer leurs prérogatives et se sont vu dernièrement fournir, comme seul document permettant le calcul de l'impôt foncier, le plan de la cantine !

Avant d'engager une action auprès du tribunal administratif de Dijon, Alain Houpert espère bien parvenir à un accord à l'amiable. Même si cela pourrait créer un précédent fâcheux vis-à-vis des trois autres centres du CEA. « J'irai jusqu'au bout, car il est normal que, subissant des contraintes sur notre environnement, nous ayons des compensations », souligne le maire, qui espère bien, avec cette manne, entretenir son école, construire des logements sociaux et améliorer le cadre de vie de ses concitoyens résidant dans un bien joli village médiéval.

Chris Maislat

## Un Ciadt « moderne et solidaire »

**FORMIS** la garde des sceaux et le ministre de l'Intérieur, toujours convalescent, l'ensemble du gouvernement a assisté au comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire, (Ciadt) mardi 15 décembre à l'hôtel Matignon. Réunion de « haute tenue », « sans aspérités », aux dires des témoins. Seul intermède : Lionel Jospin, documents à l'appui, a tenu à récuser tout recoupement entre la géographie des projets financés par le Ciadt et l'implantation électorale des membres du gouvernement. (*Le Monde* du 16 décembre)

Cela n'a pas empêché Serge Lepeltier, maire RPR de Bourges (Cher) de regretter que « la Franche-Comté, terre de Dominique Voinet, de Pierre Moscovici et de Jean-Pierre Chevènement [ait] été réellement mieux servie ». Les territoires situés entre Saône et Rhin se taillent, de fait, la part du lion (1 milliard), sur un montant total d'1,8 milliards de francs pour les « régions défavorisées ». S'y ajoutent 800 millions pour des mesures de « développement intégré » (aménagement du port du Havre, aire métropolitaine de Marseille...) et la reconversion des sites de Giat in-

dustrie à Tarbes, Roanne ou Bourges. Le Ciadt est présenté comme une entreprise de réduction de la fracture territoriale. Cette année, le premier ministre a insisté davantage sur cette ambition en récusant la pertinence de l'opposition villes-campagnes, « débat stérile » qui n'a plus de rapport avec la « vraie modernité », a-t-il dit. « Moderne et solidaire », tels sont les adjectifs repris par le chef du gouvernement pour qualifier le futur réaménagement des services publics. Dessin du gouvernement : faire évoluer les mentalités des usagers de la Poste, des hôpitaux ou des maternités, pour que la disparition des guichets ne soit plus vécue comme un abandon par l'Etat.

Le gouvernement a en effet présenté les modalités d'une vague de fermetures, mais aussi de réouverture dans certaines banlieues de service publics (*Le Monde* du 15 décembre). Lionel Jospin a consacré une grande partie du Ciadt à préciser les conditions d'un redéploiement en bon ordre. « Nous voulons échapper au syndrome Decazeville », résumait un participant.

Ces derniers mois, le chef-lieu de canton aveyronnais s'est vu

menacé de perdre sa maternité, sa gendarmerie, son agence Edf et même celle de France Telecom... Le regroupement jugé inéluctable ne doit pas se faire dans l'anarchie. Les préfets de département auront un droit de veto suspensif pour éviter la concomitance de la disparition de plusieurs services dans une même ville ou dans une même zone. Les communes touchées seront aidées par les fonds de la Datar pour « faire venir de nouvelles activités sur le site ». Le gouvernement encouragera les expériences de Points publics ou de Maisons de services publics.

Autre grand débat du Ciadt : les contrats de plan. Ces documents qui lient l'Etat et les régions de 2000 à 2006 verront le périmètre de leur application élargi aux transports urbains, autoroutes ou grands travaux. Mais les engagements financiers de l'Etat n'augmenteront pas : entre 80 et 100 milliards de francs sur sept ans. M. Jospin a demandé à la Datar une mission d'évaluation de l'impact en terme de création d'emplois des projets que les régions souhaiteraient voir co-financés par l'Etat.

Béatrice Jérôme

**Orléans**  
l'Avenir ne se fait pas attendre

Orléans, les projets ne restent pas dans les tiroirs. Après son succès, Orléans construit un Centre de Conférences. Les 20 communes de la région urbaine orléanaise réalisent une ligne de tramway de 18 km et un pont sur la Loire pour le 21<sup>er</sup> siècle.

Orléans, une ville tournée vers l'avenir.



# Il était une fois, la France des Miss

**D**ES jeunes filles arrivées comme des crémières, qui repartent comme des stars. L'élection de Miss France a tout du « conte de fées moderne ». Tant bien que mal, ses organisateurs tentent d'en entretenir l'illusion. Minuit approchait, samedi 12 décembre à l'Opéra de Nancy, lorsqu'une Cendrillon tahitienne, étudiante en DEUG et porteuse de Jean, se métamorphosa en reine de beauté, parée d'une robe de soirée scintillante « offerte par Cymbeline, l'un des leaders européens de la robe de mariée », fleurie par le « coiffeur-visagiste Saint-Aigue », chaussée de souliers de verre « Corine ». Quelques jours auparavant, nous avions parcouru le royaume enchanté du concours Miss France. Il était une fois...

Sa Majesté Audimat, dont le royaume est riche de douze millions de sujets. Un peu plus de la moitié des téléspectateurs (56,5 %) ont suivi sur TF1 l'élection de Miss France 1999, programme de près de deux heures et demie, lesté de quatre intermèdes publicitaires. Ils ont même été 300 000 à décrocher leur téléphone pour prendre part au vote. Avec un public similaire, l'élection de l'année dernière avait réalisé la troisième plus grosse audience de 1997 « derrière un épisode de « Navarro » et un journal de 20 heures. Mais les deux auraient profité d'un contexte de grève sur le service public. Dans la réalité, nous étions donc bien la plus grosse audience de l'année », insiste Xavier de Fontenay, directeur de la société Miss France.

Une bonne fée, qui se flatte de pouvoir, d'un coup de baguette magique, transformer la provinciale la plus godiche en égérie des médias. Geneviève de Fontenay, 56 ans, figée dans la tenue « tailleur noir et blanc, capeline vissée sur la tête en toutes circonstances » comme dans le propos, d'un conservatisme gouailleux. Fière d'être reconnue en tous lieux, elle estime avoir généré « un phénomène de société » : « Quarante millions de téléspectateurs, on est pour, on est contre, mais c'est un fait, et un fait qui résiste au temps ! » Cette ancienne esthéticienne, mannequin chez Balenciaga dans les années 50, épousa la cause de Miss France en même temps que feu Louis de Fontenay. En 1946, ce dernier avait pris la relève de Maurice de Waleffe, journaliste mondain organisateur, au début des années 20, de la première élection d'une « reine de nos provinces ».

Geneviève de Fontenay parle des Miss, « ses filles », avec grande tendresse, s'émouvent volontiers en caressant de la main son foulard Cartier, offert par l'une d'entre elles : « Elles viennent souvent de petites communes. Grâce à l'élection, comme le pousin qui sort de l'œuf, elles gagnent en assurance, apprennent à se présenter, à se maquiller, à danser. Ce sont de petites vedettes quand elles rentrent chez elles ! De toute façon, elles n'ont rien à perdre, car il n'y a rien de dégradant à défiler pour nous. D'ailleurs, les milieux féministes ne nous ont jamais vraiment attaqués ».

Sous toutes ses formes, la modernité inquiète M<sup>me</sup> de Fontenay. Sentiment dont elle ne se prive pas de faire part aux hommes politiques. « Députés, sénateurs, j'en vois des tas dans les galas de Miss en régions, où ils viennent bien venir se montrer parce qu'il y a toujours 1 000-1 500 électeurs... » Arrêter de discourir, se mettre à faire enfin quelque chose, voilà le conseil que leur donne Geneviève de Fontenay, « parce que les filles sont très anxieuses par leur insertion professionnelle ».

« A quoi ça sert de faire des études pour finir coiffeuse ? Pour s'entendre dire "Baisse ta culotte qu'on cause" ? » L'enseignement n'est plus ce qu'il était. Les Miss font des fautes d'orthographe. L'euro, dont elle raye la mention en bas de ses relevés de comptes, les ordinateurs, tout cela « va

**Organisée depuis la Libération, l'élection de Miss France est devenue l'un des spectacles les plus regardés à la télévision. Loin de refléter l'évolution de la société, ce concours préserve un univers de rêve et un espoir de promotion pour une élue méticuleusement conditionnée**

nous mener au malheur ». Et que dire de l'élégance française quand on voit « le défilé de certains défilés ? Et ces coiffures de toutes les couleurs ! ».

Le concours Miss France, c'est l'antithèse de tout cela. Le bon goût, la réserve, l'élégance, les « jeunes filles de bonne famille ». La France éternelle. « La vraie France, celle des provinces, du Tour de France, du Salon de l'Agriculture, des petits hôtels de province où l'on est si bien reçu, celle du clergé, qui est très proche de nous, celle du folklore, du terroir, de la tradition qu'on tente de maintenir face à l'Europe qui va tout niveler par le bas, qui fera même disparaître les fromages du Larzac. » Voilà, selon elle, le fondement de l'engouement populaire pour l'élection. « On correspond à ce que les Français veulent conserver. On apaise leurs peurs ».

Investie de ce rôle de sauvegarde des valeurs nationales, Miss France, tout autant que pour son tour de poitrine et la longueur de ses jambes, doit être élue « pour sa dimension morale et intellectuelle ». Traduisez : « C'est quelqu'un qui sait écrire sans faire de fautes, pour pouvoir dédicacer les livres d'or. Ce n'est pas une délicate : celles-là, on les repère tout de suite. Et c'est quelqu'un de bien dans sa tête, pour assumer son rôle. » Dans un questionnaire, les postulantes au titre de Miss France se sont vu demander cette

année quel était le comble de la misère. L'une d'elles a répondu : « Être élue Miss France ».

La princesse du Velay. Cette réponse provocatrice émane d'elle : Sabine Laval, Miss Pays du Velay, une jeune femme de 19 ans qui achève son BTS de secrétariat trilingue. Les organisateurs n'ont pas apprécié. « Quand j'ai passé l'entretien au bout duquel douze jeunes filles sont présélectionnées, je me suis fait engueuler. On m'a dit : "Vous, Pays du Velay, ça va aller vite !" » J'ai répondu : « Bonjour, mon nom est Sabine Laval. » Personne n'a cherché à comprendre pourquoi j'avais écrit ça... » Sabine Laval aurait voulu avoir le temps de dire qu'elle n'aurait « pas le courage de sacrifier toute vie privée, d'appartenir à tout le monde. Je n'ai plus 16 ans. Être "montrée" me gêne maintenant ».

Qu'allait-elle donc faire dans cette galère ? « Tout ça est parti d'une petite élection dans ma ville, au Puy-en-Velay. C'était pour m'amuser, le temps d'une soirée. Puis je me suis laissé entraîner par le côté strass et paillettes. La beauté est tellement médiatisée que les jeunes filles ont le sentiment que c'est la seule façon de s'affirmer. Et puis, il y avait tout ce phénomène autour de Miss France. J'avais envie de voir comment ça se passait ».

Sabine a vu, « pris de la maturité », enterré son adolescence. « Mais j'aurais pu m'épargner ça.

Trois semaines de compétition pendant lesquelles on est jugées en permanence, conditionnées, coupées du monde extérieur, pour rentrer dans le moule Miss France, oublier qu'on est des jeunes filles modernes. Même s'ils s'acharnent à dire que ce n'est pas le cas, on fait de nous des femmes-objets, des potiches, c'est malsain ».

Le royaume. Où que puisse porter le regard de la nouvelle Miss France, ce ne sont que foires commerciales ou agricoles, Salons, fêtes des fleurs, inaugurations de supermarchés... Le premier cachet de la nouvelle Miss France, Maréva Galanter ? Un chèque de 15 000 francs pour se montrer sur le stand Pirelli, au Salon du meuble. Son emploi du temps sera constitué à 80 % de manifestations organisées dans des petites communes « parce qu'un déplacement de Miss ne coûte pas cher », explique Geneviève de Fontenay. Comptez 2 500-3 000 francs l'apparition, qui s'avère donc généralement fort rentable pour les associations de commerçants et autres

**« Trois semaines de compétition pendant lesquelles on est jugées en permanence, conditionnées, coupées du monde extérieur, pour entrer dans le moule Miss France, oublier qu'on est des jeunes filles modernes »**

présidents de Salons. « Une Miss, c'est pas Claudia Schiffer, résume M<sup>me</sup> de Fontenay. C'est une vedette à la portée des Français ».

La princesse de Normandie ne se voyait pas non plus jouer la reine des cœurs pendant un an. « Faut quand même un moral d'acier pour accepter les photos avec les vaches... » Si Emilie Duviols s'est présentée, c'est, dit-elle, uniquement pour les rencontres professionnelles. Au Salon de l'auto de Viré, par exemple, elle a « fait la jolie fille » sur les volantes, mais en a profité pour discuter avec les animateurs de Viré-FM. « On joue un peu notre vie. Celle qui est élue Miss France devient top-modèle, pas secrétaire. »

« Mais j'aurais pu m'épargner ça.

n'est qu'un mauvais moment à passer. « La première fois où j'ai défilé en maillot de bain, j'ai eu l'impression d'être un morceau de viande. Mais on s'habitue. On se dit qu'on a les collants, les chaussures, qu'on est habillée. Ici, depuis trois semaines, on nous rend du matin au soir quand on n'est pas assez maquillée, quand on ne se tient pas assez droite, quand on parle trop fort. On est prisonnière d'une image, celle de Miss France, la femme parfaite que les hommes aimeraient avoir à la maison ».

Le carrosse. André, chauffeur de taxi nancéien : « Remarque, c'est des belles filles. Mais elles sont pas naturelles. Elles se tiennent toutes droites. Pour moi, c'est pas ça, la femme. Vous êtes sûre que vous préférez pas parler de centenaire de l'école de Nancy, de l'art nouveau, Majorelle, tout ça ? »

La « chaperonne ». C'est ainsi que se fait appeler par les postulantes Geneviève Leblanc, secrétaire à chignon et foulard pomponnant. « Pendant les trois semaines de préparation de l'élection, je prends les Miss en main du matin au soir. Nous les réveillons, nous les couchons, nous les consolons. » Elles « sont bouclées », mangent, chevelures attachées, dans une salle réservée, à laquelle les danseurs n'ont pas accès ; ne peuvent ni recevoir dans leur chambre, ni sortir de l'hôtel. Les lignes téléphoniques des chambres ont été bloquées. La cigarette et le Coca-Cola non allégé sont proscrits. Quand elles tra-

comme les études n'en offrent plus. »

La princesse déçue. Sophie Thalmann, Miss France 1998, a fait beaucoup parler d'elle, collectionnant « unes » de magazines et émissions télévisées. Dès son élection, la Miss Lorraine avait eu le mérite de dépeupler la fonction. A la question : « Pourquoi souhaitez-vous être Miss France ? », posée par un Jean-Pierre Foucault plus inspiré que jamais, elle avait eu l'audace de ne pas répondre : « Pour les rencontres, les voyages, la chance de représenter ma région », mais avait osé un « Pour prendre votre place » rigolard. Il était grand temps, néanmoins, que son règne s'achève. M<sup>me</sup> de Fontenay n'avait guère apprécié qu'elle se montre en Jean au Stade de France, et surtout qu'elle déplore, dans une émission télévisée, être parfois prise pour une « pute de luxe ».

Le maître de ballet. C'est Pierre Rambert, metteur en scène du Lido, qui a chorégraphié le spectacle du 12 décembre. « Ces filles essaient de passer de l'autre côté de la télé, avec le secret espoir d'y rester. L'enjeu est énorme pour la plupart : s'extraire d'un milieu, se prouver qu'on peut faire quelque chose de différent. Elles ne se posent pas la question du ringard, et il faut les comprendre. A long-temps, on leur montre des mannequins à la télé alors qu'elles ont pour seule perspective un petit boulot de vendeuse au fin fond de la Corrèze. De quel droit dirait-on "les pauvres filles" ? Parce qu'un concours de beauté, c'est moins chic qu'une ligne de coke aux Bains-Douches ».

La princesse du Hainaut. « C'est une chance, dans une vie, d'être Miss, pour découvrir les médias, le show-biz. En tant que commun des mortels, c'est pas possible. »

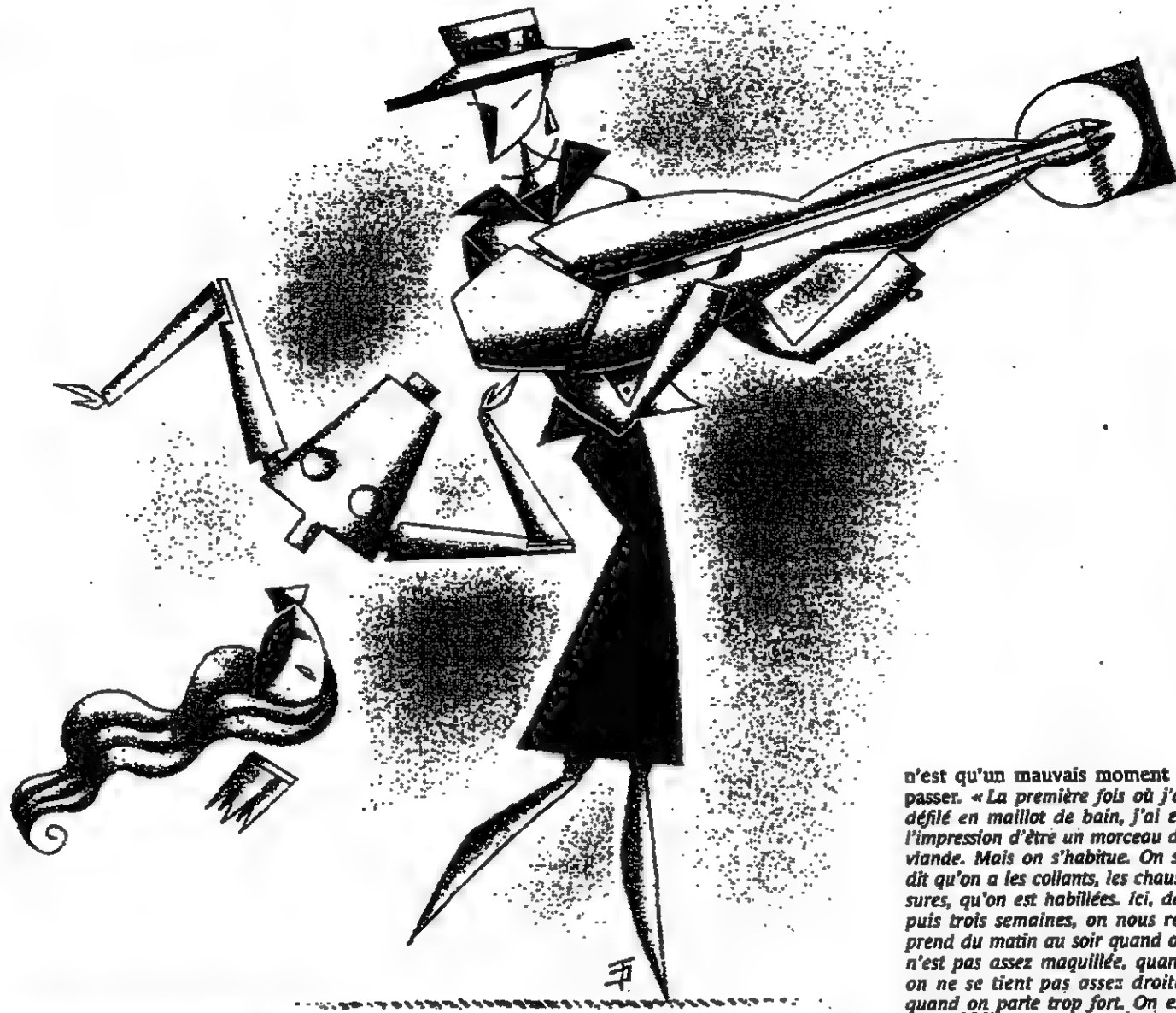
Le bourgmestre. André Rossinot, maire (UDF) de Nancy, a fait voter une subvention de 400 000 francs en conseil municipal pour que sa ville accueille l'élection de Miss France, dont « l'impact promotionnel est bien supérieur à celui d'une épreuve du Tour de France, qui coûte au moins 1 million de francs ». Le nom de la ville comme celui de son maire ont été cités quatre ou cinq fois à l'antenne.

Les servantes. Identiquement vêtues d'une blouse acrylique à rayures vertes, Sabine et Véronique, femmes de ménage le jour, ouvrent le soir à l'Opéra de Nancy, ne sont pas jalouses. « C'est facile d'être belles à leur âge ! On leur fait miroiter des choses, mais après, ça doit être drôlement dur, pour celles qui perdent. La robe qu'on leur offre, elles l'ont portée dans des endroits étonnants. Il faudrait tenir compte d'autre chose que de la beauté, de leur vie au quotidien. Est-ce qu'elles donneraient un verre de chocolat chaud à un SDF ? Une femme, c'est un ensemble. Là, on vend du rêve. Qu'est-ce qu'on est, nous, par rapport aux hommes, quand on a cinquante-seize ans, qu'on a travaillé, eu des gosses ? »

Le miroir. Gilles Amado, réalisateur de l'émission pour la cinquième fois, ne s'étonne pas du « carton d'audience » répété, même s'il juge le principe de l'élection quelque peu suranné. « Chaque jeune fille représente une région. Elle a passé l'étape communale, cantonale, régionale... Donc on supporte "la petite montée à Paris" et, si elle est éliminée avant la fin de l'émission, celle d'une région "pas loin de chez nous". C'est l'attente. Comme ces filles viennent de la province, elles sont un rêve accessible, démocratique. Dans les familles, on se dit "Tes pas plus mal qu'elles. Pourquoi tu le ferais pas ?" »

La garde. Un policier municipal en faction devant l'Opéra de Nancy. Cette élection, il en pense quoi ? « Si je garde le képi, je dis que c'est très bien. Si je l'enlève, je réfléchis. Et je dis que c'est un jeu un peu cruel. »

Pascal Krémer  
Dessin Thierry Dalry



Spoliation des juifs







مكتبة الامارات

# Non, Claude Allègre, l'Amérique n'est pas le modèle idéal

par Marc Fumaroli

**P**EU de ministres de l'éducation nationale ont eu l'ambition et la chance qui sont vôtres, cher Claude Allègre. Peu d'entre eux ont eu votre liberté d'esprit et de manœuvre. De surcroît, vous disposez de temps.

Votre ambition est d'attacher votre nom à une éducation nationale mieux organisée, répondant mieux aux besoins de la société française, et préparant mieux les jeunes générations à la compétition économique et scientifique. Vous êtes prêt à prendre de gros risques pour y parvenir. Cela mérite notre estime. Cela vous vaudra aussi mon entière franchise.

L'identité française, désorientée, demande à l'éducation nationale de la rassurer et même de la reconstruire. C'est le sens profond que l'on peut dégager en définitive des récentes manifestations de collégiens, de lycéens, de professeurs, dont chacun a d'abord interprété l'oracle selon ses préjugés. L'instruction publique (soutenue naguère par des structures sociales et familiales beaucoup moins éfrénées qu'aujourd'hui) a en effet habitué les Français à pourvoir chaque nouvelle génération des cadres symboliques nécessaires à leur adhésion à la vie nationale. Ce moule, qu'on peut dire traditionnel, depuis plus d'un siècle, a été en quarante ans si profondément bousculé et malme-

né qu'il peut sembler aujourd'hui infertile. C'est tout de même dans l'éducation nationale que notre désarroi place encore son espérance.

L'emprise de l'école française sur les jeunes esprits a d'autant plus diminué que toute une gamme de « styles de vie », parés de toutes les séductions jeunes par le grand commerce et les médias, rivalise avec l'école pour imposer contre elle ses stéréotypes de comportement et de mœurs. Dans les défilés d'étudiants, chacun a pu voir, moquant les manifestants et tournant en ridicule leur revendication d'étudier mieux, de purs produits ensauvagés de cette éducation à l'envers. Aussi peut-on bien dire de l'instituteur et du professeur ce que Réguy disait avant 1914 des pères de famille : ce sont les aventuriers de notre temps.

Mais ce sont des héros et des héroïnes harassés, parfois maltraités. Ils ont à prendre, pour eux-mêmes et pour les enfants qui leur sont confiés, le chemin à rebours de tout ce qui fait couler l'époque : argent et plaisirs faciles, notoriété à peu de frais, kitsch et strass : c'est sur eux que repose, beaucoup plus pesamment et dangereusement qu'autrefois, la charge de la République, toute la responsabilité dont la société française s'est déchargée sur eux sans les récompenser ni les honorer beaucoup : on leur demande rien de moins que

d'initier les enfants à quelque chose qui, de près ou de loin, peut les introduire à la vie en société et à l'étude. Vous vous êtes, à juste titre, préoccupé publiquement des questions de sécurité, de discipline et d'instruction civique dans les établissements scolaires.

**L'identité française demande à l'éducation nationale de la rassurer et même de la reconstruire**

Je ne suis pas seul, néanmoins, à regretter la brusquerie avec laquelle il vous est arrivé de reprocher aux maîtres leur absentéisme, ou leur fuite dans le cocon syndical. Il est dommage aussi pour vos propres desseins que vous soyez humilié et inquiet par les professeurs des « prépas » aux grandes écoles, l'une des trop rares formules de l'enseignement français qui soient intenses et fécondes.

En ces deux occasions, vous avez parlé et agi en chef, et non pas en

père ou en camarade d'une grande armée très éprouvée par l'hiver de ses propres valeurs. Pour réussir votre entreprise et obtenir leur adhésion, il vous faut expliquer autrement votre dessein aux professeurs. Ce ne sont pas, et de loin, les plus bêtes ni les plus égoïstes des Français.

Dans votre article du *Monde* (nos éditions du 15 décembre), vous avez commencé à rectifier le tir. A vous de trouver les mots qui rendent son sens et son honneur au métier et à toute l'institution éducatifs.

Beaucoup de décisions multipliées depuis quarante ans et accumulées sans être harmonisées ont fini par changer en « mammoth », selon votre propre mot, l'université de Jules Ferry. Vous menez vous-même en œuvre ce dialogue si vous imposez soudain et partout, comme certains textes officiels semblent bien le prévoir, outre un même raccourcissement des programmes, la réduction drastique des options facultatives notées au baccalauréat à une seule, préparée au lycée à raison de deux heures par semaine. Bien que l'enseignement du grec et du latin par options, dans cette hypothèse, n'ait pas à être officiellement supprimé, une telle mesure aboutirait à son élimination de fait. Du coup, une des traditions les plus caractéristiques de notre pays, l'ancrage de la culture générale dans les langues anciennes, certes ébran-

lée depuis longtemps dans le secondaire, serait pratiquement passée à la trappe. Cela ne peut pas se passer en silence.

Votre but est, à long terme, de « déconcentrer ». Votre dirigisme ne se serait durci que pour parvenir à son propre dépérissement. Pour l'instant, on ne voit pas encore bien clairement comment vous entendez mettre en œuvre ce qui est souhaitable et ce que vous souhaitez, je crois : une plus grande variété, une plus vivante souplesse d'adaptation, une délégation plus résolue des responsabilités, la reconstruction d'unités d'enseignement et de recherche plus motivées et autonomes.

Vous citez volontiers Jules Ferry, qui a su créer ou recréer, dans un moment de crise analogue d'identité nationale (suites de la défaite de 1870, avènement d'un régime républicain encore mal enraciné), un édifice d'enseignement et de recherche comparable par sa simplicité de style et son efficacité à celui qui, en Allemagne, avait fait l'admiration de Renan, et auquel le grand historien avait attribué la supériorité prussienne en 1870. Ferry et Renan avaient les yeux fixés sur l'Allemagne, sur sa science, et sur le système d'éducation qui avait porté les Allemands à la tête de la science (et donc des techniques et de l'industrie).

Vous avez les yeux fixés sur l'Amérique, et sur le système d'éducation qui donne à ce formidable pays (outre l'irrésistible pouvoir d'attraction exercé par ses instituts et ses universités sur les futures élites du monde entier) des cadres ingénieurs à son économie, des inventeurs brillants à sa technologie, des Prix Nobel en grappes à sa science. Même si, trop politique et trop pragmatique, vous vous êtes gardé d'évoquer à l'avance les attendus et les grandes lignes de votre programme, on pressent que l'objectif poursuivi par vous est de redessiner l'édifice d'instruction publique française en lui donnant un profil inspiré du modèle américain.

L'ennui, c'est que le modèle américain est enraciné dans une société profondément différente de la nôtre. Il se caractérise par une extrême variété, au rebours de la relative uniformité centralisée de notre éducation nationale. Variété de financement, tantôt d'État pour les établissements les moins aisés, tantôt de trusts privés, pour tous les établissements les plus prestigieux et souhaités. D'un établissement à l'autre, on change vertigineusement d'étage, du gratte-ciel au parking. Les bourses ne couvrent qu'en surface et pour les plus démunis ce paysage accidenté.

De surcroît, nous avons l'habitude en France, jusqu'à, de croire que tout se joue pour les adolescents dans l'enseignement élémentaire et secondaire, où ils devraient acquérir une bonne culture générale, qui les nourrisse toute leur vie. Aux États-Unis, les *high schools* n'ont aucun dessein d'instruction. C'est seulement dans les collèges que l'*undergraduate* américain commence à se faire, à sa façon (et en partie à la carte), une culture générale.

L'érosion, dramatiquement accélérée par les récentes réductions d'horaires, de ce qui reste de diversité et de variété qualitatives dans les établissements secondaires français condamnera sans doute les étudiants français les plus doués et ambitieux à bûcher dur pour échapper au sort commun, après le bac, par une spécialisation précoce. Il leur manquera toujours (si leur famille n'y a pas pourvu) la culture générale que dispensait l'ancien lycée et que dispensent les *undergraduate studies* américaines, même aux futurs chimistes, et même dans les collèges les moins prestigieux.

Vous vous plaignez, à juste titre, de l'état affligeant en France du parler et de l'écrire français. Ce n'est pas seulement en ridiculisant (à bon droit) les *dialectes* pédagogiques de la lecture globale et de l'analyse pré-maturation sophistiquée des textes, ce n'est même pas en prônant le retour à la bonne vieille rédaction et la fin de la suprématie mathématique, que vous ferez progresser la qualité du français parlé et écrit par les adolescents.

Le français, tel qu'une longue histoire, monarchique puis républicaine, l'a fait, est une langue si fonceuse réfléchie, comme le néo-latin des humanistes, comme l'italien littéraire : il exige une conscience

exercée, et exercée très tôt. Dès que cette conscience exercée faiblit, notre langue réfléchie et réflexive faiblit avec elle et tombe beaucoup plus bas (du simple point de vue de la communication élémentaire) que d'autres langues moins longuement et finement méditées.

Les soutènements d'une telle langue sont ses textes littéraires classiques. La pédagogie la meilleure d'une telle langue (et la plus équitable) demande un entraînement comparatif sur sa langue-mère, le latin, et même sur la langue-mère de son vocabulaire philosophique et scientifique, le grec ; elles donnent à tous ceux qui s'y sont trouvés une vive conscience de la syntaxe et de la précision manquée du vocabulaire propres à la nôtre. Elles leur apprennent non seulement à parler et écrire en connaissance de cause leur propre langue. Qui a des notions de latin peut pratiquer facilement l'italien, l'espagnol, la langue d'oc, le corse. Même dans les lycées techniques, dont on parle trop peu, et auxquels vous avez bien raison de vous attacher, l'expérience prouve que les exercices de langues anciennes ont des effets rapides et excellents pour la maîtrise de notre langue nationale par des adolescents qui, souvent, sont d'autant plus troublés ou retardés qu'ils souffrent de n'avoir pas de « mots pour le dire ».

Vous n'êtes pas insensible à l'idée, de plus en plus partagée, heureusement, que l'Europe unie n'a d'avenir que si ses nations savent se maîtriser leur identité et échapper à une mondialisation par le bas. L'univers médiatique et son jeunisme travaillent à cette mondialisation qui, derrière un drapeau de fumée médiatico-humanitaire, divise de fait, et cyniquement, nous le voyons bien, les nations (et les humains) en riches et pauvres, en démunis et développés. L'école, dans nos pays, travaille et doit travailler en sens exactement contraire. Elle doit construire très tôt, autant que possible pour tous les jeunes, avec une conscience large, la conscience historique et la conscience morale.

**L'univers médiatique et son jeunisme travaillent à la mondialisation par le bas**

Loin de laisser s'éteindre les dernières braises, dans le secondaire, d'une longue tradition d'éducation libérale, associant au français, à l'histoire, à la morale, à la poésie l'étude des grands et beaux textes latins et grecs, il faut tout faire pour sa renaissance adaptée intelligemment aux circonstances, aux lieux et aux divers publics scolaires. C'est bien là que le mot « libéral » a un sens acceptable par tous, et non pas dans la sphère purement économique où il se moque éperdument de la vie de l'esprit.

Les uns vous trouvent trop lent à moderniser, à l'américaine, notre système d'éducation. D'autres vous accusent de démolir hâtivement ce qu'il avait encore de meilleur. Vous vous tenez contre les procès d'intention. Je n'ai pas voulu en m'adressant à vous compliquer un peu plus votre entreprise. J'ai simplement et honnêtement rappelé les deux bords de la chaîne que vous devez tenir sans pencher trop d'un seul côté. D'un côté, moderniser, simplifier, diversifier, vivifier. C'est indispensable.

De l'autre côté, réemployer ingénieusement dans le nouveau système des éléments essentiels de notre tradition libérale d'enseignement secondaire, qui conjoint français, latin, grec, histoire et philosophie. Loin d'être un poids, un frein, une faiblesse face au système fascinant dont se prévaut l'Amérique dominante, ils pourraient bien faire pour nous, et pour l'Europe, une « différence » qui à long terme serait plus bénéfique et victorieuse qu'une transposition de toute façon mécanique ou caricaturale d'un « modèle » qui marche, mais tout autrement que nous ne l'imaginons ici.

Marc Fumaroli est professeur au Collège de France, membre de l'Académie française.

RÉSISTE À TOUS LES TEMPS  
MÊME À CELUI QUI PASSE



LES BOUTIQUES

Odeon, 18, rue de l'Ancienne Comédie, 75006 Paris.

Place des Victoires, 52, rue Croix des Petits Champs, 75001 Paris.

Timberland

Plaidoyer  
pour le septennat

Mr Jean P...

L...

Le président  
se commu-  
à ce qui  
l'ont les  
le renou-  
de l'États  
le mou-  
de la col-  
sociale  
la place  
de la Éta-  
dans le cas  
européen

Monsieur le président,  
J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un dossier relatif à la situation de la France dans le monde. Ce dossier est le fruit de plusieurs semaines de travail et vise à vous présenter une vision globale de la situation internationale. Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.



## Plaidoyer pour le septennat

par Jean Picq

**L**E quinquennat serait-il en passe de devenir la nouvelle forme de pensée unique en matière constitutionnelle ? Il n'est pas de semaine en effet où des hommes politiques de tous bords et d'écoles constitutionnalistes ne présentent cette réforme comme nécessaire et urgente.

Pour justifier le choix du quinquennat, on invoque les arguments de la modernité - le septennat est un vestige du XIX<sup>e</sup> siècle -, de l'efficacité - il rendrait probable la cohabitation présentée comme la cause de tous nos maux - et de la normalité - la plupart des chefs de gouvernement en Europe sont désignés pour cinq ans. Aucun de ces arguments n'emporte vraiment la conviction. Plus fondamentalement encore, le quinquennat marquerait une rupture de la tradition républicaine : celle du régime parlementaire.

Sept ans est sans doute trop long si on se situe dans une configuration où le président ne se contente pas de présider mais veut aussi gouverner. Mais selon l'article 5 de la Constitution qui définit ses missions, le président de la République n'est pas là pour gouverner mais pour veiller « par son arbitrage » au bon fonctionnement des institutions, c'est-à-dire pour présider.

La présidentialisation de nos institutions a fait oublier cette exigence, la cohabitation a permis de la retrouver. Or, sept ans n'est pas trop long pour un président arbitre qui tire de la durée de son mandat l'autorité et l'horizon qui lui sont nécessaires pour agir. L'adoption du quinquennat ratifierait une lecture présidentialiste de nos institutions dont il n'est pas sûr qu'elle ait la faveur de nos concitoyens.

Rien ne garantit non plus que la concordance des temps présidentiel et parlementaire, autre objectif recherché par le quinquennat, rendrait le gouvernement du pays plus efficace. Cette concordance peut être durablement brouillée par une dissolution, sauf à renoncer à une arme essentielle qui donne, en temps de crise, le dernier mot au peuple.

L'adoption du quinquennat serait par ailleurs sans influence sur les pouvoirs du premier ministre qui est le seul, dans un régime parlementaire dans lequel aucune réforme d'envergure ne peut se faire sans la loi, à pouvoir défendre et faire aboutir au Parlement les réformes que le pays attend. Enfin, on néglige de rappeler que la durée de cinq ans est celle des homologues de notre premier ministre qui peut, lui aussi, gouverner pendant les cinq ans d'une législature s'il dispose d'une majorité stable.

Hannah Arendt a souligné le rôle de « l'autorité » par rapport au pouvoir pour la stabilité des institutions politiques. Le détenteur de l'autorité est là pour modérer ceux qui exercent le pouvoir et assurer la continuité des institutions. Son registre est celui du temps long, celui nécessaire pour « penser » l'avenir et la cohésion de la communauté nationale face aux mouvements du monde.

Sous la V<sup>e</sup> République, c'est le président qui détient l'autorité et le premier ministre qui exerce le pouvoir. Et l'autorité présidentielle s'affaiblit si le président veut en même temps exercer le pouvoir car il perd alors sa position de surplomb. On observera que les élections présidentielles se font autour d'un homme, des qualités qu'il inspire et des grandes orientations qu'il propose, résumées le plus souvent en une formule générique « rassembleuse » qui ne constitue pas un programme de gouvernement mais une ligne pour la France et les Français : « l'ouverture dans la continuité » en 1969, le « changement sans risque » en 1974, la « force tranquille » en 1981 ou « la fracture sociale » en 1995. Et ce sont les premiers ministres nommés qui présentent ensuite leurs programmes de gouvernement.

En réalité, la lettre comme l'esprit de la V<sup>e</sup> République organisent une cohabitation institutionnelle permanente entre le président et le premier ministre. Antagoniste et dyarchique quand la majorité parlementaire est d'une couleur différente de celle du président, elle re-

devient plus confiante et hiérarchique quand la majorité parlementaire a la même orientation politique.

Dans le premier cas, le président nomme mais ne choisit pas vraiment un premier ministre qui lui est imposé par la majorité parlementaire sortie des urnes. Placé en position d'observateur critique, il préside et ne peut l'empêcher de gouverner.

Dans le second cas, le président choisit et peut, s'il le souhaite, changer le premier ministre. Un intelligent partage des rôles doit s'établir alors, le premier ministre pouvant en principe compter sur un soutien présidentiel en cas de difficulté.

La présidentialisation du régime, qui s'est imposée à partir de 1972, a faussé le jugement sur les conditions de bon fonctionnement de nos institutions. La V<sup>e</sup> République fonctionne bien quand le président préside et le gouvernement gouverne. L'expérience a montré que les meilleurs gouvernements étaient ceux conduits par un premier ministre fort, c'est-à-dire capable de proposer et de mettre en œuvre un programme de gouvernement.

C'est pourquoi la cohabitation, même dans sa version dure, est populaire. Les Français ont bien compris en effet qu'elle n'interdisait pas le gouvernement du pays et sont satisfaits par une nouvelle forme de séparation des pouvoirs, inédite chez nous, qui contraindrait le titulaire du pouvoir à la prudence politique.

**Le président pourrait se consacrer à ce qui est pour lui l'essentiel : le renforcement de l'Etat de droit, le maintien de la cohésion sociale, la place de la France dans le concert européen et mondial**

Mais comment alors empêcher à l'avenir le retour à la présidentialisation ? Une formule paraît s'imposer, qui avait, semble-t-il, les faveurs de deux anciens premiers ministres de plein exercice, Raymond Barre et Pierre Bérégovoy : celle du septennat non renouvelable. Elle inciterait le président à garder du recul par rapport à la vie du gouvernement pour se consacrer à ce qui est pour lui l'essentiel : le renforcement de l'Etat de droit, le maintien de la cohésion sociale, la place de la France dans le concert européen et mondial. Libéré de la perspective de devoir préparer la prochaine élection présidentielle, déchargé des tâches, peu conformes à son statut, de chef de la majorité voire du parti dominant, il serait alors pleinement le chef de l'Etat jugé par l'histoire sur sa manière d'exercer l'autorité et non sur ses résultats à court terme comme homme de pouvoir.

L'adoption du quinquennat nous ferait évoluer vers un régime présidentiel et abandonner une tradition parlementaire qui est celle de tous nos partenaires de l'Union européenne. Si on juge une Constitution sur sa capacité à durer et à s'adapter aux situations les plus diverses, celle de la V<sup>e</sup> République a fait ses preuves. Pourquoi faudrait-il retrouver nos mauvaises habitudes et changer une nouvelle fois de régime politique alors que ce dernier n'est pas pour grand-chose dans les retards d'adaptation de la France à la mondialisation ?

Jean Picq est professeur associé à l'Institut d'études politiques de Paris.

## Université-CNRS : un débat mythifié

par Guy Burgel

**J**'AI été durant neuf ans chercheur au CNRS. Je suis depuis près de vingt-cinq ans professeur des Universités. Je dirige un de ces gros laboratoires associés à l'Université - une cinquantaine de chercheurs et d'enseignants-chercheurs regroupés dans une Unité mixte de recherche (UMR) - que le ministre de l'éducation nationale veut promouvoir en priorité. Enfin, ma formation de recherche, qui avait été récemment dotée d'un des cent postes de professeur réservés à des chercheurs, doit être complotée, si j'ai bien compris Claude Allègre, parmi les soixante ou soixante-dix qui n'ont pas trouvé l'heureux élu. Toutes ces expériences ne m'autorisent pas à énoncer le dogme, mais m'incitent à quelques réflexions.

Le débat actuel entre Université et CNRS est largement mythifié, car il repose sur une conception abstraite de structures, dont l'une viserait à la formation des hommes et à la transmission des savoirs, et l'autre à l'élaboration, à l'évaluation des connaissances et à l'éclosion de l'innovation. Posée en ces termes, la distinction n'est ni univoque ni illégitime. Tout dépend du moment de l'histoire, de la volonté politique, et surtout de l'appréciation réelle de la vie des institutions. Le CNRS n'est pas seulement - principale-

ment ? - ce cocon démocratique, où proliférerait l'éclosion des talents et de la créativité, à l'abri des tumultes de la quotidienneté universitaire. C'est aussi une rente de situation pour certains chercheurs tranquilles, que l'on a écartés de l'Université, quelques ingénieurs sans vocation, que l'on a parfois dévoyés, un corps d'administratifs indispensables, mais que l'on craint souvent, faute d'avoir su convaincre.

**Nulle communauté ne peut vivre sous la menace, ou l'incitation constante de la nouveauté, si bonne soit-elle**

Ajoutons rapidement l'alourdissement bureaucratique d'une gestion qui finit par dévorer l'essentiel de la tâche des cadres de la maison - le plus beau fleuron étant l'informatisation de toute la vie des laboratoires, par le programme Labintel -, l'éloignement de directions scientifiques - cela

ne tient ni aux hommes ni aux femmes -, qui pensent toujours, parce que leur équipe s'est étoffée, commander les destinées des disciplines, quand elles se font désormais en majorité en dehors du CNRS, voire du service public, le parlementarisme, enfin, du Comité national, qui peut apparaître quelquefois comme une caricature de démocratie, avec ses clans, ses règlements de comptes, d'autant plus inévitables que la communauté des chercheurs s'est fermée.

L'Université n'est pas mieux lotie. Le rajeunissement du corps enseignant a heureusement accompagné la déferlante des effectifs étudiants. Mais ces forces neuves ont été immédiatement étouffées par deux maux qui rongent l'enseignement supérieur français : le changement erratique incessant, l'accumulation improdutive des tâches.

Nulle communauté ne peut vivre sous la menace, ou l'incitation constante de la nouveauté, si bonne soit-elle. Ce n'est pas la conservatismisme, mais conviction que le fruit de l'investissement demande du temps et de la continuité. Par ailleurs, exiger de ses enseignants-chercheurs, et des meilleurs, qu'ils enseignent, cherchent, trouvent et gèrent, avec la même fougue et une efficacité égale, relève de la gageure

ou de l'imposture. Il faudrait alléger, alterner, diversifier les carrières, intéresser - et pas seulement inciter - à la mobilité, quand on a alourdi, unifié, rigidifié.

Enfin, la pratique de l'autonomie des établissements n'a pas conduit à corriger les effets dévastateurs des politiques nationales : trois conseils pour une même université, un président, impuissant ou soumis aux conjonctures de majorités de circonstance et à la pression d'une administration débordée, peuvent difficilement être le garant d'une institution novatrice et salvatrice.

Bref, le ministre n'aurait pas forcément tort et les défenseurs du CNRS actuel pas nécessairement raison, si les réalités n'étaient pas présentées de façon parfois un peu trop complaisante. Dans l'état actuel, il est à craindre que l'intégration plus étroite entre le CNRS et l'Université soit à l'égal de l'association de l'aveugle et du paralytique : elle ne rendra ni la vue à l'un ni l'agilité à l'autre.

Guy Burgel est professeur de géographie à l'université Paris-X-Nanterre et directeur du Laboratoire des organisations urbaines : espaces, sociétés, temporalités (Loust)-CNRS.

Puisque les livres vous parlent, écoutez donc ceux qui les écrivent.

FRANCE CULTURE

La culture est vivante, elle se porte bien.

France Culture



## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 17 DÉCEMBRE 1998

**DÉRÈGLEMENTATION** Le marché du téléphone européen est ouvert à la concurrence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998. En France, cette déréglementation a déjà eu des effets

concrets. ● UNE CINQUANTAINE de nouveaux acteurs, y compris des groupes d'hypermarchés, ont obtenu des licences d'exploitation dans le domaine du téléphone fixe, où

s'exerçait jusque-là le monopole de France Télécom. ● LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES reste modeste car le déploiement des nouveaux venus a pris du temps. Pour eux, c'est l'année

1999 qui risque d'être décisive. ● LES TARIFS des communications ont d'ores et déjà baissé, tant pour les particuliers que pour les entreprises. Seule exception : la téléphonie lo-

cale, où aucun concurrent n'est venu défier France Télécom. ● BOUYGUES, qui voulait entrer dans la téléphonie fixe face à l'opérateur public et à Cegetel, a fini par renoncer.

## La concurrence dans le téléphone a entraîné une baisse des factures

Un an après l'ouverture complète du marché français, cinquante opérateurs de téléphone fixe proposent leurs services. Même si leur chiffre d'affaires reste modeste, leur présence a réduit les prix de 5,5 % à 10,8 %

L'ANNÉE 1998 s'achève, et avec elle l'an 1 de la dérégulation du téléphone. C'est-à-dire la fin du monopole, plus que centenaire, de France Télécom sur les communications passées depuis les postes fixes. L'heure est aux premiers constats.

● La concurrence est tangible. Cinquante licences d'opérateurs ont été délivrées par l'Autorité de régulation des télécommunications (ART). Et les nouveaux acteurs font du chiffre d'affaires : près de 450 millions de francs attendus par Siris ; 223 millions chez Omnicom ; autour de 200 millions chez Colt et RSL Com ; « quelques centaines de millions » pour le service grand public, le 7, et « 700 millions » pour les services aux entreprises chez Cegetel.

● Ses effets encore limités. Les nouveaux entrants représenteront « au moins 3 % du marché », selon Jean-Michel Hubert, président de l'ART. Sans doute moins selon François Maire, PDG de Siris : « Les ventes des nouveaux venus se situent à 3 milliards de francs (moitié pour Cegetel et nous) sur un marché du téléphone fixe de 155 milliards. En Allemagne, les nouveaux entrants auraient gagné de 15 % à 30 % du marché. « Les effets de la concurrence restent faibles », admet M. Hubert.

● Les prévisions ne sont pas toujours tenues. Quelques sociétés seront « en retrait par rapport à leurs prévisions », constate Didier Pouillot, de l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (Idate). Omnicom, par exemple, ou Cegetel, dont l'activité entreprises « tablit sur 1 milliard », reconnaît Philippe Germond, le directeur général. Les ventes ont malgré tout triplé et les prises de commandes dépassent « 3 milliards ». Le 7 aura vendu 600 000 lignes (plus de 1,1 ligne par abonné) pour un objectif de 600 000 clients.

● La mise en place est lente. Les nouveaux acteurs « viennent à peine, pour les premiers, de terminer leur déploiement », fait valoir M. Hubert. « Au premier semestre, nous avons été seuls face au grand public », rappelle M. Germond. « La plupart des acteurs n'étaient pas prêts », juge Claude Olier, directeur général de Colt, qui, comme Cegetel, Siris, WorldCom-MCI, était déjà présent sur les services d'entreprises, partiellement libéralisés avant 1998. L'investissement était lourd, et il faudrait beaucoup de temps, et tout le monde ne l'est pas », relève M. Maire. C'est ainsi que Bouygues a renoncé.

● La concurrence progressive. « On a privilégié une concurrence progressive », rappelle M. Olier. Pour Edmond Cohen, PDG de

Western Telecom, « si l'on avait voulu favoriser la concurrence, on aurait, entre autres, opté pour une déclaration de changement d'opérateur par le consommateur ». « Il ne s'agit pas de casser un système qui marche bien », avait prévenu, fin 1997, Christian Pietret, le secrétaire d'État à l'Industrie.

● Les cibles sont limitées. Les offres se focalisent sur le téléphone interurbain et international, « soit un tiers du marché », note Bernard Dupré, de l'Association des utilisateurs du téléphone (Afut). Le téléphone local reste l'apanage de France Télécom. Déployer des réseaux jusqu'aux abonnés coûte cher. Quelques-uns l'ont fait. Ils visent majoritairement les entreprises, cible première de la concurrence. « Le grand public n'a pas vraiment vu la

concurrence », avance M. Dupré. Or « c'est un marché de 90 milliards de francs, contre 65 milliards pour les entreprises », note M. Maire.

● La clientèle change difficilement ses habitudes. Les entreprises se montrent « conservatrices », note M. Dupré. « Elles vont par étapes, testent sur une offre réduite avant de faire plus. Cela ne se fait pas en un an », analyse Dominique Lancrenon, directeur général de WorldCom-MCI. « Le niveau de qualité de France Télécom a créé une attente », ajoute M. Olier. Sans compter que « la seule raison de changer c'est une bonne économie », relève M. Cohen.

● France Télécom se montre réactif sur les tarifs. France Télécom a baissé ses tarifs dès 1997. C'est là l'effet principal de la concurrence : en 1998, les factures

moyennes des ménages et des entreprises auront baissé de 5,5 % et 10,8 % selon l'ART. « Mais là où il n'y pas eu baisse », insiste M. Germond. « Abonnement et appels locaux, qui pèsent lourd dans la facture d'une bonne part de la population, risquent d'augmenter en 1999 », déplore l'Afut.

● L'accusation d'abus de position dominante persiste. « France Télécom s'est battu sur le marché des grandes entreprises, a eu une force de réaction mal anticipée », juge M. Pouillot. Aux yeux de ses rivaux, cette réactivité devient parfois « abus de position dominante ». M. Cohen cite « les retournements abusifs » auprès des entreprises et les « retards sur l'interconnexion ». Les premières sont en cours d'examen par le Conseil de la concurrence.

● Les conditions d'utilisation des réseaux sont mal définies. L'interconnexion pose un problème plus lourd. La redevance pour l'utilisation des réseaux de France Télécom détermine les marges possibles des nouveaux concurrents. Son niveau pour 1999 n'est toujours pas connu. L'ART a demandé à France Télécom, qui voulait modifier les règles et accroître les tarifs, de revoir sa copie. « L'État, son actionnaire majoritaire, a fait le choix de la concurrence. France Télécom, opérateur dominant, ne devrait donc pas mener des actions déloyales pouvant mettre hors de combat la concurrence avant même que celle-ci n'existe », dénonce René Russo, vice-président de Bouygues Télécom.

● L'État apparaît comme « juge et arbitre ». « C'est à l'ART et au ministère de l'Industrie de faire en sorte que la concurrence prenne position », considère M. Germond, qui dénonce, comme M. Russo, un « dysfonctionnement » concernant les tarifs de France Télécom : plusieurs avis négatifs de l'ART n'ont pas été suivis par le ministère, responsable de l'homologation. M. Germond prône une « délégation totale » à l'ART. « Sans privatisation de l'État », assure M. Maire, pour qui, sinon, le gouvernement restera « juge et arbitre ». « Il ne peut pas vendre des actions France Télécom et en même temps prendre des décisions qui pourraient peser sur la valeur de l'entreprise ».

Nombre de nouveaux acteurs veulent désormais croire que la concurrence prendra sa véritable consistance en 1999. « Surtout pour les particuliers », note Jean-Pierre Le Rudulier, directeur de la communication d'Omnicom.

Ph. L. C.

Ph. L. C.

## Un engouement pour les portables qui ne se dément pas

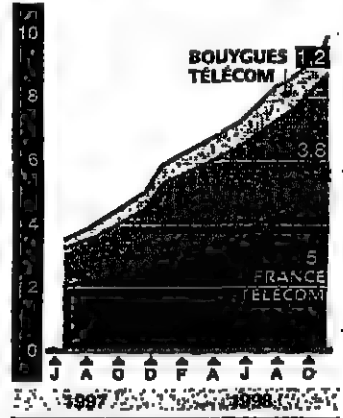
LES PREMIÈRES sollicitations de la concurrence dans le téléphone fixe n'ont pas, tant s'en faut, détourné les Français du téléphone mobile. En 1998, comme en 1997, le nombre de détenteurs de portables aura encore doublé : il avoisinait 11 millions à la fin de l'année. Longtemps moqués pour leur retard, les Français ont « plongé » avec l'arrivée, mi-1996, de Bouygues Télécom. Ce dernier – qui a renoncé à s'engager dans le téléphone fixe notamment en raison de cet essor des mobiles – a bousculé les habitudes d'itinéraires (France Télécom) et de SFR (groupe Cegetel). Forfaits, « packs » comprenant un terminal et un forfait... les offres se sont multipliées, et les prix ont été tirés vers le bas.

France Télécom a maintenu sa position de numéro un (51 % du parc, 48 % des ventes). Mais la bataille est rude. Tous les arguments

semblent bons pour marquer des points. Ainsi en va-t-il de la question du prix d'un appel établi depuis un poste fixe vers un mobile. France Télécom a répété ces derniers mois qu'il convient – pour le bien du consommateur – d'abaisser ce prix, qui est supérieur à celui d'un appel sortant d'un mobile. « Est-ce nous qui fixons les tarifs d'itinéraires ? A-t-on les moyens de les empêcher de pratiquer des tarifs plus bas ? Non », répond René Russo, vice-président de Bouygues Télécom, qui rappelle que, « durant quatre mois l'an passé, nous avons baissé ces tarifs et personne ne nous a suivis ». Pour Philippe Germond, directeur général de Cegetel, « il n'y a pas urgence ».

Fort de sa position dans le téléphone fixe, France Télécom est soupçonné de chercher à handicaper ses concurrents. Car ce tarif dit entrant pèse lourd dans l'économie

Plus de 10 millions d'abonnés hors Radiocom 2000 : « Réseau d'entreprise » en millions.



Le marché français du radiotéléphone au 30 novembre 1998.

des opérateurs mobiles, qui en fixent le niveau et s'en servent pour financer leur développement. Sur 3 francs perçus par France Télécom pour l'utilisation du réseau fixe lors de la première minute de communication, « environ 2 francs » sont versés à l'opérateur mobile, selon l'Autorité de régulation des télécommunications (ART). Jean-Michel Hubert, le président de l'ART, a annoncé, fin novembre, vouloir réunir France Télécom, Cegetel et Bouygues sur ce sujet. Notant que la France « ne figure pas » parmi les pays où le prix de l'appel entrant « est le plus élevé », mais que l'on « peut penser qu'il a vocation à baisser », M. Hubert veut être « attentif à ce que ces évolutions ne faussent ni la dynamique du marché, favorable au consommateur, ni l'équité de la concurrence ».

Ph. L. C.

Ph. L. C.

## Climat social dégradé à France Télécom

accéléra les départs à travers des préretraites.

Pour les syndicats, cette baisse des effectifs, avec ses risques de pertes de compétences, a aussi pesé sur les conditions de travail. Ce qui se traduit par « une multiplication des conflits depuis septembre », indique M. Khalifa. « Ce ne sont pas des mouvements nationaux, mais sporadiques, concentrés sur un lieu, un métier », souligne M. Raskopf. Mais il prévient : « On aurait tort de les négliger. Ils révèlent un climat social qui n'est pas bon. » Les autres syndicats ne disent pas autre chose.

Ph. L. C.

## La grande distribution a fait une entrée en scène remarquée

LA PERSPECTIVE de l'ouverture à la concurrence du téléphone ne les avait pas rendus démonstratifs. Pourtant, en entrant en 1998 sur ce marché, les géants de la grande distribution que sont Auchan, Carrefour et Pinnault-Printemps-Redoute (PPR) ont créé « la surprise », comme le relève Dominique Lancrenon, directeur général de WorldCom-MCI. Auchan s'est associé au belge Belgacom pour proposer des services aux porteurs de sa carte Accord. Carrefour vend, depuis fin novembre, des cartes téléphoniques prépayées, Omnicom lui apportant les capacités de communication. PPR est allé plus loin : sa filiale Kertel a reçu une licence d'opérateur. Elle offre des cartes prépayées (200 000 vendues à fin novembre). Acheter du trafic téléphonique à différents opérateurs, elle entend aussi proposer des services sans abonnement, utilisables sur poste fixe.

Cette irruption de la grande distribution n'est pas neutre. Pour les consommateurs, elle peut « banaliser » la concurrence, relève Bernard Dupré, de

l'Association française des utilisateurs du téléphone (Afut). Aux opérateurs, outre la possibilité de « remplir et rentabiliser nos tuyaux », comme le note M. Lancrenon, elle offre surtout « un effet de levier, avec sa connaissance des clients », selon Jean-Pierre Le Rudulier, directeur de la communication d'Omnicom. « Ce qui importe, c'est comment atteindre le client », confirme Xavier Brugère, direc-

teur du marketing de RSL Com, qui travaille avec Metro. La grande distribution pourrait faire de l'ombre à certains opérateurs. Plutôt aux nouveaux « aux prétentions généralistes », comme Cegetel (et son 7) par exemple », en croit Didier Pouillot, responsable des analyses industrielles à l'Institut européen de l'audiovisuel et des télécommunications (Idate). « France Télécom dispose d'une marge de manœuvre. Les

offres de la grande distribution, centrées sur les communications longue distance, particulièrement internationales, n'intéressent encore qu'une clientèle ciblée », analyse M. Pouillot. Mais cela pourrait changer « au fur et à mesure que les services offerts seront plus larges ».

Du côté des consommateurs, on « se demande si le téléphone a vocation à être vendu comme un produit comme un autre, car il y a des exigences de qualité », souligne M. Dupré. La politique de « coups », dont est coutumière la grande distribution, fait planer une incertitude sur la pérennité de ses engagements. C'est pour cela, mais aussi parce que France Télécom a envisagé de s'associer avec la grande distribution, que Jean-Michel Hubert, le président de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), a promis de recadrer les relations opérateurs-distributeurs. Afin d'éviter « quelques glissements dans le rôle de chacun, en particulier dans la responsabilité de l'opérateur vis-à-vis des clients ».

Ph. L. C.

### TROIS QUESTIONS À... RENÉ RUSSO

1 René Russo, vous êtes vice-président de Bouygues Télécom. Est-ce par manque de moyens que votre groupe a renoncé à s'attaquer au téléphone fixe ? Ou en raison des pressions de Vincent Bolloré, qui était votre actionnaire ?

Ce ne sont pas uniquement des considérations financières qui nous ont conduits à réviser notre stratégie. Martin Bouygues a toujours dit qu'il trouverait l'argent pour un projet rentable. M. Bolloré nous a peut-être conduits à nous poser plus vite certaines questions. Mais, avec ou sans lui, le cours des choses n'aurait pas varié. Nous avons pris date sur le téléphone fixe en 1996. Nous voulions ne pas passer à côté

d'une opportunité éventuelle, et étudier en détail si cela pouvait être rentable. Nous nous sommes alliés à Telecom Italia fin 1996.

2 Que s'est-il passé en 1998 pour que vous renonciez ?

Fin 1997, nous avons constaté le décollage du mobile en France, ainsi qu'une révision des prévisions partout dans le monde sur les taux d'équipement : on ne parlait plus de plafonds à 33 %, mais à 60-65 %, et donc d'une perspective de substitution du fixe par le mobile. Il est aussi apparu que les mobiles allaient pouvoir véhiculer des données, du multimédia. Côté réseaux fixes, on évoquait le remplacement des architectures classiques de transport de la voix par des infrastructures de transport de données utilisant le protocole Internet. Dans ces conditions, un investissement dans les réseaux fixes pouvait-il être rentable ? D'autant que France Télécom a baissé ses tarifs publics longue distance, mais maintenu élevé le prix de l'interconnexion à ses réseaux. Ce qui a beaucoup réduit la possibilité de pratiquer des tarifs publics inférieurs aux siens. Au mieux, nous aurions atteint l'équilibre dans l'activité longue distance. Nous avons estimé ne pas devoir investir sur deux fronts. Surtout qu'il nous fallait accélérer le développement du mobile (couverture de 90 % de la population avec sept ans d'avance sur le cahier des charges). De plus, nous risquions de nous concurrencer nous-mêmes.

3 Comment, avec une licence pour le mobile, pourriez-vous offrir un service assimilable à du fixe à domicile ?

Il y a des barrières réglementaires à lever. Nous avons commencé à discuter avec l'Autorité de régulation. Nous avons aussi débuté des tests.

Propos recueillis par Philippe Le Cœur

les plus belles perles du monde

MIKIMOTO

8, place Vendôme, Paris 1<sup>er</sup>

Tel. 01 42 60 33 55



هكذا من الأصل

## Après son échec dans Bouygues, Vincent Bolloré repart à l'assaut d'une nouvelle proie

Le patron breton veut conquérir 20 % du groupe de cinéma Pathé

Dès le lendemain de sa sortie du capital de Bouygues, Vincent Bolloré a acheté des actions Pathé. Il détient 15 % du groupe de cinéma et ambi-

tionne de parvenir au seuil de 20 %. Son placement est présenté comme un investissement financier. Mais il ne cache pas son intérêt pour la communica-

tion. Jérôme Seydoux, qui contrôle 44,5 % des droits de vote chez Pathé, attend de connaître les intentions du patron breton.

L'ÉCLIPSE n'aura duré que quelques jours. A peine sorti du groupe Bouygues, Vincent Bolloré repart à l'assaut, en entrant par surprise dans le capital de Pathé. L'homme d'affaires breton a annoncé, lundi 14 décembre au soir, avoir acquis 10,5 % du capital (et 8,66 % des droits de vote) du groupe de cinéma, détenu par Jérôme Seydoux, dans « le cadre du rachat d'une partie de ses liquidités ». Mardi, il s'est encore renforcé, faisant flamber le titre de 9,9 %, à 1 516 francs. Sa participation dans le groupe atteint 15 %, et il a l'intention de monter jusqu'à 20 %.

« Ce qui lui permettrait de consolider les résultats de son groupe », explique le porte-parole de son groupe. M. Bolloré n'a pas jugé nécessaire d'avertir Jérôme Seydoux de son arrivée dans Pathé. La situation du propriétaire du groupe cinématographique est, toutefois, bien moins fragile que celle de Bouygues : le capital de Pathé est verrouillé. M. Seydoux détient, avec sa famille 28,9 %, du capital et 44,5 % des droits de vote. Le seul autre actionnaire connu est le groupe bancaire suisse UBS. Fort de cette position, le groupe Pathé a déclaré, mardi, qu'il ne ferait aucun commentaire avant de connaître les intentions de Vincent Bolloré. Celui-ci dispose de deux semaines pour faire savoir s'il veut lancer une OPA, augmenter sa participation ou en rester là.

Que veut faire M. Bolloré ? Effacer l'échec de Bouygues, comme le

suggèrent certains observateurs ? Sans doute. Il a commencé à acheter des actions Pathé dès le 1<sup>er</sup> décembre, deux jours après avoir vendu sa participation dans le groupe de BTP à François Pinault. Dans le groupe Bolloré, l'explication, reprenant les arguments déjà présentés lors de l'entrée dans Bouygues, se veut plus simple : « Avec la vente des titres Bouygues, Vincent Bolloré a plus de 4 milliards de francs disponibles. Plutôt que de placer sur le marché monétaire, où les taux sont très bas, mieux vaut investir dans un placement rentable dans une société mal valorisée comme Pathé. »

**Le capital de Pathé est verrouillé. M. Seydoux détient, avec sa famille 28,9 %, du capital et 44,5 % des droits de vote**

Depuis la prise de contrôle de Rivaud, M. Bolloré a régulièrement ces « problèmes » de placements de trésorerie. Bien que le groupe fût supposé mal à point lors de son arrivée, le patron breton a réussi à déboursier 1,5 milliard de francs pour combler les pertes de la

banque Rivaud et payer sa quote-part dans la compagnie aérienne Air Liberté, sans vendre un actif. Par la suite, il s'est efforcé de céder diverses participations du groupe (Simmonds, Bertin, Générale des eaux), des biens immobiliers, une partie des plantations en Malaisie. Les actionnaires minoritaires ont été désintéressés en touchant 2,5 milliards de francs. M. Bolloré, lui, a « hérité » de près de 6 milliards de francs d'actifs et près de 2 milliards de francs de trésorerie. Diverses cessions en cours ou programmées devraient lui permettre de toucher 2 milliards supplémentaires dans les mois à venir.

M. Bolloré dit ne pas avoir besoin de cet argent pour investir et développer ses activités industrielles. Bâti à coups d'OPA et de rachats audacieux au cours des années 80, son groupe est présent dans de nombreux métiers (papiers fins et spéciaux, transports maritimes et manutention portuaire, tabac, énergie). Mais M. Bolloré n'a qu'une stratégie de niches. S'il investit dans le papier, activité historique de la famille, il se montre plus prudent dans le transport maritime. Depuis le rachat de Delmas-Vieljeux en 1992, il n'a acheté aucun bateau. Il vient, en revanche, de céder une nouvelle desserte - Australie, Nouvelle-Zélande - côte ouest des États-Unis. Bien que très rentable, celle-ci ne correspondait pas aux orientations du groupe, qui mise tout sur l'Afrique. Quant aux plantations d'hévéas ou de palmiers à huile, la

gestion en est confiée à Hubert Fabry, qui détient la partie belge de Rivaud : M. Bolloré se contente d'en être actionnaire.

L'entrée du patron breton dans Pathé est-elle un de ses nouveaux coups financiers ou un investissement à terme dans la communication, secteur plus « glamour » que le transport ? Tout en démentant avoir eu un intérêt particulier pour TF1 lorsqu'il était actionnaire de Bouygues, un de ses proches reconnaît que M. Bolloré a un certain attrait pour cette activité. « C'est un métier d'avenir, où des reconfigurations majeures devraient intervenir dans les prochaines années. Pathé, avec ses salles de cinéma, son catalogue de films, ses participations dans BSKYB et CanalSatellite se trouve en position d'être un partenaire important dans cette redistribution ». Fort de l'expérience Bouygues, M. Bolloré semble, toutefois, décidé à adopter une approche moins agressive. S'il reste deux ans, il bénéficiera des droits de vote double, ce qui lui donnerait plus de poids pour peser sur la direction du groupe.

Mais Jérôme Seydoux, introduit de longue date dans ce métier et bénéficiant de fortes alliances, n'a sans doute aucune envie d'avoir un partenaire pour discuter sa stratégie. En position de force, il a les moyens de réagir. Pour l'instant, il observe, en essayant de déceler les intentions de son actionnaire non voulu.

Martine Orange

## La Deutsche Bank filialise 134 milliards de francs de participations industrielles

Le règne de la banque-industrie prend fin

LA FINANCE allemande prend un très net virage anglo-saxon. En passe de devenir le premier groupe bancaire mondial, grâce à l'acquisition de la banque américaine Bankers Trust (BT), la Deutsche Bank a annoncé, mardi 15 décembre, qu'elle allait réorganiser son portefeuille d'actifs industriels, en joignant ses participations dans des filiales autonomes, sociétés en commandite. L'objectif du président du directoire de la première banque allemande, Rolf-Ernst Breuer, est de « gérer activement le portefeuille de participations industrielles » de son établissement. L'opération de transfert sera fiscalement neutre pour la banque.

La Deutsche Bank met ainsi fin à une longue tradition de banque-industrie, donnant priorité aux intérêts de ses actionnaires sur ceux de l'économie ou de l'industrie allemandes. Elle tente de répondre aux attentes des marchés. Outre-Rhin, les grandes banques commerciales et les assureurs détiennent toutes des participations historiques dans les groupes industriels et financiers dont elles étaient proches. Ces participations recèlent d'énormes plus-values, qualifiées de « réserves cachées » des établissements financiers allemands.

La plupart souhaitent aujourd'hui alléger ces portefeuilles et utiliser le produit de la cession de ces titres pour se renforcer dans leurs métiers de base - la Deutsche Bank espère ainsi financer une partie de l'acquisition de BT -, mais se heurtent à une très lourde fiscalité. Elles doivent donc recourir à des montages complexes.

Au total, selon un porte-parole

de la Deutsche Bank, ses participations ont une valeur sur le marché de 40 milliards de deutschmarks (134 milliards de francs), dont le groupe automobile DaimlerChrysler (12 %, soit 18 milliards de deutschmarks au cours actuel), le numéro un européen de l'assurance Allianz (9,4 %), le réassureur Munich Ré (10 %), le motoriste Deutz AG (49 %), le fabricant de pneus Continental AG (9 %), le groupe de BTP Philipp Holzmann (25 %).

### CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER

Cette réorganisation n'émeuse pas l'appétit de conquête en Europe. Après avoir décidé d'acheter le Crédit Lyonnais Belgique, la banque vient d'annoncer la création d'une nouvelle entité à Paris, DIL France, spécialisée dans le crédit-bail immobilier. « Le marché français du crédit-bail immobilier, le deuxième en Europe, s'est fortement concentré : aujourd'hui les filiales des quatre grandes banques de dépôt se partagent ce marché », dont la Deutsche Bank alimentera sa part. Il représentait 17 milliards de francs fin 1997 et la banque allemande « a pour ambition de constituer un encours de plusieurs milliards ». Elle a nommé Alain Juliard, président du directoire de DIL France, qui comptera dans son conseil de surveillance Claude Heurteux, président du conseil en immobilier Auguste Thourard, Marc-Olivier Laurent, associé-gérant de la Banque Rothschild et Olivier Poupard-Lafarge, directeur général de Bouygues.

Sophie Fay

## Les 35 heures pourraient créer 4 000 emplois à Air France

DÉMISSION bruyante de Christian Blanc, gendre des pilotes au moment du Mondial : Air France n'a pas été, jusqu'ici, le bon élève dont pouvait rêver le gouvernement Jospin.

Mais les choses pourraient changer et Martine Aubry ne plus jurer que par les ailes tricolores. La compagnie nationale négocie actuellement un accord sur les 35 heures qui pourrait bien faire figure d'exemple pour le ministre de l'emploi et de la solidarité.

Mardi 15 décembre, lors d'une séance de négociations, la direction a proposé aux syndicats des 35 000 personnels au sol que la réduction du temps de travail se traduise par la création de « plus de 4 000 » emplois en trois ans. Un record : au 18 novembre, la loi Aubry avait permis de créer ou de préserver 7 985 emplois dans 701 entreprises, essentiellement des PME. Compte tenu des temps partiels, le projet d'Air France pourrait même se traduire par 5 000 embauches. Des propositions plus que généreuses : « La durée hebdomadaire de travail effectif est actuellement de 37 heures en moyenne », précise la direction, qui relève cependant la grande diversité des situations en fonction des catégories de salariés. Réduction des temps partiels non volontaires et des contrats à durée déterminée sont également à l'ordre du jour.

En contrepartie, Jean-Cyril Spinnetta, PDG d'Air France, souhaite obtenir de ses personnels au sol une certaine modération salariale. Après trois années de gel, les ré-

munérations ont augmenté de 10,4 % en 1997 et 1998 si l'on tient compte des avancements et de l'ancienneté. Il est aujourd'hui hors de question de continuer au

sivement - dans les secteurs et les fonctions en contact direct avec le client -, selon le projet de la direction, qui étudiera la possibilité d'obtenir les aides publiques pré-

### Tensions dans les négociations par branches

Plusieurs branches éprouvent des difficultés à boucler leurs négociations sur les 35 heures. Dans la grande distribution, la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD, patronat) a annoncé, mardi 15 décembre, le report de la séance de signature de son projet d'accord sur les 35 heures, prévue mercredi, sans donner davantage de précisions. En fait, seule FO semblait favorable à ce texte. La CFTC y est opposée en raison de l'ouverture dominicale des commerces. Dans l'habillement, le patronat a dû annuler la séance de signature prévue lundi 14 décembre de son texte sur les 35 heures, aucun syndicat ne semblant prêt pour l'instant à le parapher. Enfin, dans les banques AFB, les fédérations CFDT, CGT et FO ont demandé, mardi, « le retrait définitif » du texte sur les 35 heures proposé par le patronat. La dernière séance de négociations s'était terminée vendredi soir sur un texte suscitant l'insatisfaction de l'ensemble des syndicats.

même rythme, alors que l'entreprise vient de s'engager à réaliser 3 milliards de francs d'économies sur trois ans.

Dans ce contexte, la direction souhaite réaliser un accord cadre global, qui traite des 35 heures, mais aussi des rémunérations et de l'emploi, et qui serait valable sur trois ans, comme l'accord qui vient d'être conclu avec les pilotes. Objectif : que celui-ci soit bouclé mi-janvier, afin qu'interviennent ensuite des accords par secteur d'activité et que le dispositif intégral puisse être mis en œuvre à la mi-1999. Les élections professionnelles de mars rendront le climat social peu propice à des compromis sociaux à partir de janvier.

« La croissance des effectifs se fera prioritairement - mais non exclu-

vues selon certaines conditions en cas d'embauches en contrepartie de la réduction du temps de travail. La loi prévoit que le passage aux 35 heures donnera lieu à des aides publiques s'il génère des emplois, à condition que la hausse des effectifs dépasse les 6 %.

La réduction du temps de travail se fera selon plusieurs modalités : « 35 heures de travail effectif, réparties sur quatre, cinq ou six jours ouvrables », « une amplitude variable des jours de travail », « une modulation organisée sur tout ou partie de l'année ». Ces jours de repos pourront aussi être intégrés dans un compte-épargne temps ou en partie consacrés à la formation professionnelle. Le personnel d'encadrement se verra attribuer des « jours de repos acquis sur la base de 0,5 jour par semaine travaillée et qui pourront être pris par journée entière et cumulés jusqu'à trois maximum ».

La direction n'a pas abordé, mardi, le problème des salaires et fera de nouvelles propositions à ce sujet lors de la prochaine réunion, prévue mardi 22 décembre. Deux autres rendez-vous ont été pris entre direction et syndicats les 6 et 7 janvier. A l'heure où les banques travaillent sur la valorisation de la compagnie en vue de la prochaine ouverture de son capital, les dirigeants espèrent que le coût de cet accord pourrait être compensé par la paix sociale qu'il devrait favoriser.

Virginie Malingre

## La communication financière des assureurs s'améliore

MÊME SI leurs comptes demeurent complexes, les assureurs n'en améliorent pas moins leur communication financière. C'est l'un des enseignements de la onzième édition de l'étude sur « les sociétés d'assurances et la communication financière », réalisée par le cabinet CCAS (Cauvin Angley Saint-Pierre), désormais intégré dans KPMG et rebaptisé KPMG audit. Les assureurs voient également leur rentabilité s'améliorer, dans un contexte de concentration accélérée du paysage, qui a vu le rachat des AGF par Allianz, la fusion des britanniques Commercial Union et General Accident, de Zurich et des activités financières de BAT, le rachat du GAN par Groupama.

Alors que les profits des assureurs du Vieux Continent progressent, les compagnies françaises se tiennent en retrait. Sur l'échantillon des dix groupes retenus pour leur comparaison à l'échelon européen, deux des trois premiers groupes mixtes français réalisent des ratios de résultat sur capitaux propres inférieurs à 10 % (respectivement 6 % et 1,4 % pour les AGF et le GAN). Seul AXA affiche un rendement de 10,1 %, à comparer à Allianz (11,5 %), Generali (9,2 %), Zurich (14,3 %), Fortis (13 %), etc.

Dans l'Hexagone, KPMG-CCAS, qui a passé au crible les trente premiers groupes français (représentant 90 % du marché), souligne que les résultats nets se sont améliorés en 1997, notamment en assurance-vie. A l'inverse, les comptes techniques non vie sont en baisse pour presque tous les assureurs français. Certains ont plongé dans le rouge. Les différences sont notables d'une société à l'autre. Par exemple, les frais d'acquisition et d'administration s'échelonnent de 7,17 % pour la MAIF, 8,8 % pour la Matmut, à 32 % pour Commercial Union France, 30 % pour la Scor (qui figure pour la première fois dans cette étude), 26 % pour Le Continent.

Autre différence de poids, la part des éléments exceptionnels, qui se chiffrent parfois en centaines de millions de francs, voire

plus, et ont donc un impact important sur le résultat, varie largement d'un groupe à l'autre, ce qui rend difficiles les comparaisons. Enfin, « les principaux groupes semblent avoir pris la mesure des risques liés au passage à l'euro et ont constitué des provisions », explique Mireille Dardhalon, coauteure de l'étude, mais des informations plus précises seront données en 1999.

### BONS ÉLÈVES

Sous l'effet conjugué de la pression des marchés, des autorités de contrôle, des commissaires aux comptes... l'information financière est meilleure, les groupes français étant meilleurs élèves que leurs homologues européens. « Ce constat s'inscrit dans un contexte d'évolution des référentiels comptables européens », explique Francine Morelli, directeur associé de KPMG. « Sous l'influence des places boursières américaines, les normes US Gaap (normes comptables américaines) tendent à devenir une référence », poursuit le rapport.

Enfin, KPMG note la constitution de groupes aux structures de plus en plus complexes. La notion de consolidation est en constante évolution chez les assureurs, en raison des liens étroits avec la banque d'une part, et de l'apparition d'autre part d'institutions de prévoyance et de mutuelles relevant du code de la mutualité dans les groupes. Afin de combiner les comptes d'entités de différents secteurs, l'étude préconise de remplir « simultanément » deux critères : des liens de réassurance importants et durables et une direction commune. Pour l'exercice 1997, la MAAF et la Macif ont innové en intégrant dans leurs comptes consolidés des mutuelles régies par le code de la mutualité. Ainsi MAAF Assurances intègre globalement MAAF Santé (complémentaire santé) et Force et Santé (épargne et prévoyance). Quant à la Macif, elle intègre pour la première fois la Smacif. La réglementation dans ce domaine est en pleine évolution, et ne manquera pas de faire grimper des dents.

Pascale Santi

### SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

L'Assemblée Générale de la Société de la Tour Eiffel s'est tenue le 9 décembre 1998 et a approuvé les comptes de l'exercice 1997, publiés au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 5 mai 1998 et certifiés par les Commissaires aux comptes, ainsi que les résolutions qui lui étaient soumises. Elle a décidé la distribution d'un dividende de F 6 par action, assorti d'un avoir fiscal de F 3, identique à celui distribué au titre de l'exercice précédent. Ce dividende a été mis en paiement le 15 décembre 1998.

L'Assemblée a également ratifié la cooptation de Monsieur Jean-Louis Bazy comme Administrateur au poste laissé vacant par la démission de Monsieur Daniel Deguen.

Enfin, l'Assemblée a ratifié le changement de siège social désormais au 112 avenue Kléber 75116 Paris.

**306 MUSIC LINE**

100 VOITURES A PRIX CADEAU !

**PEUGEOT NEUBAUER**

1,9L TD 5p	1,8L 5p	1,6L 5p
03 800 Frs	97 200 Frs	90 000 Frs

Alain DIAZ ou Jean GAZAVE

01 46 22 88 88



## Canal Plus s'impose en leader de la télévision à péage en Italie

Après la RAI, d'autres investisseurs italiens devraient entrer au capital de la chaîne payante Telepiù dont le groupe français restera à terme l'opérateur et l'actionnaire de référence avec 45 % du capital

ROME  
de notre envoyé spécial

Michel Thoulouze a rempli sa mission. Avec la signature, mardi 15 décembre à Rome, d'un protocole d'accord avec la RAI, le directeur général de Canal Plus chargé de l'international a levé nombre des incertitudes qui pesaient sur le développement de la chaîne cryptée à l'étranger. Depuis la fusion avec le groupe sud-africain NetHoll, les analystes financiers pointaient les risques de ce lourd investissement. Désormais la voie paraît plus dégagée.

Selon les termes de l'accord, la télévision publique italienne s'engage à prendre au moins 5 % du capital de Telepiù, aujourd'hui contrôlée à 90 % par Canal Plus et à 10 % par la Fininvest de Silvio Berlusconi. Faute de moyens financiers suffisants, la RAI s'acquittera de son droit d'entrée avec l'apport de six chaînes thématiques. Ces programmes seront repris sur le service de base de la plateforme numérique DiPiù. Les chaînes publiques détiennent aussi une option pour acquérir 5 % supplémentaires dans un délai de trois ans. « Cette part sera payée en cash », précise Marc-André Feffer, vice-président de Canal Plus.

Outre sa participation, la RAI a obtenu un mandat de trois mois pour proposer l'entrée d'investis-

seurs italiens dans le capital de Telepiù. Wind, opérateur de téléphone, détenu en commun par Deutsche Telekom et France Télécom, Enel, compagnie d'électricité, et l'IRI, la Caisse des dépôts italiennes, pourraient prendre place dans le tour de table. Leur participation, ajoutée à celle de la télévision publique, « sera limitée à 45 % du capital », précise M. Feffer. Les partenaires italiens de Canal Plus « auront la possibilité de nouer un pacte d'actionnaires », ajoute-t-il.

La chaîne cryptée devrait rester le premier actionnaire avec 45 % des parts et conserver le rôle d'opérateur. A terme, Telepiù devrait disposer, selon M. Thoulouze, de « deux groupes d'action-

naires équilibrés avec 45 % chacun, où personne n'aura la majorité ». Pour se préserver d'un renversement d'alliances, Canal Plus a obtenu que les décisions stratégiques soient prises à la « majorité qualifiée » d'au moins 65 % des parts.

### LÉGITIMITÉ ITALIENNE

Avec cet accord, Canal Plus réalise aussi une bonne opération financière. Selon M. Feffer, « le montant versé par les nouveaux entrants sera au moins égal au prix payé par Canal Plus à son entrée dans Telepiù auquel s'ajoutent les pertes ». Selon lui, cela valorise la chaîne cryptée italienne à plus de 10 milliards de francs. En clair, Canal Plus devrait percevoir près

de 4 milliards de francs. Mais une bonne part sera réinvestie dans le développement de Telepiù. Outre cet accord capitalistique, Canal Plus et la RAI sont convenus de distribuer ensemble hors d'Italie les droits du championnat italien de football et de coopérer sur le cinéma.

Vigoureusement relancée par Canal Plus, Telepiù rassemble plus d'un million de décodeurs installés (942 000 abonnés à Telepiù et 455 000 à DiPiù). A la fin de 1998, d'après les estimations de Michel Thoulouze, la plate-forme devrait rassembler 500 000 abonnés numériques. En plus de ce portefeuille rebondi, la venue de la RAI donne à Canal Plus « une légitimité italienne qu'elle n'avait pas jusque-là », reconnaît M. Feffer.

De fait, en accordant à la télévision publique la permission de s'aller avec une chaîne privée française, la classe politique italienne semble avoir fait le choix de Canal Plus contre Murdoch. Pour ne pas briser ce consensus, la chaîne cryptée ne veut pas paraître bloquer toute possibilité de concurrence. Déjà fort de ses contrats avec sept clubs de football italiens, M. Thoulouze a indiqué que Telepiù « ne voulait pas acquérir 100 % du marché du football en Italie ». Mais, a-t-il précisé, « seulement 50 % à 60 % ».

### Refroidissement entre Telecom Italia et Rupert Murdoch

Les quelque cent cinquante actionnaires de Telecom Italia ont participé à une assemblée générale de plus de huit heures, mardi 15 décembre à Turin, marquée selon certains d'entre eux par « une atmosphère surréelle », par la volonté de s'en tenir à l'ordre du jour et « d'éviter ainsi des choix dont on pourrait se repentir ensuite ».

C'est sans doute la raison pour laquelle l'administrateur délégué de Telecom Italia, Franco Bernabè, ne s'est pas exprimé sur un accord éventuel avec Rupert Murdoch. Toutefois, des administrateurs confient que le choix de cette « voie du silence » pouvait signifier « un refroidissement » de sa part vis-à-vis des propositions du magnat de la presse australo-américain d'entrer à 70 % dans Stream, la plate-forme numérique concurrente de celle de Telepiù, que détient le groupe de télécommunications, et qui ne compte que 50 000 abonnés.

### Le SJTI enquête sur la nomination d'Hervé Bourges à l'ESJ de Lille

LE SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE de l'information (SJTI) qui dépend du premier ministre, étudie la faisabilité juridique de la nomination d'Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à la présidence du conseil d'administration de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille (Le Monde du 8 décembre 1998). Les statuts de membre du CSA sont « incompatibles avec tout mandat électif, tout emploi public et toute autre activité professionnelle ». De plus, les sages ne peuvent « exercer des fonctions, recevoir d'honoraires ni détenir d'intérêts dans une entreprise de l'audiovisuel, du cinéma, de l'édition, de la presse, de la publicité ou des télécommunications ». Au CSA, on affirme que les fonctions d'Hervé Bourges au CSA et à l'ESJ de Lille sont compatibles puisqu'il s'agit de formation et d'activités bénévoles pour une association de loi de 1901. Pour le SJTI, président d'un organisme de formation n'est pas la même chose que produire une prestation de formation. Francis Brun-Buisson, chef du SJTI, a été l'un des candidats malheureux à la présidence de Radio-France.

### L'hebdomadaire « The European » cesse sa parution

L'HEBDOMADAIRE BRITANNIQUE « THE EUROPEAN » a dit adieu à ses lecteurs, cette semaine, au terme de huit années d'une existence difficile. Créé en mai 1990 par Robert Maxwell, ce journal avait subi plusieurs évolutions de sa ligne éditoriale, passant d'un playdoyer européen à une orientation eurosceptique. Il avait été racheté, en 1992, après la mort de Maxwell, par les frères David et Frederick Barclay. En six ans, ce journal a perdu près de 70 millions de livres (655 millions de francs), sans jamais parvenir à se redresser en dépit de changements successifs de formule, de format et d'une valse des rédacteurs en chef. Depuis le passage à un format tabloïd en mai 1997, l'accent avait été mis sur l'économie avec pour cible prioritaire les « décideurs ». Mais cette évolution n'avait pas permis d'enrayer la chute du tirage tombé à 30 000 exemplaires. (AFP)

### Le PDG de l'AFP est de plus en plus critiqué

À DEUX MOIS de l'expiration de son mandat, le président de l'Agence France Presse (AFP), Jean Miot, doit faire face à un flot de critiques. Son « plan de restructuration et de développement », validé par le cabinet Mazars, qui passe par 199 départs de salariés de plus de 57 ans et l'embauche de 235 jeunes, a dû mal à convaincre (Le Monde du 8 décembre). La grogne monte chez les syndicats et les administrateurs. Les représentants du Syndicat de la presse parisienne (SPP) n'ont pas voulu assister, mardi 15 décembre, à la réunion de préparation du prochain conseil, repoussée une nouvelle fois en janvier.

« Nous irons à mon rythme », a affirmé au Monde, Jean Miot qui ne cache pas avoir besoin de temps pour « faire un travail de pédagogie » et expliquer son plan, « une machine qui n'est pas simple à financer ». Un euphémisme pour dire que les représentants de l'Etat au conseil refusent d'entériner le projet de budget en déficit de 137 millions de francs en 1999. Sans compter que Bercy a prévenu l'AFP que le délai de grâce accordé pour rembourser un prêt de l'Etat de 90 millions de francs serait le dernier.

« Quel que soit le bruit que l'on fait autour » de son plan, le président défend le triple caractère « mondial, indépendant et généraliste » de l'AFP tout en souhaitant renforcer le multimédia, le sport, l'économie et la diffusion d'information en anglais. Il n'a pourtant pas écarté l'hypothèse de la fermeture de certains bureaux aux Etats-Unis. « Cela fera partie des choses négociées avec les organisations syndicales », a-t-il dit. Un comité d'entreprise est prévu jeudi 17 décembre.

« Dans ce plan, il ne faut pas voir que des départs », a-t-il affirmé, en rappelant qu'une centaine de FNE avaient déjà été entérinés depuis trois ans.

Dans ce contexte houleux, Daniel Houré, président de la commission financière de l'AFP, a envoyé, le 25 novembre, à Jean Miot un rapport d'une rare sévérité sur les comptes de l'année écoulée. « L'exercice

1997 s'achève avec un résultat légèrement excédentaire. En fait, l'agence est au strict équilibre et sa marge de manœuvre ne s'accroît pas, au contraire », affirme M. Houré, membre de la Cour des comptes. Si le chiffre d'affaires augmente de 4,6 %, « compte tenu des augmentations de tarif comme de l'effet de change favorable et du fort développement des marchés de l'information, on doit considérer que cette faible progression s'apparente à une stagnation ». Plus optimiste, le PDG de l'AFP s'enorgueillit d'avoir augmenté le volume d'affaires de « 120 millions en trois ans ».

### PHOTO ET SPORT EN POINTE

La commission financière relève encore « la prépondérance des ressources tirées de la convention générale avec l'Etat » et incite l'agence « à poursuivre son effort de recherche et de fidélisation de la clientèle hors média ». « En l'absence de comptabilité analytique exhaustive, la réflexion stratégique sur la nature, le développement et la commercialisation des nouveaux produits est fortement handicapée », souligne M. Houré. Il accorde en revanche de bonnes notes au service photo et reconnaît « la progression remarquable » du service sport.

L'augmentation des charges d'exploitation (+4 %) s'explique par un accroissement des frais de personnel, qui sont « peu en rapport avec la croissance de la production de l'agence ». Par ailleurs, la commission affirme que « le montant des capitaux propres de l'agence est inférieur de moitié à l'équivalent du capital social, circonstance juridiquement sans conséquence en raison du statut de l'AFP mais qui, dans le cadre du droit commun, imposerait des mesures de recapitalisation ». Ce nouvel audit s'ajoute à celui, très sévère, que l'inspection générale des finances avait dressé l'été dernier sur la gestion de l'AFP.

Nicole Vulser

### DÉPÊCHES

■ MÉDIAS : Hachette Filipacchi Médias (HFM) et le groupe italien Rusconi « ont repris des discussions approfondies afin d'élargir leur collaboration et permettre à Hachette de renforcer sa participation dans le groupe Rusconi », ont indiqué, mardi 15 décembre, les deux groupes, qui sont déjà à parité dans l'impagerie milanaise Rotocalografica. Depuis novembre, HFM détient 10 % du capital de la société italienne.

■ RADIO : le Mou'v, la radio de France Inter destinée aux jeunes, est diffusé, à partir du mercredi 16 décembre, dans sept nouvelles villes, parmi lesquelles Angers, Nevers, Troyes et Valence. Ces nouvelles fréquences porteront à deux millions de personnes la zone desservie par cette station.

■ Alex Taylor cesse ses fonctions de directeur des programmes de Radio France Internationale (RFI) pour créer sa propre société de production de télévision, Continental Productions. Il continuera cependant à assurer les revues de la presse internationale sur RFI et France Inter.

■ La cour d'appel de Besançon a confirmé, mardi 15 décembre, la condamnation en première instance à 15 000 francs d'amende de Jean-Philippe Allenbach, pour avoir rediffusé sans autorisation du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) la radio suisse Couleur 3.

■ NRJ se dit intéressée par les télévisions locales. Dans un entretien aux Echos du mercredi 16 décembre, Jean-Paul Baudetroux, PDG du groupe NRJ, précise : « La télévision locale ne vivra en France que si elle peut concurrencer TF1 à 20 heures ». Il prône « la diffusion d'un programme en syndication en complément du programme local ».

■ La Société européenne de satellites (SES), exploitant des satellites de réception directe Astra, intègre ses activités multimédias en rachetant la totalité d'European Satellite Multimedia Services, rebaptisé SES Multimedia SA. La SES a également signé lundi 14 décembre un contrat de fourniture d'un système de communication par satellite interactif clé en main avec Nortel Networks.

■ PRESSE : la cour d'appel de Montpellier a rejeté, mardi 15 décembre, l'action en référé de Claude Bujon, l'ancien président de Midi Libre. Ce dernier, qui avait été évincé, le 24 octobre, au profit de José Prêche, estimait « illégale » la décision du conseil d'administration.

■ L'édition espagnole de Paris-Match cesse sa publication neuf mois après son lancement, a annoncé lundi 14 décembre, Hachette Filipacchi. L'éditeur s'était fixé un objectif de diffusion de 100 000 exemplaires, mais les ventes de Paris-Match en Espagne étaient cinq fois moindres au cours des dernières semaines.

■ Paul Dubrule et Gérard Pélissier, coprésidents du conseil de surveillance d'Accor, feraient partie d'un tour de table qui serait candidat au rachat du Nouvel Economiste. Ils s'ajoutent à plusieurs autres prétendants à l'acquisition du bimensuel économique, parmi lesquels Dassault, Bernard Arnault (La Tribune) et L'Expansion (CEP-Havas), qui dément toutefois s'intéresser à son concurrent.

### Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Vous ne payez rien d'avance

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

SPECIAL VACANCES :

J'ai bien noté que je pouvais faire suspendre ou même annuler mon abonnement par La Poste pendant les vacances.

Bulletin d'abonnement

■ OUI, je désire m'abonner au Monde pour seulement 173 F par mois (26 numéros) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque

□ M. □ Mme □ Mlle 80100PA2

Prénoms : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Date et signature obligatoires :

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde.

Vous vous abonnez au Monde : vous pouvez et devez nous communiquer à nos services abonnés et, le cas échéant, plus tard, à quelques publications avec lesquelles nous procédons à des échanges, sans avis contraire de votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de nos publications, merci de nous le signaler.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031		ORGANISME CRÉANCIER Le Monde 21 bis, rue Claude-Bernard, 75004 Paris CEDEX 05	
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER			
Nom : _____			
Prénoms : _____			
N° : _____			
Code postal : _____ Ville : _____			
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (nom, adresse, CCP ou Caisse d'épargne)			
N° : _____			
Code postal : _____ Ville : _____			
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER		N° de compte	
Code établissement		Code client	
Code RIB		Code RIB	

Recevez Le Monde chez vous pour seulement

173 F\* par mois



En vous abonnant au Monde, vous êtes certain de ne manquer aucun rendez-vous avec l'actualité, aucun dossier, reportage, article correspondant à vos centres d'intérêt. Vous recevrez bien sûr, tous les suppléments (L'Économiste, L'Expansion, L'Économiste, L'Économiste) spéciaux à paraître dans l'année.

Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31.12.1998.



صكنا من الأصل

TABLEAU DE BORD

LE MONDE / JEUDI 17 DÉCEMBRE 1998 / 21

AFFAIRES

**INDUSTRIE**  
● **SEB** : les salariés de Téfal, filiale du groupe d'électroménager, se sont mis en grève mardi 15 décembre, après le départ de leur ancien PDG, Paul Rivier, de la direction générale du groupe SEB.

● **PIERRE FABRE** : le laboratoire pharmaceutique devait informer, mercredi 16 décembre, le comité d'entreprise d'un projet de restructuration portant sur la suppression de 200 à 250 emplois sur 2 600.

● **PEUGEOT** : le constructeur yougoslave Zastava et Automobiles Peugeot, filiale de PSA, ont signé une lettre d'intention pour l'assemblage de 80 000 Peugeot 106 par an en Yougoslavie d'ici trois ans.

● **CHEVRON** : le pétrolier américain a annoncé, mardi 15 décembre, un plan de réduction des coûts d'exploitation de quelque 500 millions de dollars en 1999, prévoyant la suppression d'un millier d'emplois.

● **PHILIPS** : le groupe néerlandais a refusé de commenter, mercredi 16 décembre, la rumeur boursière selon laquelle il s'apprête à s'allier à General Instruments, principal fabricant américain d'équipements pour la télévision par câble.

SERVICES

● **BOLLORE** : l'homme d'affaires breton a acquis 15 % du capital du groupe de communication Pathé (lire p. 19).

● **CGM** : Jacques Saadé a été mis en examen le 27 novembre pour « abus de biens sociaux » par le juge d'instruction Bernard Angoumet, du tribunal de Nanterre. Le président de la Compagnie générale maritime (CGM), privatisée en octobre 1996, et de la Compagnie maritime d'affrètement (CMA), reprenant de la CGM, est soupçonné d'avoir utilisé la trésorerie de la CGM pour renforcer la CMA (Le Monde des 13 et 14 décembre).

● **EDF-GDF** : Le conseil supérieur de l'électricité et du gaz a approuvé, mardi 15 décembre, un projet de décret autorisant les deux entreprises à créer des emplois à temps partiel et à mettre en place un système de primes individuelles.

● **VIA GTI** : le transporteur français, associé au britannique Go Ahead et au suédois BK Tag, va exploiter les chemins de fer de la banlieue de Stockholm pendant cinq ans.

● **NORDBERT** : le transporteur routier français a racheté la société allemande Thier, spécialisée dans le transport de produits en vrac, qui emploie 150 personnes et réalise 130 millions de francs de chiffre d'affaires.

● **DEUTSCHE BANK** : la banque allemande va finaliser ses participations industrielles (lire p. 19).

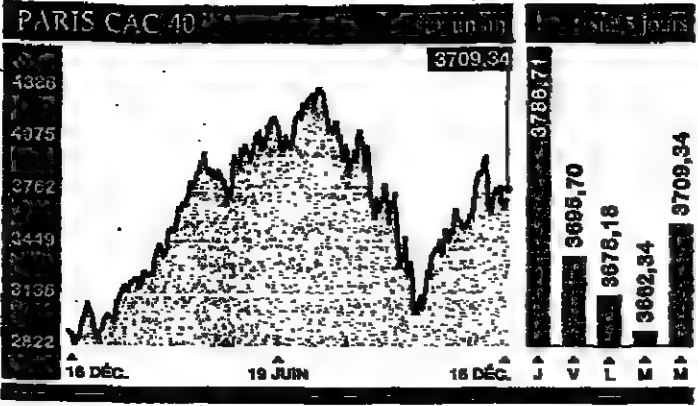
● **CTIGROUP** : le premier groupe de services financiers mondial a annoncé la suppression de 10 400 emplois, au lieu des 8 000 attendus, soit 6 % de sa main-d'œuvre totale.

● **CAISSES D'ÉPARGNE** : la grève organisée mardi 15 décembre par l'intersyndicale CFDT-CGT-Syndicat unifié contre le projet de réforme du statut des salariés, et par FO et la CFE-CGC sur d'autres revendications, a été suivie par moins de 33 % des 39 400 agents, selon la direction.

NOMINATIONS

● **CRÉDIT SUISSE FIRST BOSTON EUROPE** : Didier Fineau-Valencienne deviendra vice-président de la banque d'affaires début janvier, lorsqu'il aura laissé les rênes de Schneider à Henri Lachmann.

★ Cotation, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours	Var. %	Var. %
PATHÉ	151,50	+8,93	+26,70
REMY COINTREAU	91,50	+7,58	+18,62
PRIMAGAZ	33,50	+0,07	+11,13
CEP	18,50	+5,73	+38,57
SLTA	18,50	+5,73	+18,58
INFOGRAVES EN.	5,50	+6,42	+11,68
MARINE WENDEL	8,50	+4,81	+43,27
SCOR	112,50	+4,35	+17,08
PECHINEY ACT	57,50	+4,35	+17,08
TOTAL	57,50	+4,35	+17,08

Baisse	Cours	Var. %	Var. %
BULLA	151,50	-6,38	-38,30
CHRISTIAN DAL.	41,50	-6,38	-38,30
EUROPE 1	12,50	-6,38	-38,30
DE DIETRICH	25,50	-6,38	-38,30
UNEL	3,50	-6,38	-38,30
STRAFOR FACOM	3,50	-6,38	-38,30
PUBLICIS	3,50	-6,38	-38,30
NORBERT DENITEL	1,50	-6,38	-38,30
INCECA	1,50	-6,38	-38,30
BOUYGUES OFF.	1,50	-6,38	-38,30

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

MERCREDI 15 DÉCEMBRE, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris était en hausse de 0,88 % à 3 709,34 points, à la mi-séance, mercredi 15 décembre. La vive reprise de Wall Street, et la fermeté du dollar, à 5,56 francs, ont contribué au regain d'optimisme des opérateurs. L'action Remy-Cointreau a pour suivi son envolée et a gagné à nouveau 4 %. Le titre LVMH, qui avait chuté à la suite de rumeurs de rachat de Sanofi-Santé, a repris 3,1 %. L'action Pathé a gagné 1,8 %, après que son intention de porter sa participation dans le groupe à 20 % du capital, alors qu'il affirme en détenir déjà 15 %. La bonne tenue du dollar, la devise américaine, a favorisé les valeurs automobiles, Renault (+3 %), Peugeot (+2,2 %), Michelin (+2,4 %), tandis que les pétroliers Elf Aquitaine (+3,4 %) et Total (+1 %) ont profité du regain de tension dans le golfe Persique.

FRANCFORT

MERCREDI 16 DÉCEMBRE, la Bourse allemande a ouvert en hausse sous l'influence des places japonaise et américaine. Quelques minutes après le début des cotations, l'indice Dax progressait de 0,91 % à 4 611,28 points. Les actions Viag Interkom et Merck étaient particulièrement bien orientées.

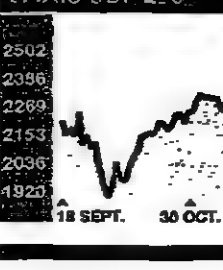
LONDRES

ENCOURAGÉE par le rebond de Wall Street, la Bourse de Londres a finalement clôturé en hausse mardi 15 décembre. L'indice Footsie a gagné 0,4 % à 5 557,1 points. L'action Pearson s'est distinguée à la hausse après que le groupe eut annoncé un objectif d'une croissance à deux chiffres de ses profits en 1999. L'achat par Emap de l'éditeur américain Petersen a été mal accueilli, l'action s'est inscrite en recul.

Indices boursiers

Europe 12h30	Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	3709,34	+0,88	+23,69
SBF 120	2309,34	+0,88	+23,69
SBF 250	2309,34	+0,88	+23,69
SECOND MARI.	2309,34	+0,88	+23,69
MIDCAC	2309,34	+0,88	+23,69
LONDRES FTSE 100	5557,1	+0,4	+8,84
AMSTERDAM AEX	2512,5	+0,91	+21,82
BRUXELLES BEL	2512,5	+0,91	+21,82
FRANCFORT DAX	4611,28	+0,91	+21,82
MADRID IBEX35	4611,28	+0,91	+21,82
MILAN MIB30	4611,28	+0,91	+21,82
SUISSE SMI	4611,28	+0,91	+21,82
STOCKHOLM	4611,28	+0,91	+21,82
STOCKHOLM 20	4611,28	+0,91	+21,82
STOCKHOLM 50	4611,28	+0,91	+21,82
STOCKHOLM 100	4611,28	+0,91	+21,82

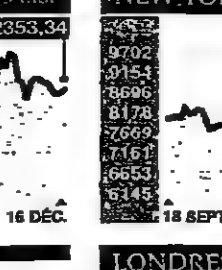
Indice boursier



Monde

8	22.06	- SP 500
9	22.14	- NASDAQ
0	21	- BUENOS AIRES M
1	6.34	- JOHANNESBURG
2	-1.27	- MEXICO BOLSA
3	8.84	- SANTIAGO IPSA
4	21.82	- SAO PAULO BOV
5	28.34	- TORONTO FSE L
6	10.24	- ASIE 10HTS
7	28.24	- BANGKOK SET
8	28.84	- HONGKONG H
9	9.84	- SEOUL
0	—	- SINGAPOUR ST
1	—	- SYDNEY ALL O
2	—	- TOKYO NIKKEI

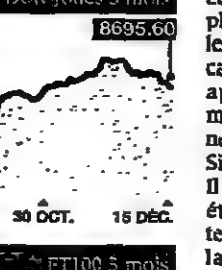
Indice boursier



Indice boursier

15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	1512,5	+0,25	+20,84
15/12	15		

Indice boursier



ECONOMIE

L'Asean approuve un plan de relance économique

LES CHEFS D'ÉTAT ou de gouvernement de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (Asean) ont approuvé, mercredi 16 décembre, à la fin de leur VI<sup>e</sup> sommet à Hanoi (Vietnam) un plan à moyen terme de relance des économies régionales en crise. Le plan d'action de Hanoi, qui couvre les années 1999-2004, dresse un catalogue de mesures qui seront appliquées par les neuf pays membres : Birmanie, Brunei, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam. Il comprend le lancement d'une étude sur l'établissement à long terme d'une monnaie commune à la région, édicte des règles communes de fonctionnement des marchés des capitaux, appelle à une coopération en matière d'infrastructures et à la promotion des marchés d'obligations. L'Asean a aussi décidé de renforcer la libéralisation du commerce et des investissements (lire page 4).

JAPON

■ **JAPON** : l'excédent dégagé par le Japon dans ses transactions courantes est revenu dans une norme plus habituelle en octobre, en redescendant à 1335 milliards de yens (64 milliards de francs) après avoir frôlé des records historiques en septembre.

■ **La masse monétaire japonaise** a nettement accéléré en novembre, avec une progression de 4,4 % sur un an, contre +3,9 % en octobre, a annoncé mercredi la Banque du Japon (BoJ).

■ **La production d'acier brut** a baissé de 13,6 % en novembre, au Japon, en rythme annuel, soit le douzième recul mensuel consécutif, s'établissant à 7,49 millions de tonnes, a indiqué mardi la Fédération japonaise du fer et de l'acier.

INDONÉSIE

■ **INDONÉSIE** : le Fonds monétaire international (FMI) va verser une tranche de crédit supplémentaire de 957 millions de dollars à l'Indonésie, a annoncé mardi le FMI dans un communiqué.

PÉTROLE

■ **PÉTROLE** : les perspectives pour les pays producteurs de pétrole en 1999 sont peu encourageantes, car il est « improbable » que les prix du brut regagnent le terrain perdu, a déclaré mardi à Madrid le directeur général de Petroleos Mexicanos (PEMEX), Adrian Lajous.

■ **Le ministre saoudien du commerce** Oussama al-Faghi a estimé mardi à près de 10 milliards de dollars les pertes occasionnées à son pays par l'effondrement des cours de pétrole en 1998.

FRANCE

■ **FRANCE** : l'excédent français en matière d'échanges agroalimentaires devrait baisser de 7,6 milliards de francs en 1998, à 57,4 milliards, selon les comptes prévisionnels de l'agriculture publiés mardi.

■ **Le Medef (patronat)** a demandé mardi au gouvernement d'être « réaliste » sur les perspectives de croissance en 1999 et l'a mis en garde contre les effets pervers des 35 heures et d'un éventuel durcissement de la législation sur l'interim dans ce contexte de ralentissement de l'activité (lire page 8).

ROYAUME-UNI

■ **ROYAUME-UNI** : le gouvernement de Tony Blair a annoncé mardi une réforme du système de retraite destinée à encourager davantage de Britanniques, en particulier ceux disposant de revenus moyens, à cotiser à un plan privé par capitalisation.

ALLEMAGNE

■ **ALLEMAGNE** : les prix à la production en Allemagne ont reculé de 0,4 % en novembre, ce qui porte leur baisse en glissement annuel à 4,5 %, a annoncé mercredi l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden.

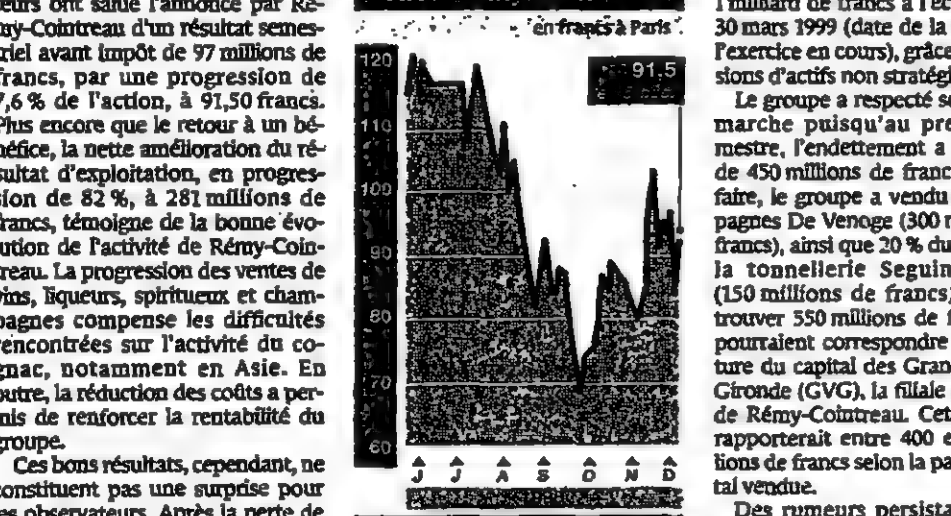
■ **La Bundesbank a critiqué la réforme fiscale** programmée par le gouvernement de Gerhard Schröder, dans son rapport mensuel publié mercredi, estimant qu'elle désavantagerait les entreprises.

La Bundesbank

■ **La Bundesbank** estime que le rapport du déficit budgétaire de l'Etat allemand au produit intérieur brut (PIB) va de nouveau se réduire en 1999 comparé à 1998.

Valeur du jour : Remy-Cointreau se redresse

MARDI 15 décembre, les opérateurs ont salué l'annonce par Remy-Cointreau d'un résultat semestriel avant impôt de 97 millions de francs, par une progression de 7,6 % de l'action, à 91,50 francs. Plus encore que le retour à un bénéfice, la nette amélioration du résultat d'exploitation, en progression de 82 %, à 281 millions de francs, témoigne de la bonne évolution de l'activité de Remy-Cointreau. La progression des ventes de vins, liqueurs, spiritueux et champagnes compense les difficultés rencontrées sur l'activité du cognac, notamment en Asie. En outre, la réduction des coûts a permis de renforcer la rentabilité du groupe.



Ces bons résultats, cependant, ne constituent pas une surprise pour les observateurs. Après la perte de 622 millions de francs enregistrée sur l'exercice 1997-1998 (dont 471 millions de francs sur le premier semestre), l'entreprise avait engagé un plan de restructuration sous l'égide d'une direction renouvelée. Dominique Hériard Dubreuil, représentant de la famille fondatrice, avait repris les rênes du groupe de vins et spiritueux et lui avait alors assigné plusieurs missions, au premier rang desquelles la réduction de l'endettement financier qui s'élevait alors à 7,8 milliards de francs, soit plus de deux fois le montant des fonds propres. La première étape de ce programme

la prestigieuse marque de champagne du groupe, qui possède aussi Piper Heidsieck et Charles Heidsieck. Le montant de cette transaction pourrait rapporter jusqu'à 1 milliard de francs à Remy-Cointreau. Pour certains analystes, comme Annie Bonal de Crédit lyonnais Securities, « cette vente reste hautement improbable dans l'immédiat car Krug est une valeur patrimoniale très importante et une marque exceptionnelle ».

Raphaël Kahane

MONNAIES

● **Dollar** : mercredi matin 16 décembre, le billet vert a reflué face à la devise japonaise, à 116,22 yens, malgré les déclarations de Taichi Sakaiya, directeur de l'agence de planification économique japonaise, qui a plaidé en faveur d'un yen plus faible pour sortir l'économie japonaise de la récession. Face aux devises européennes, le dollar a été soutenu par la bonne tenue du marché américain des actions et par les propos de Wim Duisenberg, le président de la Banque centrale européenne, qui a estimé qu'en cas de stabilité des prix la BCE devrait essayer d'avoir les taux d'intérêt les plus bas possible. Le dollar s'est négocié sur la base de 0,842 écu (destiné à être remplacé par l'euro le 4 janvier 1999), de 1,656 mark et de 5,55 francs. Toutefois, les cambistes restent attentifs au déroulement de la procédure de destitution du président Clinton, qui pourrait peser sur le dollar.

Cours de change

14/12 12h30	Cours	Var. %	Var. %
FRANC	5,56	+0,88	+23,69
DM	1,96	+0,88	+23,69
LIRE (100)	1944,06	+0,88	+23,69
YEN (100)	116,22	+0,88	+23,69
FLOREN	1,67	+0,88	+23,69
FRS	1,54	+0,88	+23,69
LIVRE	0,59	+0,88	+23,69
ECU	0,84	+0,88	+23,69
DOLLAR	1,16	+0,88	+23,69

Taux d'intérêt (%)

Taux 15/12	Taux 15/12	Taux 15/12	Taux 15/12
FRANCE	3,04	3,04	3,04
ALLEMAGNE	3,04	3,04	3,04
COE-BRETAGNE	3,04	3,04	3,04
JAPON	3,04	3,04	3,04
ÉTATS-UNIS	3,04	3,04	3,04
SUISSE	3,04	3,04	3,04
PAYS-BAS	3,04	3,04	3,04

Marché des changes

Devises 17h30	Cours	Var. %	Var. %
ALLEMAGNE (100)	255,39	+0,88	+23,69
AUTRICHE (100)	255,39	+0,88	+23,69
BELGIQUE (100)	255,39	+0,88	+23,69
CANADA	255,39	+0,88	+23,69
DANEMARK (100)	255,39	+0,88	+23,69
ESPAGNE (100)	255,39	+0,88	+23,69
ÉTATS-UNIS	255,39	+0,88	+23,69
FINLANDE (100)	255,39	+0,88	+23,69
GRÈCE (100)	255,39	+0,88	+23,69
IRLANDE	255,39	+0,88	+23,69
ITALIE (100)	255,39	+0,88	+23,69
JAPON (100)	255,39	+0,88	+23,69
NORVÈGE (100)	255,39	+0,88	+23,69
PAYS-BAS (100)	255,39	+0,88	+23,69
PORTUGAL (100)	255,39	+0,88	+23,69
SUÈDE (100)	255,39	+0,88	+23,69
SURINAM (100)	255,39	+0,88	+23,69

Matières premières

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
MÉTALX (LONDRES)	255,39	+0,88	+23,69
CUIVRE 3 MOIS	255,39	+0,88	+23,69
ALUMINIUM 3 MOIS	255,39	+0,88	+23,69
PLOMB 3 MOIS	255,39	+0,88	+23,69
ETAIN 3 MOIS	255,39	+0,88	+23,69
ZINC 3 MOIS	255,39	+0,88	+23,69
NICKEL 3 MOIS	255,39	+0,88	+23,69
AGENT A TERME	255,39	+0,88	+23,69
PLATINE A TERME	255,39	+0,88	+23,69
GRAINES DENRÉES	255,39	+0,88	+23,69
BLE (CHICAGO)	255,39	+0,88	+23,69
MAIS (CHICAGO)	255,39	+0,88	+23,69
SOJA GRAINE (CHIC)	255,39	+0,88	+23,69
SOJA TOURTEAU (CHIC)	255,39	+0,88	+23,69
SOFTS	255,39	+0,88	+23,69
CACAO (NEW YORK)	255,39	+0,88	+23,69
CAPÉ (LONDRES)	255,39	+0,88	+23,69
SUCRE BLANC (PARIS)	255,39	+0,88	+23,69

Pétrole

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
BRENT (LONDRES)	255,39	+0,88	+23,69
WTI (NEW YORK)	255,39	+0,88	+23,69
LIGHT SWEET CRUDE	255,39	+0,88	+23,69

Or

En francs	Cours	Var. %	Var. %
OR FIN KILLO BARRE	255,39	+0,88	+23,69
OR FIN LINGOT	255,39	+0,88	+23,69
ONCE D'OR LONDRES	255,39	+0,88	+23,69
PIÈCE FRANCE 30 F.	255,39	+0,88	+23,69
PIÈCE SUISSE 30 F.	255,39	+0,88	+23,69
PIÈCE UNION LAT. 30 F.	255,39	+0,88	+23,69
PIÈCE 20 DOLLARS US.	255,39	+0,88	+23,69
PIÈCE 10 DOLLARS US.	255,39	+0,88	+23,69
PIÈCE 50 PESOS MEX.	255,39	+0,88	+23,69

TAUX

● **France** : mercredi 16 décembre, à l'ouverture du marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat à 10 ans s'inscrivait à 3,968 %. Sur le Matif, le contrat notional portant sur les obligations du Trésor reculait de 43 centimes, à 111,26 points.

● **Allemagne** : le taux des bund (emprunt d'Etat à long terme) a également augmenté, à 3,888 %, entraînant la baisse du contrat à terme sur ce produit, à 115,55 points. Les opérateurs ont été échaudés par le rapport mensuel de la Bundesbank. Si la banque centrale allemande reconnaît que la récente baisse des taux d'intérêt en Europe a éclairci l'horizon de taux pour l'avenir proche, elle a également profité de son rapport pour critiquer le projet de réforme fiscale du gouvernement.

● **Etats-Unis** : mardi 15 décembre, les fonds d'Etat à 30 ans ont terminé la séance avec un rendement pratiquement inchangé de 5,02 %.

22 Le Monde • Radio • Multimédia • Dimanche 20 • LUNDI 21 • LUNDI 22 • LUNDI 23 • LUNDI 24 • LUNDI 25 • LUNDI 26 • LUNDI 27 • LUNDI 28 • LUNDI 29 • LUNDI 30 • LUNDI 31







# AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 17 DÉCEMBRE 1998

**SCIENCES** Un colloque organisé récemment à Montpellier a permis aux chercheurs brésiliens et français impliqués dans la sauvegarde des écosystèmes et le développement en

Amazonie de faire le point de leurs actions. **● SOUTENU** par le groupe des sept pays les plus industrialisés (G7), un « programme-pilote » a été lancé en 1996. Son application se

heurte à des problèmes de financement et de réforme foncière. **● LES CHERCHEURS** ont néanmoins obtenu des résultats encourageants, notamment dans la mise en place de sys-

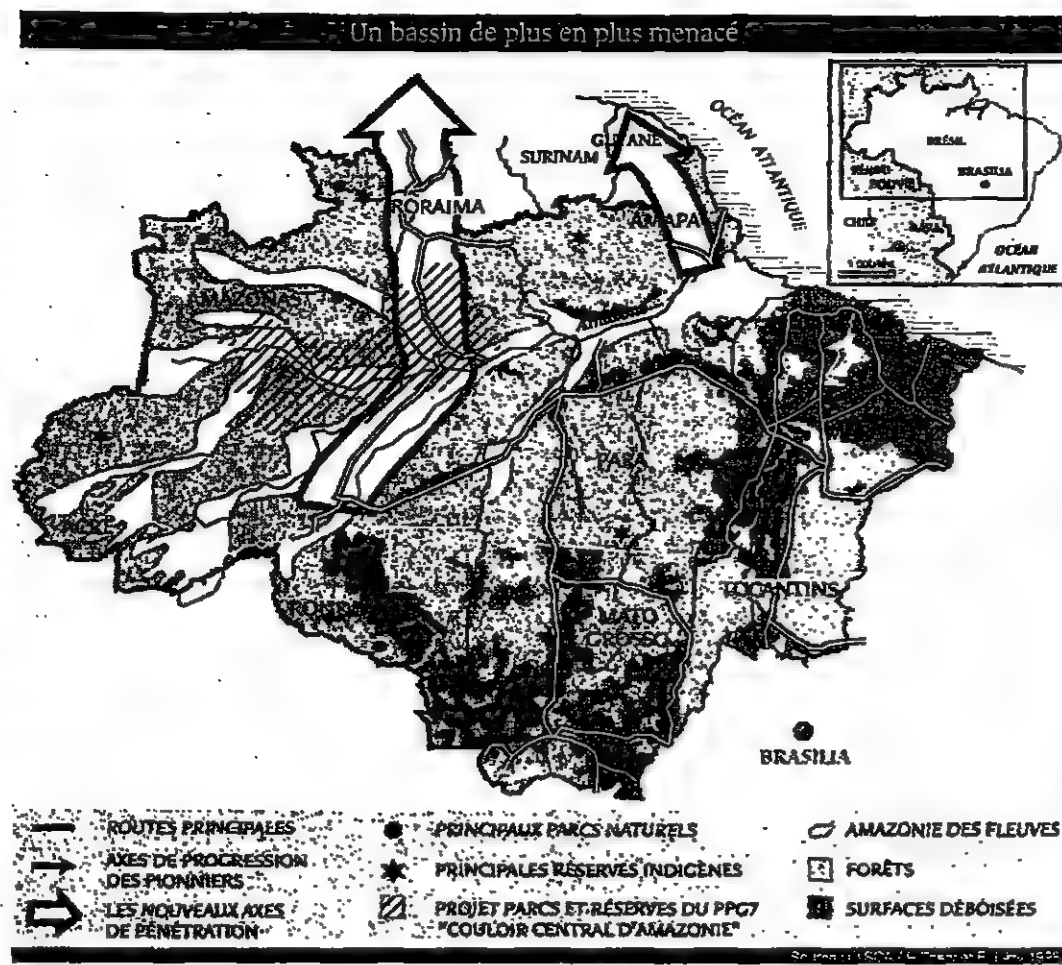
tèmes d'exploitation agricole respectueux de l'environnement. Cette « agroforesterie », qui évite le déboisement, permet une certaine maîtrise du cycle du carbone. **● LA**

**CONSERVATION** de la biodiversité, parfois contradictoire avec le développement des zones habitées, est un problème complexe auquel se heurte aussi le Chili.

## L'effort de conservation en Amazonie fait l'objet d'un bilan nuancé

Protection forestière, projets-pilotes en agroforesterie, développement de l'écotourisme, actions de prévention des incendies, protection des territoires indiens : les actions sont nombreuses, mais se heurtent aux problèmes budgétaires et fonciers

**MONTPELLIER**  
de notre envoyé spécial  
L'année 1998 fera date dans les annales forestières de l'Amazonie. Trois incendies majeurs ont frappé la partie brésilienne de ce massif tropical qui couvre 7,3 millions de kilomètres carrés. L'état du Roraima, sec à la suite de la perturbation océanique El Niño, a perdu, en janvier et en février, 10 000 kilomètres carrés de forêts, 2 600 kilomètres carrés de pâturages, 92 100 plantations, 14 000 têtes de bétail. Les habitations de 12 000 colons et Indiens Yanomamis ont été détruites. Plus récemment, deux grands feux se sont déclenchés au sud du Mato Grosso et dans le Tocantins. Chaque fois, ces sinistres ont mis en évidence l'incapacité des autorités de Brasilia pour les endiguer et ont souligné les maux de la colonisation qui ravagent l'Amazonie depuis un quart de siècle. « Notre rôle n'est pas tant de trouver des coupables que de remédier à ces gigantesques incendies », prévient Carmen Figueiredo, de l'Agence brésilienne de l'environnement (Ibama). Pas question, donc, d'interdire les brûlis agricoles traditionnels. « Nous proposons plutôt aux populations de développer, avec elles, des méthodes alternatives ou de contrôler des défrichements par le feu, d'instaurer des droits de licence pour les brûlis, et d'opérer un suivi par avions et par satellites », ajoute-t-elle. Carmen Figueiredo développe sur le terrain le nouveau programme de prévention des incendies baptisé « Prodesque », engagé sur neuf sites pilotes avec l'aide du Centre français de coopération en recherche agronomique pour le développement (Cirad). La jeune femme et ses collègues brésiliens



Un bassin de plus en plus menacé

100 nouveaux kilomètres de piste depuis Manaus vers Caracas ont été achevés, et, au Guyana français, la route entre Régina et Saint-Georges, qui devrait être achevée à l'horizon 2000-2003, permettra de relier le Venezuela à l'embouchure de l'Amazonie par la côte.

de crédits agricoles et industriels conditionnés à leur impact écologique, la création d'un institut de bioprospection industrielle (groupant près de quatre-vingts laboratoires brésiliens et une quarantaine d'étrangers), des actions de prévention des incendies et de protection des territoires de quelques 326 000 indigènes. Si le Brésil fait flèche de tout bois, c'est qu'il y a urgence. Car, au-delà des grands incendies de 1998, les défrichements agricoles sont à la hausse.

**COUPES ET BRÛLS**  
« Jusqu'au sommet de Rio, le gouvernement et la société civile brésilienne étaient très mobilisés sur l'Amazonie : le déboisement, qui était d'environ 21 000 kilomètres carrés par an entre 1973 et 1988, est tombé à moins de 15 000 kilomètres carrés jusqu'en 1994. Puis l'effort s'est relâché, et les coupes et les brûlis ont repris au rythme d'environ 30 000 kilomètres carrés par an », raconte Neli Aparecida de Mello, du ministère brésilien de l'environnement (MMA). Depuis 1978, plus de 517 000 kilomètres carrés sont partis en fumée en Amazonie brésilienne. La taille de la France !

Au cœur du dispositif du PPG7, s'affiche la volonté d'étendre les pratiques agroforestières. Car « nous ne réussissons pas à protéger l'Amazonie sans un meilleur développement de ses populations », souligne Carmen Figueiredo. Née dans les années 80 et largement améliorée et diffusée en Asie du Sud-Est, l'agroforesterie – que d'aucuns considèrent toujours comme du « jardinage » en forêt – consiste, en réalité, à enrichir le milieu naturel en espèces végétales utiles. « On peut, quasiment sans défricher, planter des bois d'œuvre, des fruitiers, des légumes, du manioc, mais aussi par-

fois des cultures de rente, comme la canne à sucre, le café et le cacao, note Richard Pasquini du Cirad. A ces cultures peuvent s'ajouter un petit élevage, la chasse, la pêche et la cueillette. »

Ces produits vivriers dégagent souvent un revenu monétaire. L'Amazonas exporte ainsi, chaque année, environ 60 millions de francs de produits dits « extractivistes », comme des noix du Brésil, du caoutchouc, ou des coeurs de palmier. Exploités et récoltés en fonction des saisons et des cours du marché, ils font vivre quarante mille familles de petits colons. « La certaine d'expériences agroforestières qui existent demandent à être mieux soutenues et améliorées pour devenir plus rentables sur le marché international et s'étendre en Amazonie », précise Neli Aparecida de Mello.

**LA RACINE DU MAL**  
Lassé d'être montré du doigt sur la scène internationale, son pays semble vouloir agir sur tous les fronts. Saura-t-il s'attaquer à la racine du mal en réformant sa politique foncière ? C'est moins sûr. Sans remise en cause des aides aux défrichements, sans une réforme agraire qui limite la taille des exploitations et donne une terre aux plus pauvres tout en les aidant à mieux exploiter leurs friches, la course à la terre et les déboisements continueront. D'autant qu'un projet de coupes budgétaires du ministère du Plan, actuellement en discussion au Congrès national, menace la crédibilité du PPG7.

« Dans la mesure où ces aides du G7 sont conditionnées à un investissement financier du Brésil d'environ 10 % et entraînent son engagement sur plusieurs années, le gouvernement a préféré refuser 83,6 % des donations pour 1999 », dénonce Beto Ricardo de l'Instituto socio-ambiental de São Paulo. Alors qu'il était prévu d'investir, en 1999, 73 millions de reais (environ 350 millions de francs), contrepartie brésilienne incluse, le gouvernement n'en propose plus aujourd'hui que 7,6 millions.

Que restera-t-il de l'ambitieux PPG7 ? Sur les cinq projets de corridors verts devant relier entre eux les réserves indiennes et les parcs naturels, un seul est en cours de réalisation en Amazonas et dans le Para : couvrant environ 133 000 kilomètres carrés, il doit relier entre elles une cinquantaine d'aires protégées. Rien n'assure qu'il sera achevé, que les autres verront le jour et que la promesse faite en janvier par le président brésilien au WWF de mettre en réserve 10 % de l'Amazonie pour l'an 2000 soit tenue.

Vincent Tardieu

## Le Chili, un pionnier en matière de protection

« LE CHILI apparaît comme le seul réservoir à long terme de la biodiversité forestière tempérée en Amérique du Sud », assurent Juan Armesto et ses collègues du Laboratoire de systématique et d'écologie végétale de la faculté des sciences de Santiago dans la revue *Science* datée du 13 novembre. Dans les régions centrales et méridionales, cinquante-neuf aires protégées couvrent en effet 13 millions d'hectares, soit 29 % du territoire concerné. Seul le Costa Rica, avec une mise en protection de 21 % de son territoire, s'en approche, tandis que le Brésil a mis en réserve moins de 6 % de son territoire amazonien. Le Chili, modèle et pionnier en matière de conservation – son premier parc date de 1900 –, a-t-il pour autant réussi à protéger sa biodiversité forestière ?

« Dans l'archipel volcanique des Juan Fernandez, perdu du cœur du Pacifique, il est évident que le Parc national a évité la dispa-

rition de nombreuses espèces et populations forestières », se réjouit Philippe Danton, botaniste de Grenoble. Avec deux collègues français, et l'appui de la Société linnéenne de Lyon, des Laboratoires Yves Rocher et du Conservatoire botanique national de Brest, ils viennent d'y commencer une seconde mission de trois mois pour faire l'inventaire de la flore endémique de cet archipel. Car ces îles (Robinson Crusoe et Alexandre Selkirk) hébergent cent trente espèces de plantes uniques au monde et autant d'espèces étrangères introduites par l'homme ! Sans la mise sous cloche de 80 % de l'île Robinson et de la totalité de celle d'Alexandre Selkirk, jamais sans doute l'équipe franco-chilienne n'aurait pu retrouver, en 1997, trois espèces de plantes disparues et six autres inconnues sur l'archipel (dont deux qui n'ont probablement jamais encore été décrites). Parmi ces tré-

sors, une petite orchidée jaune dénommée *Covillea insularis* n'avait plus donné signe de vie depuis cinquante ans (*Le Monde* du 12 février).

**ESPACES PROTÉGÉS**  
Mais ce qui est valable dans le contexte insulaire, particulièrement fragile, l'est-il aussi sur le continent ? Là, les chercheurs de la faculté des sciences de Santiago sont nettement critiques. En comparant la distribution des espaces protégés dans le centre-sud du pays à la répartition connues des espèces d'arbres et de vertébrés, ils dressent un bilan inquiétant. « Plus de 90 % des terres protégées sont concentrées à de hautes latitudes (au-delà de 43° sud), hors des aires les plus riches de biodiversité », constatent Juan Armesto et ses collègues. Les plus beaux joyaux de la biodiversité végétale et animale se situent dans les zones comprises entre 35,6° et 41,3° de latitude, qui sont aus-

si les plus densément peuplées. Régions où les parcs et les réserves couvrent moins de 10 % des territoires considérés.

Or ces terres font l'objet de déboisement, de cultures intensives et de pâturages extensifs. Comme plus de 90 % des massifs protégés demeurent en altitude, dans des zones soumises au gel et aux éruptions volcaniques, « la menace de la biodiversité est non seulement due au manque de sites protégés adéquats mais aussi à leur isolement dans cette mosaïque très dense de plantations agricoles et de villes », affirment les auteurs de l'étude. Pis, après simulation, les scientifiques craignent que, même en classant intégralement l'ensemble des forêts des zones les plus riches en espèces, la forte densité démographique de ces régions ait raison de leur biodiversité.

V. T.

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de Bernard Bihain

A la suite de notre article sur la fermeture d'un laboratoire de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (*Le Monde* du 21 novembre), nous avons reçu de Bernard Bihain, directeur de cette unité aujourd'hui dissoute, la mise au point suivante :  
Votre article s'est fait l'écho des travaux d'une commission de l'université Rennes-I. Des négligences dans le contrôle des radioéléments auraient induit une pathologie thyroïdienne chez l'un des membres de l'unité 391 de l'Inserm. Ce rapport est mensonger.  
Aucun des membres de l'unité 391 ne présente de pathologie professionnelle avérée. Aucun examen d'urine n'a mis en évidence de contamination par l'iode, et les badges des chercheurs qui détectent des irradiations sont restés vierges. La sorbonne [NDLR : hôte aspirante de laboratoire] servant aux manipulations d'isotopes instables volatils disposait des équipements assurant une efficacité optimale et était équipée de filtres prévenant les rejets dans l'at-

mosphère. Deux des membres de l'unité ont suivi la formation légale de personne compétente en radioprotection. Les déchets étaient conservés dans des locaux situés en dehors de l'unité : leur transport était réalisé, une fois par semaine, sous la supervision du responsable hygiène et sécurité. L'utilisation des produits radioactifs était confinée aux locaux qui portaient les signes adéquats. Une recherche de dispersions accidentelles de ces produits, réalisée mensuellement, s'est toujours révélée négative. Des comprimés d'iode de potassium étaient disponibles dans l'unité en cas d'accident. L'ensemble de ces mesures constitue à mes yeux un maximum de protection.  
Le rapport fait aussi état d'une déclaration du médecin à l'origine du diagnostic de pathologie thyroïdienne chez une chercheuse de l'unité et dont elle affirme l'origine professionnelle. Selon le rapport, ce docteur précise « avoir personnellement vu des ocarins tomber du pla-

fond dans les cheveux de l'animalier ». On ne peut que s'émerveiller devant une telle acuité visuelle. Il est également intéressant de noter qu'une seule et même personne se dit victime de pathologie thyroïdienne et est à l'origine des accusations de fraude scientifique, point de départ de l'affaire Bihain. Rien de ce qu'elle affirme sur le plan médical ou sur le plan scientifique n'a jamais été confirmé par aucun expert.  
La commission de l'université Rennes-I n'a pas souhaité me rencontrer ; j'ai pris connaissance de l'existence de ce rapport par voie de presse. Une autre commission d'enquête a siégé de juillet à novembre 1997 ; elle a entendu la plupart des personnes de l'unité 391, à l'exception du directeur. Le président de l'université a ensuite déclenché une croisade discréditant l'unité. Une campagne, relayée par certains journaux, s'appuyant sur des ragots, a abouti à la fermeture d'une unité de l'Inserm mais a échoué dans son principal objectif. Malgré les allégations de la re-

vue *Nature*, le ministère de la recherche, suivant l'avis de ses propres enquêteurs, a choisi de mettre un terme aux investigations.  
En juillet, j'ai publié un article de synthèse dans une revue internationale et présenté nos travaux dans le cadre rigoureux d'une Gordon Conference. J'ai depuis reconstitué une équipe d'une dizaine de chercheurs. Les résultats qui s'accumulent confortent nos hypothèses et ils ont été confirmés par une équipe américaine réputée. N'en déplaise aux partisans du conformisme scientifique, une hypothèse audacieuse commence à mettre un terme à une controverse vieille de vingt-cinq ans. Les mécanismes qui contrôlent la répartition des graisses alimentaires entre le foie et le tissu adipeux se précisent et laissent entrevoir de nouvelles approches thérapeutiques. Jusqu'ici, ni les jalouses ni les allégations imprudentes de certains médias n'ont été en mesure d'empêcher la recherche d'avancer à son pas.

**PÈRE NOËL**  
**À VOUS DE JOUER !**

**Moleko®**  
Un nouveau jeu de société, éducatif et scientifique inventé par le chimiste **Jean-Marie Lehn** qui dédicacera votre Moleko® à la **LIBRAIRIE de CNRS ÉDITIONS** vendredi 18 décembre, de 18 h à 19 h.

**Moleko®**  
est en vente exclusive à la **LIBRAIRIE de CNRS ÉDITIONS** 151 bis, rue Saint-Jacques - 75005 Paris - Tél. 01 53 10 05 05

A partir de 10 ans  
**300 FF**  
© 1998 - Jean-Marie Lehn, Priv Nobel de chimie - Strasbourg  
© 1998 - CNRS CNRS ÉDITIONS



## Louis Nicollin entend préserver Montpellier des marchands du temple

Le président du club héraultais s'oppose à la doctrine libérale en vogue dans le football

Pour le compte de la 19<sup>e</sup> journée de championnat, Montpellier devait recevoir, mercredi 16 décembre, le leader, l'Olympique de Marseille, pour

une revanche très attendue du match aller enlevé par les Provençaux à l'issue d'un match fou (5-4). Louis Nicollin, président du club héraultais et pa-

tron d'une prospère société de ramassage de déchets, récusé la cotation boursière qui fait tant rêver son collègue marseillais Robert Louis-Dreyfus.

### MONTPELLIER

Il ne faut surtout pas lui parler de société anonyme, d'entrée en Bourse, ou plus généralement de la ligne ultralibérale soutenue par certains présidents de club de football. Louis Nicollin en devient rouge de colère. Lui qui



FOOTBALL

a tout connu avec le Montpellier-Hérault, de la division d'honneur à la Coupe d'Europe, se définit, non sans fierté, « comme un dirigeant de l'ancien temps ». En 1997, l'homme avait failli tout arrêter : « Je ne voulais pas me mêler au foot business. »

Louis Nicollin est finalement revenu sur sa décision, car « il n'y a que les clubs qui ne changent pas d'avis ». Alors oui, le club dont il est le président-fondateur depuis 1974 passera sans doute un jour en société anonyme. Mais pas question de cotation boursière. Jamais ! « Je n'y connais rien et je ne veux rien y connaître, s'empêche-t-il. Même mon entreprise n'est pas en Bourse. Alors, mon club de foot l'est. »

Que représente exactement pour Louis Nicollin, ce Montpellier-Hérault, équipe-type du milieu de tableau qui devait recevoir l'Olympique de Marseille mercredi 16 décembre pour le compte de la 19<sup>e</sup> journée du championnat de France ? Une passion ? Un passe-temps ? Ou plus simplement un moyen d'exister en marge de sa très prospère société de ramassage d'ordures (730 millions de francs de chiffre d'affaires, 2 300 salariés) ?

Robert Louis-Dreyfus, le président de l'Olympique de Marseille, rappelle récemment que Louis Nicollin et lui étaient les seuls dirigeants du football français à avoir injecté leur argent personnel dans leur club. « Exact, mais contraire-

ment à lui, je n'ai pas mis 300 millions de francs », indique le Montpellierain, très mystérieux sur le montant exact de ses largesses en vingt-cinq ans d'activité.

Tout juste si l'industriel rappelle que, en 1993, afin de clarifier la situation, il a signé un accord dit de « retour en meilleure fortune » avec le Montpellier-Hérault : ses avances lui sont désormais remboursées, s'il le désire : le président peut ainsi continuer, en toute légalité, à mettre la main au portefeuille. Car là est bien l'essentiel pour Louis Nicollin : ses désirs sont

mettre fin à l'aventure. « Loulou », et d'autres, durent alors combler le passif. Depuis, Montpellier se contente de jouer les seconds rôles. Ce qui, en soi, n'est pas si mal pour « une ville qui n'est pas une ville de foot », soutient Louis Nicollin.

Le cas montpellierain en est même devenu une vraie curiosité sur la carte du football professionnel français. Dans tous les secteurs, aujourd'hui, le club obtient des notes « moyennes », ni basses ni hautes. Son budget (110 millions de francs) est le dixième de la D1. Son nombre d'abonnés (4 500) se situe

### Bordeaux perd son sang-froid à Auxerre

Dominer n'est pas gagner, les Bordelais l'ont vérifié en s'inclinant (1-3), mardi 15 décembre, à Auxerre, en match avancé de la 19<sup>e</sup> journée de championnat. Les Girondins, après un but de Lilian Laslandes marqué après trente secondes de jeu, n'ont pas profité de leur supériorité technique. A l'inverse, les Bourguignons ont égalisé sur leur première occasion par Steve Marlet (56<sup>e</sup>). Dès lors, les Bordelais ont cédé à l'énervement, en particulier le capitaine, Michel Pavon, très remonté contre l'entraîneur auxerrois, Guy Roux. Un but de Marlet (65<sup>e</sup>) et un troisième signé Thomas Deniaud (72<sup>e</sup>) ont scellé la défaite des Girondins. « Nous avons manqué de lucidité après l'égalisation auxerroise, a déploré Sylvain Wiltord, l'attaquant bordelais. Au lieu de s'en prendre à l'arbitre, il aurait fallu continuer à jouer. » Le second match avancé a permis au FC Metz de s'imposer (4-0) aux dépens du SC Bastia, grâce à un triplé de Nenad Jestrović. Vladan Lukic a marqué sur penalty le dernier but de l'équipe lorraine.

parfois tellement brûlants qu'il se prêtait à acheter la terre entière et tous ses footballeurs. « J'ai trop de passion », concède-t-il, plus rabelaisien que jamais. Du temps des années somptueuses du football français, Louis Nicollin s'était égaré. La venue de vedettes comme le Colombien Carlos Valderrama, le Brésilien Julio Cesar, ou encore les Français Eric Cantona et Stéphane Paille avaient mis en péril la santé économique du club.

En 1990, année de la victoire en Coupe de France, un déficit de 50 millions de francs faillit même

lui aussi au dixième rang des clubs professionnels. Quant à son classement au championnat, pas de hasard... 10<sup>e</sup> (avant le match contre l'OM).

Lyonnais d'origine, Louis Nicollin jette parfois un regard nostalgique sur la ville de sa jeunesse. De Jean-Michel Aulas, le rigoureux président de l'Olympique lyonnais, il a même fait un « modèle », alors que tout séparait les deux hommes. « Justement. Lui, au moins, il sait faire la part entre le cœur et la raison. »

Heureusement, « Loulou » et ses

Frederic Potet

## Isabelle Autissier veut dompter enfin les mers du Sud

La navigatrice mène la course autour du monde

ELLE AURAIT PU craindre de revoir pour la quatrième fois cette partie du globe où elle a déjà tant perdu. Les mers du Sud ont pris à Isabelle Autissier un ami, le Cana-



VOILE

dienn Gerry Roufs, lors du Vendée Globe, en janvier 1997, après lui avoir volé un bateau (Ecu-reuil-Poitou-Charentes),

naufagé au sud de l'Australie lors du dernier BOC Challenge, il y a quatre ans.

Mais la navigatrice rochelaise sait dompter les mauvais souvenirs. Lors de cette deuxième étape de la course autour du monde en solitaire, entre Le Cap (Afrique du Sud) et Auckland (Nouvelle-Zélande), elle n'oublie pas. Elle range ce qui pourrait déranter dans une petite case de sa mémoire. Comme si le bon sens voulait que ce qui est arrivé une fois ne puisse se reproduire.

Mais, qu'elle le veuille ou non, ces cauchemars ont laissé en elle une empreinte indélébile. « J'ai une cette ambiance du bout du monde, confesse-t-elle, ces oiseaux, la lumière... Mais, pour la première fois, je me dis que j'aimerais bien y venir à plusieurs pour ne pas payer de tant d'angoisse. »

Dans ces parages, souvent, elle s'est illustrée en tête de course – cette fois encore, elle mène –, mais, presque toujours, son élan a été coupé par des avaries : dématage lors de son premier BOC Challenge en 1990 et fin de l'étape sous grément de fortune ; dématage puis naufrage quatre ans plus tard au sud de l'Australie ; puis casse d'un safran et arrêt lors du Vendée Globe (tour du monde en solitaire sans escale) en 1996. Une fois de plus, la poisse s'est acharnée. A peine partie, Autissier constatait un sérieux problème avec ses vé-rins de quille.

« Sur le moment, j'étais inquiète, raconte-t-elle. C'était impressionnant de voir le verti se balader dans les chocs. D'autant que j'étais souvent à plus de 20 nœuds [près de 40 km/h] dans une mer très formée. J'ai eu peur d'être obligée d'abandonner, car, s'il y avait eu risque réel, je l'aurais fait sans hésiter. Je fais du bateau, pas les jeux du cirque... » Rassurée par ses architectes – le problème concernait seulement la manœuvre de sa quille pivotante, mais pas son accrochage –, elle s'est employée à stabiliser le voilier en attendant mieux, avant de replonger sans hésiter au sud.

« Je ne pense pas à mon accident [de 1994], sauf d'une façon assez théorique, assure-t-elle, comme lorsqu'on a décidé le point de passage. » Ce point de passage – une première en matière de course au large – est un chemin des écoliers

sur la route du Cap vers Auckland pour certains concurrents de la course baptisée Around Alone. Après discussions par fax, les skip-pers sont convenus de passer à environ 100 milles (185 km) au nord des Iles Kerguelen pour éviter la forte tempête qui menaçait, plus bas.

L'idée n'est pas venue d'Isabelle Autissier. Elle ne l'avait pas eue. Avec Mike Golding (Team-Group 4) à ses trousses, le Britannique vainqueur de la première étape, elle était bravement partie vers le Sud. En tête. Mais c'est à elle – seule femme et un des marins les plus expérimentés de la flottille – que Giovanni Soldini (Fila) a d'abord soumis ce projet. Le skipper italien n'a pas pris le départ de l'Around Alone le cœur léger. Au printemps, lors d'une tentative de record de traversée de l'Atlantique, il a vu disparaître Andrea Romanello, son ami et coconcepteur du voilier tout neuf, à 400 milles du but, dans la tourmente.

### « UNE PREUVE DE MATURITÉ »

Autissier s'est souvenue des heures passées à chercher Gerry Roufs dans une mer d'apocalypse. « C'était comme devoir regarder quelqu'un se noyer parce qu'on ne sait pas nager », a-t-elle dit. De quoi rendre dérisoire le risque de perdre une place de leader, solitaire de la course. A eux deux, Soldini et Autissier ont convaincu les autres. « C'est une preuve de maturité, estime-t-elle. Encore une fois, on fait des courses de bateau, on n'est pas des trompe-la-mort. Si l'un de nous y reste, tout le monde a perdu. »

Les organisateurs de l'épreuve ont salué la spontanéité et la bonne volonté des navigateurs. Elle avait prévu un « point de passage flottant » obligatoire dans le sud-ouest de l'Australie au-dessus du 46<sup>e</sup> degré sud et entre les 105<sup>e</sup> et 120<sup>e</sup> est : une « porte ». D'environ 400 milles (740 km) que les cou-reurs devaient emprunter pour prouver aux autorités australiennes que leurs remarques concernant la sécurité lors du dernier Vendée Globe ont été entendues.

Malgré ce changement de route forcé, Autissier (PRB) s'est maintenue aux avant-postes, grâce à une solide moyenne. Elle dispose d'une trentaine de milles (55 km environ) d'avance sur Marc Thiercelin (Sagmewhere), à qui le point de passage des Kerguelen a permis de rattraper son retard. Elle évoque les vagues « vicieuses » qui provoquent de violentes embardées de son voilier. Elle soigne son moral pour enfin vaincre le Sud. Lundi 15 décembre, elle a enfilé des vêtements secs. « Un huc qui ne dure jamais, mais ça fait du bien. J'aimerais bien revoir le soleil un jour, mais ça n'a pas l'air au programme. »

Patricia Jolly

## L'arrivée d'un repreneur romain ne suscite pas d'enthousiasme à Nice

### NICE

Ni banderoles de bienvenue ni remerciements publics pour le sauveur. Le stade du Ray est resté impassible à la pacifique révolution de palais. Comme d'habitude, les 2 500 supporters, le carré des irréductibles, ont campé dans le silence à la douleur des footballeurs de l'Olympique gymnaste club de Nice. Le enième match nul (0-0) concédé, samedi 12 décembre, devant Caen compromettant un peu plus l'avenir sportif du club, solidement accroché à la dernière place du championnat de France de division 2.

Jeudi 10 décembre, le président du club italien AS Roma, Francesco Sensi, un riche homme d'affaires, a signé le rachat du « Gym » pour environ 20 millions de francs. Joueurs et supporters embarquent dans cette nouvelle aventure avec plus d'interrogations que d'enthousiasme. En janvier 1997, l'homme d'affaires américain Milan Mandaric, qui venait de racheter le club, leur promettait un horizon européen.

Aujourd'hui, le nouveau délégué général du club, Primo Salvi, ancien journaliste sportif (Tuttosport), fixe une ambition similaire : « Nous voulons faire de l'OGC Nice un club qui représente tout pour sa région que l'AS Roma pour Rome. Il doit être en tête du triangle méditerranéen avec Marseille et Monaco. »

L'ancien président de l'OGC Nice, de 1980 à 1991, Mario Innocentini, a joué un rôle important dans l'arrivée des Italiens, persuadé qu'ils représentaient un gage sérieux pour l'avenir du football à Nice. Les Italiens font preuve d'une détermination plus forte que celle démontrée en son temps par Milan Mandaric. Primo Salvi annonce, pour la fin de la semaine, la publication d'un projet pour le club dont l'objectif premier est le maintien en D2 cette année et la

remontée en D1 à l'issue de la saison prochaine.

Les nouveaux dirigeants renforcent la ligne offensive de l'équipe en faisant venir de Rome l'attaquant grec Lambros Kouthos. En attendant, l'ancien attaquant du Havre Lionel Prat a signé, mardi 15 décembre, un contrat de deux ans avec le club azuréen. Deux autres joueurs pourraient compléter cet indispensable effort de recrutement. Le directeur sportif, Roger Ricort, quitte son poste pour se consacrer exclusivement au centre de formation. L'entraîneur actuel, Victor Zvunka, devra collaborer avec Ezio Sella, adjoint de l'entraîneur romain Zdenek Zeman. Le rôle de Sella sera celui d'une interface entre les clubs niçois et romains.

### INTÉRÊT MYSTÉRIEUX

Cette révolution tranquille révèle une stratégie italienne déjà bien établie, mais sa finalité a du mal à transparaître. Pourquoi Francesco Sensi a-t-il préféré Nice à Nantes, club sur lequel il réfléchissait aussi ? Son intérêt dépasse le seul centre de formation, auquel la mairie de Nice vient de donner un coup de jeune en modernisant les locaux. « Les Italiens ont misé sur le centre et vont le faire fructifier, mais on a beaucoup de travail à faire avant de sortir de grands joueurs », reconnaît Roger Ricort, ravi d'en conserver la responsabilité dans un contexte de renouveau. Le rachat de l'OGC Nice inaugure surtout une synergie financière et sportive de dimension européenne.

Francesco Sensi apparaît dans le contrat comme le garant financier du rachat du club par sa société d'investissement immobilier SO-INV. Le président du « Gym » est l'avocat et le directeur financier de son groupe, M. Rotugno. Francesco Sensi est actuellement en tractations pour le rachat de deux clubs ita-

liens, Foggia et Palerme. Il a proposé de racheter le stade olympique de Rome pour le mettre entièrement à la disposition du club.

L'homme, âgé de soixante-deux ans, a une carrure financière impressionnante. Il est à la tête du plus important groupe italien de distribution de produits pétroliers et dirige plusieurs sociétés touchant à la communication et à l'immobilier. Avec le charme italien, il parle de la notoriété de la ville, de la tradition historique des liens entre le comté de Nice et l'Italie pour justifier son choix, mais il reste discret sur la stratégie de groupe.

« De plus en plus de clubs dans le monde vont faire des fusions pour être plus forts sur le marché, explique Primo Salvi. Le foot est le sport le plus porteur pour la finance internationale et on va prendre conscience de cette importance. » Certes, la stratégie de groupe peut se traduire par une question plus simple des effectifs des joueurs au bénéfice des clubs, mais c'est la première fois qu'une équipe française en difficulté se retrouve sous la gestion d'un groupe étranger. Il existe entre Arsenal et Saint-Etienne un accord, mais il ne porte que sur une participation au centre de formation stéphanois.

Le maire de Nice, Jacques Peyrat (RPR), n'a pas caché sa satisfaction après le rachat du club et a révé à voix haute « d'une finale de Coupe d'Europe entre l'OGC Nice et l'AS Roma ». Il n'est pas sûr que cette boutade soit du goût des dirigeants des instances supérieures du football français et européen. Noël Le Graët, le président de la Ligue nationale de football, s'est montré surpris par la reprise de l'OGC par la Roma : « Qu'on ne me dise pas qu'il y avait pas dans la région niçoise des entreprises prêtes à s'investir dans le club ! »

Jean-Pierre Laborde

Vos vacances sont sur Minitel

3517 AIREVASION  
3517 AIRVOL  
3517 INFONEIGE

Voyages d'aventure dans les montagnes et les déserts à pied, à chameau et en 4x4

NOMADE  
Brochure gratuite  
01 43 54 77 04  
3615 Nomadex  
www.nomade-aventure.com

## PROMOTION VENISE

Hôtel BELLE ARTI 3\*

du 03 au 07 Janvier 1999 - 4 nuits

⇒ 2 100 F au lieu de 2 470 F

Prix par personne par avion au départ de Paris, base chambre double et petit-déjeuner, transfert A/R place Saint-Marc inclus. Taxes aériennes en sus : 121 F.

cit

Minitel 3615



# Enigme à Langres

Du plateau champenois à un bourg souabe et jusqu'aux faubourgs moscovites, un trio de protecteurs des chevaux tisse les fils d'un mystère paneuropéen

LANGRES

de notre envoyé spécial  
En cette mi-décembre, neige dé-  
mée, pluie verglaçante et bise gla-  
dale ont transformé le chemin de  
ronde qui court sur 3,8 autour de la  
cité en une dangereuse patinoire :  
« Je vous l'avais bien dit, monsieur,  
c'est au printemps ou à l'automne  
qu'il faut venir à Langres ! » Mais  
non, justement, de même que l'on  
ne peut pas dire qu'on connaît quel-  
qu'un tant qu'on ne l'a pas vu en co-  
lère, il faut parcourir les pays dans  
leurs paroxysmes, notamment cli-  
matiques. Allez donc à Langres au  
gros de son été torride ou par froid  
intense !

De toute façon, en ces mirailles  
qui, des Gaulois à de Gaulle, furent  
« place militaire de première classe »,  
le site, l'esprit, sont austères, rudes.  
Les Langrois, inventeurs d'un con-  
teau sans fioritures (« l'ont-  
laquide ») et d'un fromage de vache  
corsé, ont mis cent ans à reconnaître  
le fils le plus célèbre de leur contrée,  
Diderot, et beaucoup n'ont jamais lu  
ses *Bijoux indiscrets*. D'ailleurs, un  
tribunal régional vient de condam-  
ner à deux mois de prison ferme un  
quidam éméché qui avait débailé sa  
nature devant une amie majeure de  
sa fille : un thème digne de ces  
comtes libertins d'époque Louis XV  
qui n'ont jamais plu à Langres.

L'affaire qui nous amène au-  
jourd'hui dans la sous-préfecture



haut-marnais est assez éloignée de  
ces futilités : récemment, à Mos-  
cou, derrière la gare de Pavletz,  
nous découvrons l'église Saint-Flor-  
Saint-Laur, élevée en 1778, transfor-  
mée en atelier de galvanisation par  
les bolcheviques, restaurée et ren-  
due au culte en 1991. Un donateur  
français a offert au sanctuaire ortho-  
doxe réhabilité copie d'une fameuse  
icône de Novgorod, du seizième  
siècle, conservée à la galerie na-  
tionale Tretiakov à Moscou ; elle  
montre Flor et Laur, pieux jumeaux  
constantinopolitains du début de  
l'ère chrétienne, recrutés pour  
construire un temple païen sur la  
rive balkanique de l'Adriatique, où  
ils convertirent les autres construc-  
teurs ainsi que le grand-père. Les  
deux maçons chrétiens furent punis  
de leur prosélytisme en étant murés

dans un puits, redécouvert plus tard  
grâce aux sabots gratteurs d'une ca-  
vale « inspirée ». Des siècles après,  
l'église russe confia au duo martyr  
la protection de la gent chevaline.

RALLYE HIPPIQUE EN L'AN 2000

L'énigme ayant Langres pour épé-  
centre commence dans l'icône de  
Tretiakov qui, outre Flor et Laur à  
pied et une dizaine de chevaux,  
comporte trois autres personnages,  
cavaliers auréolés, munis de foudres.  
On ne savait plus les noms de ce  
trio de saints subsidiaires, mais  
dans l'atmosphère d'entraîn reli-  
gieux qui s'est répandue en Russie,  
on les a vite ré-identifiés : il s'agit  
des triplés Eleusippe, Speusippe et  
Meleusippe, respectivement celui  
« qui lance les chevaux », « qui les fait  
accélérer » et « qui les pousse ». Ce  
sont également des jeunes gens  
morts pour leur foi au commence-  
ment du christianisme et canonisés :  
ils furent écartelés et brûlés  
sous les yeux de leur grand-mère  
Léonille, à Saint-Jumeaux. Dans  
ce village oublié jouxtant la bar-  
rière sud de Langres, l'église est de-  
puis la nuit des temps dédiée à  
cette trinité hippique, et le cime-  
tière communal renferme un  
« martyr », élevé jadis sur les lieux  
où la tradition place le supplice des  
triplés.

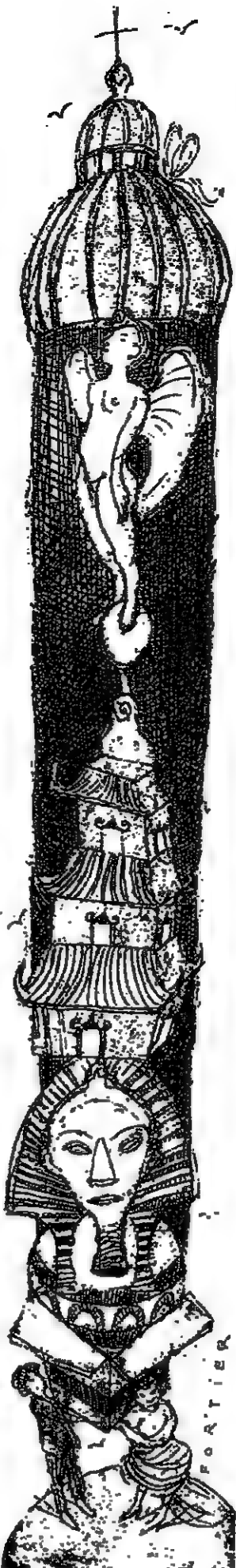
Tradition à la fois érudite et po-  
pulaire, tenace à Flor et alen-  
tour, où il a un restaurant, ici une vi-  
lla, se réclament toujours des « Trois  
jumeaux » ; telle sacrée se souvient,  
elle, des liens remontant peut-être à

Anne de Kiev, reine de France vers  
l'an mil, maintenus à travers les  
âges, malgré l'antagonisme ortho-  
doxe-catholique, grâce aux « trois  
Sippes, protecteurs des chevaux ».  
Jusqu'aux années 20, chaque été un  
pape venait de Russie à Langres  
« prier sur les reliques des trois frères à  
la cathédrale Saint-Mammès ». Un  
prêtre actuel de ladite paroisse tire  
d'un placard une icône peinte sur  
cuivre doré et incrusté d'émaux, ap-  
portée ici au début de ce siècle par  
un des papes visiteurs. Elle repré-  
sente dans toute leur gloire Eleu-  
sippe, Speusippe et Meleusippe, vêtus  
de rose brun, chevauchant de  
blanches montures ailées.

Langres enfin entretient des rap-  
ports immémoriaux et est jumelée  
depuis plus de trente ans avec Ell-  
wangen, cité souabe en Allemagne  
du Sud où l'église abbatiale a été  
fondée durant l'empire franco-  
germanique de Charlemagne par  
un évêque de Langres. Il y apporta  
aussi la dévotion pour les trois mar-  
tyrs langrois hippophiles, sous le  
patronage desquels se déroulera  
encore, lundi 11 janvier, la dernière  
foire équine d'Ellwangen, créée au  
Moyen Âge.

Le problème est de savoir, d'une  
part, comment un culte local, oc-  
cidental, est allé s'insérer dans la  
lointaine Moscovie à la dévotion  
pour les Orientaux Flor et Laur,  
d'autre part, comment des fidèles  
du Christ arborant des noms grecs  
sont venus se faire supplicier au  
cœur celtique du monde romain.  
L'énigme européenne formée par  
ces mystérieuses migrations hippo-  
philes ne sera peut-être jamais  
résolue - et c'est sans doute tant  
mieux. Entre autres échanges sus-  
cités par le récent remue-ménages  
russo-franco-allemand autour du  
bienheureux trio langrois, se pré-  
pare pour l'an 2000 un rallye  
équestre tripartite à travers  
champs, sur 500 kilomètres, du pla-  
teau de Langres, « le plus beau pa-  
ys du monde » (Diderot), au ro-  
mantique bassin de Souabe-  
Franconie. Ses haut patronage  
des « saints jumeaux ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



## PARTIR

■ ESCAPADE A LYON. Le site  
historique de Lyon vient d'être  
inscrit au patrimoine mondial de  
l'humanité par l'Unesco. La col-  
line de Fourvière, le Vieux Lyon,  
la presqu'île, les pentes de la  
Croix-Rousse : cinq cents hec-  
tares, deux mille ans d'histoire.  
L'époque gallo-romaine, le  
Moyen-Âge, la Renaissance,  
l'époque classique, le XIX<sup>e</sup> indus-  
triel et industriel y cohabitent  
sans se nuire, ce qui permet une  
lecture architecturale quartier  
par quartier. D'où l'intérêt d'une  
visite culturelle alliant (re)décou-  
verte de la capitale des Gaules et  
concerts lors d'un week-end de  
musique de chambre consacré à  
Beethoven du vendredi 8 au di-  
manche 10 janvier 1999. Préparée  
par l'Office du tourisme et des  
congrès du Grand Lyon, cette es-  
capade comprend, notamment,  
un pass de première catégorie  
pour cinq concerts, deux nuits et  
petits déjeuners à la Cour des  
Loges (un 4-étoiles au cœur du  
quartier Renaissance), un dîner  
gastronomique à la Tour Rose (1  
étoile au guide Michelin), la visite  
guidée du Vieux Lyon et un livre  
souvenir. Son coût : 3 200 F par  
persone en chambre double.  
★ Réservations au tél. : 04-72-77-  
72-50.

■ PROMENADE EN BORD DE  
SEINE. Le paysage parisien  
s'orne désormais d'une expo-  
sition-promenade implantée sur  
un site prestigieux tant par son  
histoire que par la beauté des  
monuments qui le bordent : le  
Port des Champs-Élysées. Créé  
en 1933 sur le quai Rive droite, il  
s'étend sur 1,100 km entre la pas-  
serelle Solferino et le pont des In-  
valides. L'évolution de la naviga-  
tion sur la Seine en a fait une  
sorte de village fluvial où se ba-  
laissent péniches de passage et  
bateaux résidents. L'exposition,  
réalisée par l'Association pour le  
développement de la navigation  
intérieure (ADNI) est composée  
de panneaux d'informations il-  
lustrés et trilingues (français,  
anglais, allemand) racontant l'his-  
toire du fleuve, du trafic fluvial et  
des bateaux. Accès piétons : pont  
Alexandre-III et pont de la  
Concorde.  
★ ADNI, tél. : 01-45-23-08-14.

■ NOUVELLES REVUES. L'Alpe  
est une nouvelle revue trimes-  
trielle créée par les éditions Glé-  
nat et le Musée dauphinois,  
connu pour la qualité de ses ex-  
positions et qui sait entourer de  
personnalités compétentes. Plus  
proche de l'album que du maga-  
zine, ouverte sur le monde et  
donc aussi bien hexagonale, eu-  
ropéenne qu'himalayenne, la re-  
vue se présente comme une réali-  
sation familière et savante  
conjuguant passé et présent. Ar-  
ticles ramassés et denses, illus-  
trations en noir et blanc ou en  
couleurs, maquette impeccable, des  
éléments qui en font un plaisir  
trimestriel (112 p., 78 F).  
★ L'Alpe, tél. : 04-76-88-75-88.

■ L'IRLANDE EN IMAGES. Deux  
vagabonds en Irlande, photos de  
Pierre Josse, textes de Bernard  
Pouché, est un ouvrage drôle,  
touchant, parfois acide, spirituel  
toujours. Une vision en noir et  
blanc, inhabituelle mais juste, de  
la Verte Erin (éditions Terre de  
brume, 160 p., 189 F).

## Carte de route

● Association, Amis, passé et arts,  
rue Champ-de-Navarre, 52200  
Langres, tél. : 03-25-87-11-63. Le  
président de l'association, Roland  
Jouin, est un remarquable  
guide culturel bénévoles qu'il faut  
revenir à l'avance.  
● Hôtel, Le Cheval-Blanc, 4, rue  
de l'Estre, Langres,  
tél. : 03-25-87-07-00. Dans une  
ancienne église de fondation  
carolingienne, transformée en  
auberge depuis la Révolution,  
chambres à partir de 275 F,  
menus, avec une cuisine régionale  
et inventive, à partir de 125 F.  
● Produits du terroir. La crêmerie

de M<sup>me</sup> Edith Drouot (11, rue  
Jean-Roussat, tél. : 03-25-87-02-78)  
est connue des amateurs de  
fromage de Langres à point.  
● Lectures. Voyage à Bourbonne,  
à Langres et autres récits, de  
Diderot, éd. Aux amateurs du livre.  
Champagne-Ardenne, guide vert  
Michelin. Langres, de David  
Covell, éd. Guéniot-Office du  
tourisme. L'étude de Jean-Louis  
Gouraud sur Flor et Laur dans le  
n° 29 de la revue *Equus*,  
102, avenue Parnassus, 75011 Paris  
et renseignements. Office du  
tourisme du pays de Langres,  
tél. : 03-25-87-67-67.

## Un voyage en cadeau

Offrir un week-end à Londres, Venise ou  
Séville à ses parents, un billet d'avion pour  
New York au jeune diplômé, un séjour  
linguistique à l'adolescent, une croisière  
sur le Nil à un grand-père... Nul besoin de  
régler la dépense d'un cent élan. Il s'agit  
d'offrir un compte « cadeau »  
personnalisé chez un spécialiste. A la  
famille et aux amis de l'alimenter au fil des  
semaines, selon les occasions, Noël,  
anniversaire et autres fêtes. Chaque  
donateur remplit la cagnotte à sa guise. Le  
choix final est fonction du budget, sans si la  
destination a, au préalable, été déterminée.  
Le voyage a lieu dans l'année de  
l'ouverture du compte.  
Tel est le mode d'emploi de la liste  
« cadeau », service offert par des  
professionnels. Ainsi Nouvelles frontières  
(NF) enregistre entre 3 500 et 4 000 dossiers  
par an dans ses 170 points de vente pour  
un chiffre d'affaires estimé entre 15,75 et  
16 millions de francs en 1998. Alain Joubin,  
en charge du développement de ce secteur,  
précise que « les deux tiers des voyages  
offerts concernent des formules

« week-ends ». Le tiers restant se partageant  
entre séjours balnéaires, linguistiques et  
billets d'avion. La fourchette des budgets  
oscille entre 1 500 et 6 500 F », indique-t-il.  
Pour ouvrir un compte et obtenir un  
numéro de dossier, il suffit d'appeler au  
08-03-33-33-33 (entre 0,65 F la minute à  
1,29 F selon les heures). A moins de  
préférer se déplacer dans l'une des agences  
NF.  
Pas de mise de fonds initiale. Chaque  
donateur effectue son ou ses versements  
par téléphone (avec un numéro de carte  
bancaire), par courrier (chèque bancaire)  
ou dans un point de vente NF. Pour une  
cagnotte de 1 000 F, on passe le week-end à  
Londres. Pour moins de 2 000 F, on  
embarque pour quatre jours à Barcelone,  
Prague ou Istanbul. Avec 2 500 F, on achète  
une semaine dans un Poney Club de  
l'Yonne (pour les 4-13 ans, pour Mardi gras  
ou Pâques). Avec 7 000 F, on choisit un billet  
tour du monde en cinq escales ou une  
croisière sous voile aux Caraïbes.  
Même service et même principe chez  
Havas Voyages (HV). Mais, à l'inverse de  
NF qui ne vend que des produits « maison »  
(séjours, circuits guidés, formules à la  
carte...), les 330 agences de l'enseigne

commercialisent cinquante tou-opérateurs  
partenaires. Les généralistes opérant sur  
les cinq continents, Jet Tours, Kéoni, ou  
Fram par exemple. Comme les spécialistes :  
Asia pour l'Asie, Anstro Pauli, Cit Evasion,  
Donatello, Bennett, Visit Europe ou  
Transitours pour le Vieux Continent.  
Vacances Fabuleuses ou Vacances Air  
Transit pour l'Amérique, comme une  
escala du Club Med ou l'aventure en 4x4  
avec Explorer en Afrique. A cette  
programmation s'ajoutent les brochures  
Vacances d'Hiver 100 % Evasion et 100 % Neige  
signées Havas Voyages Vacances,  
lesquelles présentent quinze destinations  
« soleil » (bonne sélection dans l'océan  
Indien et aux Antilles) et les séjours aux  
sports d'hiver. Sous le label Air Havas, on  
choisit aussi des vols à tarifs négociés. Le  
compte « cadeau » s'ouvre dans n'importe  
quel point de vente, comme à La Planète  
Havas Voyages (26, avenue de l'Opéra,  
75001 Paris), ou par téléphone au  
01-53-29-40-00.  
La Fnac vend des chèques-cadeaux en  
coupons de 50, 100 ou 200 F, d'une validité  
illimitée, utilisables sur les voyages  
libellés à son enseigne (Fnac Voyages,  
01-40-41-40-78). Nombre d'agences

Indépendantes jouent ponctuellement sur  
le même terrain, prêtes à offrir ce service  
personnalisé. Notamment, en province, au  
sein du réseau AFAT Voyages. A Paris,  
Voyageurs (55, rue Sainte-Anne, 75002  
Paris, tél. : 01-42-86-17-01), qui aligne des  
compteurs par pays, impose un minimum  
de versement de 30 % sur le voyage  
sélectionné et l'ouverture du compte à  
l'agence. Au contraire d'Orients (29, rue des  
Boulangers, 75005 Paris, tél. : 01-40-51-10-40)  
qui accorde une souplesse dans l'utilisation  
de ce service à qui veut faire étape le long  
des anciennes routes de la soie.

Florence Evain

**3615 Bye Bye**  
EGYPTE Croisière 3 490 Frs  
Vols A/R + 8 jours PC Vols incluses Janvier 99  
TUNISIE Randa, Chasseurs 5 550 Frs  
Vols A/R + 8 jours Pension Complète Janvier 99  
Des offres réactualisées tous les jours  
Demande de renseignements : 01 42 17 30 10

**SOMMARD PRAZ-DE-LYS**  
1 500 M. Pied des Pâtes - Pond, Alpin  
**HOTEL DU LAC 2\***  
PISCINE - SAUNA - SPA  
Pension complète 240 F à 370 F  
PROMO 5 jours minimum tout comp.  
(Matinél + Forfait ski + Pension)  
BASSE SAISON 1 800 F / NOËL 2 200 F  
Séjour et Week-End groupe  
Tél. : 04.50.34.20.88

**Paris/Athènes\* 548F**  
**Paris/Stuttgart\* 245F**  
**AIRHELIADES**  
N° INDIGO 0803 885 885 24h/24  
3615 HELIOS

**Directours**  
**PROMOTION EXCEPTIONNELLE**  
**BAISSE DES PRIX. BAISSSE DU DOLLAR**  
**FLORIDE HIVER 99**  
Prix INCLUANT le vol A/R sur compagnie régulière.  
Départs quotidiens de Paris et de province. Dernier départ le 14/03/99.  
SÉJOUR MIAMI BEACH 8/6n : base 2 personnes en 1 chambre double  
= FONTAINEBLEAU HILTON 5\* : 6 395 F nuit sup. : 750 F  
= DEZERLAND 2\* : 3 290 F nuit sup. : 230 F  
SÉJOUR ORLANDO DISNEYWORLD 8/6n : base 2 personnes  
= HYATT ORLANDO 4\* : 3 410 F nuit sup. : 250 F  
= DAYS INN 2\* : 2 750 F nuit sup. : 140 F  
(prix base 3 : 2 910 F/2 470 F, base 4 : 2 660 F/2 330 F).  
AUTOTOUR Variations Tropicales 21/9n : base 2 personnes : 4 565 F  
2n Miami Beach + 1n Key West + 1n Sarasota + 1n Naples + 1n Orlando. Hôtels  
2/3\* voiture Avis catégorie A. Prix base 3 personnes : 3 525 F. Base 4 : 3 120 F.  
Pour tous ces programmes : Prix enfants -12 ans : 1 700 F.  
Enfants -18 ans : 2 000 F (en chambre avec 2 adultes). Taxes d'aéroport : 440 F.  
Promotion déclinable avec la totalité de nos prestations en brochures.  
Brochures gratuites 01.45.62.62.62 ou de province au 08.01.43.75.43  
Minitel 3615 Directours (223 F/mn) • Internet : www.directours.fr  
dans la limite des disponibilités.  
90, av. des Champs-Élysées, PARIS 8e  
Lic. 023960001 • Membre SNAV • Garantie APS

Pour ceux qui  
parcourent le monde  
**LES VOYAGES SINDBAD**  
Oman  
Yémen  
Syrie  
Jordanie  
Irak  
Éthiopie  
Ouzbékistan  
Les Voyages Sindbad  
50 rue de Servan 75011 Paris  
Tél. 01 43 38 19 54 / fax 01 43 38 93 56  
E-mail : info@sindbad.com

**3615 TRAVELTOUR**  
**NOUVEL AN**  
✓ **ISTANBUL**  
1 590 Frs\*  
5 JOURS / 4 NUITS  
VOLS + HOTELS 3\*  
+ PETITS-DEJEUNERS + REVEILLON  
✓ **PRAGUE**  
2 035 Frs\*  
4 JOURS / 3 NUITS  
VOLS + HOTELS 3\*  
+ PETITS-DEJEUNERS + REVEILLON  
FACULTATIF : 275 FRF / PERS  
\* A PARTIR DE  
Tél. 01.56.03.56.00



## Brouillards fréquents suivis d'éclaircies

VENDREDI, un vaste anticyclone est situé de l'Espagne à la France jusqu'à l'Europe centrale, protégée par notre pays. Les brouillards matinaux seront fréquents et une faible perturbation abordera la Bretagne en soirée avant de traverser le pays.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Après dissipation des brouillards matinaux, les nuages et les éclaircies alternent. Le ciel se couvrira sur la pointe Bretonne en fin d'après-midi. Il fera 11 à 13 degrés au maximum.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les brouillards matinaux seront fréquents, mais ils laisseront place à un après-midi assez bien ensoleillé. Les températures maximales avoisineront 5 à 8 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les nuages bas et les

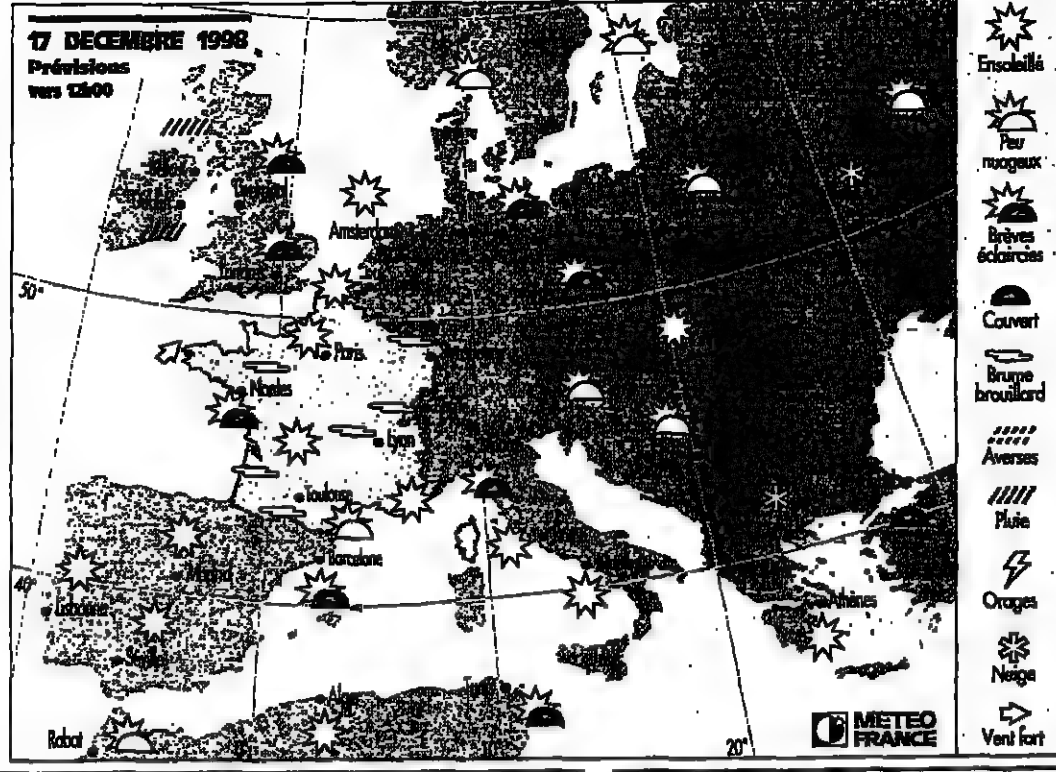
brouillards masqueront le soleil le matin, mais de belles éclaircies se dessineront l'après-midi. Le thermomètre marquera 3 à 6 degrés au mieux.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Après dissipation des brouillards matinaux, le soleil sera prédominant. Il fera 13 à 17 degrés du nord au sud l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les brouillards ou nuages bas formés au lever du jour se dissiperont rapidement, pour laisser place au soleil. Les températures maximales avoisineront 6 à 12 degrés d'est en ouest des régions.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Les nuages bas persisteront une bonne partie de la journée près des côtes, mais dans l'intérieur il fera beau. Les températures maximales iront de 13 à 16 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 17 DÉCEMBRE 1998		VILLE par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.	
FRANCE métropolitaine	NANCY	-1/9 S	AMSTERDAM
ALGER	3/16 S	2/11 N	BARCELONE
BIARRITZ	4/15 S	5/13 S	BELFAST
BORDEAUX	1/12 N	1/9 S	BELGRADE
BOURGES	1/10 S	1/10 S	BERLIN
BREST	8/13 S	3/12 S	BERNE
CAEN	6/10 S	2/10 S	BRUXELLES
CHERBOURG	3/10 S	-1/12 S	BUCAREST
CLERMONT-F.	1/12 S	-1/4 N	BUDAPEST
DIJON	-3/5 S	1/11 C	COPENHAGUE
GRENOBLE	-5/8 S	2/8 S	DUBLIN
LILLE	3/10 S	FRANCE métropolitaine	FRANKFURT
LIMOGES	3/13 S	CAYENNE	23/29 P
LYON	-3/8 N	FORT-DE-FR.	25/29 C
MARSEILLE	2/12 N	NOUMEA	24/28 P
		ISTANBUL	4/5 C



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ CUBA. Promotions exceptionnelles de Nouvelles Frontières (tél. : 0-800-33-33-33) pour Cuba avec, les 8 et 15 janvier, un séjour plage d'une semaine à Varadero (4 900 F en pension complète avec l'avion). Egalement, cet hiver, une semaine à l'île de la jeunesse pour les plongeurs confirmés (6 840 F en demi-pension avec 10 plongées et le vol de Paris). Prix hors taxes.

■ ÉCOSSE. Ouverture à Edimbourg, à proximité du château et du Royal Mile (Chamber's Street), d'un Musée d'Écosse. Reflet de la culture locale, ce Museum of Scotland retrace, par le biais d'une collection permanente de plus de 10 000 objets, les différentes étapes de l'histoire de cette région. Renseignements auprès de la Maison de la Grande-Bretagne, 19, rue des Mathurins, 75009 Paris, tél. : 01-44-51-56-20.

## JARDINAGE

## Plaidoyer pour laisser la nature vivre à son rythme

ÉVIDEMMENT, un jardin laissé à lui-même pendant l'hiver expose à la vue les grandes branches des arbres, la masse effondrée des touffes de pivoines, les longues tiges desséchées des capucines, les frondes des fougères, les feuilles mortes des arbutus et des vivaces. Il faudrait couper et ramasser tout cela pour faire place nette, pour faire propre.

Ce ne serait pas du goût des oiseaux qui trouvent là leur nourriture en inspectant les branches, en grattant le sol autour des arbutus et des vivaces endormis. D'autant que dès que le temps se met au redoux, les vers de terre remontent vers la surface où ils laissent des petits tas de terre et enfouissent dans le sol les débris végétaux. Leurs travaux attirent les merles et les taupes qui se régalaient des lombrics - les merles et les taupes attirent les chats qui hélas ! ne mangent pas que les souris. Depuis que ces tigres de poche sont légion près de notre jardin, les écureuils se raréfient, restent à la cime des arbres et ne descendent plus dans l'herbe. Les jardiniers détestent les

taupes auxquelles ils livrent une guerre sans merci et parfois sans raisons : on les chasse autant parce qu'on les a toujours chassées - une chasse traditionnelle en somme - que parce qu'elles font des dégâts. Pour ce faire, certains sortent l'arsenal du par-fait criminel : poison, piège, noyade, fumigène. Pourtant que sont quelques monticules (terre parfois pour le repotage !) dans une pelouse face aux nombreux insectes que mange ce joli petit mammifère à la fourrure douce et serrée, aux griffes acérées et au joli museau ? Que sont quelques pieds de légumes qui crévent parce que leurs racines ont été sectionnées ? Le jardin ne doit pas être un désert animal, au seul service de l'homme.

Attendons la fin de l'hiver pour tout nettoyer. Laissons les mésanges tourner autour des branches, les sifflets torchepot grimper le long des troncs, les troglodytes mignons traîner le buisson, laissons ces oiseaux extirper des crevasses de l'écorce les insectes dont ils se nourrissent. Et attendons la fin de l'hiver pour traiter les arbres fruitiers.

Les jardiniers amateurs ne sont pas soumis aux mêmes impératifs économiques que les arboriculteurs professionnels. Un jardin bien soigné est un jardin dont les plantes bien nourries finissent par vivre en équilibre et en harmonie avec les animaux utiles et inutiles.

Dans ces jardins d'ornement, les traitements sont doux et parfois plus proches du système D que de la pharmacopée. Un jet d'eau sur une branche de rosiers envahie de pucerons suffit à les

éliminer... Le tout est de ne pas avoir des centaines de pieds attaqués ! Soufre et sulfate de cuivre viennent à bout des petits bobos.

Mais si l'on sait attirer les oiseaux en les nourrissant l'hiver, et les retenir à la belle saison en leur installant des nichoirs, ils se chargeront du gros du travail : une nichée de mésanges bleues ou carbonnières, de troglodytes - cet oiseau marron, gros comme un œuf de pigeon, à la queue relevée chante admirablement bien

et étonnamment fort -, de merles et de fauvettes, suffisent à contenir la plupart des insectes suceurs de sève ou dévoreurs de feuilles d'un petit jardin.

Il est facile de fabriquer un nichoir à mésanges avec une de ces caissettes dans lesquelles les bonnes bouteilles sont vendues. Un trou circulaire à mi-hauteur du trou coulissant fera l'affaire. Votre avec un gros pot de fleurs en terre cuite dont on agrandira le trou de drainage pour le porter à trois centimètres de diamètre. Il faudra ensuite accrocher ces nichoirs sur un tronc d'arbre inaccessible aux chats, trou orienté à l'est, à une hauteur de trois mètres.

Les mésanges sont si peu farouches qu'elles acceptent un nichoir à hauteur d'homme et qu'elles toléreront même qu'on observe la croissance de leur nichée en faisant coulisser la façade du nichoir - ce n'est quand même pas recommandé. Certaines, vraiment sans gêne, s'installent dans les boîtes aux lettres d'où il ne faudra pas davantage les déloger qu'il ne faut détruire les nids des hirondelles au motif que ces der-

nières salissent les carreaux. Les jardiniers les plus chanceux sont ceux dont la maison, la cave ou un bâtiment accolé à une colonie de chauves-souris. Elles se font rares, ces splendides petites bêtes (les oreillers sont très moches à vrai dire), aux yeux vifs qui ornent la vaisselle des empereurs de Chine. Pourchassées chez nous, porte-bonheur en deçà de la Grande Muraille, elles sont de grandes consommatrices d'insectes volants.

Celles de nos pays sont si petites qu'elles peuvent s'immiscer sous les tuiles où elles passent leurs journées et la mauvaise saison : il est amusant de les voir s'envoler chaque soir dès les premiers vents et tourner autour des lampes pour manger les moustiques et curieux de les entendre piailler toute la journée. Malheureusement, les pesticides employés par l'agriculture, la transformation des greniers en pièces d'habitation, l'élagage des arbres, ont réduit l'habitat de cet animal qui devient rare même à la campagne.

Alain Lompech

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98300

6. Dans l'ensemble. - 7. Toile de belles dimensions. - 8. Avant l'heure. Dans la gamme. Chaque jour dans *Le Monde*. - 9. L'intestin à chaque bout. Protection en façade. Préposition. - 10. Passent des marais au faubourg Saint-Honoré. - 11. Entre un mois et deux ans.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98299

HORIZONTALEMENT

1. Volontarisme. - 2. Inabordable. - 3. Vit. Tentées. - 4. Irréels. - 5. Sine (sinecure). - 6. Tressa. - 7. ADN. - 8. Ratines. - 9. Rap. - 10. Léo. - 11. Ued. - 12. Trou. - 13. Ope. - 14. Chasse. - 15. Nus. - 16. Crépeux.

VERTICALEMENT

1. Vivisection. - 2. Ostrisme. - 3. Pu. - 4. Latins. - 5. Rues. - 6. Ob. - 7. Séantes. - 8. Note. - 9. Yard. - 10. Tressa. - 11. Cr. - 12. ADN. - 13. Ratines. - 14. Rap. - 15. Léo. - 16. Ued. - 17. Trou. - 18. Ope. - 19. Chasse. - 20. Nus. - 21. Crépeux.

HORIZONTALEMENT

1. Limitée par son ressort. - 2. Repousse les limites des connaissances. - 3. Fient circuler les indiscretions. Bon conducteur. - 4. Qui évite les contradictions. Transporte plus de monde à Paris qu'à Londres. - 5. Sans effet. Lettres de Tanger. Gagner en sagesse. - 6. A ravitaillé Rome. Coup tranchant. - 7. Soutiens provisoires. Obstacle à franchir. - 8. Épais manteau d'hiver. Perdus ou tranquilles à la campagne. - 9. Bout d'histoire. Perdu et sûrement tranquille à la campagne. Points. - 10. Gamme féminine. Met avant. - 11. Chef-lieu. Points pour suspendre.

VERTICALEMENT

1. Bien que grêle, il fait un gros travail. - 2. Plus de quatre-vingt-quatre ans pour faire la révolution. Voir déformé. - 3. Prit un dénouement. Hymne de louange. - 4. Mise en pièces pour vérification. Ardée. - 5. Ténement les rênes.

## BRIDGE

PROBLÈME N° 1819

APRÈS LE RÉVEIL, LA PRUDENCE

Dans cette donne d'une sélection pour l'équipe de France, après un premier tour d'enchères prudentes, Nord-Sud avaient abouti à « 3 SA », un contrat qui semblait infaisable à moins de bien connaître la technique.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98299

HORIZONTALEMENT

VERTICALEMENT

1. Vivisection. - 2. Ostrisme. - 3. Pu. - 4. Latins. - 5. Rues. - 6. Ob. - 7. Séantes. - 8. Note. - 9. Yard. - 10. Tressa. - 11. Cr. - 12. ADN. - 13. Ratines. - 14. Rap. - 15. Léo. - 16. Ued. - 17. Trou. - 18. Ope. - 19. Chasse. - 20. Nus. - 21. Crépeux.

comment Sud a-t-il gagné TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Réponse

Après avoir pris avec la Dame de Coeur, le déclarant joue le 10 de Trèfle du mort et fait l'impasse au Valet de Trèfle. En effet, il était nécessaire de réaliser quatre levées dans cette couleur en restant au mort avec le dernier Trèfle. Or on pouvait supposer que Ouest (qui avait annoncé un bicolore) était très court à Trèfle ; ainsi, il était probable que le Valet était dans la main longue à Trèfle.

Après avoir fait le 10 de Trèfle, le déclarant tira ses trois autres Trèfles du mort et Ouest fut sursis à trois couleurs. Il ne pouvait évaluer qu'un Carreau et deux Piques. La quatrième défense était mortelle : s'il jetait un deuxième Carreau, le 3 de Carreau de Sud s'affranchissait ; et, s'il sacrifiait un Coeur, Sud pouvait jouer Pique puisque Ouest n'avait plus qu'un Coeur à faire.

A l'autre table, Nord-Sud s'étaient arrêtés à « 2 Piques », un contrat qui avait été juste fait en maniant bien les atouts.

LA VALEUR DES 10

Une des carences des modes d'évaluation est de ne pas donner de valeur aux 10. Or ceux-ci valent environ un demi-point, et souvent davantage

quand le Valet ou le 9 de la couleur se trouve dans la même main.

Voici une donne jouée au tournoi de Zandvoort en 1990 :

1075  
AR  
10952  
D653  
432  
V3  
R8764  
982  
RD96  
E762  
OAV  
RV74  
AV8  
D109854  
D3  
A10

Ann. : O. don. Tous vuln.

Ouest Nord Est Sud  
Vriend Westra Maas Leufkens  
passe passe 1 ♠ 1 ♠  
passe 1 SA passe 2 ♣  
passe 2 ♠ passe 4 ♠

Ouest ayant entamé le 9 de Trèfle, comment Leufkens, en Sud, a-t-il gagné QUATRE COEURS contre toute défense ?

Note sur les enchères

Philippe Dupuis



**CINÉMA** *L'Ennui*, troisième long-métrage de Cédric Kahn, qui vient de recevoir le prix Louis-Delluc, est l'histoire d'une passion, adaptée du roman d'Alberto Moravia et trans-

posée dans le Paris d'aujourd'hui. ● À MARTIN, professeur de philo maniaco-dépressif, Cécilia répond par une disponibilité enthousiaste aux ébats physiques que ne vient

troubler aucune disposition pour le romantisme ou le sentiment. ● CÉDRIC KAHN, dans un entretien au *Monde*, explique qu'il a tourné les scènes d'amour physique, figures

quasi imposées du cinéma contemporain, comme des scènes de comédie. ● C'EST SOPHIE GUILLEMIN, la jeune actrice de *L'Ennui*, qui, souligne-t-il, a rendu le film possible.

● CHARLES BERLING, l'autre interprète du film, explique comment il se passionne pour « les gens qui basculent et s'emballent » et s'ex-plique sur le métier d'acteur.

## A la poursuite de l'énigme érotique

*L'Ennui*. Servi par Sophie Guillemin et Charles Berling, interprètes d'exception, le troisième film de Cédric Kahn, qui vient d'obtenir le prix Louis-Delluc 1998, se joue avec brio de l'adaptation du roman d'Alberto Moravia

Film français de Cédric Kahn. Avec Charles Berling, Sophie Guillemin, Arielle Dombasle, Robert Kramer. (2 h.)

Il faut une petite dizaine de minutes pour ne même plus penser à ce qui, dans d'autres cas, aurait largement suffi à tenir en haleine toute la durée du film : comment une adaptation du roman de Moravia, splendide *rosa mentale* qui semblait tout devoir à la littérature, devient-elle possible au cinéma ? Comment ce texte si imprégné d'une ambiance sociale (la très grande bourgeoisie), territoriale (l'Italie, singulièrement certains quartiers de Rome) et d'époque (le début des années 60) peut-il être transposé par un cinéaste français, incarné par un comédien français, dans le Paris contemporain ? *L'Ennui*, troisième long-métrage de Cédric Kahn, qui vient de consacrer un judicieux prix Louis-Delluc, ne ré- soute aucune de ces questions.

Il les balaye d'emblée. Et instaure *illico* une sorte de jouissance troublante et inquiète, qui libère de l'antécédent littéraire avant même que le récit ne soit véritablement lancé. Exemple, ce plan au tout début du film où la caméra subjective occupe la place de Martin (Charles Berling) au volant, suivant du regard un étrange quidam sur un trottoir de Pigalle. La situation de danger, créée par le simple fait qu'il conduit sans re-

garder la route, donne la mesure du naturel avec lequel la mise en scène crée un effet à la fois dynamique et déstabilisant. Le quidam, un peintre en qui on peut reconnaître le cinéaste Robert Kramer, n'occupera l'écran qu'une poignée de minutes, le temps de lancer Martin sur la piste de Cécilia (Sophie Guillemin) et de la fiction. Cette apparition suffit pour que ce corps massif, simultanément dangereux et en danger, demeure inoubliable.

Martin, prof de philo maniaco-dépressif, croise donc Cécilia. Il la rencontre au milieu des tableaux figurant son cul, en gloire, en majesté, en multiples infinis. Martin ne s'en remet pas, voici que commence l'histoire de leur liaison, de sa passion - à lui, et au double sens du terme. L'adolescente y répond par une disponibilité enthousiaste aux ébats physiques que ne vient troubler aucune disposition pour le romantisme, le romanesque, le sentiment et ses dispositifs.

VAGUES MÂLES, ROC FÉMININ

Elle est belle, elle est offerte et heureuse de s'offrir à Martin, elle est opaque absolument. Honnête, au point de faire du mensonge même une modalité simple de la vérité. Pour Martin, c'est insupportable. Pour le cinéma, cette opacité et cette honnêteté font le plus juste et le plus joyeux défi qui soit.

Au cœur d'un dispositif narratif



Sophie Guillemin et Cédric Kahn sur le tournage de « L'Ennui ».

archi-rebattu - boy meets girl, sempiternel et insouable - la fiction instaure le mystère total de Cécilia, sur lequel viennent se briser le savoir de Martin, le désir de Martin, sa méchanceté et sa gentillesse, et sa folie. *L'Ennui* devient un film à grand spectacle : le spectacle de l'explosion de ces vagues

mâles sur un roc féminin. Spectacle rendu possible par la qualité exceptionnelle de l'interprétation. Et d'abord le miraculeux « être à l'écran » (comme on parle d'« être au monde ») de Sophie Guillemin. Elle est... ce qu'on voudra : une représentation de la jeunesse, de la femme, divinité bar-

bare ou messie, incarnation de l'amour, du sexe, de la mort, du réel, de l'« autre », de l'art, pour quoi pas ? L'important étant qu'elle ne cesse jamais d'être une jeune fille très avenante et très particulière : ni le personnage ni son interprète ne sont dévorés par les symboliques auxquelles, en-

semble, ils donnent vie. Face à elle, Charles Berling, aussi acteur qu'elle est « non-actrice », fait merveille. Et, surtout et fort probablement, fait rire. Là se joue pour une grande part la réussite de ce film à tous égards inattendu : il est drôle, drôle de l'humour subtil qui vient de chez Moravia, du comique de situation créé par le face-à-face entre les deux protagonistes, mais surtout, et de manière inespérée, de la gestuelle burlesque inventée, en de subtils décalages de rythmes, par Berling, qu'on n'attendait guère dans ce registre.

SCÈNE DE LIT, FIGURE IMPOSÉE

Qu'un film fasse rire est toujours une heureuse chose, mais cette vertu prend avec *L'Ennui* une ampleur et une tonalité particulières, du fait de l'importance des scènes d'amour physique.

La « scène de lit », figure désormais quasi imposée du cinéma occidental contemporain, tourne si souvent au voyeurisme graveleux qu'elle fait volontiers office de test sur la qualité d'une mise en scène. Cédric Kahn l'affronte avec justesse et légèreté, faisant le meilleur usage de l'énergie comique accumulée pour mieux esquiver les écueils du genre. Réussite d'une mise en scène quadrature du cercle, où logent la beauté, la finesse, l'érosisme et le rire.

J.-M. F.

Cédric Kahn, réalisateur

« J'ai réalisé ce film pour voir la fille décrite par le livre »

**REMARQUÉ** dès son premier long-métrage, *Bar des rails* (1992), Cédric Kahn confirmait ses talents deux ans plus tard avec *Trop de bonheur*, qui lui valut le prix Jean-Vigo. Il avait aussi participé au scénario de *Les gens normaux n'ont rien d'exceptionnel*, premier film de Laurence Ferrel Barbossa, qui, à son tour, a collaboré à l'écriture de l'adaptation du roman de Moravia.

« On ne s'attendait pas à vous voir vous lancer dans une adaptation littéraire. - Moi non plus ! J'avais commencé un scénario original, le parcours d'un homme devenant dépendant, affectivement et sexuellement, d'une femme, un peu comme un drogué dépend de sa drogue. Je me suis aperçu que ce que j'écrivais était très proche du roman de Moravia, que j'avais lu avec admiration sans songer à en faire un film. En le relisant, j'ai vu que, sous les aspects très littéraires et la réflexion philosophique, il recélait une structure narrative de polar. Je suis parti de là pour écrire le scénario qui, même s'il a fallu enlever beaucoup de digressions, reste très proche du livre.

« Il n'est pas sûr que le film pourrait exister sans l'interprétation de Sophie Guillemin. Comment l'avez-vous trouvée ?

« C'est vraiment elle qui, à double titre, rend le film possible. Elle, personnage, parce qu'à un moment, je me suis rendu compte que je voulais réaliser ce film pour voir la fille décrite par le livre. Et elle, interprète, parce que j'ai vite compris que le plus difficile et le plus original reposerait sur elle. J'ai « usé » plusieurs spécialistes du casting avant de trouver une actrice... qui m'a laissé tomber deux mois avant le début du tournage. A ce moment-là, j'ai cru que c'était fichu, ce projet avait déjà rencontré tant d'obstacles...

« Le film a-t-il été difficile à produire ?

« Plus que difficile ! Ça a été un vrai feuilleton. Deux producteurs ont renoncé successivement, les chaînes de télévision ne voulaient pas du sujet, j'avais accepté de changer le titre, pas assez commer-

cial. Ça s'intitulait *Héroïne*, mais je n'arrivais pas à le dire quand on m'interrogeait sur le nom de mon projet. Quand la comédienne prévue a annoncé soudain qu'elle ne jouerait pas, j'ai failli renoncer. J'ai entendu d'un coup toutes les objections qu'on m'opposait depuis le début et auxquelles je restais sourd. C'est Laurence Ferrel Barbossa et Charles Berling qui m'ont convaincu de ne pas laisser tomber. Alors j'ai rencontré Paolo Branco, qui n'est pas un producteur comme les autres. Au lieu de dire qu'il allait d'abord chercher le financement, il m'a dit : « Vas-y. Toi tu fais le film, moi je m'occupe de l'argent. Tourne dès que tu es prêt. » C'est à ce moment que j'ai fait la connaissance de Sophie Guillemin. Le film est devenu possible.

« Une évidence : une scène d'amour nécessite d'être mise en scène, exactement comme une autre »

« Il comporte de nombreuses scènes d'amour physique, situations souvent mal montrées au cinéma. Comment avez-vous affronté ce défi ?

« Je savais qu'il faudrait établir une grande confiance entre les deux comédiens et moi-même, après le tournage de la première scène de lit, réalisée en enregistrant tout simplement les gestes de l'amour physique, je l'ai trouvée ratée. J'ai cru que le film était foutu. Si je ne parvenais pas à tourner cela, rien n'était possible. Je me suis alors rendu compte que celui qui n'avait pas confiance, qui était gêné, c'était moi. Je suis parvenu à dépasser mes propres blocages, en tournant ces scènes comme des scènes de comédie, avec des indications très pratiques, en découvrant en plans au lieu de m'accrocher au point de vue

pseudo-documentaire qui n'était qu'une manière d'esquiver cette évidence : une scène d'amour nécessite d'être mise en scène, exactement comme une autre.

« Les comédiens étaient d'accord ?

« Pour eux aussi, c'était plus facile ainsi. Nous avions parlé très tôt de ces scènes et du fait qu'il serait impossible de transiger. En les tournant, nous avons découvert qu'elles offraient de grandes possibilités de jeu, en même temps qu'elles n'étaient pas les plus troublantes du film. Certaines scènes de dialogue sont plus « sexuelles » que les scènes de lit. Arriver à ce résultat, et pas d'une manière abstraite, est l'une des raisons pour lesquelles j'avais envie de réaliser *L'Ennui*. J'ai aussi compris certains effets du cadrage lorsqu'on filme une scène d'amour : le cadre intermédiaire est presque toujours laid et triste. Il vaut mieux filmer soit de très près pour capter une vibration intime, soit d'assez loin pour donner de l'air et de l'espace.

« Avez-vous devenu un spécialiste de ce genre de scène ?

« Certainement pas. Je vais donc m'essayer au film d'action, avec une histoire de tueur en série, inspirée d'un fait divers authentique, avec des poursuites, des coups de feu, des morts, etc. Je n'aime faire que ce que je ne suis pas fait. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

Le jeu, une question d'équilibre entre instinct et savoir

« CONFRONTÉ à une femme chez qui, au sens premier du terme, tout est égal, tout est plan, le personnage de Martin tombe dans l'hystérie, dit Charles Berling.

Les gens qui perdent pied, qui perdent le sens de leurs actes, de leur vie, qui basculent et s'emballent, me passionnent.

Je suis curieux de ces moments où on ne sait plus très bien jusqu'à quel point on s'emballe soi-même, jusqu'à quel point ça a encore à voir avec la personne en face. Ces moments où on ne peut rien faire d'autre, penser à rien d'autre. Comme tout le monde, j'ai vécu ce type d'obsession.

« L'hystérie est un phénomène humain effrayant, mais intéressant. Elle est intéressante à interpréter. Quand Cédric Kahn m'a parlé de *L'Ennui*, j'ai éprouvé les mêmes sentiments que lorsque Jean-Louis Martinelli m'a proposé son adaptation pour le théâtre de La Maman et la Putain. En tant qu'acteur, en tant que personne, je ne pouvais pas refuser une affaire aussi forte. Les deux fois, j'en mourais d'envie et, en même temps, si on m'avait dit que je ne ferais plus partie du projet, je me serais senti comme un gosse en vacances. C'est vrai, je n'aurais pas été déçu. J'aurais acheté une place de théâtre ou de cinéma. En fin de compte, sur le plan personnel, je l'aurais payé moins cher.

« J'ai laissé le destin décider. Je connaissais Cédric Kahn par son travail, je savais qu'il ne dériverait pas vers le cinéma littéraire, qu'il resterait concret. Je savais aussi que le film serait dur. Il l'a été, avant, pendant, après. Avant, parce qu'il s'est monté difficilement : il faisait peur aux chaînes, d'autant que Cédric Kahn n'est pas homme à mettre de l'eau dans son vin. Pendant, parce qu'on a dû travailler intensément. Le tournage a duré neuf semaines, pleines, et je devais être là tous les jours. Après, il y a le regard des autres. Au ras des pâquerettes, la plupart du temps. On ne me pose des questions que sur mon comportement sexuel, comme si j'étais Martin. J'ai connu le même problème avec *Nettoyage à sec*. On me disait : « Vous avez eu du courage de vous faire sodomiser !... D'abord on joue, on fait semblant. Ensuite, d'autres le font vraiment, avec plaisir. Le plus pénible à trouver en soi, c'est tout ce qui précède, comme la médiocrité de ce petit bourgeois refoulé qu'on m'a demandé de jouer.

« SIMPLEMENT UN POINT DE VUE

« Je ne suis pas Martin : il se détruit en courant après ce qu'il ne peut pas prendre, alors que moi, ça me fait jubiler. Si on n'avait pas à courir derrière un personnage, on ne parviendrait jamais jusqu'à lui. Dans la vie, dans l'amour, on n'attrape jamais personne, vérité à admettre si on veut s'en servir... Dans *L'Ennui*, la nudité ne m'a pas gêné. En fait, je me suis moins démasqué que dans *Ridicule*, par exemple. Personne ne peut s'en rendre compte parce que personne ne me connaît comme je me connais. Après tout, je me trompe peut-être du tout au tout sur mon image. Que l'on soit ou non acteur, quand on souffre d'amour, l'image que l'on a de soi est exécrable ; en cas de bonheur, on idéalise.

« Jouer, c'est accumuler une série de données, parmi lesquelles il s'agit de trier celles dont on va se servir dès que l'on entend « moteur, action ». Je n'aime pas arriver sur un plateau comme à un « travail ». Naturellement, c'en est un, puisque je suis payé. Mais je préfère me dire que je passe un drôle

de moment dans un cadre étranger à la vie réelle : celui de la caméra, celui du plateau. L'acteur ne donne pas la réalité, simplement un point de vue sur elle. Lorsque l'en suis conscient, je peux aller très loin. Sinon, le me bloque.

« On tourne les scènes de sexe comme les autres, dans un même rapport au jeu. Mais se démasquer intimement, délibérément, devant des milliers de spectateurs, est impensable. Personne n'en est capable. Ou alors chez soi, devant une personne... Et encore ! C'est ce que l'on appelle le « jeu social » ; à l'intérieur se situe le jeu de l'acteur. Notre métier consiste à saisir le mouvement d'un élément volatile que l'on essaie d'imprimer sur la pellicule. A rejeter les idées reçues que toujours on porte en soi, pour parvenir à la crédibilité. A rechercher l'équilibre entre expérience et insouciance. Le travail de l'acteur ressemble à celui du type qui fait le point de la lumière : s'il se contente de mesurer, même minutieusement, la distance du comédien à l'objectif, l'image restera floue. C'est une question d'équilibre entre instinct et savoir.

« Un non-acteur qui n'a pas peur de la caméra peut être juste dès la première prise, parfois il le reste à la deuxième. A quinze ans, je jouais n'importe comment mais il m'arrivait d'être efficace et que ça paye. Ensuite, je me suis posé des questions, et il m'a fallu bien des déboires avant de devenir responsable de moi. Si on se respecte un tant soit peu, on désire être considéré comme un homme capable de penser, et non comme un objet fragile. Ayant fait mes classes dans le secteur subventionné, je m'intéresse à la globalité d'un spectacle, d'un film. Le rôle seul, extrait de l'ensemble, m'est égal. J'ai besoin de comprendre le tout, sans pour autant chercher à me substituer au metteur en scène. Plus il vous fait confiance, plus on lui fait confiance, plus on se fait confiance, et plus on est à même de donner le meilleur, de s'abandonner au film. »

Propos recueillis par Colette Godard

cette semaine

# Inrockuptibles

Redacteur en chef invité

## Pierre Bourdieu

1998, l'année de la culture

Numero double spécial en kiosque, 23 F

<http://www.inrockuptibles.com>



## Au temps premier d'un cinéma sioniste

Un film de 1913, « La Vie des Juifs en Palestine », est montré pour la première fois en France

FILM muet datant de 1913, *La Vie des Juifs en Palestine* est à maints égards une rareté. Sur le plan historique d'abord, puisqu'il constitue une des toutes premières œuvres de propagande cinématographique ; il fut réalisé, via une société de production créée à Odessa par Noah Sokolovsky, à l'initiative du mouvement sioniste. Sur le plan du patrimoine cinématographique ensuite, puisqu'on le croyait jusqu'ici perdu et qu'il n'a jamais été montré en France. Récemment retrouvé par Eric Le Roy, responsable de la restauration aux Archives du film dans les collections de la Cinémathèque française, puis identifié avec le concours des Archives du film d'Israël, il est enfin proposé au grand public dans une copie restaurée.

Il faut annoncer la couleur : ce film n'est pas destiné à figurer parmi les chefs-d'œuvre primordiaux du cinéma. C'est un documentaire qu'artistique (le sionisme), met en scène la réalisation idéale de ce programme destiné à l'éducation d'un public (les Juifs de la

diaspora, et plus particulièrement les masses d'Europe orientale) loin alors de l'avoir rallié. Cette mise en scène assez pauvre est construite sur le principe d'une succession de vues qui sont moins destinées à être mises en rapport qu'à illustrer l'idée maîtresse qui les commande : la régénérescence physique et morale des Juifs sur une terre qu'ils se réapproprient. Peu de signes visibles de la domination ottomane donc, et pas davantage de la présence palestinienne.

### ATTAQUÉ À GAUCHE

Voilà, en revanche, Tel-Aviv quatre ans après sa fondation ; la cueillette des oranges à Petah Tikvah ; la construction du Technion de Haïfa, futur fleuron de la recherche scientifique en Israël... Le travail de la terre, l'exercice physique, les réjouissances, les processions et l'étude composent cette épopée collective, tandis que le panoramique devient la figure de style par excellence d'un regard qui semble n'avoir d'autre dessein que d'embrasser le paysage et d'en prendre possession. Développé en France dans les



Un jeune Yéménite chante. Une scène de « La Vie des Juifs en Palestine » (1913).

laboratoires Gaumont, le film fut montré au sein des organisations sionistes et distribué en salle en Russie. L'accueil y fut enthousiaste, tout particulièrement en Ukraine, comme en atteste notamment un rapport de la police secrète tsariste consigné à une projection dans la ville de Novograd-Volynsk. Il en alla autrement en Palestine même, où les divisions internes au mouvement

sioniste s'exprimèrent à son sujet. Soutenu non sans lyrisme par la presse de droite, le film fut sévèrement attaqué par les organes de gauche, qui lui reprochèrent de masquer les difficultés inhérentes à la situation des Juifs de Palestine, d'occulter la présence des travailleurs arabes, et d'offrir l'image idéalisée d'une réalité politique et sociale qui trahissait, déjà, les valeurs pionnières et

égalitaires du sionisme. Quoi de nouveau sous le soleil ?

Jacques Mandelbaum

★ *La Vie des Juifs en Palestine*. Jeudi 17 décembre, à 20 h 30 ; dimanche 20 décembre, à 15 heures et 20 h 30. Musée d'art et d'histoire du judaïsme, 71, rue du Temple, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Tél. : 01-53-01-86-03.

### DÉPÊCHES

■ Le prix Louis-Delluc a été attribué à Cédric Kahn pour *L'Ennui*, troisième long métrage du réalisateur, déjà salué lors de sa présentation à la Semaine de la critique du Festival de Venise (lire page 27). Quatre autres films se disputaient les suffrages des personnalités du cinéma qui attribuent ce prix, considéré comme le « Goncourt du cinéma » : *Alice et Martin*, d'André Téchiné, *Conte d'automne*, d'Eric Rohmer, *Dieu seul me voit*, de Bruno Podalydès et *La Vie rêvée des anges*, d'Erick Zonta.

■ Le multiplexe Gaumont de l'Aquaboulevard, à Paris dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, a été inauguré mardi 15 décembre. Cet ensemble de quatorze salles de cinéma dont une de cinq cents places avec un écran de 240 mètres carrés et un décor constitué d'une réplique lumineuse, a été aménagé à l'intérieur du complexe de sports et de loisirs de l'Ouest parisien (Le Monde du 9 décembre). Avec les dix-huit salles du multiplexe UGC Bercy, construites dans le périmètre des anciens entrepôts, à l'est de Paris, l'équipement de la capitale s'est accru de sept mille sièges en une semaine.

■ Contestation d'un vote à la Cinémathèque de Toulouse, où le 4 décembre, l'assemblée générale avait élu Michel Rocca et Nicolas Azalbert aux postes de vice-président et de secrétaire de l'association. Raymond Borde, fondateur de la cinémathèque, a invalidé ce vote, en reconduisant l'ancien vice-président, Jean Hector. Cette décision pourrait conduire à la tenue de nouvelles élections.

## Accord surprise entre les producteurs et les chaînes de télévision pour la diffusion des films

POMME de discorde entre télévision et cinéma mais aussi entre les professionnels du grand écran, la « chronologie des médias » – le calendrier de diffusion des films en vidéo, sur les chaînes cryptées puis en clair après leur sortie en salles – était devenue l'une des grandes affaires du monde audiovisuel. Elle vient de connaître une solution inespérée, quoique encore partielle, avec la signature d'un accord entre les chaînes hertziennes (TF 1, France Télévision, M 6 et Arte) et le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC).

Cet accord, rendu public au soir du mardi 15 décembre, préliminaire à la situation actuelle, considérée par les professionnels du cinéma comme très favorable. Il stipule que « les films coproduits entre le cinéma et les filiales des chaînes de télévision pourront être diffusés dans un délai de vingt-quatre mois à compter de leur sortie en salles. Pour les autres films le délai sera de trente-six mois ».

La discussion a été provoquée par un article de la directive européenne Télévision sans frontières qui rendait caduque, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, la réglementation par les Etats de ce type de contraintes entre producteurs et diffuseurs. Les plus vives inquiétudes s'élevaient alors fait chez une partie des gens de cinéma, anticipant une attitude ultra libérale des responsables de chaînes, surtout des chaînes privées en clair, qui n'ont jamais caché qu'ils trouvaient l'ensemble de la réglementation cinéma-télévision trop pesante.

Cette inquiétude, aggravée par des rivalités de personnes, avait mené la profession du cinéma à se diviser. Une partie du BLIC – organisme qui, depuis quinze ans, a mené de manière unitaire toutes les grandes négociations avec les chaînes – s'en détachait début 1998 pour former le Bureau de liaison des organisations du cinéma (BLOC). Le BLOC exigeait que l'Etat, même dans l'ombre, fasse pression sur les diffuseurs privés pour maintenir la réglementation, avec comme horizon la recherche à tout prix d'un accord avec Canal Plus, de loin le principal financier du cinéma français. Pendant ce temps, le BLIC poursuivait avec les diffuseurs des chaînes hertziennes la négociation qui vient d'aboutir. Celle-ci, valable pour un

an, est d'autant plus significative qu'au-delà de la chronologie des médias les signataires stipulent qu'ils « renouvellent leur engagement au maintien de l'équilibre de l'ensemble de la régulation des relations cinéma-télévision ».

Cet acquiescement des chaînes hertziennes, notamment de TF 1, marque un tournant dans un processus qui paraissait mener à une dérégulation généralisée. Il modifie l'état des négociations avec Canal Plus, dont la convention avec le monde du cinéma (les films peuvent être diffusés par la chaîne cryptée un an après leur sortie en salles) doit être renouvelée pour fin 1999.

### NOUVELLES RELATIONS

« Le plus important est que les diffuseurs hertziens ont marqué un engagement volontaire, plus puissant et plus pérenne que l'acceptation forcée d'une réglementation venue de la puissance publique », souligne Frédérique Dumas, présidente du BLIC. L'accord obtenu préfigure selon elle la possibilité de nouvelles relations entre le cinéma et la télévision, qui ne dispensent d'ailleurs pas l'Etat d'avoir encore à intervenir à l'avenir.

M<sup>me</sup> Dumas plaide ainsi pour la mise en chantier d'une loi sur les télévisions satellites « qui se trouvent aujourd'hui dans un vide juridique », alors que son organisation même parallèlement une autre négociation sur les contributions à venir des chaînes du bouquet TPS. La présidente du BLIC affirme également la nécessité de définir le rôle des différentes instances de contrôle et de régulation que peuvent être, selon les cas, l'Etat, le CSA ou les tribunaux.

Au ministère de la culture, où l'on a suivi de près la négociation à défaut d'y participer directement, on « se réjouit qu'un accord ait été signé, qui pourrait servir de base à un consensus général ». Une référence au « consensus » qui est une manière de sous-entendre à mi-mot que Canal Plus a son tour pérennisé une situation qui a fortement contribué à la survie du cinéma français, mais aussi d'appeler à la réconciliation des différentes composantes de celui-ci.

J.-M. F.

## Manoel de Oliveira, un cinéaste sur son trente et un

### PORTO

« Comme vous avez déjà toutes les décorations, je n'ai plus rien à vous remettre. Je peux seulement vous remercier, et espérer que vous voudrez bien un jour me demander de faire de la figuration dans un de vos films. » Sur la scène du Théâtre Rivoli à Porto, au soir du 11 décembre, le président de la République portugaise Jorge Sampaio a salué avec humour Manoel de Oliveira qui, derrière ses lunettes, considérait avec amusement la déférence des hommages qui l'assaillaient. Le lendemain, le cinéaste nonagénaire figurait à la « une » des journaux de son pays, lui, l'esprit libre si longtemps empêché de tourner par la dictature salazariste, lui, l'aristocrate incapable de prononcer les phrases de circonstance quand vint la révolution des œillères et qui fut pour cela aussi mal considéré par le nouveau régime que par l'ancien, lui, l'un des maîtres modernes dont le public ne va toujours pas voir les films. Au Portugal pas plus qu'ailleurs, comme le remarquait le ministre de la culture qui a pourtant rappelé que l'auteur de *Francisco « Incarne l'honneur national »*.

Manoel de Oliveira a atteint dans son pays, le jour de son quatre-vingt dixième anniversaire,

saire, une célébrité qui ouvra peut-être la voie à une vraie reconnaissance de son œuvre. Ce n'était pas la moindre promesse d'une cérémonie à la fois officielle, familiale et artistique organisée par la Cinémathèque portugaise et le ministère de la culture pour celui qui est à la fois le dernier réalisateur en activité à avoir débuté à l'époque du muet (*Douro, travail fluvial*, 1931) et, depuis le début de la décennie, l'un des plus prolifiques : *Non ou la vaine gloire de commander* (1950), *La Divine Comédie* (1991), *Le jour du désespoir* (1992), *Val Abraham* (1993), *La Cassette* (1994), *Le Couvent* (1995), *Paro* (1996), *Voyage au début du monde* (1997), *Inquiétude* (1998).

La cérémonie a permis au maître de Porto d'annoncer la construction d'un musée voué à cet enfant terrible de la ville qui la traversait au volant de sa voiture de course du temps où il était pilote de rallye. Jean Rouch, lui, a raconté une blague un peu lestée. Les comédiens dirigés par Oliveira ont ensuite uni leurs forces pour pousser sur la scène un énorme gâteau couvert de bougies, le cinéaste s'amusant de la confusion. Tout le monde était là... sauf celui qui aurait dû s'y trouver au premier chef : Paolo Branco, le producteur qui a accompagné pas à pas le

tardif mais fécond envol du réalisateur. Ces gens-là – le cinéaste, le producteur – sont gens de passion plus que de raison ; Branco, le jour même de la cérémonie en l'honneur de l'ainé de ses « pouillains », n'a pas su résister à l'appel de son autre amour, la course de chevaux d'endurance, dont il est un émérite pratiquant. Le championnat du monde se courrait au même moment à Dubaï. Bizarre, tout ça ? Comme un film d'Oliveira, guère plus.

« Manoel de Oliveira connaît son âge, pourtant il ne se sent pas un jour de plus que ceux qu'il a maintenant... » Le doyen des metteurs en scène, l'un des plus créatifs et des plus libres d'esprit qu'ait jamais compté le cinéma, s'est approché du micro pour dire un poème à sa façon. « ... Aujourd'hui il y a l'âge au Rivoli aussi bien pour les gens d'ici que pour ceux de là-bas... Et si lui demain ne pouvait plus être ici... dans ce cas, que je vous informe qu'il est allé filmer. » Le surlendemain, bon pied bon œil, il est non pas allé filmer, mais reprendre à Paris le montage de *La Lettre*, transposition moderne de *La Princesse de Clèves*. Ça n'est que son trente et unième film.

J.-M. F.

## NOUVEAUX FILMS

### COUVRE-FEU

Il y a deux films à l'intérieur de *Couvre-feu*. Le premier, *Idiot*, montre une bande de terroristes issus du Hamas semer la terreur à New York. Le second, beaucoup plus surprenant, décrit une Amérique sous l'effet d'une loi martiale et d'un pouvoir militaire dirigé par un général, interprété avec la démesure la plus totale par Bruce Willis. Il regroupe toute la population d'origine arabe dans des camps d'internement pour appliquer une dictature de fait, au nom du sacro-saint principe du droit des Américains à vivre en sécurité. Le réalisateur Edward Zwick a essayé de tirer parti d'un scénario imbécile pour livrer une parabole sur les limites de la démocratie américaine et les dérives de la CIA. Ce discours est surprenant dans le contexte d'un tel film et suffit à le distinguer des produits calibrés du cinéma d'action hollywoodien. Samuel Blumenfeld

Film américain d'Edward Zwick. Avec Denzel Washington, Annette Bening, Sami Bouajila, Bruce Willis. (1 h 55.)

### LA ROUTE DU SEL

L'itinéraire d'Ulrike Koch, l'auteur de ce documentaire, témoigne d'une prédilection pour l'Asie, qui s'est exprimée par diverses contributions à des films de fiction (comme le casting du *Dernier empereur*, de Bertolucci) ainsi que par la réalisation d'un documentaire sur la médecine traditionnelle chinoise, *Qi Gong. La Route du Sel* conduit au Tibet, pour un long et lent voyage d'initiation en cinéma direct. On assiste à l'une des activités séculaires du peuple tibétain :

la récolte artisanale du sel dans les lacs du nord du pays. Mécomme des gens de la capitale, cette activité pratiquée en caravanes est aujourd'hui rationalisée par le développement des routes et des camions. Ulrike Koch a cependant trouvé une des dernières caravanes existantes, et a suivi son trajet durant trois mois. Chants cosmogoniques, présence des divinités, paysages somptueux et labeur des hommes composent la chronique de ce film qui ouvre la fenêtre du cinéma sur un univers en voie de disparition. J. M. Film suisse d'Ulrike Koch. (1 h 50.)

### COMME UNE BÊTE

Leo est né à Bornéo, dans un orphelinat d'orang-outangs fondé par son père. Lorsque ce dernier meurt, Leo part à Paris et découvre une civilisation dont il ne sait rien. La référence évidente de *Comme une bête* est le *Candide* de Voltaire. Mais cette comparaison n'engage que son auteur, car le film de Patrick Schulmann se révèle très vite insupportable tant il semble appartenir à un cinéma qui ramène à la glorieuse époque des Chardots et de la 7<sup>e</sup> compagnie. Dans ses pérégrinations, Leo croise des jeunes de banlieue qui jouent au frisbee avec une scie circulaire, un dératiseur néo-nazi, un SDF squattant les appartements des bourgeois partis en vacances et une jeune fille obèse dans un hôpital psychiatrique. Cette succession de rencontres est marquée du sceau de la vulgarité, où prédomine un humour infantile et des blagues inspirées du défunt *Han Kiri*. S. Bd. Film français de Patrick Schulmann. Avec Sagamore Stevenin, Marie

Guillard, Richard Bohringer, Jean-Yves Lafesse. (2 h 10.)

### BRUTE

Il paraît qu'en Grande-Bretagne, au début des années 90, dans le cadre d'une politique générale de réinsertion des délinquants, certains détenus étaient désignés pour des missions humanitaires. Gerry Brutey, jeune asocial surnommé Brute, est envoyé dans un orphelinat en Roumanie. Au contact des enfants, ses mauvais penchants cèdent la place, comme on pouvait s'y attendre, à ses bons sentiments. Il affronte le directeur de l'établissement qui fait ses choux gras en vendant des gamins à des couples en mal d'adoption et en faisant du trafic d'armes et de médicaments. Brute accumule les courtes sursis, nêtes artificielles et mal jointes, pour conter un récit édifiant où la dose d'horreur semble avoir été calculée au mieux. Mal servi par des rebondissements de scénarios passe-partout, ce film ne ressemble à rien à force de vouloir ressembler à tout. J.-F. R.

Film Film Film Film franco-polonais de Maciej Dejczer avec Tili Schweiger, Pete Postlethwaite, John Hurt, Polly Walker. (1 h 30.)

### KARAKTER

A Rotterdam, dans les années 20, un jeune avocat accusé de meurtre d'un impitoyable huissier décrit les liens qui le rattachaient à la victime. L'homme était son père. Sans jamais reconnaître officiellement cette paternité, celui-ci a tenté de lui inculquer l'amour absolu de la loi. Mike van Diem, le réalisateur, a adopté le principe d'une reconstitution d'époque très stylisée avec une ironie évidente. Ce film, qui a obtenu l'Oscar du film étranger en 1997, s'enfonçait pourtant très vite dans les méandres d'un

conflit oedipien d'une épaisseur et d'une lourdeur indigestes. J.-F. R. Film néerlandais de Mike van Diem avec Jan Decleir, Fedja van Huet, Betty Schuurman. (1 h 59.)

### HADES

Un jour, un homme quitte les siens, sans autre raison apparente qu'une enquête professionnelle qui va bouleverser sa vie. Manos est avocat, il recherche une femme qui a disparu, Evanthia Zigoritis. Sa recherche l'éloigne chaque jour davantage de son milieu, entraînant toujours plus avant dans les régions désolées d'un pays où il marche à la rencontre de lui-même, en même temps que de cette femme, moderne Alceste, dont le mari a fui l'Albanie pour se réfugier en Grèce. Stelio Haralambopoulos emprunte pour ce premier long métrage les chemins arides défrichés par son glorieux aîné, Théodor Angelopoulos. Si on ne saurait lui en faire grief, on peut en revanche s'irriter qu'il démarque aussi patiemment l'univers du maître plutôt que de le revisiter. J. M. Film grec de Stelio Haralambopoulos. Avec Giorgos Maroyannis, Evri Sofroniadi, Pericles Moustakis. (1 h 30.)

### LE PRINCE D'ÉGYPTE

Critique dans Le Monde du 15 décembre

### L'ENNUI

Lire page 27

### UN SOIR APRÈS LA GUERRE

Lire page 29

### WEST BEYRUTH

Lire page 29

### VICTOR... PENDANT QU'IL EST TROP TARD

Lire page 29

### LE PRINCE DE SICILE

L'Autre

Critiques dans une prochaine édition

## Apprenez l'espagnol sur Internet

Cours interactif du Centre Virtuel Cervantes. Développé par le centre officiel d'Espagne pour l'enseignement de l'espagnol. Instituto Cervantes <http://cvc.cervantes.es>

Arabic 101







## EN VUE

■ Selon un récent sondage de l'institut Opinion publique, le Parti communiste, dirigé par Guennadi Ziouganov, arriverait en tête si des élections législatives avaient lieu aujourd'hui en Russie.

■ A New Delhi, les députés indiens s'opposent farouchement au projet de loi qui prévoit un quota d'un tiers de femmes au Parlement. A Moscou, Victor Iliouchine, député communiste, prétendant « de trop nombreux Juifs dans l'entourage du président Boris Eltsine », réclame des quotas par « nationalités ».

■ Vingt mille invités assistaient à un mariage hassidique, mardi 1<sup>er</sup> décembre, à Jérusalem : dix mille femmes d'un côté, dix mille hommes de l'autre.

■ Simon Wiesenthal, chasseur de nazis, juge « passablement exagéré » les propos d'Otto Habsbourg, fils du dernier empereur autrichien, qui, pour défendre son fils Karl, ancien animateur de jeux télévisés, impliqué dans des affaires de fraude et des détournements de fonds, déclare : « On l'attaque parce qu'il porte l'étoile jaune, le nom Habsbourg ».

■ En accueillant à bras ouverts Gopal Krishna Patra, évadé de retour qui frappait à sa porte bourré de remords, Ramacharan Gochhayat, directeur d'une prison de l'Etat d'Orissa, en Inde, s'est exclamé : « C'est notre meilleur pensionnaire, toujours prêt à donner un coup de main ».

■ Un ancien prisonnier est rentré par effraction dans une prison de Gribkov, au nord de Copenhague, pour revendre de la drogue aux détenus, ses clients.

■ La police égyptienne vient d'interpeller Mohamed Ibrahim Mahfouz, retraité, gourou qui, au « mépris de la religion divine », voulait rendre plus commune la pratique de l'islam, avec seulement deux prières par jour au lieu de cinq et le transfert du pèlerinage de La Mecque à Alexandrie, où il habite.

■ Les Égyptiens auront le choix entre les dattes séchées de type « Monica » ou « Viagra » pour rompre le jeûne pendant le mois de ramadan.

■ La chaîne de distribution britannique WH Smith avertit par voie de presse les lecteurs de ne pas utiliser la lotion de massage offerte avec l'édition de Noël du Kama-sutra : elle irrite la peau sensible.

■ Les autorités de Pékin demandent au Quotidien de la jeunesse d'interrompre la publication d'un « courrier du cœur » pour ne pas encourager « la perversion et l'immoralité ».

■ Les Chinois viennent de découvrir les vestiges fossilisés de la plus vieille fleur au monde, sans pétale, mais proche du magnolia.

Christian Colombani

## Le salut de « Newsweek » à l'euro

Dans un environnement médiatique américain sceptique à l'égard de l'intégration européenne, l'hebdomadaire consacre un numéro spécial, riche et confiant, à la monnaie unique



L'Amérique (...) et dont la devise pourrait bien venir concurrencer le dollar en tant que monnaie de réserve mondiale. La tonalité générale de Newsweek recouvre le discours que l'on peut entendre

dans les milieux officiels à Washington et que l'on peut ainsi résumer : pourvu que ça marche ! Un échec porterait un coup à la croissance en Europe - l'un des derniers moteurs de l'activité mondiale - qui ne serait pas sans répercussions négatives sur les Etats-Unis. Dans un article écrit pour le supplément de Newsweek, le secrétaire adjoint au Trésor, Lawrence Summers, affirme : « Depuis que Dean Acheson discutait avec Jean Monnet des plans pour la création, au début des années 50, d'une communauté européenne de l'acier et du charbon, l'intégration européenne a été l'un des objectifs de la politique étrangère américaine. La réalisation du projet de Monnet de voir se créer une monnaie unique en Europe (...) est quelque chose dont nous

souhaitons absolument la réussite ».

La route est semée de risques, observe Newsweek. Commentateur économique, iconoclaste et talentueux, de l'hebdomadaire et aussi du Washington Post, Robert J. Samuelson tient la plume de l'euroscéptique de service. L'euro « est un mauvais pari », écrit-il : réussi, ses effets ne changeraient pas beaucoup la situation en Europe ; manqué, il libérerait « une orge de revendications nationalistes » qui déclencherait le Vieux Continent. Or les risques d'échec sont grands, croit Samuelson : « Une monnaie unique fonctionne aux Etats-Unis en partie parce que l'économie y est flexible. Les revenus montent et descendent selon les conditions de concurrence. Les gens vont d'une région à l'autre des Etats-Unis en fonction du marché de l'emploi. L'économie européenne est beaucoup plus rigide. » En clair, les ajustements nécessaires ne se feront que si, à l'harmonisation monétaire et budgétaire succède la convergence des politiques fiscales, de l'emploi et de la sécurité sociale. C'est ce que conclut Michael Elliott, le Britannique - europhile et amoureux de l'Amérique -, qui dirige l'édition internationale de Newsweek. Pour réussir dans son entreprise monétaire - ce qu'Elliott souhaite - l'Europe doit « aller vers de nouvelles formes d'union politique ».

Alain Frachon

## DANS LA PRESSE

FRANCE-INTER

Dominique Bromberger

■ Il y a des époques où l'on a besoin de géants et où seuls des nabots répondent à l'appel. C'est le cas aujourd'hui au Proche-Orient. Le président des Etats-Unis, sans doute plus préoccupé de la procédure de destitution engagée contre lui que de la question palestinienne, a rembarqué hier soir à bord de Air Force One en laissant derrière lui un paysage de désastre. Comment le chef de la plus grande puissance mondiale a-t-il pu décider d'un voyage qui allait créer de nouvelles espérances côté palestinien sans s'assurer que le gouvernement

d'Israël serait capable d'y répondre. Croyait-il qu'en annonçant une aide de 1,2 milliard de dollars à l'Etat hébreu, il allait contribuer à résoudre le problème de Jérusalem ? A-t-il imaginé qu'en politique étrangère, on pouvait négocier l'histoire comme on le fait d'un chapitre du budget avec le Congrès ?

LE FIGARO

Michel Schifres

■ Le chef du gouvernement l'assurant, on prendra donc pour argent comptant le fait que l'implosion du Front national n'est pas due aux circonstances mais s'est produite sous la pression de la gauche : entendez grâce à elle. Comme lui, on jugera in-

convenant que l'opposition s'oppose, puisque telle serait la raison du retard de certaines réformes. Pas davantage on n'osera penser que l'octroi d'une prime de Noël de fait aux chômeurs s'explique par les impatiences des communistes, ou que la mise sous surveillance du lobby nucléaire ait pour objectif de calmer les états d'âme des Verts.

LIBÉRATION

Jacques Amalric

■ Il est regrettable que la mission parlementaire (sur le Rwanda) passe sous silence les responsabilités politiques de l'engagement croissant de la France aux côtés du régime Habyarimana dans la période cruciale 1990-

1993, c'est-à-dire les années Mitterrand, durant lesquelles la pratique du domaine réservé jouait à fond. Nécessité bipartite ? Phrénésie ? Volonté de ne pas toucher aux dossiers noirs du mitterrandisme ? Soudain ne pas provoquer de trop violentes réactions des milieux qui n'ont fait qu'obéir à des ordres ou que réagir aux situations impossibles dans lesquelles on les avait plongés ? Il y a sans doute un peu de tout cela dans l'art de l'ellipse dont font preuve les rapports.

Mais ces efforts se révèlent un peu vains à l'usage, tant le rapport établit sans contestation possible le calendrier d'une dérive qui n'a pu être volée qu'en haut lieu.

Xavier de Moulins et Yves Eudes

www.bdparadisio.com

Un site interactif consacré à la BD, réalisé par un couple de passionnés.

« POURQUOI être BD-phile ? Parce que la bande dessinée est un art assez complet. Les plaisirs du graphisme et de l'histoire sont réunis. Il n'y a pas d'incompatibilité entre aimer la BD, la littérature, le théâtre, le cinéma, la musique, la peinture, la sculpture, la danse. » Le site belge BD Paradisio, consacré à la bande dessinée francophone, veut d'abord donner la parole aux lecteurs. Son forum de discussion aborde des sujets aussi divers que l'adaptation cinématographique des aventures de Blueberry, le retour de Spirou et Fantasio, les logiciens de BD ou l'actualité des festivals. Le site propose aussi deux canaux de dialogue en direct, où les visiteurs réguliers apprennent à mieux se connaître.

Pour renforcer les liens avec leur public, Catherine Henry et Alexandre, les deux créateurs du site, organisent régulièrement des élections en ligne du meilleur dessinateur, du meilleur scénariste, de la meilleure série et du meilleur album : à ce jour, André Juillard, Jean Giraud, Gimenez et Enki Bilal se



partagent la tête du classement. Ils lancent aussi des jeux-concours où l'on peut gagner des albums, offerts par les éditeurs. Catherine tient cependant à préciser que « BD Paradisio est fait bénévolement, avec passion, pour les fans. Il n'a pas pour vocation d'être un mar-

chand, ni même d'être rentable ». C'est Catherine qui a fait découvrir la bande dessinée à Alexandre, informaticien. En retour, il l'a initié à Internet. Tous deux sont maintenant passionnés à la fois de BD et de réseaux. Ils ont l'intention de continuer à travailler ensemble un

certain temps, car, dans la foulée, ils se sont mariés.

Outre les forums, le site comporte une riche partie éditoriale et documentaire. Il présente les albums récents, avec résumés et reproductions, et fournit une liste des parutions à venir. Il permet en outre de découvrir des BD québécoises inconnues en Europe, par exemple ce mois-ci *La Vie d'Art* et *Le Secret du Père Noël*, de Samper et Amberger. On y trouve encore une sélection d'entrevues, récentes ou anciennes, avec des personnalités comme Barj, Foerster, Goscinny, Franquin, Godard, Jean Van Hamme, ainsi que des dossiers thématiques. Par ailleurs, Catherine et Alexandre ont mis en ligne une base de données de 700 fiches biographiques d'auteurs et de dessinateurs. Enfin, ils sont particulièrement fiers de leur précieuse collection de « planches, gadgets, lettres, essais, ratés et inédits » fournis par les auteurs eux-mêmes.

Xavier de Moulins et Yves Eudes

## SUR LA TOILE

RENCONTRES ISOC-FRANCE

■ Le chapitre français de l'Internet Society (Isoc-France) tiendra ses troisième rencontres annuelles à Antràs (Isère) du 7 au 9 janvier. Renseignements pratiques, programme et inscriptions en ligne sont disponibles sur le site [www.isoc.asso.fr/Antràs99/index.html](http://www.isoc.asso.fr/Antràs99/index.html).

LES CHIFFRES DE LA GRÈVE

■ La « grève des internautes » du 13 décembre, déclenchée par diverses associations d'internautes et de consommateurs français pour protester contre le prix des communications locales imposé par France Télécom (Le Monde du 12 décembre), aurait provoqué une baisse de 10 % des connexions au réseau, selon un communiqué de France Télécom. Ces chiffres sont contestés par les organisateurs du mouvement, qui notent par exemple une diminution de moitié des messages sur les newsgroups français. Du côté des fournisseurs d'accès, la baisse varie de 12 % chez France24 à 48 % pour Worldnet. Multiman, l'un des principaux hébergeurs de sites web français, a noté une diminution du trafic en provenance de France de 30 % à 40 %, suivant les heures.

## Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à  
**360 F**  
d'économie  
soit  
**7 semaines**  
de lecture  
**GRATUITE**

Offre valable jusqu'au 31/12/98

ABONNEZ-VOUS ET  
DEVENEZ LECTEUR  
PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :  
☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 066 F ☐ 1 AN - 1 980 F  
au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

\* Prix de vente au numéro (tari) en France métropolitaine uniquement

Je joins mon règlement soit : ☐ F 801 MO 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité  Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Localité :  Code postal :

TARIFS HORS FRANCE

Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse, Autres pays de l'Union européenne

1 AN 2 190 F 2 960 F

3 mois 598 F 790 F

USA-CANADA

1 AN 2 190 F 2 960 F

3 mois 598 F 790 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lacaze 60608 Chantilly Cedex

## Scènes de guerre civile

par Alain Rollat

SOIR de guerre à Toulouse. Chérif, dix-neuf ans, étudiant, justifie la violence, en direct, sur LCI : « Depuis que nous sommes tout petits, on nous apprend à nous exprimer par la violence... Quand on demande gentiment, on n'obtient rien... Quand on brûle les voitures, tous les journalistes viennent voir, on obtient quelque chose... Les voitures brûlées, c'est notre moyen d'expression... » Air connu, bréviaire banlieusard. Le coupable, c'est l'autre. Et d'abord le fils, forcément « fasciste ». Le vol, c'est pas grave. Le volé, c'est personne. Le voisin ? Qu'est-ce qu'un voisin ? Le bien d'autrui ? C'est qui autrui ? Chacun contre chacun. Retour à l'état de nature : « L'état de nature évoque la manière dont les hommes se comporteraient nécessairement s'il n'existait aucune autorité capable d'assurer le respect des lois et des contrats » (C. B. Macpherson, La Théorie politique de l'individu).

lisme possessif de Hobbes à Locke, Gallimard). Hobbes et Locke étaient des intellectuels anglais du XVII<sup>e</sup> siècle qui se demandaient comment vivaient les hommes si rien n'enlevait le libre cours de leurs passions, ces passions « propres aux hommes civilisés, comme le plaisir de dépouiller autrui de ses biens, ou la défense de chacun envers chacun qui nous fait fermer nos portes à clé » (Hervé Boillot, Mots-clés de la philosophie, Marabout). Chérif, lui, ne se pose plus aucune question. La violence n'a-t-elle pas réponse à tout ? Il en est même fier. La question, c'est l'autre. Il dit n'importe quoi ? Certes. Mais n'est-ce pas votre fils et le mien ? C'est même celui de ce fils qui a tué « accidentellement » son copain Habib. Seulement il ne le sait pas encore. Le saura-t-il un jour ? Une brave dame de son quartier, invitée par LCI à dialoguer avec lui, tente de

l'apprivoiser. Mais pourquoi s'exprime-t-elle à visage caché ? Comment parler du respect de l'autre quand on a peur d'en parler en face ? C'est aussi la guerre chez Franz-Olivier Giesbert, au « Gai savoir », sur Paris Première. Présomption d'innocence ou lynchage médiatique ? La confrontation fait rage. Intellectuels civilisés contre intellectuels civilisés. Gilbert Collard contre Hervé Gattégno, Jean-Pierre Elkabbach contre Thierry Pfister, Alain Gérard Slama contre « la régression démocratique », Jean-François Kahn contre Jean-François Kahn. Mise en examen des « violences », faites à l'abbé Pierre, Roland Dumas, Richard Virenque... La question est de savoir si la presse travaille « dans la nuance ». Avis contrastés. Franz-Olivier Giesbert rappelle la matière grise à l'ordre en tapant sur la table avec sa chaussure... Aux abris !



FILMS DE LA SOIRÉE

- 19.30 **Brouco Apache** ■ ■ ■  
R. Aulic (EU, 34, 85 min). Cinétole
- 20.30 **Phomes de cheval** ■ ■ ■  
Norman Macdonald (Euros-Unité, 1992, N., v.o., 70 min). Ciné Classics
- 20.55 **L'Appât** ■ ■ ■  
A. Mann (EU, 52, 100 min). Cinétole
- 21.00 **Mission: impossible** ■ ■ ■  
Brien De Palma (Euros-Unité, 1996, v.o., 110 min). Cinéstar 2
- 21.25 **Dolores Claiborne** ■ ■ ■  
Taylor Hackford (Euros-Unité, 1995, 130 min). RTBF 1
- 23.05 **Les Grandes Manœuvres** ■ ■ ■  
R. Clair (F, 1933, 110 min). Cinétole

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.30 **Nulle part ailleurs**. Invités: Aurélie, Fear Factory, Charles Berling, Sophie Guillemin, Cécile Kaim, Luc Lang. Canal +
- 19.10 **Le Rendez-vous**. Invités: Jeffery Katzenberg et Jeff Goldblum. LCI
- 20.00 **Pulsations**. Les accidents vasculaires cérébraux (AVC). Invité: le professeur Hildebrand. TV 5
- 20.20 **Paris Première**. Yves Attali. Paris Première
- 20.45 **Les Mercredis de l'Histoire**. Europe, notre histoire (3/3): 1944-1992, la fin des glorieuses. Arte
- 20.45 **Les Dossiers de l'Histoire**. Général nous voilà. Histoire
- 20.50 **Etats d'urgence**. En l'absence de mon enfant. Karine, ma petite fille assassinée. La petite Marion. France 3
- 20.55 **Ushuaïa**. Les trésors de l'océan. TF 1
- 21.00 **Paris Modes**. Yves Saint-Laurent. Paris Première
- 22.35 **Ca se discute**. Peut-on sortir de la dépression? France 2
- 22.45 **Le Droit de savoir**. Des flics dans la ville. Brice de fer à Cargèse-Gonness. Les émeutes à Tokyo. TF 1
- 23.00 **Le Magazine de l'Histoire**. Invités: Yves Le Marrec, André Selier, Frédéric Monier, Dominique Villon. Histoire
- 23.35 **Un siècle d'écrivains**. Jean d'Ormesson. France 3
- 0.25 **Science 3**. La Vie artificielle. France 3
- 0.45 **Le Cercle**. La nouvelle chanson française. France 2

DOCUMENTAIRES

- 19.00 **Le Cacao**, une histoire douce-amère. Arte
- 19.30 **Alfonso Cabeza de Vaca**, marquis de Portugal. Un clerc magnétique. Planète

MUSIQUE

- 20.00 **Phinsegracht Concert 85**. Avec Günter Pichler, piano; Günter Pichler, piano. Muzik
- 21.55 **Le Dico des images**. Opéra de Rouen. Hamma Haddad, mise en scène; Tapia Sifontea, directeur. Arte
- 22.00 **Toto la Momposina**. Angeliene 97. Muzik
- 22.55 **Pet Shop Boys**. Londres 87. Paris Première
- 23.20 **1, 2, 3 sois**. Bercy 1998. Canal +
- 20.50 **Super Graines de star**. M 6
- 19.00 **Maria Vandamme**. Jacques Ernaud (3/4). Festival
- 20.55 **Tous les papas ne font pas pipi debout**. Dominique Baron. France 2
- 19.20 **Equalizer**. Une valise de larmes. 13ème Rue
- 20.13 **Alfred Hitchcock présente**. Ironie du sort. 13ème Rue
- 20.30 **Star Trek**. La nouvelle génération. La valise de larmes. Canal Jimmy
- 20.40 **Homicide**. Content d'être là. Série Club
- 21.30 **Two**. Rendez-vous à morgue. Série Club
- 22.15 **Oz**. Vies conjugales (v.o.). Série Club
- 23.00 **Ally McBeal**. Le procès. M 6
- 23.50 **Dharma & Greg**. Douches froides. M 6
- 0.15 **Sussex**. L'empire contre-attaque. M 6

SPORTS EN DIRECT

- 20.00 **Handball**. Championnat d'Europe féminin: Allemagne - Hongrie. AB Sport
- 20.30 **Football**. Match amical. Centre de la Fédération italienne de football. Italia - Stars mondiales de la FIFA à Rome. Eurosport

NOTRE CHOIX

0.35 **Arte**  
**Perpétuels dévotés**  
Cettediffusion de l'essai vidéo du britannique Daniel Reeves est plus que bienvenue dans la mesure où ce film demeure un des documents les plus forts et les plus bouleversants proposés par « La Lucarne ». Il s'agit d'une variation extrêmement personnelle sur l'enfance du réalisateur; enfance maltraitée, brisée, baignée dans une atmosphère de secrets inavouables et de violences quotidiennes, au centre de laquelle figure l'image balaie du père. Fruit de cinq années de travail, utilisant les techniques les plus sophistiquées de composition et de déformation de l'image, la grande qualité de ce film consiste à traduire au niveau même de sa forme le sentiment d'effroi, la mémoire, douloureuse et lacunaire, de l'enfant qu'il a été pour l'adulte qu'il est devenu. Photos et films de famille, images de guerres et de ruines, extraits de fictions et de documentaires, témoignages familiaux sont ainsi requis par l'auteur pour composer un tableau extraordinairement mouvant et émouvant de son enfance, au miroir du cinéma et du monde. Entre la scène récurrente d'un père renversant, dans un mouvement de colère incontrôlée, son fils à terre, et l'image de deux fillettes mourant de faim dans le ghetto de Varsovie, le danger était pourtant grand de lier des réalités incompatibles. C'est précisément toute la force de ce film à mi-chemin du flux de conscience et de la composition picturale que d'y parvenir, en haussant l'expérience individuelle au niveau d'une réflexion universelle, dont la question lancinante s'insinue profondément dans l'esprit du spectateur: « Pourquoi faisons-nous la guerre à nos enfants? » - J. M.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 18.30 **Exclusif**. 19.05 **Le Bigali**. 20.00 **Journal**. Météo. 20.55 **Ushuaïa**. Nature. 22.45 **Le Droit de savoir**. Des flics dans la ville. 0.00 **Formule foot**. 0.35 **TF 1 nuit**. Météo.
- 18.30 **Friends**. 19.15 **1 000 enfants vers l'an 2000**. 19.20 **Qui est qui?** 19.55 **Météo**. Journal. Météo. 20.55 **Tous les papas ne font pas pipi debout**. Téléfilm. Dominique Baron. 22.35 **Peut-on sortir de la dépression?** 0.25 **Journal**. Météo. 0.45 **Le Cercle**. La nouvelle chanson française.
- 18.20 **Questions pour un champion**. 18.50 **Un livre, un jour**. 19.20 **L'Euro**. Mode d'emploi. 19.55 **Le 19-20 de l'information**. Météo. 20.05 **Le Koulif de 20 heures**. 20.35 **Tout le sport**. 20.50 **Etats d'urgence**. En l'absence de mon enfant. 22.30 **Météo**. Soir 3. 23.05 **Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie?** 23.35 **Un siècle d'écrivains**. Jean d'Ormesson. 0.25 **Science 3**. La Vie artificielle. 1.20 **Nocturnales**. Festival Eclat de voix d'Auch: Spectacle Maitrise de Radio France.
- 18.30 **Nulle part ailleurs**. 20.30 **Le Journal de Roseanna**. Film. Paul Weiland. 22.35 **Jour de foot**. 23.20 **1, 2, 3 sois**. 0.30 **South Park**. Jamais sans mon anus. 1.35 **Football NFL**. 3.40 **Ma femme s'appelle reviens** ■ Film. Patrice Leconte.

ARTE

- 19.00 **Connaissance**. 19.45 **Météo**. Arte info. 20.15 **Reportage**. La Mer des riches. 20.45 **Les Mercredis de l'Histoire**. Europe, notre histoire (3/3). 21.45 **Les Cent Photos du siècle**. Extrait de Dario. 21.55 **Musica**. Le Don des magies. Opéra d'Orléans. Rautavaara. 22.40 **Enlèvement**. Rautavaara. portrait d'un compositeur. 23.35 **Profil**. Portrait d'un fabricant de rêves. La vie du producteur Arthur Brauner. 0.35 **La Lucarne**. Perpetuels dévotés. 1.35 **Daguerotypes**. Film documentaire. Agnès Varda.

M 6

- 19.00 **FK**. effets spéciaux, la série. 19.54 **Le Six Minutes**. Météo. 20.10 **Notre belle famille**. 20.35 **La Famille Touvainen**. 20.40 **Déroulage info**. Une journée avec... 20.50 **Crânes de star**. Social Crimes de Super Star. 23.00 **Ally McBeal**. Le procès. 23.50 **Dharma & Greg**. Douches froides. 0.15 **Susan**! L'empire contre-attaque.

RADIO

- 20.30 **Agora**. Michel Boujir. 21.00 **Philharmonie**. Autour de Tocqueville. 22.10 **Fiction**. 24 heures de la vie d'une femme. de Stefan Zweig. 23.00 **Nuits magnétiques**.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 **Festival de vive voix**. Œuvres de Bruckner, Bartók, Kodály, Liszt. 22.30 **Musique pluriel**. Œuvres de Leroux, Mache. 23.07 **Les Greniers de la mémoire**.
- 20.15 **Les Soirées**. Œuvres de Grieg. 20.40 **Rectal**. László Pogany et György Sebök. Festival d'Ermen. Œuvres de Schubert. 21.20 **Les Soirées**. (suite). *Hunyadi László*, opéra de Erkel, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra d'Etat hongrois, dir. János Kovács.

RADIO-CLASSIQUE

- 20.15 **Les Soirées**. Œuvres de Grieg. 20.40 **Rectal**. László Pogany et György Sebök. Festival d'Ermen. Œuvres de Schubert. 21.20 **Les Soirées**. (suite). *Hunyadi László*, opéra de Erkel, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra d'Etat hongrois, dir. János Kovács.

FILMS DU JOUR

- 16.00 **Salomé** ■ ■ ■  
William Dieterle (Euros-Unité, 1953, 105 min). Cinétole
- 16.50 **Meurtre** ■ ■ ■  
Marc Rocco (Euros-Unité, 1995, 125 min). Ciné Classics
- 17.30 **La Séparation** ■ ■ ■  
Christoph Winkler (Euros-Unité, 1994, 90 min). Cinéstar 2
- 19.25 **Phomes de cheval** ■ ■ ■  
Norman Macdonald (Euros-Unité, 1992, N., v.o., 70 min). Ciné Classics
- 19.30 **Affaires, sales et méchantes** ■ ■ ■  
Enrico Scio (Italie, 1976, 115 min). Cinétole
- 20.00 **Moderato cantabile** ■ ■ ■  
Peter Brezel (France, 1980, N., 120 min). TV 5
- 20.30 **Berlin Express** ■ ■ ■  
Jacques Tourneur (Euros-Unité, 1946, N., v.o., 90 min). Ciné Classics
- 20.30 **Exposition sur commémoration** ■ ■ ■  
Jack Smight (Euros-Unité, 1968, 110 min). Ciné Cinémas
- 20.35 **Permettez?** ■ ■ ■  
Rocco Papaleo ■ ■ ■  
Enrico Scio (Italie, 1971, v.o., 105 min). Canal Jimmy
- 20.55 **Les Nègres** ■ ■ ■  
du *Kikuyajaro* ■ ■ ■  
Henry King (Euros-Unité, 1952, 115 min). TMC
- 21.00 **Yolanda et le voleur** ■ ■ ■  
Vincenzo Minnelli (Euros-Unité, 1946, v.o., 110 min). Paris Première
- 21.25 **Bananas** ■ ■ ■  
Wesley Allen (Euros-Unité, 1971, 80 min). Cinétole
- 22.00 **Le Suspect** ■ ■ ■  
Robert Siodmak (Euros-Unité, 1944, N., v.o., 85 min). Ciné Classics
- 22.05 **Meurtre mystérieux** ■ ■ ■  
à *Manhattan* ■ ■ ■  
Woody Allen (Euros-Unité, 1995, v.o., 105 min). Cinéstar 1
- 23.00 **La Valse des pantins** ■ ■ ■  
Enrico Scio (Euros-Unité, 1963, 105 min). France 2
- 23.50 **La Rue sans joie** ■ ■ ■  
Georg Wilhelm Pabst (Allemagne, 1925, N., m.m., 145 min). Arte
- 23.55 **Le Lieu du crime** ■ ■ ■  
A. Techné (F, 1985, 94 min). Canal +
- 0.25 **Quelques jours avec moi** ■ ■ ■  
C. Sauter (F, 1987, 130 min). Cinéstar 2
- 1.05 **Madame de Barry** ■ ■ ■  
Christian-Jaque (France, 1954, 100 min). Cinétole

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.35 et 23.00 **Soirée thématique**. Le singe, cet homme. Avec Yves Coppens / Pascal Pico. Arte

MAGAZINES

- 16.50 **Arrêt sur images**. FN, les élections. Une impulsion en direct. Avec Michel Daron. La Cinquième
- 17.30 **Envoyé spécial**. La Chanson. Corré: Etat des lieux. France National 1 la république. TV 5
- 18.30 **Parole d'Expert**. France 3
- 19.30 **Envoyé spécial**. Les années 90. Paroles de Nobel. Une voix pour les réfugiés. Invité: Stéphane DJS-Georges. Philippe Chabasso. Histoire
- 19.40 **20 à Paris Première**. Invité: Yves Le Marrec. Paris Première
- 19.50 **50 ans d'histoire**. des droits de l'Homme. 1949-1960: un code universel de morale et de comportement. Avec Stéphane Hessel / Mimi Aji / Dany Robillard / Patrick Baudouin (France) / Abraham Serfaty (Maroc) / Jovuz Onen (Turquie) / Fotimata M'Baye (Mauritanie). Histoire
- 19.55 **Questions au gouvernement**. A l'Assemblée nationale. France 3
- 19.55 **Pulsations**. Les accidents vasculaires cérébraux (AVC). TV 5
- 17.00 **Les Limites du music-hall**. André Claveau. Georges Brassens. Paris Première
- 18.00 **Shain en stock**. Mel Gibson. Avec Corcoran. Paris Première
- 18.30 **Le Magazine de l'Histoire**. Invités: Yves Le Marrec, André Selier, Frédéric Monier, Dominique Villon. Histoire
- 18.30 **Nulle part ailleurs**. Invités: Miss Aubade, Sébastien Fossier, Ad. Canal +
- 19.00 **Rive droite, rive gauche**. best of. Paris Première
- 20.00 **20 à Paris Première**. Avec François Verry. Paris Première
- 20.55 **Envoyé spécial**. Spéciale nouvelles. Les nouvelles. Vive New Age. France: chacun cherche son shalwa. Le rock chrétien. France 2

DOCUMENTAIRES

- 17.30 **Conférences de presse**. 51 janvier 1964 (2/3). Histoire
- 17.55 **L'Aventure photographique**. Le marché de la photo. La Cinquième
- 18.00 **L'Histoire des grands ballets**. La Belle au bois dormant. Mezzo
- 18.10 **Maux Brothers**. (2/2). Ciné Classics
- 18.20 **Hôpitaux psychiatriques**. la fin d'une institution. Planète
- 18.30 **Le Monde des animaux**. L'ermite, les esprits maléfiques. La Cinquième
- 19.00 **Plans de vol**. Les horizons de l'aviation. Odyssée
- 19.40 **Les Splendeurs naturelles de l'Europe** (1/2). Des archétypes de rêve. Planète
- 19.55 **La Jungle de verre**. Les nerts à vit. Odyssée
- 20.35 **Alfonso Cabeza de Vaca**, marquis de Portugal. Un clerc magnétique. Planète
- 20.40 **Soirée thématique**. Le singe, cet homme! Arte
- 20.50 **Légendes vivantes d'outre-mer**. Les coqs de Rivière-Piote. Odyssée
- 21.00 **How Strong is Sforzato?** Une leçon de musique de Walter Levin. Muzik
- 21.20 **Vermeer**. magie de la lumière. Odyssée
- 21.50 **Les Derniers Maharajahs** (2/2). Vers un monde nouveau. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 18.00 **Handball**. Championnat d'Europe féminin: Allemagne - Roumanie. AB Sport
- 22.00 **Equitation**. Show Jumping International de Londres (1ère épreuve): Christmas Tree Challenge. Eurosport

DANSE

- 18.30 **Stamping Ground**. Chœur de Jiri Klytan. Par le Nederlands. Mezzo

MUSIQUE

- 19.50 **Friedrich Gulda**. Œuvres pour piano, de Frédéric Chopin. Mezzo
- 20.30 **Borodine**. Le Quatuor Sine Nomine joue le 2e quatuor. Muzik
- 21.45 **Bruckner**. Symphonie n° 8 et 9. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Pierre Boulez. Mezzo
- 22.15 **Smetana**. Quatuor n° 1 en mi mineur. Par le Quatuor Praxid. Muzik
- 22.50 **Schubert**. Le Quatuor Alban Berg joue le Jeune Fils et le Mort. Muzik
- 23.35 **Nina Simone**. à l'Olympia 1990. Muzik

TÉLÉFILMS

- 18.30 **Duplex**. Michel Lang. Têve
- 19.00 **Maria Vandamme**. Jacques Ernaud (4/4). Festival
- 20.30 **Tout est dans la fin**. Jean Delannoy (1 et 2). Festival
- 22.40 **L'Affront**. Christopher Leitch. TF 1
- 23.35 **Nos jolies colonies de vacances**. Stéphane Kurc. Festival

SÉRIES

- 19.20 **Equalizer**. Dix-sept code zebra. 13ème Rue
- 20.50 **X-Files**. L'homme invisible. El Chupacabra. Sanguinarium. M 6
- 20.50 **Marc Ebot**. Les deux flics. TF 1
- 23.25 **31 planètes après le Soleil**. Série Club
- 0.00 **High Incident**. Gardien de mon frère (v.o.). 13ème Rue
- 1.20 **Schindler**. L'agenda électronique (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

19.00 **Arte**  
**Voyages, voyages**  
Jean-Christophe Klotz a troqué sa caméra de reporter sur terrain miné pour celle, version légère et numérique, du voyageur étonné. Et ce *Caucase*-là, sillonné façon impressionnisme de Sorchi à Bakou, a bien meilleur goût que dans ses rumeurs de guerre. D'une mer à l'autre, ce sont les haltes d'un flâneur curieux. Sept tableaux, comme autant de zooms, selon l'altéatoire du parcours et des rencontres, sur la diversité des mœurs et des temporalités. Au-delà des inquiétantes coutumes réactionnaires du clan cosaque - auxiliaire de la police, xénophobe et partie prenante de la « libération de la Russie » -, il y a des stations pleines de tonalités anachroniques et d'un « fatalisme comme forme de résistance », ainsi que les joues, pour d'improbables couples de danseurs, cet orchestre de douaniers sur l'esplanade d'un « sanatorium » à l'équipement hétéroclite (étrange nostalgie de *La Valse de Mandchourie*, relique de la guerre russo-japonaise); ou encore ce jardin botanique à l'abandon, dont palmiers et bananiers ont depuis longtemps forcé le passage au travers des toitures des pavillons. Plus émouvants, la splendeur des caractères de l'alphabet géorgien tracé par un moine atellé à la copie manuscrite d'une Bible en écriture arménienne, ou cette « danse de l'impatience » entre futurs amants, l'homme tenant ses mains levées au ciel pour préserver son destin... - Val. C.

23.50 **Arte**  
**La Rue sans joie**  
Vienne, après la défaite de 1918, au temps de l'inflation. Dans une rue sur laquelle règnent un ignoble boucher et une courtisane entremetteuse, la fille aînée d'un conseiller ruiné hésite entre les principes de sa bonne éducation et la tentation du luxe par la prostitution. Noir tableau de mœurs viennoises inspiré par un roman de Hugo Bettauer. Dans ce film réalisé en 1925, le réalisme social et libertaire de Georg Wilhelm Pabst s'exerce de façon corrosive sur la décomposition de l'après-guerre. Garbo, découverte en 1924 par le Suédois Mauritz Stiller, flotte comme une figure somnambulique à la beauté funèbre dans cet univers où le jour et la nuit se confondent. Son mythe est esquissé, au milieu d'extraordinaires interprètes. - J. S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 13.55 **Les Feux de l'amour**. 14.45 **Arabesque**. 15.40 **La loi est la loi**. 16.40 **Sunset Beach**. 17.30 **Beverly Hills**. 18.25 **Exclusif**. 19.05 **Le Bigali**. 20.00 **Journal**. Météo. 20.50 **Marc Elliot**. Les deux flics. Le passé d'une femme. 22.40 **Made in America**. L'Afrique. 14.58 **Questions au gouvernement**. 0.15 **Les Rendez-vous de l'entreprise**. 0.40 **TF 1 nuit**. Météo. 0.53 **Le Dernier Contrat**. Téléfilm. Roméo Guerrier (1/2).
- 13.50 **Derrick**. 14.35 **Soko**. 15.30 **Tiercé**. 16.00 **Le Chacal aux chansons**. 16.45 **Des chiffres et des lettres**. 17.20 **Un livre, des livres**. 17.25 **Cap des Pins**. 17.55 **Harley**. Couteux à voir. 18.30 **Friends**. 19.15 **1 000 enfants vers l'an 2000**. 19.20 **Qui est qui?** 19.55 **L'Euro**. 19.55 et 0.45 **Au nom du sport**. 19.55 **Météo**. Journal. Météo. 20.55 **Envoyé spécial**. Spéciale nouvelles spirituelles. 22.50 **Exposition directe**. PS. 23.00 **La Valse des pantins** ■ ■ ■ Film. Martin Scorsese. 0.00 **Journal**. Météo. 1.15 **La 25e Heure**. Prise d'otage au pérou.
- 13.30 **Parole d'Expert**. 14.30 **Les Craquantes**. 14.58 **Questions au gouvernement**. 16.40 **Tom-Tom et Nana**. 16.50 **Blake et Mortimer**. 17.45 **Le Kado**. 18.20 **Questions pour un champion**. 18.50 **Un livre, un jour**. 19.20 **Qui est qui?** 19.55 **L'Euro**. 19.55 et 0.45 **Au nom du sport**. 19.55 **Météo**. Journal. Météo. 20.55 **Envoyé spécial**. Spéciale nouvelles spirituelles. 22.50 **Exposition directe**. PS. 23.00 **La Valse des pantins** ■ ■ ■ Film. Martin Scorsese. 0.00 **Journal**. Météo. 1.15 **La 25e Heure**. Prise d'otage au pérou.

FRANCE 3

- 13.30 **Parole d'Expert**. 14.30 **Les Craquantes**. 14.58 **Questions au gouvernement**. 16.40 **Tom-Tom et Nana**. 16.50 **Blake et Mortimer**. 17.45 **Le Kado**. 18.20 **Questions pour un champion**. 18.50 **Un livre, un jour**. 19.20 **Qui est qui?** 19.55 **L'Euro**. 19.55 et 0.45 **Au nom du sport**. 19.55 **Météo**. Journal. Météo. 20.55 **Envoyé spécial**. Spéciale nouvelles spirituelles. 22.50 **Exposition directe**. PS. 23.00 **La Valse des pantins** ■ ■ ■ Film. Martin Scorsese. 0.00 **Journal**. Météo. 1.15 **La 25e Heure**. Prise d'otage au pérou.

FRANCE 2

- 13.30 **Parole d'Expert**. 14.30 **Les Craquantes**. 14.58 **Questions au gouvernement**. 16.40 **Tom-Tom et Nana**. 16.50 **Blake et Mortimer**. 17.45 **Le Kado**. 18.20 **Questions pour un champion**. 18.50 **Un livre, un jour**. 19.20 **Qui est qui?** 19.55 **L'Euro**. 19.55 et 0.45 **Au nom du sport**. 19.55 **Météo**. Journal. Météo. 20.55 **Envoyé spécial**. Spéciale nouvelles spirituelles. 22.50 **Exposition directe**. PS. 23.00 **La Valse des pantins** ■ ■ ■ Film. Martin Scorsese. 0.00 **Journal**. Météo. 1.15 **La 25e Heure**. Prise d'otage au pérou.

LA CINQUIÈME ARTE

- 13.45 **Lonely Planet**. 14.35 **La Cinquième rencontre**. Justice et société. 14.40 **Révis de la jeunesse**. 15.30 **Entretien avec Michel Fize**. 16.00 **Modes de vie**. modes d'emploi. 16.30 **Correspondance pour l'Europe**. 17.00 **Célim**. 17.30 **100 % question**. 17.55 **L'Aventure photographique**. Le marché de la photo. 18.25 **Météo**. 18.30 **Le Monde des animaux**. 19.00 **Voyages, voyages**. Caucase. 19.45 **Météo**. Arte info. 20.15 **Reportage**. Le Basket-ball en grève. 20.35 **Soirée thématique**. Le singe, cet homme! 20.40 **Du rûn**. Cher les chimpanzés. 21.35 et 22.00 **Debat**. 22.30 **Le Singe**. Cet homme! 22.40 **La Rue sans joie** ■ ■ ■ Film muet. Georg Wilhelm Pabst.

M 6

- 13.30 **Protection rapprochée**. Téléfilm. David Hemmings. 15.10 **Les Routes du paradis**. 16.10 et 1.30 **Boulevard des clips**. 17.20 **M 6 Kid**. 18.00 **Les Aventures de Sindbad**. 19.00 **FK**. effets spéciaux, la série. 19.54 **Le Six Minutes**. Météo. 20.10 **Notre belle famille**. 20.30 **La Famille Touvainen**. 20.35 et 1.25 **Météo des neiges**. 20.40 **Déroulage info**. Passé simple. 20.50 **X-Files**. L'homme invisible. El Chupacabra. Sanguinarium. 23.35 **La Maison**. de tous les cauchemars. Le gardien des alyses. Charly Boy.

RADIO

- 19.45 **Les Enjeux internationaux**. 20.02 **Les Chemins de la musique** (4/5). 20.30 **Agora**. André Markovitch pour la rétrospective au Institut de Dostoevski et à propos de la biographie de Dostoevski. 21.00 **Lieux de mémoire**. Le Petit Larousse. 22.10 **For intérieur**. Kenize Mourad (Le Jardin de Badolpout). 23.00 **Nuits magnétiques**. Chez le barbier. 0.05 **Du jour au lendemain**. Pascal Dille (Le Passon du regard).

FRANCE-MUSIQUE

- 18.05 **Scène ouverte**. musique ancienne. 19.00 **Restez à l'écoute**. Un essai de concert, de Rossini et Berli. 19.40 **Prelude**. 20.00 **Concert**. Donne par le Trio Marcus Roberts et l'Orchestre national de France, dir. Sefi Ozawa. Œuvres de Gershwin. 22.30 **Musique pluriel**. Œuvres de Chosn, Leroux. 23.07 **Papillons de nuit**. Invités: Marie Darrieusecq, Béatrice Thiriet. Métamorphose, anamorphose. Extrait de la bande originale *Météo-ici* de Fazu qui dort.

RADIO-CLASSIQUE

- 18.30 **Le Magazine**. 20.15 **Les Soirées**. Sources pour violon. 20.40 **Concert**. Œuvres de Ravel, Mozart. 22.30 **Les Soirées**. (suite). Œuvres de Caluipo, Haase, Jommelli, Albinoni, Händel, Vivaldi.



هذه ايامنا

## Le jeu du Quinquennat

par Pierre Georges

PARMI LES DÉLICES de la politique, il en est un tout particulier : l'autorisation, voire la licence de spéculer docilement, sur les intentions cachées, les manœuvres secrètes, les stratégies infaisibles des uns et des autres, sans jamais donner le sentiment de verser vulgairement dans le concours de pronostics. Puisqu'aussi bien, il s'agit de fines analyses fondées sur les anticipations les plus fiables.

Illustrons le propos d'une fiction de parfaite actualité. Depuis plusieurs semaines circule une information - mais ce pourrait être un ballon d'essai - ou un ballon d'essai - mais ce pourrait être une information -, selon laquelle, ou lequel, Jacques Chirac déciderait de faire voter le quinquennat. De se l'appliquer dans une héroïque auto-dissolution de lui-même. Et donc, de nous proposer une élection présidentielle pour l'an 2000. Où il se représenterait évidemment.

Un grand jeu de politique-fiction pour notre petit Noël 1998 ! Jouons alors au Quinquennat, jeu stratégique, en vente, par correspondance et confidences, dans toutes les bonnes maisons désormais. A droite comme à gauche. Et regrettons qu'en ces périodes de lèche-vitrines, les fabricants de soldats de plomb, sous les arcades du Palais-Royal, n'aient pas eu la bonne idée de fondre d'urgence les troupes de l'Alliance et les phalanges de la Plurielle, avec maréchaux afférents. Qu'est-ce qu'on s'amuserait, pendant des mois, à les mettre en ordre de bataille, dans les talwegs et sur les lignes de crêtes de nos étreintes !

Jouons au Quinquennat ! La règle semble bien plaisante. Elle permettrait de reléguer, au grenier national, cet antique jeu de rôles baptisé par son funeste inventeur la Cohabitation. L'exercice fut amusant un

moment. Mais à l'avoir tant pratiqué il devient un peu lassant. Et même franchement ennuyeux dès lors que camps et coups se copient et s'annulent en permanence. Je te tiens, tu me tiens par la cohabitation, ce passe-temps est devenu par trop barbu !

Le Quinquennat, jeu de mouvement féroce tueait la Cohabitation, jeu de positions subtil. Ce serait tout bénéfice pour tout le monde. Et notamment pour la presse qui y trouverait son compte de papier. Enfin du neuf, de l'actualité. Enfin du peuf. Enfin du rond ou du carré. Premier quinquennat en 2000. Deuxième en 2005 et ainsi de suite jusqu'à la fin des Cinq et du siècle ! Enfin une campagne formidable, un pouvoir bien identifié, un président, sa majorité et son opposition. La politique redeviendrait claire, limpide, simple comme bonjour, une droite, une gauche, que les meilleurs gagnent et qu'ils quinquennent en paix !

Voilà bien pourquoi, dès maintenant, ici même, nous adressons notre bon de commandes à l'Élysée, aux bons soins du secrétariat général. Un Quinquennat, s'il vous plaît ! Et notamment pour les sondages, qui viennent déjà de recevoir, par voie judiciaire, leur petit Noël. Le tribunal correctionnel de Paris a en effet relaxé les directeurs et journalistes de cinq quotidiens qui avait publié des articles reprenant les sondages de la presse étrangère, dans la semaine précédant les élections législatives des 25 mai et 1<sup>er</sup> juin 1997. Cela est interdit par la loi de 1977 et le parquet avait ordonné des poursuites. Or le tribunal a estimé que cette disposition était devenue parfaitement illusoire à l'époque d'Internet, et même discriminatoire « au regard du droit des citoyens à l'information ». L'an 2000 s'annonce donc radieux.

## Le gouvernement dénonce la campagne de « désinformation » des syndicats médicaux

La CSMF maintient son appel à la fermeture des cabinets à partir du 23 décembre

FACE AUX ATTAQUES répétées des syndicats médicaux contre la maîtrise des dépenses de santé et le « rationnement des soins », le gouvernement, la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnam) et la Mutualité française ont sonné la contre-offensive. Ils ont décidé de monter en première ligne pour dénoncer les « contre-vérités », la « désinformation » et la « démagogie » qui, selon eux, seraient devenues les principales armes des organisations de médecins libéraux dans leur combat contre la politique gouvernementale.

Le week-end dernier, un reportage dans une clinique de Marseille, diffusé « en boucle » sur France Info, a déclenché la colère de Martine Aubry. Dans cette clinique participant au service public hospitalier, un médecin expliquait à une patiente effrayée qu'il ne pourrait plus la soigner parce qu'il avait atteint ses quotas. « Il est de notre devoir d'alerter la population que l'on est en train de changer de système de santé pour aller vers le système anglais », insistait, lundi 14 décembre, sur Europe 1, le président de la Confédération

des syndicats médicaux français (CSMF), Claude Maffioli, pour justifier son appel à la fermeture des cabinets entre le 23 décembre et le 2 janvier.

La ministre de la solidarité a tenu, dès lundi, à faire une mise au point par la voix de son directeur de cabinet. Celui-ci a insisté sur le fait qu'il n'y a pas d'enveloppe de crédits qui, une fois dépensée, obligerait les praticiens libéraux à remettre à plus tard certains soins, comme en Grande-Bretagne. Il a formellement démenti, par exemple, que l'accès des malades du sida aux trithérapies serait limité en fin d'année, jugeant « déontologiquement contestable d'utiliser la confiance du malade envers son médecin pour ce genre de campagne ».

Le président de la Cnam, Jean-Marie Spaeth (CFDT), a renchéri, mardi, en déclarant qu'agiter le spectre du rationnement « relève de la tromperie intellectuelle ». Il a démenti « l'existence de quotas auxquels seraient soumis les médecins », et ajouté que « toutes les feuilles de soins présentées au remboursement seront honorées sans modification ».

Jean-Pierre Davant, président de la Mutualité française, dénonçait le « conservatisme profond » de certains syndicats de médecins, une « volonté de maintien des privilèges » et une « absence totale de solidarité envers l'ensemble de la population ».

### REVENU TOUJOURS EN HAUSSE

M<sup>me</sup> Aubry, qui tente d'équilibrer les comptes de la « Sécurité sociale » sans réduire les remboursements ni relever les cotisations, assure que le mécanisme de reversement d'honoraires en cas de dépassement des objectifs de dépenses n'a rien de confiscatoire et que ces pénalités n'atteindront pas 60 000 à 90 000 francs par praticien, comme l'affirmaient récemment l'Umespe, la branche des médecins spécialistes de la CSMF (*Le Monde* du 11 décembre). Selon les calculs du gouvernement, le revenu des spécialistes ne diminuera pas en 1998, mais progressera moins vite.

« Si l'on est pessimiste, la clause de sauvegarde ne s'appliquera que sur un dérapage de 1 milliard », soit une dérive de 2 % par rapport à l'objectif fixé (+ 1,3 %), selon le ministère. Il

générerait un surplus moyen d'honoraires de 36 300 francs par spécialiste au titre du dérapage. Sur cette somme, les caisses récupéreraient 20 000 francs en moyenne (déductibles de l'impôt), qui seront réclamés en juin 1999. M<sup>me</sup> Aubry espère que le dérapage sera limité, même si les statistiques d'octobre, publiées mardi par la Cnam, ne révèlent pas une décelération des dépenses de médecine de ville, en hausse de 3,8 % sur dix mois (+ 6,9 % pour les seuls spécialistes).

Le gouvernement maintient donc la pression sur le corps médical pour atteindre son objectif - très ambitieux - d'équilibrer les comptes de la Sécurité sociale en 1999. Les syndicats, eux, poursuivent leur guérilla. En Ile-de-France, ils appellent les professionnels de santé à manifester, dimanche 20 décembre, au Trocadéro... sur le parvis des droits de l'homme ! Dans une lettre à Jacques Chirac, les médecins spécialistes lui demandent d'« intervenir dans ce débat fondamental » sur la santé.

Jean-Michel Bezat

## Une équipe sud-coréenne annonce avoir réussi le premier clonage humain

UNE ÉQUIPE scientifique sud-coréenne a annoncé mercredi 16 décembre avoir réussi, pour la première fois au monde, à créer un embryon humain par clonage, à partir de la technique mise au point par les « créateurs » de la brebis Dolly au Roslin Institute d'Édimbourg. Dirigés par le docteur Bo-yeon Lee, les chercheurs du département spécialisé dans le traitement de la stérilité au sein de l'hôpital universitaire Kyunghee, à Séoul, ont expliqué qu'ils avaient réussi le transfert du noyau d'une cellule prélevée sur une femme adulte au sein du cytoplasme d'un ovocyte préalablement énucléé. Les chercheurs ont ainsi obtenu la création d'un embryon humain qu'ils ont laissé se diviser jusqu'au stade de quatre cellules. L'équipe sud-coréenne a ensuite décidé de mettre fin à l'expérience, estimant qu'il fallait attendre la mise en place d'une législation avant d'aller plus loin dans ce domaine.

« Si cet embryon avait été implanté dans l'utérus d'une porteuse, nous pourrions supposer qu'un fœtus humain [aurait été] doté des mêmes caractéristiques génétiques que celles de la femme sur laquelle la cellule a été prélevée », a expliqué le docteur Lee. Le clonage des embryons humains doit être encouragé tant pour la recherche scientifique qu'en vue de créer des organes pouvant ensuite être transplantés. L'annonce de cette « première mondiale » coïncide avec une initiative du Parlement sud-coréen visant à interdire de tels travaux. Elle a été suivie par une manifestation d'opposants aux clonages humains.

### DÉPÊCHES

■ ESPACE : la navette américaine Endeavour a atterri mercredi 16 décembre à 4 h 53 (heure française) à Cap Canaveral (Floride), au terme d'une mission de près de 12 jours au cours de laquelle l'équipage de six astronautes a assemblé les deux premiers éléments de la station spatiale internationale (ISS).

■ UNIVERSITÉ : le prix *Le Monde* de la recherche universitaire, créé par *Le Monde* de l'éducation, de la culture et de la formation, avec le concours de la Fondation Banques CIC pour le livre et de la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, a été attribué, lundi 14 décembre, au siège de l'Unesco, à Paris. Les lauréats de la 2<sup>e</sup> édition de ce prix sont : Rachel Gasparini (université Lumière-Lyon-II) pour « La discipline à l'école primaire. Une interprétation sociologique des modalités d'imposition de l'ordre scolaire » ; Bruno Marchal (université des sciences et technologies de Lille) pour « Calculabilité, physique et cognition » ; à Bruno Rémaury (École des hautes études en sciences sociales) pour « La belle femme en santé. Représentations et imaginaire physiologique du féminin » ; Agnès Villechaise (université Victor-Ségalen-Bordeaux-III) pour « Catégories moyennes-paupérisées. Frustration et gestion privée du discrédit chez les habitants des grands ensembles ». Choisis par un jury coprésidé par Jean-Marie Colombani et Edgar Morin, ces thèses, réécrites par leur auteur, prendront place dans la collection « Partage du savoir » dirigée par Laure Adler aux éditions Grasset.

### A NOS ABONNÉS

UN SEUL NUMÉRO  
0/803/022/021\*  
exclusivement réservé pour  
FAIRE SUIVRE  
OU SUSPENDRE  
VOTRE ABONNEMENT

GIORGIO ARMANI

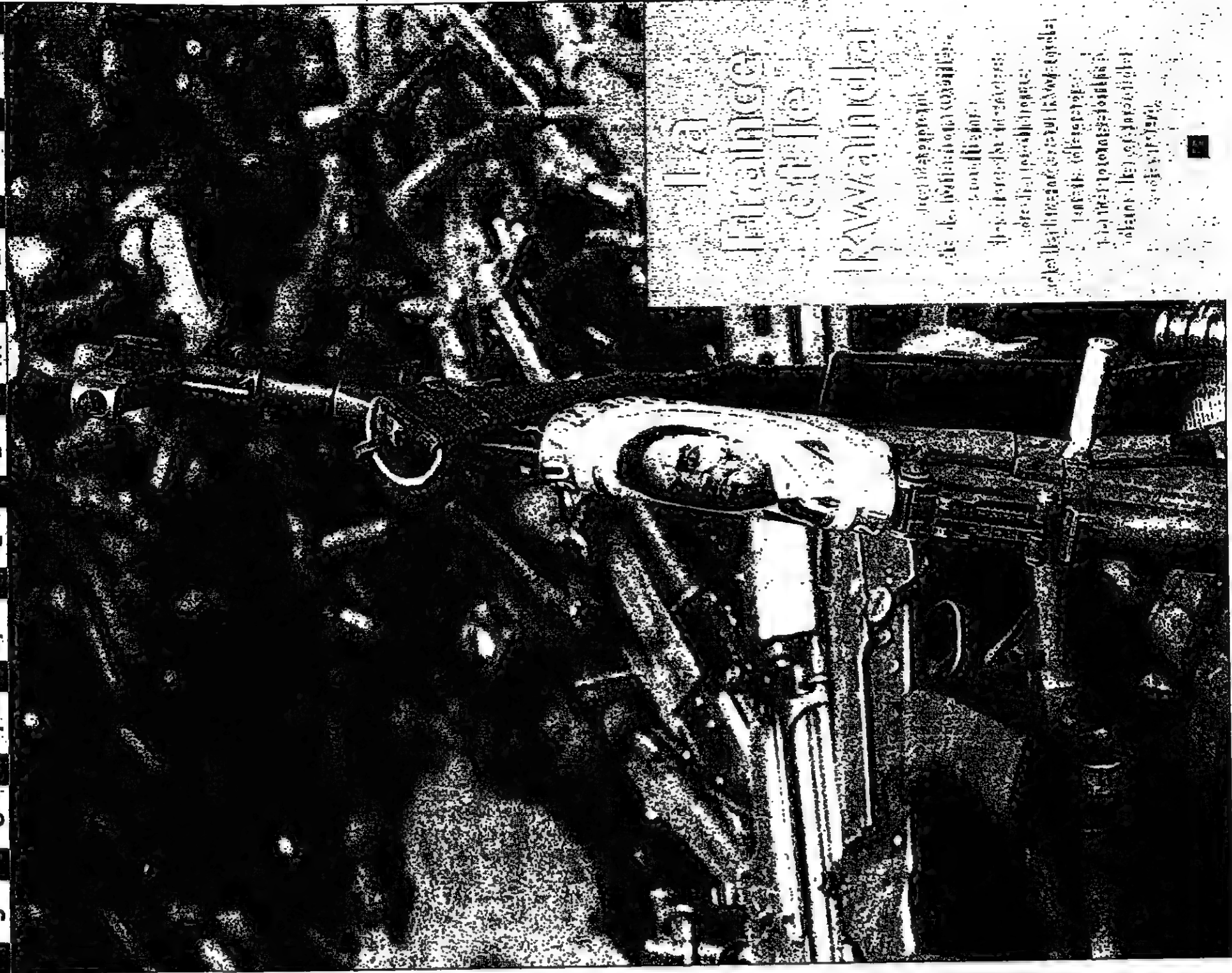
Appel à la transparence



la campagne  
dicats médicaux

# Le Monde

S U P P L E M E N T



صكنا من الأصل

■ RWANDA : LE RAPPORT DE LA MISSION QUILÈS

## Appel à la transparence

Dans la dernière partie de son rapport, la mission avance plusieurs propositions pour qu'à l'avenir la gestion des crises, notamment en Afrique, soit « plus efficace ». Elle lance notamment un appel à la transparence et à un meilleur contrôle par le Parlement des opérations militaires.

**Accroître la cohérence de nos mécanismes de gestion des crises internationales**

Les autorités politiques n'ont pas été suffisamment informées de la complexité et des spécificités de la crise rwandaise. La politique de renseignement n'a pas suppléé aux lacunes des autres sources d'information. Les chaînes de décision militaire et diplomatique sont restées trop autonomes.

La Mission propose donc une remise à plat des procédures existantes. Elle estime en particulier que les modes de coordination des actions diplomatiques et militaires, au sommet comme sur le terrain, doivent être précisés et formalisés. Le problème de la convergence des interventions de l'ambassadeur, de l'attaché de défense, chef de la mission d'assistance militaire, et, le cas échéant, du responsable opérationnel se pose.

Quant à la mission militaire de coopération, qui doit devenir la direction de coopération militaire et de défense dans le cadre de la réforme des services de la coopération, il apparaît que son rôle doit être plus clairement défini : s'agit-il d'une chaîne de défense ou d'un instrument de coopération qui relève du cadre général de l'aide au développement ? La première proposition semble, à la lumière de l'expérience rwandaise, plus pertinente. Elle devrait conduire à envisager le rattachement de l'assistance militaire technique au ministère de la défense.

S'agissant du renseignement, qui n'a pas permis d'éclaircir à temps les responsabilités politiques des risques de dérive du régime rwandais, une politique adaptée aux nouvelles données du monde de l'après-guerre froide, notamment en Afrique, doit être définie. L'enjeu ne peut plus être d'appuyer des gouvernements stables et favorables à nos intérêts, quelles que soient leurs pratiques intérieures. La culture du renseignement doit évoluer en conséquence.

Il conviendra en particulier :  
- de définir de véritables priorités de caractère stratégique pour éviter la dispersion des moyens. Etant donné la prolongation de notre présence militaire, le Rwanda aura dû être au nombre de ces priorités ;  
- de rendre notre appareil de renseignement stratégique capable d'adaptation à des crises brutales ;  
- d'assurer une coordination efficace entre les services, notamment la DRM (direction du renseignement militaire) et la DGSE (direction générale de la sécurité extérieure), lorsqu'elles sont présentes sur le même théâtre d'opérations.

La mise en place d'un système adapté d'association du Parlement aux activités de renseignement sera de nature à favoriser l'élaboration de cette stratégie et constituerait, non seulement

une garantie démocratique, mais aussi un aiguillon efficace pour l'évaluation, dans leurs grandes lignes, des résultats obtenus en matière politique et militaire.

Par ailleurs, outre les services de renseignement et les services diplomatiques, de coopération et militaires, d'autres sources d'information méritent d'être prises en considération par les autorités politiques : il est surprenant de constater que l'expertise des africanistes spécialistes du Rwanda n'a pratiquement pas été mise à contribution dans la gestion de la crise rwandaise.

Plus généralement, la Mission constate l'adaptation des textes portant organisation générale de la défense aux nouvelles données de la question des crises internationales. Elle propose donc l'élaboration par le gouvernement, en concertation avec les commissions permanentes concernées de l'Assemblée nationale et du Sénat, d'un projet de loi ajustant à ces nouvelles données l'ordonnance du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense. On pourrait, par exemple, concevoir, comme le suggère la commission de la défense de l'Assemblée nationale, que les opérations extérieures fassent l'objet d'une meilleure formalisation. Elles pourraient ainsi donner lieu, dans les jours suivant leur déclenchement, à l'adoption d'un décret visant le traité sur lequel elles sont fondées et précisant leur durée prévisible, les moyens mis en œuvre ainsi que la nature de leur mission.

**Améliorer le contrôle du Parlement sur les opérations militaires extérieures**

COMME on l'a vu, l'intervention militaire française au Rwanda a connu des phases contrastées : évacuation des ressortissants et présence se voulant dissuasive à l'origine, participation à l'élaboration des plans de bataille, soutien au commandement, à la formation et à l'armement des FAR ensuite, puis désengagement.

Ces évolutions dans les dispositifs et leurs missions n'ont fait l'objet d'aucune information détaillée du Parlement qui, d'ailleurs, ne l'a pas demandé.

Les effectifs militaires déployés au Rwanda ont ainsi été très nombreux. C'est ce qui explique le peu d'intérêt du public et du Parlement pour cette intervention avant que le génocide survienne. Toutefois, la durée de l'opération, le contact de guerre et de violence des missions exécutées, qui relevaient des notions de stratégie militaire indirecte et à certains moments d'assistance opérationnelle d'urgence, auraient justifié un contrôle parlementaire effectif.

Outre sa valeur démocratique propre, ce contrôle aurait eu plusieurs avantages :  
- il aurait permis de clarifier les responsabilités des acteurs et d'associer plus étroitement le premier ministre à l'action menée ;  
- il aurait contraint les différentes autorités gouvernementales à une meilleure analyse de la situation et à une meilleure coordination pour les besoins du débat parlementaire ;  
- il aurait enfin donné au Parlement et, au

delà, à l'opinion, la possibilité de prendre conscience des enjeux de la crise rwandaise.

Par ailleurs, la question de la base juridique de notre présence militaire au Rwanda s'est posée. La marge de manœuvre dont disposait l'exécutif était d'autant plus grande que la portée des engagements que la France avait juridiquement contractés avec le Rwanda était ignorée du Parlement.

Pour remédier à cette situation, certaines recommandations de la commission de la défense, déjà citées, pourraient être reprises.

Des modalités de communication des accords de défense et de coopération militaire aux commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat devraient être définies. Elles devraient satisfaire à la fois aux exigences d'information du Parlement et de confidentialité, voire de secret de certaines clauses des accords en cause.

Par ailleurs, des procédures d'association du Parlement aux opérations extérieures devraient être mises en place, sans nuire naturellement ni à la confidentialité ou au secret ni à la rapidité des actions à mener. La Constitution ne laisse, en outre, qu'une place très limitée au Parlement en matière d'emploi des forces (normes le cas, obsolescence, de la déclaration de guerre). Les procédures à instaurer ne peuvent donc que résulter d'une pratique établie d'un commun accord avec le gouvernement. D'ores et déjà, l'examen de la loi de finances rectificative de fin d'année est l'occasion d'une préservation détaillée des opérations en cours. Des auditions, par les commissions parlementaires compétentes, du ministre de la défense et du chef d'état-major des armées sur des opérations données peuvent également être organisées plus régulièrement. Au-delà, des mécanismes spécifiques d'information, comme la constitution d'une délégation parlementaire dont les travaux seraient couverts par le secret ou la création de missions d'information peuvent être envisagés. Mais la question ne semble pouvoir être réglée de manière véritablement satisfaisante que par une modification de la Constitution, qui prévoirait, d'une part, des modalités d'autorisation par le Parlement des opérations extérieures et, d'autre part, l'extension aux accords de défense du régime d'approbation parlementaire des conventions internationales.

**Etablir une juridiction pénale internationale**

L'ORSQU'UNE crise a provoqué des violations du droit humanitaire, comme le Rwanda en a donné l'exemple à une échelle démesurée, son règlement suppose que soit assurée par la communauté internationale la répression des crimes commis.

Pour l'avenir, la Mission considère que l'entrée en vigueur de la convention de Rome, portant statut de la Cour pénale internationale, constitue un élément essentiel du dispositif de prévention et de règlement des crises. Elle souligne que cette cour soit intégrée au système des Nations unies, conformément à l'article 2 de son statut. Elle se prononce pour la ratification par la France, à bref délai, de la convention de Rome.

Elle estime qu'une juridiction pénale internationale pourrait renforcer la position de tous ceux qui, notamment en Afrique, s'efforcent de faire prévaloir les principes de l'état de droit.

XVI Le Monde JEUDI 17 DÉCEMBRE 1998

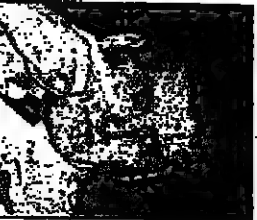
22 Le Monde ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia Dimanche 20 - Lundi 21

22 Le Monde ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia Dimanche 27 - Lundi 28 décembre 1998



avec à bout de jambes et ils ont dit :

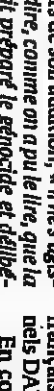
**ROMÉO DALLAIRE**



de son sens et qu'il, *« l'entrevu »,* se exploitait contre la France accusée d'avoir formé ceux qui quitteront ensuite l'armée pour rejoindre, enclencher ou recueillir les miliciens. (...) Comme l'a souligné Gérard Prunier au cours de son audition, « l'ine » s'agissait pas de dire, comme on le pu le lire, que la France avait provoqué le génocide et l'effacement des Tutsi, mais de constater que la France avait encouragé le génocide et l'effacement des Tutsi.

En conséquence, même si l'existence des DASSI ayant quitté le Rwanda.

**ROMEO DALL'AM**



la manière plus rigoureuse et la plus incontestable possible, la description pourra paraître un peu longue. C'est la contrepartie d'un club qui a consisté à envisager les événements politiques et militaires du Rwanda et l'engagement de la France dans ce pays sous tous leurs aspects, de manière à donner une réponse aussi détaillée que possible à la diversité des interrogations.

Cet effort d'exploration des mécanismes et des motivations d'une intervention militaire française à l'étranger répond aussi à une préoccupation nouvelle : celle de permettre au Parlement de mieux comprendre les ressorts de l'action diplomatique et militaire de la France, d'y être mieux associé.

*Le rapport détaillé sur la France et le Rwanda, son passé, sa situation coloniale, les relations entre la France et ce pays, la politique qu'elle a menée dans cette région d'Afrique, les interventions militaires, les enjeux économiques et politiques, la guerre et le démantèlement*

généraliste de 1994. Nous publions ci-dessous l'essentiel des chapitres du rapport consacrés aux opérations militaires françaises – « Nord » de 1990 à 1993, « Amarijils » en 1994, « Turquoise » en 1994 – et au génocide.]

*l'ordissent pas, ne serait-ce que par leur seule présence.» (...)*

**Le 24 octobre 1970 :** « Les autorités gou-

vermeineutales ne puerent adincline que leun  
soil impost un abandon territorial, au moiss  
d'edubir un cesse-le-feu, ou profit d'em-  
m-

hissiers luisés désireux de reprendre le pouvoir perdu en 1959. Elles peuvent d'ailleurs moins l'admettre que ceux-ci rétabliraient

probablement au nord-est le régime haoussien du premier royaume tust (...); ce rétablissement avait eu déjà lieu antérieurement, selon moi, en 1804, à l'occasion de la conquête de l'intérieur du pays des Tatis, 500 000 à 700 000 personnes, par les Haous, 7 millions d'individus.

L'ambassadeur de France à Kilaï,

L'offensive du 19 mai en Égypte a permis à l'armée française d'arrêter l'armée israélienne, le colonel Rabin a été tué dans un bombardement, et l'aviation israélienne a été vaincue. *« L'armée israélienne a été vaincue, l'aviation israélienne a été vaincue, l'aviation israélienne a été vaincue... »*

liment d'Elsberg et de l'indépendance des décisions. Ces messages, prédictibles, ont des répercussions sur l'adhésion des pays à Agnelli et que le président italien a dû affronter. Un conseil d'experts réunit, qui s'est tenu au Forum d'Agnelli, sous la présidence du président de la République, a dû analyser l'ampleur de l'échec, l'environnement plus des états conjugués à Agnelli, avec la vision des politiques des Européens, les insatisfactions, l'opinion et de contrôler l'adhésion afin d'assurer l'adhésion des Français et

1990, la coopération avec la compagnie, comme ça, un accord particulier d'adhésion, une réévaluation technique des relations de coopération. (...) Le permanence de la présence sur le terrain du président du conseil, le 10 octobre 1990 du fait, un observateur inquiet et perturbé, les idées vaines dans les idées qu'il envoie et

Le 15 octobre 1991, pensait enfin qu'il a génocide si les jours (il s'agit de la guerre civile) et de la guerre civile se terminent.

splitting variance into parts of phenotypic variance attributable to additive genetic variance, non-additive genetic variance, and environmental variance.

de son sens et qui, *a posteriori*, a été exploitée contre la France accusée d'avoir formé ceux qui quittaient ensuite l'armée pour rejoindre, encadrer ou recruter les miliciens. (...) Comme l'a souligné Gérard Dru- ciers, « au cours de son audition, il n'est pas de dire, comme on a pu le lire, que la France avait préparé le génocide et débâché grand front les millions de morts ».

Le CEA par conséquent a confié de façon la plus catégorique que jamais au cours de son «référendum d'état-major interne» (1) à la commission d'orientation scientifique, la tâche de «des forces armées nouvelles» (de la CDR), MANDÉ en 1992, de mettre en œuvre «l'essai zéro» et la «démocratie» «américaine» «cette au sein des PNA par des méthodes expérimentales.

LA PRÉSENCE FRANÇAISE

des FAR. (10)

**Les États-Unis ont eu  
comme priorité principale**

trop important  
des Nations unies  
dans la crise rwandaise  
pour des raisons à la fois

## budgetaires et politiques

Alors que pilotait l'appareil avec un copilotte mandaté à l'indique, que les militaires allemands savaient la situation tendre et à souligner que l'armée et les socialistes étaient habillés par une même ethnique très vive, instruits parmi les subordonnés.

Ce officier a indiqué que son commissariat l'existence de milices interarmées mais qu'il en savait, puis précisément ce qu'il en savait, il a révisé le « *contrat* » que elles faisaient. Il a révisé le « *contrat* » des milices, qui se déclarent des ex-

Dans un témoignage écrit transmis à la Mission, le Colonel Danny dit avoir été témoin du passage de camions militaires,

**ROMEO DALL'ALTRA**



parvient pas à fuir les démons du Rwanda. Commandant de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minurca) en 1993-1994, l'officier canadien reste hané par le génocide, persuadé qu'il aurait pu l'avoir évité si l'ONU et les puissances

mis en garde. En janvier 1934, il a prévenu New York de l'existence de caches d'armes dans la capitale rwandaise et demandé l'autorisation de les piller. Un informateur, « Jean-Pierre », lui avait rapporté la constitution de listes de cibles tuites. Les Nations unies ont donné l'ordre formel aux « Casques bleus » de ne pas

agré. Roméo Dallaire a prévenu les ambassadeurs des États-Unis, de la France et de la Belgique : silence assourdissant. Le général a vu les massacrés arriver au pays des Mille Collines. Au lieu de s'y opposer, il a dû négocier avec le colonel

extremistes, tirés », le docteur s'en va la main à ce fil de pûte », a-t-il raconté plus tard, les larmes aux yeux.

Roméo Dallaire, au Canada, ne dort plus la nuit. Il est hanté par le drame du Rwanda, par Théoneste Bagatoro, qui s'appelle « le Diable ». Il a livré un premier témoignage à la barre du Tribunal pénal international d'Arusha en février 1997, mais l'ONU avait osé des confondants

ités relatives. En 1999, il avait témoigné au procès Bagosora. Pour le général traumatisé, ce sera l'heure de vérité, l'heure des comptes. Il crie à peine que, outre sur Bagosora et ses militaires, il a des informations à révéler sur le rôle de l'ONU et de la France dans la tragédie.

1

**NUMBRE 1998 Le Monde XV**



LE 17 DÉCEMBRE 1998 Le Monde III







JUVÉNAL

HABYARIMANA



■ L'assassinat du président rwandais, Juvénal Habyarimana, et de son homologue burundais, Cyprien Ntaryamira, qui se trouvaient dans le même avion abattu le 6 avril 1994, a marqué le déclenchement du génocide. L'opération « Turquoise » a été lancée par l'ONU pour protéger les réfugiés. Le 7 juillet 1993, les Rwandais ont élu pour la première fois un président, Pasteur Bizimungu.

Encore aujourd'hui, en dépit d'un bilan présentant des données objectives positives - vies sauvées, vaccinations effectuées, épidémies enrégées - l'opération « Turquoise » est considérée comme non sincère et avant eu, in fine, pour but de soutenir les anciennes forces gouvernementales.

La France est cependant la seule de toutes les puissances occidentales à avoir agi car, comme l'a constaté Alain Juppé au cours de son audition, « les Etats-Unis restaient limités par le fiasco de l'intervention en Somalie, la Belgique était paralysée par l'assassinat de ses "casques bleus" et son statut d'ancienne puissance coloniale, l'Allemagne était empêchée d'agir par ses dispositions constitutionnelles. Angélisme considérable d'influence et l'inie, qui avait prêté un soutien législatif, sera incapable d'ester moral. Seuls, des contingents officiers du Sénégal, de la Mauritanie, du Niger, de l'Égypte, du Tchad, de la Guinée-Bissau et du Congo participèrent à l'opération "Turquoise" ».

Compte tenu du contexte dans lequel elle a pris place, l'opération « Turquoise » a pu être ressentie par certains comme ambiguë au moment de son déclenchement. Toutefois, son déroulement sur le terrain et notamment son adaptation à l'évolution de la situation politico-militaire démontrent que les objectifs humanitaires et de neutralité ont été dans l'ensemble plutôt bien respectés. (...)

Certains n'ont vu dans « Turquoise » qu'une opération de relations publiques sous habillage humanitaire

L'analyse des ordres d'opérations permet de voir que le caractère neutre et humanitaire de l'opération « Turquoise » ne fait pas de doute. Il n'apparaît pas pour autant possible d'attribuer à « Turquoise » le rôle d'une opération d'urgence. L'opération « Turquoise » ne poursuit qu'un objectif exclusif : humanitaire, à savoir la protection des réfugiés, et non pas, comme certains ont voulu le dire, la reconquête du pouvoir par les FAR, mais bien au contraire son soutien et sa préservation. Les conditions d'une négociation politique fondée sur le partage du pouvoir venaient d'échouer. Sur le plan militaire, la France ne pouvait pas élever son compte rendu de ses engagements passés.

Il est instructif à cet égard de confronter les ordres d'opérations établis le 22 juin 1994 aux règles de comportement posées en annexe du rapport de fin de mission établi par le général Lafourcade. Dans ce dernier document, il est indiqué cette fois que « l'opération est à forte dominante humanitaire » et que « le but politique recherché est la remise en œuvre des accords d'Arusha appuyés avec détermination par la France. L'arrêt des massacres et l'observation d'un cessez-le-feu sont les conditions sine qua non de la reprise d'un dialogue entre les parties, initiale du conflit. La France est déterminée dans son soutien à ce processus, donc à faire cesser les exactions ».

Malgré les objectifs ainsi fixés, il semble qu'à l'épreuve du terrain, face à l'avancée militaire inexorable du FPR, que l'objectif de « Turquoise » n'était pas de contrecarrer, l'opération à forte dominante humanitaire soit devenue exclusivement humanitaire. (...)

Une opération militaire à vocation politique ou à vocation humanitaire ?

L'OPÉRATION « Turquoise » a été critiquée à différents titres : en premier lieu, certains n'ont vu dans « Turquoise » qu'une opération de relations publiques sous habillage humanitaire.

Il est vrai que, si l'on observe les règles qui ont régi les relations avec les médias, il apparaît qu'elles étaient très différentes de celles fixées pour le déroulement de l'opération précitée.

Lors du déroulement de l'opération « Amayillys », il était dit : « La plus grande discrétion sera observée à l'égard des médias » (message état-major des armées du 8 avril 1994).

La directive particulière fixée au général Jean-Claude Lafourcade, commandant des forces « Turquoise », précise au contraire que la gestion de la communication tiendra une place importante au cours de cette opération, déclenchée pour des raisons humanitaires. Il est souligné que le général s'investira personnellement sur ce point. Les éléments de langage suivants lui sont rappelés :

« L'opération décidée par les plus hautes autorités de l'État, qui s'effectue dans le cadre d'un mandat de l'ONU ;

- rassurer la population, en mettant fin aux massacres intercommunautaires, et lui apporter aide et assistance dans la mesure du possible.

En second lieu, la directive reproche à l'opération « Turquoise » de n'avoir été qu'une opération humanitaire, alors qu'il aurait fallu intervenir pour imposer le paix. Il faut toutefois rappeler que cette mission d'urgence, d'après le général Philippe Mercier, un effectif de 4 000 à 5 500 hommes, qu'il aurait fallu déployer sur tout le territoire rwandais. La France pouvait-elle seule y parvenir ? Lorsque l'on sait les difficultés

trouvées pour constituer la Minuar il a 5 500 hommes, on mesure à quel point la constitution d'une force d'intervention ne pouvait être laissée à l'initiative d'un seul Etat. Sur cette question, le général Philippe Mercier s'est montré tout à fait explicite : « Si la communauté internationale avait soutenu la conduite d'une opération qui n'était pas seulement humanitaire, comme dans le cas de "Turquoise", ni de maintien ou de rétablissement de la paix, mais d'imposition de la paix, il aurait d'abord fallu qu'elle s'en donne les moyens. Une telle opération dans un pays de petite taille au relief très tourmenté, où la densité de population est égale à celle de la Belgique, où il y a des maisons partout et où l'habitat est très dispersé, et dans la mesure où les combats et les massacres avaient lieu sur tout le territoire, aurait nécessité en première analyse au moins de 10 000 à 50 000 hommes. »

Il a abouti qu'il était déjà un peu tard pour mettre fin aux massacres ou même à la décision a été prise et qu'il aurait fallu la prendre plus tôt, sans doute au mois d'avril. Le caractère tardif de l'intervention « Turquoise » constitue incontestablement le reproche le plus sérieux que l'on puisse faire à cette opération. Encore faut-il redire que seule la France a pris une décision. (...)

L'opération « Amayillys »

Le 7 avril 1994 [ou lendemain de l'attentat], par télégramme diplomatique, le ministre des affaires étrangères demande à l'ambassadeur Jean-Michel Marlaud d'apprécier l'opportunité d'une évacuation de la communauté française, compte tenu de la dégradation brutale de la situation à Kigali.

Pour le cas où une telle hypothèse devait se trouver confirmée, les forces françaises « interviendraient en appui des forces belges » avec lesquelles elles se coordonneraient. Les assistantes militaires techniques seraient sollicitées pour assurer la sécurité de la résidence et celle de l'ambassade et il est précisé que la famille proche du président Juvénal Habyarimana pourrait y trouver refuge.

En quelques heures, les événements vont s'accroître. Il apparaît désormais clairement qu'à l'impulsion de la Minuar (Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda), dont 10 « casques bleus » du contingent belge ont été assassinés, s'ajoute l'impulsion du chef d'état-major de la présidence (le général Ndindiliyimana) et du nouveau chef d'état-major des armées (le colonel Chef sinzi) de rétablir l'ordre en dépit de leurs déclarations d'intention.

Le 8 avril, les adjudants-chefs Maier et Didot, responsables des transmissions, assistent que l'épouse de ce dernier, sont assistés. L'information concernant le rendu radio du directeur de l'Hôtel Méridien, Eric Lebrun, qui fait état d'un assassinat par des éléments du FPR. (...) L'assassinat des adjudants-chefs Maier et Didot et de l'épouse de ce dernier, ainsi qu'à 6 le nombre des Français victimes de événements survenus au Rwanda de plus deux jours.

Le ministre des affaires étrangères répond le 8 avril à 22 heures : « Devant les risques que présente la situation au Rwanda, des dispositions ont été prises pour protéger l'évacuation de nos ressortissants ».

L'opération « Amayillys » vient d'être déclenchée par la France de façon unilatérale. Cette intervention, strictement limitée dans le temps (elle se déroulera du 8 au 14 avril) a vocation d'assurer la protection et l'évacuation des ressortissants français ou étrangers. Près de 1 500 personnes seront évacuées.

Ce ne sera pas, en revanche, une intervention venant en soutien des forces belges. Mais la France interviendra en leur faveur auprès des FAR pour que ces forces puissent se poser à l'aéroport de Kigali. (...) La spécificité de l'opération d'évacuation « Amayillys » tient dans la demande d'évacuation « en avant-première » d'une solennité de personnes. C'est ainsi que 43 Français et 12 personnes de la parenté du président Juvénal Habyarimana, parmi lesquelles son épouse et ses trois enfants, partiront le 9 avril par le premier avion qui décollera à 17 heures de l'aéroport de Kigali. (...)

La critique d'une opération de sauvetage militaire déguisée en opération humanitaire s'ajoute celle, diamétralement opposée, d'une opération trop exclusivement humanitaire qui aurait dû être une opération militaire d'interposition. Ce regret a notamment été exprimé devant la Mission par Alison des Forges

HUBERT VÉDRINE



■ « Le président Mitterrand s'est posé en contributeur d'une politique africaine qui remonte au général de Gaulle. » Ce préambule, posé par Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères depuis juin 1997, résume le propos tenu lors de son audition, le 5 mai, par celui qui fut le conseiller diplomatique de François Mitterrand (1981-1985).

Il faut toutefois se souvenir que le FPR était présent dans Kigali au moment du déclenchement des massacres, avec un bataillon de six cents à sept cents hommes, soit largement autant que la totalité des forces « Amayillys ». La première réaction des représentants du FPR, le 7 avril, fut d'aller demander au général Roméo Dallaire de quelles instructions il disposait pour intervenir, puis de constater que cette carence des Nations unies l'autorisait à engager l'action militaire pour sauver les Tutsis des massacres en donnant à ses troupes basées à Vuuhndi l'ordre de faire mouvement.

Pour autant, en application des accords d'Arusha signés le 4 août 1993 entre les autorités rwandaises et le FPR, le bataillon du FPR basé à Kigali ne s'est pas non plus interposé entre le 6 et le 10 avril pour neutraliser les auteurs des massacres. Les militaires français ont, quant à eux, exécuté les missions d'évacuation des ressortissants français et étrangers, qui leur valent des assignés respectant strictement les ordres d'opérations reçus, comme l'indique le compte rendu de l'opération « Amayillys » établi par le colonel Henri Monod lorsqu'il dresse le bilan des rapports entretenus avec la Minuar : « Les médias ont été très présents dès le début pour l'opération. Le Compa a facilité l'accès à l'information et en les aidant dans leurs déplacements, nous avons pu leur permettre de voir, par exemple, des soldats français limitant l'accès aux centres de regroupement aux seuls étrangers sur le territoire du Rwanda (cf. lettre OAD/DP/94/10 du 10 avril) ou intervenir pour leur faire cesser des incursions dans le territoire rwandais, des incursions dont ils étaient les témoins directs. »

JEAN-CHRISTOPHE MITTERRAND



■ Conseiller pour les affaires africaines à l'Elysée après sa prise de fonction en 1982, Jean-Christophe Mitterrand, cinquante-deux ans, s'est attaché lors de son dévouement devant la Mission à minimiser son rôle dans la politique menée au Rwanda, tout en le défendant. « Les cordiales succès chargés des affaires africaines du temps du président Mitterrand n'avaient pour rôle, et seul rôle, que d'informer le président de ce qu'il se passait », a-t-il déclaré. Il a affirmé que « l'impulsion de la politique africaine venait de rencontres entre le président de la République, le premier ministre, les ministres ». Le fils aîné de François Mitterrand a demandé fermement avoir eu d'éventuelles relations avec le fils du président Habyarimana et avoir été mêlé à des affaires touchant cette région d'Afrique.

Les personnes évacuées

Le bilan des évacuations établi au cours de l'opération démontre que de l'évacuation aérienne par la France et 1238 personnes dont 454 Français et 784 étrangers parmi lesquels 612 Africains dont 394 Rwandais. Parallèlement, 115 Français ont été évacués par la route vers le Zaïre et le Burundi. A titre de comparaison, la Belgique a évacué 1226 personnes dont 1 026 Belges, l'Italie et le Canada respectivement une centaine de personnes.

THÉONESTE

BAGOSORA

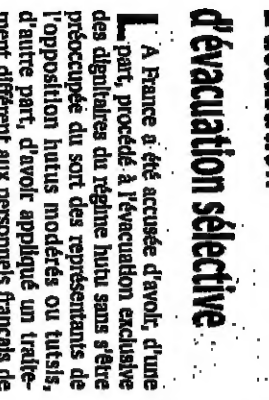
■ « Je sais que Dieu existe parce que j'ai rencontré le diable : c'est par ces mots que Roméo Dallaire, qui commandait les forces des Nations unies à Kigali en avril 1994, a évoqué le colonel Théoneste Bagosora lors de sa déposition devant le Tribunal pénal international. Considéré comme l'un des « cerveaux » du génocide, le colonel Bagosora était directeur de cabinet du ministre de la Défense au moment du drame. Parti en exil en juillet 1994, d'abord dans l'est du Zaïre, avec les responsables hutu, le colonel Bagosora a cru dans toute l'Afrique avant de se baser au Cameroun. Il a été arrêté à Yaoundé en mars 1996 et transféré à Anouba début 1997.

مكتبات الأصل



## ■ RWANDA: LE RAPPORT DE LA MISSION OULÈS

mesures appropriées pour la prévention la réinsertion des actes de violence ».



**L'évacuation  
des enfants d'Agathe  
Uwilingiyimana,  
premier ministre**

**ENTENDU** par le rapporteur Bernard Cazeneuve, M. Le Moal, à l'époque adjoint du directeur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et chargé de la mise en place des moyens d'accompagnement de l'accord de paix à partir de septembre 1993, a indiqué que, le 7 avril, avec trois voitures de l'ONU, « j'étais lui-même allé chercher les enfants ».

du premier ministre, Agathe Uwilingiyimana, et qu'il les avait conduits à l'hôtel des Mille Collines, où il avait demandé au directeur de les abriter. Le dimanche 10 avril, alors que l'ambassadeur de France Jean-Michel Marraud venait de lui signifier

qu'il n'était pas possible, sans risquer de provoquer de très graves incidents, compte tenu du climat de haine qui régnait, de faire évacuer les « enfants d'Agathe », il était retourné à l'Hôtel des Mille Collines où il avait appris que les enfants venaient d'être récupérés par André Gultchaoua et

170 personnalités évacuées par l'ambassade de France. Cette liste lui aurait été communiquée par les autorités burundaises et accablément l'idée que l'ambassade de France a refusé d'obliger de nombreuses personnalités et n'a recueilli que les dignitaires du régime. M. Marraud s'est inscrit en faux contre cette thèse et a souligné que se réunissant à l'ambassade de France non seulement des personnes liées

ment express et ont indiqué qu'il leur a été demandé de se rendre au ministère de l'Intérieur pour être interrogés par des employés de l'ONU et s'étaient réfugiés à l'Hôtel des Mille Collines, ils ont été dénoncés par des soldats français pour les faire monter dans l'avion. Les responsables militaires ont nié toute possibilité d'embarquement sans leur consentement express et ont indiqué qu'il

n'avaient jamais refusé d'embarquer ces enfants. Il est vrai que la très grande méfiance et la méfiance de l'opérateur d'évacuation parait incompatible avec le fait que des enfants soient embarqués en cachette. Amers à l'aéroport, les « enfants d'Agathe » ont bien été égarés en toute connaissance de cause par les forces françaises, l'ambassadeur Jean-Michel Marlaud ayant finalisé

Les « *enfants d'Agathe* » ont été évacués à Bujumbura, d'où ils ont pris un vol Ai-

c) *Suivre l'évolution*  
Rwanda, et j'offre  
compas en ce qui con-  
cerna qui ont cherché  
Mburu. »

Jean-Stéphane Mété-  
de France à l'ONU  
1995, a exigé que ce v-  
Obtenu également  
France, par la lecture  
ché, porte que les  
des, et les soldats belges  
dies et les Américains  
dome sonalier ; On a  
présence internationale  
pour la plupart des  
seulement comme un m-  
font politique. » (

**mise en œuvre de l'acte n'est que ce jour que l'acte prend note avec la coupation des informations des actes d**

Le secrétaire général employé le mot de mille fois le 4 mai, devant acquiescer à un calme, durant laquelle il a dit : « *Here you have a new view* », il a tenu le la conférence de presse.

[illegible]

# L'opération

pour la durée de l'opération, la place à la Minuart, de personnes qui se poursuivent de milliers de courants alimentaires, c'est l'origine, fait l'obstacle, certes, si bien que l'adoptée par dix vob

Quelles conclusions peut-on tirer de cette rapide analyse sur l'action communautaire internationale ?

L'ONU était évidemment bien loin de la situation mais tous les locuteurs à New York l'ont confirmé : le rôle de la Mission : en défendant les principes de la Charte, en encourageant les collectifs, il n'exerce aucune violence coercitive d'État. En posant à l'une des questions posées à la Mission, M. Annan a estimé « même lorsque les événements n'ont été connus de tous, l'ONU communautaire internationale se sont réunies et intervenir de manière décisive pour mettre un terme au génocide ».

Il est regrettable que la France ait voté

solution 912, adoptée à l'unanimité par ce vote elle rejoignait l'ensemble des membres du Conseil de sécurité dans leur refus d'agir. Ce qui allait contrebalancer avec la décision, quelques semaines plus tard, de participer l'opération « Turquoise ».

Il est toutefois clair que la manœuvre

Mais le jugement le plus sévère non a une volonté politique nette à l'égard du communautarisme international, relayée par la présence massive, aurait été de faire à freiner les auteurs des massacres et aurait strictement limité considérablement le nombre des victimes.

l'action de l'ONU a déjà été promue par celui-là même qui la représente Boutros Boutros-Chali, qui écrit dans son rapport du 31 mai 1994 :

que contrairement à ce que nous n'attendions pas, elle est totalement capable de prendre d'urgence des mesures décisives pour faire face aux crises humanitaires extrêmement liées à la guerre armée. (...) Nous devons tous reconnaître, à cet égard, que nous n'en-

pas su agir pour que cesse l'agonie  
Rwanda et que, sans mot dire, nous  
ainsi accepté que des êtres humains  
nient de mourir. Nous avons témoi-  
que notre détermination, notre capa-  
d'événager une action, étaient au mi-

oisie»

lions. Dénouée par les uns comme opération-écran destinée en réalité à remettre aux FAR et aux milices de s'exécuter vers le Zaïre, en vue d'une conquête militaire, elle a été critiquée

d'autres, comme Jean-Hervé Brulon, pour avoir été dans sa nature même « une mesure en déficence de l'éthoside », alors a-t-il fallu « non pas une opération humaine, qui lui permettrait d'être, mais une intervention militaire française ou internationale

pour s'opposer aux *litteurs* », puisque, selon lui, la Convention de 1948 sur la prévention et la répression du crime de génocide s'appliquait clairement en la circonstance.

1

100

the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 1.2 billion to 1.5 billion. The number of illiterate people in the world is expected to reach 1.7 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is expected to reach 1.7 billion by the year 2015.

100









## RWANDA: LE RAPPORT DE LA MISSION QUILLES

MICHEL ROCARD



■ Lors de son audition, le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles.

Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles. Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles.

Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles. Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles.

ROLAND DUJAS



■ D'ancien ministre de la politique étrangère au Rwanda, Roland Dumas a été le premier à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles.

Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles. Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles.

Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles. Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles.

Les massacres n'ont pas concerné seulement les chefs de famille capables de porter les armes, mais également les femmes et les enfants, ce qui prouve une volonté de faire disparaître l'ensemble du groupe tutsi. M. Alison des Forges a souligné devant la Mission que les massacres ont concerné « les personnes âgées, les blessés, les femmes qui, malheureusement, furent toujours protégées lors de ces conflits ».

On allait même jusqu'à tuer des femmes enceintes hutues, dès lors que leur futur enfant était un tutsi.

Il avait été conçu par un père tutsi et qu'il aurait par conséquent été lui-même tutsi.

Certes, la motivation idéologique volait avec d'autres motivations, purement matérielles. Alison des Forges a indiqué devant la Mission que « les récompenses accordées pouvaient avoir une grande influence, surtout pour des jeunes sans emploi ; on leur donnait à manger, des vêtements, de la bière, des vêtements. On offrait à la population ordinaire la possibilité de piller. Dans une société d'une pauvreté extrême, le pillage pouvait voler une famille ou une porte représentait quelque chose de très important. Et surtout, on donnait aux civils, dans une société où il n'y a jamais assez de terre, la possibilité de disposer des champs des tutsis tués, ce qui constituait une forte récompense. A l'école, on offrait des voitures, des bouillottes, des ordinateurs, des postes de télévision. Mais la motivation du gain n'est jamais l'élément déclencheur des massacres ; les promesses en argent, en terres ne servent qu'à faciliter la participation de l'ensemble de la population ; la justification première demeure celle d'en finir avec les tutsis. »

La divergence entre ces témoignages n'est qu'apparente. C'est un fait établi que les miliciens hutus modérés et les membres des partis d'opposition ont été parmi les premiers victimes des massacres posés, le 6 avril 1994, au premier rang desquels se trouvait le premier ministre, M. Agathe Umungangwa. Le président de la Cour de cassation, Joseph Kavaruganda. Divers témoignages recueillis par les rapporteurs de la Mission ont également fait état de l'assassinat de certains hutus qui ont refusé de s'associer ou de participer aux massacres. Mais ces assassinats ponctuels et individuels, aussi nombreux et odieux soient-ils, appartiennent à une autre logique, celles des crimes politiques.

### C) L'EXISTENCE DE LISTES PRÉPARÉES

L'existence de listes des futures victimes préétablies, établies au 6 avril 1994, a été confirmée par plusieurs témoignages devant la Mission. James Casanu, notamment, a estimé probable que « ces listes ont été établies et diffusées dans le cadre de la lutte entre les factions politiques et qu'elles ont été utilisées pour identifier des personnes politiques, indépendamment des ethnies ». Cette hypothèse apparaît la plus probable pour deux raisons. D'une part, même si on retient une hypothèse haine de listes comprenant jusqu'à 500 noms, ce nombre apparaît dérisoire face aux centaines de milliers, voire au million de victimes de massacres. D'autre part, même si l'on retient que Jean-Michel Maranda, devant la Mission, a déclaré qu'il était difficile pour un étranger de disposer d'une liste de personnes politiques, les miliciens hutus qui se consacraient à la mise à mort de tutsis ont eu accès à ces listes, ce qui leur a permis de les utiliser.

Il semble que ces listes aient surtout servi les premiers jours du génocide, notamment le 7 avril, durant lesquels, selon Jean-Michel Maranda, « les assassinats se déroulaient de façon systématique, es-sentiellement de personnes politiques, ont été manifestement tués ».

### D) UN GÉNOCIDE ORGANISÉ

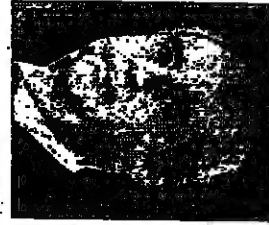
Ce qui a frappé, semble-t-il, le plus, les témoins de l'époque lors du déclenchement du génocide, c'est, ainsi que l'a rapporté Jean-Henri Baro, qu'il ne s'agissait pas de massacres ou d'une quelconque fureur populaire, mais d'un acte d'un président, non bien davantage d'un processus organisé et systématique. Ce n'était pas une lutte éternelle qui procédait à ces tueries, mais des milices agissant avec ordre et méthode.

M. des Forges a également estimé que « les massacres avaient été déclenchés par un groupe très restreint qui avait délégué le gouvernement légitime pour pouvoir prendre le pouvoir ». Ce petit groupe, composé de gens convaincus et organisés, « disposait de collaborateurs au nord-ouest, à Gisenyi, au sud-ouest à Cuvungu, au sud-est, à Gikomoro, et à l'est, à Kibungu ». S'attaquant d'abord aux personnes politiques, ils ont ensuite massacré les masses, manipulant les populations par des messages radio destinés à semer la panique, ce petit groupe a réussi à contrôler la quasi-totalité du système administratif, militaire et politique. « La preuve du caractère contrôlé de ce génocide », est apportée, selon M. des Forges, par l'organisation systématique de mises en scène fallacieuses tendant à prouver l'implication d'une attaque que les tutsis et destinées à attiser la haine des populations contre ces derniers.

« L'extrême violence, l'efficacité de la machine du génocide », a expliqué José Kagame, serait donc le reflet de l'efficacité du système de contrôle de la société sous le régime Habyarimana. « Dans chaque préfecture, il y avait un responsable au parti, on avait pour mission d'organiser le génocide des communes, aller dans les villages en quatuor, chaque quatuor étant dirigé par un tutsi. Les missions étaient sous l'autorité et la surveillance constante d'un fonctionnaire du parti surnommé "Monsieur DR Misions" ».

## RWANDA: LE RAPPORT DE LA MISSION QUILLES

EDOUARD BALLADUR



■ Premier ministre de la France en 1993, Edouard Balladur a été le premier à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles.

Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles. Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles.

Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles. Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles.

ALAIN JUPPÉ



■ Ministre des Affaires étrangères d'Edouard Balladur, Alain Juppé a été le premier à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles.

Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles. Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles.

Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles. Le 30 juin, Michel Rocard a été le premier responsable politique à reconnaître la responsabilité de la mission Quilles.